

REVUE HISTORIQUE

FONDÉE EN 1876 PAR GABRIEL MONOD

DIRECTEURS :

CHARLES BÉMONT ET CHRISTIAN PFISTER.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.

Cicéron, de Orat., II, 15.

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE.

TOME CENT TRENTE-TROISIÈME

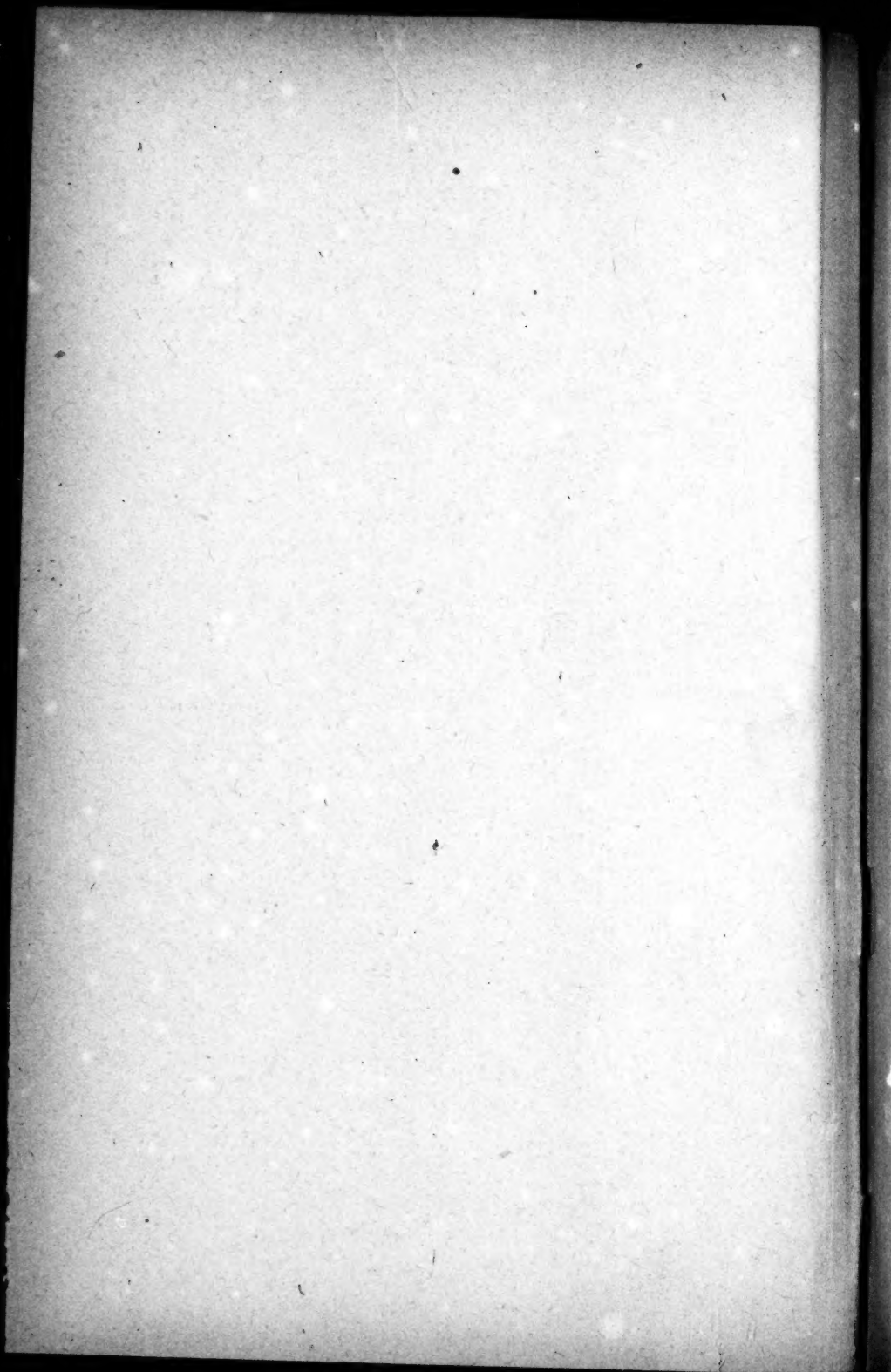
Janvier-Avril 1920.

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1920



D
! .R6
t. 133
1920

H
~~R3282~~
v. 133.
APR 20 1922
168254
B. D.

RECEIVED
APR 20 1922
LIBRARY
OF THE
CONGRESS

L'AFFAIRE MIQUE

(1745-1794).

Le vaisseau du roi l'*Élisabeth*, de soixante-quatre canons, armé en course, quitta le port de Brest le 12 juillet 1745, et fit voile vers Belle-Isle en mer, où l'attendait le prince Charles-Édouard¹. On lui réservait un rôle principal dans la restauration projetée des Stuarts. Il y avait à bord, en sus de l'équipage ordinaire, quinze officiers et vingt-cinq volontaires d'une compagnie dite « des volontaires de Maurepas », composée « de tous gentilshommes ou gens vivant noblement », commandée par le chevalier de Lancize; elle devait s'attacher à la personne du Prétendant, protéger sa descente en Écosse et lui servir de garde d'honneur.

L'*Élisabeth*, convoyant la petite frégate de dix-huit canons qui portait le prince, était parvenue à la hauteur des îles Sorlingues quand elle rencontra, dans l'après-midi du 20 juillet, le *Lion*, garde-côte anglais de soixante-quatorze canons. La lutte fut sanglante et dura jusqu'à minuit. Le *Lion* se rendit enfin; succès illusoire, car l'*Élisabeth*, qui avait perdu son gouvernail et toutes ses embarcations, ne put amariner le vaincu. On s'aperçut à l'aube que l'anglais, masquant ses feux, s'était échappé. La retraite du Prétendant était du moins couverte; il avait pris le large, lui aussi, à la faveur de l'obscurité.

L'engagement coûtait au vaillant navire plus de cinquante morts, dont le commandant, M. d'O, et plus de cent blessés². Quant aux « volontaires de Maurepas », ils payaient chèrement ce baptême du feu; leurs deux lieutenants, leurs deux sous-lieutenants, trois volontaires se trouvaient au nombre des morts, et ils comptaient dix-sept blessés. C'était beaucoup pour une poignée d'hommes. Le chevalier d'Estimonville, maréchal des

1. *Mercur de France*, août 1745; *Gazette de France*, 7 août 1745.

2. Arch. nat., Marine ancienne, C^o 89.

logis, rendit les honneurs d'usage à ses camarades dont les restes furent jetés à la mer, lestés d'un boulet; l'écrivain du roi, M. de Linois, inscrivit au rôle d'équipage une brève apostille en marge des noms de tous ces braves. Puis l'*Élisabeth*, voiles incendiées, agrès hachés par la mitraille, plus de cent coups de canon reçus en plein bois dans sa coque, remit le cap sur Brest; elle y arriva le 27 juillet par ses propres moyens, sans avoir rencontré aucun bâtiment qui pût lui prêter secours. On porta les blessés à l'hôpital; le navire entra à l'Arsenal pour passer en cale sèche; les rôles de l'équipage furent déposés au bureau des armements, et l'amirauté se mit en mesure d'avertir les familles de ceux qui avaient succombé. Onze matelots désertèrent, le navire une fois en rade.

« Tué au combat le 20^e juillet 1745 »; telle est la formule uniforme qui, comme une épitaphe, signale aujourd'hui, dans les archives de la Marine, ces victimes françaises de la cause des Stuarts. Seul, un officier, le premier sous-lieutenant Mique, se distingue au rôle d'équipage de l'*Élisabeth* par des annotations répétées. « Donné un extrait mortuaire le 7 novembre 1773. Idem du 20 janvier 1775. Autre du 1^{er} mars, visé de M. l'Intendant. Autre du 29 mars 1784, id. » Pourquoi ces démarches répétées, cette curiosité posthume qui vient, trente et quarante ans après la bataille, réveiller la mémoire du disparu? C'est qu'un drame de famille, dont le combat du 20 juillet 1745 fut le prologue, se cache sous ces brèves formules d'expéditionnaires ordonnés; étrange affaire bien oubliée, mais qui passionna en son temps Versailles et Nancy, intrigua la cour frivole de Marie-Antoinette et conduisit à l'échafaud révolutionnaire l'auteur trop peu connu du hameau de Trianon.

*
* *

Personne, en vérité, n'eût jamais imaginé que Claude-Nicolas Mique, fils de Simon Mique, l'architecte-entrepreneur de Lunéville, tomberait à vingt-trois ans, officier d'une troupe d'élite, face à la mitraille anglaise, sur le pont d'un vaisseau du roi. Enfant de la balle, bien apparenté dans le monde du bâtiment, il devait en toute vraisemblance y faire paisiblement sa fortune¹.

1. Arch. nat. : Papiers de Richard Mique, T 630; Conseil d'État privé du Roi, V^o 1090; — Bibl. nat. : Précis signifié pour le sieur Richard Mique, etc..., 4^e F3-34731.

Sa famille le dirigeait dans cette voie ; il avait étudié l'architecture et reçu à Strasbourg en même temps que Richard Mique — son frère, issu d'un second mariage — les leçons d'un parent, le sieur Barbier, inspecteur des lignes d'Alsace, dessinateur et géographe des places de ladite province. De bonne heure, il conduisit des travaux au château royal de Lunéville ; en 1743, il obtenait l'entreprise de l'église paroissiale de Rosières-aux-Salines. Comment et pourquoi le jeune architecte s'était-il transformé en officier garde du corps du roi présumé d'Angleterre ? Il est probable que la protection du bon Stanislas se fit sentir à propos, et possible que la famille Mique ait éprouvé quelque satisfaction de le voir si bien casé. Les mauvaises langues de la province répétèrent plus tard que *Dadiche* (c'était son sobriquet d'enfant) ne s'entendait pas toujours avec sa belle-mère, Barbe Michel. Peut-être aussi son humeur aventureuse s'accommodait-elle assez mal de la stéréotomie et des lavis à l'encre de Chine ? Le 14 mars 1740, sortant à peine du collège, il s'était engagé au régiment de Rohan-Infanterie ; coup de tête de jeune homme, car le crédit de sa famille obtenait sa libération le 20 août suivant. Son signalement militaire, qui date de sa dix-septième année, le dépeint comme un gaillard de 5 pieds 2 pouces et 7 lignes, aux cheveux châtain, aux sourcils roux. Ses noms de guerre — La Jeunesse, dans les chantiers de construction ; La Victoire, au régiment — n'avaient point l'allure mélancolique. Au fond, nous sommes réduits aux conjectures ; mais a-t-on besoin de savoir exactement, quand un soldat s'est fait tuer pour une cause, quelles raisons l'y avaient enrôlé ?

La mort du sous-lieutenant Mique émut sans doute la province lorraine ; mais elle éveilla aussi sa curiosité. Claude Mique, décédé ab intestat, était — nous l'avons vu — le fils d'un premier mariage ; le frère et la sœur de Françoise Royal, sa mère, firent valoir leurs droits à la succession. Comme Simon Mique était remarié depuis 1727, il s'agissait de fixer la part qui revenait à Claude dans les acquêts de la première communauté. On ne put s'entendre à l'amiable, et le bonhomme, qui prétendait bien ne pas se laisser dépouiller, plaida. Condamné au bailliage de Lunéville le 7 juin 1746, il fit appel et n'eut pas plus de succès devant la Cour souveraine de Nancy qui confirma la première sentence le 17 février 1747. Le public savait bien que l'entrepreneur était à son aise ; on eut, aux audiences,

des détails plus précis sur sa fortune; on apprit, en tous cas, que le pauvre « La Jeunesse » possédait des biens propres qui lui venaient de sa mère. Même, il ne serait pas impossible qu'on se fût préoccupé incidemment d'une autre question au cours de ces deux procès. La mort de Claude Mique était le fait essentiel de la cause; or, il n'avait pas été dressé d'acte de décès qu'on pût régulièrement verser aux débats. Une annotation marginale au rôle d'équipage en tenait lieu. Telle était la coutume des gens de mer, assez nouvelle pour les oisifs de Lunéville et de Nancy; nous verrons même que par un singulier hasard le rôle de l'*Élisabeth* manquait vraiment de précision, et qu'il fallut un arrêt du Conseil d'État, rendu le 21 mai 1779, pour en proclamer la valeur légale. En tous cas, quand Simon Mique mourut en 1763 — malade depuis cinq années déjà — on prétendit qu'il avait oublié le décès de Claude. Il s'imaginait parfois que son fils aîné voyageait à l'étranger; illusion assez vraisemblable, que ne venait contredire dans la cervelle affaiblie du vieillard aucun souvenir d'une réalité précise.

Entrepreneur plutôt qu'architecte, et plus voisin de l'artisan que de l'artiste, Simon Mique avait vu du moins sa lignée prendre rang dans la grande bourgeoisie. Son fils Richard, l'aîné du second lit, apparenté à la maison du roi de Pologne¹, pouvait compter sur une rapide et brillante fortune. Le vieux Stanislas, grand bâtisseur et bon prince, tenait son premier

1. Cf. *Inventaire des registres de l'état civil de Lunéville (1562-1792)*, par le lieutenant Ch. Denis. Berger-Levrault, 1899. — Du 30 octobre 1753, mariage du sieur Richard, ingénieur-architecte des ponts et chaussées du roi, fils mineur du sieur Simon Mique, entrepreneur des bâtiments du roi, et de demoiselle Barbe Michel, avec demoiselle Marie-Catherine, fille mineure du sieur François Hurtevin-Montauban, valet de chambre et porte-arquebuse du roi, et de feu demoiselle Marthe Havard. — Du 23 novembre 1754, naissance de Stanislas-Catherine, fille du sieur Richard Mique, ingénieur des ponts et chaussées, et de demoiselle Marie-Catherine Hurtevin, dite Montauban. Parrain, Le Roy; marraine, M^{me} la duchesse Ossolinska. — Du 13 janvier 1757, naissance de Catherine, fille du sieur Richard Mique, ingénieur des ponts et chaussées. Parrain, le sieur Emmanuel Héré, premier architecte du roi. — Du 24 janvier 1764, mariage du sieur Henry-Louis Péfat, dit Montigny, contrôleur des bâtiments et châteaux du roi et sous-ingénieur des ponts et chaussées, avec demoiselle Marguerite, fille des défunts sieur Simon Mique, entrepreneur des bâtiments du roi, et demoiselle Barbe Michel.

Richard Mique habitait en 1769 le n° 59 de la rue d'Allemagne à Lunéville, c'est-à-dire dans la partie de la rue de Lorraine comprise entre la rue du Château et la rue des Capucins.

enfant sur les fonts baptismaux et la duchesse Ossolinska, la favorite, servait de marraine. L'année même où mourait son père, Richard Mique atteignait le point culminant de sa carrière à la cour de Lunéville. Il recueillait en quelques mois deux charges importantes : ingénieur en chef des ponts et chaussées de Lorraine et de Barrois, puis successeur de Héré dans la direction générale des bâtiments de Stanislas ; Louis XV lui-même le créait chevalier de l'ordre de Saint-Michel, dont le large ruban noir était destiné aux artistes et aux savants. On voulait selon toute apparence le récompenser d'avoir organisé l'été précédent les fêtes de Nancy et de la Malgrange, offertes à Mesdames Adélaïde et Victoire¹. A trente-cinq ans, Mique jouissait de toute la faveur du vieux roi et la justifiait pleinement. Ses œuvres ne forcent point l'attention parmi les richesses artistiques de Nancy et ne se présentent pas à nous dans leur cadre primitif. Les portes Sainte-Catherine et Saint-Stanislas, petits arcs de triomphe d'un style classique, élégants et sobres, gagneraient à être largement dégagées des immeubles trop voisins. La caserne Sainte-Catherine n'a plus, du côté de la rue, sa clôture décorative d'autrefois. Ces monuments font honneur, quand même, à l'élève de Blondel et de Héré. Stanislas, bon connaisseur, avait déjà pu apprécier ou pressentir ses qualités maîtresses ; laborieux, précis, homme d'art et de métier, Richard Mique était né pour servir les projets d'un souverain aimant à bâtir. Il savait accommoder son talent aux sujets et sa conduite aux circonstances — don précieux, même à la cour patriarcale de Lunéville, et qui le sauva quand, après trois années d'exercice, il perdit son vieux protecteur. En quelques semaines, les services de la maison de Pologne étaient licenciés, et Versailles se hâtait de recueillir un héritage escompté depuis longtemps. En vain Mique demandait-il qu'on le laissât au moins architecte des bâtiments élevés en Lorraine par le roi de Pologne ; les bureaux repoussaient dédaigneusement sa requête². C'était l'effondrement de ses espérances, mais presque aussitôt le début de sa véritable fortune. Marie Leczinska, la bonne reine, au déclin de sa vie, formait le charitable projet de doter Versailles d'une maison d'éducation pour les jeunes filles pauvres ou de condition modeste. Elle obtenait de Louis XV la promesse des fonds néces-

1. Cf. Chr. Pfister, *Histoire de Nancy*, t. III.

2. Cf. Desjardins, *le Petit Trianon*. Versailles, 1885.

saïres et onze arpents à prélever sur le domaine de Clagny dont le démembrement était dès lors résolu. Au début d'octobre 1766, une lettre semi-officielle du P. Bieganski, confesseur polonais de la reine, prouvait à Richard Mique que les protégés du feu roi savaient encore s'entr'aider et l'appelaient à Versailles pour y élever le nouveau couvent.

Introduit dans la modeste cour de Marie Leczinska, en passe de connaître les hauts dignitaires de l'administration royale et d'en être connu, Mique allait subir de nouvelles tribulations. La reine mourait le 24 juin 1768, bien avant l'achèvement de l'œuvre projetée; une fois encore, l'architecte arrêté en plein travail devait consolider son crédit et obtenir de l'argent d'un trésor qui commençait à en manquer. Un mémoire, conservé dans ses papiers personnels, nous apprend que la reine avait bien voulu « faire revivre en sa faveur la place d'intendant et de contrôleur des Bâtimens de sa Maison » — charge qui avait dû, pendant bien longtemps, ressembler à une sinécure; Mique suppliait Madame Adélaïde de lui obtenir le maintien de ce modeste privilège. Il ne semble pas qu'une décision royale soit intervenue à cet effet; mais le « couvent de la reine » eut si peu à pâtir du décès prématuré de sa fondatrice qu'il abrite aujourd'hui les destinées du lycée Hoche. Louis XV qui, après la mort du Dauphin, avait laissé périliter l'œuvre considérable commencée par son fils au Pré de Clagny — un hôpital de 400 lits — jugea bon de s'associer aux dernières volontés de sa femme; Mesdames s'y attachèrent avec une piété filiale très active. Le 29 septembre 1772, le roi et les princesses inauguraient par une visite le couvent à la veille de recevoir les religieuses, et la *Gazette de France*¹ remarquait que Sa Majesté avait daigné témoigner sa satisfaction au sieur Mique. L'œuvre valait qu'on en complimentât l'artisan. Alourdi par des transformations nécessaires à sa condition nouvelle, on lui restitue sans trop de peine ses qualités originales : le bel équilibre d'un plan que n'eût point renié Palladio, l'adaptation intelligente des formules classiques aux usages modernes, les règles claustrales appliquées avec une simplicité gracieuse et habilement tempérées par de larges baies partout ouvertes sur des jardins.

Richard Mique était récompensé de six années de travail; il se

1. N° du lundi 2 octobre 1772.

trouvait en bonne posture à la cour, protégé avoué de Mesdames, et tout désigné pour une situation plus officielle qui lui assurerait, dans un avenir prochain, la renommée et la fortune. Une mystérieuse adversité l'attendait. La *Correspondance secrète* de Métra¹ prétend qu'un homme « arrivant du pays étranger et dont l'extérieur n'annonçait rien moins que l'opulence » se présenta un jour chez M. Mique et l'aborda comme son frère; information dramatique, qui n'est pas tout à fait conforme à la réalité. Le péril lui fut révélé par des voies plus détournées. Dans l'été de 1773, au plus tard, il apprit qu'un tailleur de pierre, employé aux travaux de l'hôtel de l'Intendance à Soissons, se donnait publiquement comme son frère. Le personnage faisait des dettes, et l'on s'adressait à Richard Mique afin qu'il les soldât; bien plus, le 1^{er} septembre, il ne craignait point d'écrire une lettre signée Charles-François Mique au sieur Calce, inspecteur des travaux du couvent de la reine, le priant ironiquement de faire sa cour à M. Mique et de transmettre ses compliments à un certain Lambert, premier commis de l'architecte. Richard Mique — nous ne saurions en faire trop tôt la remarque — ne se connaissait pas de frère portant les prénoms de Charles-François. Peut-être même ne comprit-il pas dès l'abord la gravité de l'intrigue ourdie contre lui. En tous cas, l'intrus ne tardait pas à préciser ses prétentions : il avait miraculeusement survécu au combat naval du 20 juillet 1745. L'entrevue dont parle Métra est du 15 octobre 1773, mais elle eut pour instigateur et pour témoin le lieutenant de police de Nancy. Le soi-disant sous-lieutenant aux volontaires de Maurepas, arrêté depuis la veille, se trouva en présence de Mique. C'était un ouvrier beau parleur.

*
* *

Les gens de police qui, par profession, goûtent médiocrement les mystères avaient déjà percé celui-là. Pour eux, le prétendu survivant de 1745 était un tailleur de pierre d'Épinal, Charles-François Mougenot, dit Charles IV, né en 1733. On verra plus tard ce qu'on en doit croire. En tous cas, deux remarques sont dès à présent légitimes. Aucune de leurs assertions de la première heure n'est contredite par le volumineux dossier où s'ac-

1. 7 janvier 1778.

cumulèrent enquêtes et procédures et qui fut versé en 1777 au greffe du Conseil d'État du roi. En second lieu, au moment précis où le sous-lieutenant Mique ressuscite, Mougenot s'évanouit pour toujours. Une heure viendra où l'affaire Mique sera presque populaire. Le prétendu frère de l'architecte de la reine aura derrière lui une cabale assez résolue pour le soutenir de son crédit et de ses subsides. Une preuve et même une simple présomption de l'existence ou du décès de Mougenot eût été pour ses partisans une incomparable aubaine. Jamais il ne fut question de la fournir.

Singulière odyssée que celle de cet aventurier, habile ouvrier paraît-il, assez intelligent pour plaider lui-même sa cause pendant trois audiences devant le Parlement de Nancy, mais desservi par des vices que l'on pressent, et qui dépensa avant d'aller mourir à Bicêtre plus d'activité qu'il ne lui en eût fallu pour gagner largement sa vie sur quelque chantier lorrain. D'où lui venait son surnom de Charles IV? Était-ce une plaisanterie facile, née dans un atelier où travaillaient déjà d'autres Charles? Jugeait-on qu'il ressemblât à l'ancien duc de Lorraine? Avait-il l'allure énigmatique, un peu hautaine, que nous trouvons au portrait de Jean Valdor? Les origines du personnage sont, comme on le pense bien, assez obscures. Marié à dix-neuf ans, Mougenot abandonne de très bonne heure sa femme et son enfant pour suivre un sergent racoleur. Comme il n'est toujours que Mougenot, la police n'approfondit guère sa biographie pendant dix bonnes années; deux faits cependant surnagent. Le régiment des Gardes Lorraines le porte déserteur en janvier 1762; le régiment de Lyonnais-Infanterie en fait autant le 9 juin 1765. Désormais, ses faits et gestes doivent être suivis de près. Mougenot se trouve alors à Dunkerque et prend la résolution de passer la frontière. Six mois après, il est à Cologne et s'engage dans le corps royal de Danemark. A Copenhague, il fait la connaissance d'une couturière, Caroline Arhenfeld, originaire de Norvège, et l'épouse le 20 juin 1767, trois mois avant la naissance de leur premier enfant. Quel nom figurait sur leur acte de mariage? Il y eut à ce sujet, parmi les robes noires, des discussions à la Brid'oison. Mougenot, affirmait Richard Mique; Muckgenoot, ripostaient ses adversaires, ou Mongenot à la rigueur. Il paraît certain, en tout état de cause, que le nouveau ménage porta le nom de Muckgenoot. La transcription s'était

faite en quelque sorte d'elle-même; mais le hasard lui ménageait le bénéfice de circonstances singulièrement favorables. La famille Mique, de vieille souche alsacienne, comptait parmi ses membres des Mieg, des Müg et des Mucq. Le nom de Muckgenoot se trouvait donc être une transition entre Mougenot et Mique et autorisait pour l'avenir toutes sortes de revendications.

En 1768, notre homme déserte encore et passe en Suède; le 21 avril 1769, il y contracte un engagement de six ans dans une compagnie de mousquetaires. Mais, cette fois, l'acte est signé Charles-François Miquet, et voici le point précis où nous commençons à être intrigués. Certes, il est naturel qu'un aventurier, trois fois déserteur, s'avise enfin de dépister les recherches. Mais pourquoi ce pseudonyme, déjà significatif? Mougenot a-t-il été vraiment, comme le prétendra bientôt son oncle Didelot, ouvrier chez l'un des Mique? A-t-il rencontré dans un cabaret de Dunkerque — où M. de Maurepas avait préparé presque toute l'expédition du prince Charles-Édouard¹ — un survivant, peut-être même un des déserteurs du combat de 1745? Les deux hypothèses sont-elles également vraisemblables? L'affaire est déjà assez romanesque par elle-même pour qu'on n'y mêle point de roman; il suffit de rapporter les faits. Pourvu en 1771 d'un congé de neuf mois pour Carlsrona, Miquet y travaille de sa profession jusqu'en 1772 et disparaît à l'expiration de son congé. Le 3 septembre, l'ambassadeur de France à la cour de Suède, mal renseigné ce jour-là, délivre un passeport au nommé Charles-François Mique de Nancy, tailleur de pierre, allant en France avec Caroline-Marthe, sa femme, et ses deux filles, âgées de cinq ans et d'un an et demi.

Débarqué à Rouen, le ménage se dirige sur Amiens où Mougenot, embauché comme ouvrier marbrier, conçoit et réalise sans tarder le projet d'exploiter la charité des dévots. Il prétend que ses filles n'ont pas été baptisées (l'instruction prouva le contraire) et leur trouve des parrains et marraines rentés et qualifiés : Jean-Baptiste Hubault, négociant, ancien consul, et Marie-Catherine de Ribaucourt, veuve d'un échevin, pour l'aînée; François Biart, négociant, ancien consul, et Marie-Françoise de Bagnolle pour la cadette. La cérémonie du baptême a lieu le 11 novembre dans l'église Saint-Sulpice d'Amiens,

1. Arch. nat., Marine ancienne, B⁴57.

paroisse aujourd'hui disparue d'un faubourg voisin de la citadelle. Elle prélude à une manifestation religieuse plus importante : le 10 janvier 1773, Caroline Arhenfeld abjure solennellement, en la même église, la religion luthérienne. Tous ces actes sont signés Charles-François Mique. La police ne croit guère à la sincérité de ces édifiantes cérémonies ; elle y voit même un « jeu du premier des sacrements ». Elle ne doit pas se tromper de beaucoup, car le sieur Biart, parrain de la petite Marie-Françoise, conçoit bientôt de tels doutes qu'il demande des renseignements à un correspondant de Lunéville. Il s'agit surtout « d'une prétendue succession qui était en Lorraine entre les mains d'un oncle nommé Didelot » ; et ceci permet de supposer que Mougenot avait amorcé quelque escroquerie. Fâcheuse imprudence, qui le perd ; l'enquête officieuse traîne en longueur, mais aboutit. L'oncle Didelot se fâche, révèle que la succession est imaginaire, que son neveu s'appelle Mougenot, est déjà marié à Épinal et compte plusieurs désertions à son actif. La prévôté de Lunéville a vent de cette histoire ; elle en saisit la maréchaussée d'Amiens et celle-ci fait une descente à l'auberge de Mougenot assez à temps pour apprendre qu'il est parti depuis huit jours et n'a point laissé son adresse.

Il avait du moins adopté un plan définitif et décidé que, l'héritage commis à l'oncle Didelot s'évanouissant, il serait le frère de Richard Mique. L'architecte en était bientôt informé, soit par des réclamations de créanciers, soit par la lettre au sieur Calce, inspecteur des travaux du couvent de la reine, dont il a été question plus haut. L'imposture ne tardait pas à prendre corps et réclamait une prompte et vigoureuse défense.

Tandis que Mique, retenu à Versailles, en réunissait les premiers éléments, Mougenot entrait peu à peu dans son nouveau rôle. Un séjour à Bruxelles, résolu d'abord par nécessité ou prudence, l'affermissait en son dessein ; pour un aventurier aussi dépourvu de scrupules, il y avait moins de bénéfices à attendre la maréchaussée sous les apparences du déserteur Mougenot qu'à aller au-devant d'un procès civil dans le rôle du sous-lieutenant Mique ressuscité. Il laisse donc sa famille à Bruxelles et s'en va quêter les renseignements indispensables à Paris, à Lunéville, à Nancy ; il a la chance de rencontrer, à cette dernière étape, un ancien domestique de la famille Mique qui, avec ou sans malice, le documente. Le fait est qu'au jour de son

emprisonnement (16 octobre 1773) il commence à être mieux renseigné. Lui, qui s'est dit jusque-là Charles-François Mique — prétention absurde, car il n'y a jamais eu de Charles-François dans la famille — il signe Claude Mique au registre d'érou, usurpant pour la première fois l'état civil exact du disparu. Sa malheureuse femme était venue le rejoindre au début d'octobre à Lunéville, quatre jours avant de mettre au monde un fils; Mougenot devait au messager de Bruxelles une centaine de francs pour le transport de la mère et de ses deux filles et pour argent prêté en route.

Prise à son début, tandis que l'opinion publique ne s'y intéressait pas encore, l'affaire était déjà embarrassante. Il ne suffisait pas de savoir que le soi-disant Mique s'appelait réellement Mougenot; il fallait encore l'en convaincre. Or, la coutume lorraine n'admettait pas la valeur du simple témoignage en matière de possession d'état; les enquêtes et les recherches officielles à l'étranger, bases d'une argumentation juridique, ne pouvaient pas être improvisées. En admettant qu'un hasard favorable permit de confondre rapidement l'imposteur, sous quelle inculpation allait-on le poursuivre? Comme bigame? La loi n'était pas fort sévère à cet égard¹. On se contentait, le plus souvent, d'un de ces châtimens burlesques dont se divertissaient nos pères : le coupable était exposé au carcan ou au pilori, avec autant de quenouilles qu'il avait de femmes vivantes. On pouvait, il est vrai, ajouter la peine des galères; mais encore fallait-il que la seconde femme épousée durant le premier mariage portât plainte, et Mougenot était sûr de Caroline Arhenfeld. — Comme déserteur? L'ordonnance rendue par Louis XVI à son avènement montre bien que la fréquence du délit désarmait à peu près la justice. La désertion devant l'ennemi était toujours passible d'une pendaison sommaire, mais pendant le règne de Louis XV les déserteurs ordinaires avaient bénéficié d'amnisties plusieurs fois répétées. Le bailliage de Nancy ne vit point dès l'abord à quel client résolu il avait affaire et ne sentit pas davantage la nécessité d'être circonspect. Sur le témoignage du voiturier de Bruxelles et d'un entrepreneur de Lunéville, établissant les prétentions de l'inculpé, Mougenot fut traité en malfaiteur vulgaire,

1. Cf. *Répertoire de jurisprudence civile et criminelle*, par Guyot, écuyer, ancien magistrat. Paris, 1784.

déserteur et bigame¹. On le confronta avec Catherine Chanet, sa première femme, qui d'abord le reconnut. Il y eut même, paraît-il, une scène plutôt fâcheuse, car elle était renouvelée de M. de Pourceaugnac. L'enfant que Mougenot avait abandonné au berceau n'hésita pas à l'appeler son père. Catherine Chanet revint sur ses déclarations dans la suite, soit qu'elle eût été circonvenue, soit qu'elle eût tout simplement réfléchi. La perspective de nourrir et de désaltérer ce mari dont la bigamie n'était point pendable, et qui lui tombait du ciel après vingt années d'absence, n'avait rien de bien séduisant. De toute façon, l'incident compromettait déjà la cause de Richard Mique. L'instruction de l'affaire, menée avec une rigueur singulière, ne la favorisait pas davantage. On avait mis Mougenot au secret, dans un cachot du bailliage; on tentait de l'intimider en parlant de le juger présidiallement, c'est-à-dire sans appel. Peut-être espérait-on l'amener à reconnaître son imposture et l'envoyer ensuite se faire pendre ailleurs pour clore une aventure qui n'avait déjà que trop duré. Mais Mougenot était tenace et présentait qu'il allait devenir un prisonnier embarrassant. Son affaire mettait en jeu de graves intérêts — sans parler de ceux des héritiers de Françoise Royal, dépossédés si le lieutenant Mique avait survécu au combat de 1745 — et elle intriguait déjà trop la province pour être étouffée dans son germe. Il résista pendant deux mois, tant et si bien qu'il fallut enfin se résoudre à lui donner un avocat. La tâche du défenseur était relativement aisée, car elle ne portait que sur des questions de forme, et il ne fit, après tout, que son devoir. Sur ses conseils, son triste client en appela au Parlement de Nancy, qui remit les choses au point par ses arrêts des 8 et 29 janvier 1774. Le procureur général déclara qu'il n'entendait pas être solidaire de son substitut au bailliage de Nancy; la Cour annula la procédure criminelle suivie jusque-là, les revendications du prétendu Mique ne relevant que des tribunaux civils. Les amis de Richard Mique, si toutefois la faute commise leur est imputable, l'avaient cruellement desservi. Mougenot pourra désormais se poser en victime de l'arbitraire; plus tard, quand toutes les juridictions, mettant à nu son imposture, l'aurent condamné sur la question de fond, il escamotera les arrêts qui l'accablent pour se targuer

1. Arch. nat., V^e 1080, Conseil d'État privé du roi.

de la sentence de 1774. Le gros public, généreux et sensible, n'y entendra point malice. « Le faux Mique fut élargi samedi dernier 29 janvier », écrit le Lorrain Durival, dans son *Journal inédit*¹, à la date du 2 février 1774. « Il y avait un monde étonnant à l'audience et le peuple était assemblé devant le Palais, attendant la sortie de cet homme. Personne n'aurait osé dire que c'était un imposteur. » La police rend à peu près le même témoignage. « Mougenot mis en liberté devint l'idole de la multitude. On le conduisit en triomphe remercier ses juges, et la prévention fut portée au point que beaucoup de personnes nées depuis l'époque à laquelle il fixait son départ de Lorraine assuraient qu'elles le reconnaissaient parfaitement pour le sous-lieutenant Mique. »

Richard Mique prit, dans les quarante-huit heures, le seul parti qu'il eût à prendre : assigner son soi-disant frère devant la juridiction civile où, malgré sa popularité naissante et son imperturbable audace, il ne pourrait jamais justifier l'usurpation d'un état qui n'était point le sien. Mougenot fut cependant assez savamment conseillé et, d'autre part, assez pourvu de subsides pour retarder pendant deux années pleines le jugement qui devait le convaincre d'imposture. De janvier 1774 à février 1776, il épuise les moyens dilatoires et met à contribution l'arsenal de la chicane, d'abord au bailliage de Nancy. Il serait fastidieux de dresser, comme l'ont fait les juristes du Conseil d'État privé, un résumé de sa procédure. Avec un immuable à-propos, Mougenot produit toujours la pièce qui retardera la solution de son affaire, introduit une demande reconventionnelle de dommages et intérêts, obtient une remise, récuse, fait défaut, forme opposition, interjette appel. Malgré tout, le bailliage rend sa sentence — par défaut — le 15 juin 1774, lui fait défense de se dire et déclarer fils de Simon Mique et de Françoise Royal, son épouse, le condamne en 150 livres de dommages-intérêts applicables du consentement de Richard Mique et consorts au pain des prisonniers, aux dépens, et ordonne qu'annotation sera faite de la sentence en marge de l'acte de baptême de son fils. Mougenot ne se trouble point pour si peu ; il se retourne du côté du Parlement, et la même procédure recommence. Sa mauvaise foi ne tarde guère à décourager le barreau ; un mois avant l'au-

1. Communiqué par M. Chr. Pfister.

dience définitive d'appel, il ne pouvait plus trouver de défenseur. Les avocats de la Miséricorde, qui avaient d'abord admis le pauvre hère au bénéfice de l'assistance judiciaire, ne voulaient plus en entendre parler. Il dut se défendre lui-même. L'ordonnance du 17 janvier 1776, rendue sur placet du soi-disant Mique, lui permit de plaider sa cause « à défaut d'avocat, à la charge de se renfermer dans les bornes d'une légitime défense et de ne point se répandre en invectives ». En dépit de ces précautions, les débats furent vifs et animés. Mougenot, dans un de ses placets au roi, prétend qu'il offrit sa tête, que personne ne réclamait; l'avocat général, exaspéré, parla de le faire appréhender au corps. Quant au public, il s'appliquait plus que jamais à se laisser berner. Au dire de la police, « les impossibilités les plus physiques et les contradictions les plus révoltantes ne furent point senties; la différence des noms des deux personnages, dont l'un était Claude-Nicolas et l'autre Charles-François, ne frappa même pas, et on réfléchit enfin si peu que l'on plaïda qu'un bon voilier pouvait dans vingt-quatre heures décrire une ligne de 200 lieues et qu'un homme pouvait dans un mois voir Yeddo, Pékin, Québec et Lisbonne, etc... ». Cette note d'audience ne manque ni de précision ni de bon sens.

L'arrêt, daté du 12 février 1776, fut une confirmation pure et simple de la sentence du bailliage. Richard Mique était autorisé à faire imprimer et afficher 200 exemplaires du jugement aux frais de son soi-disant frère. Il est permis de supposer que l'imprimeur du cabinet du roi et de la prévôté de l'Hôtel se passa de cette contribution pécuniaire pour éditer, dans le courant de l'année, une plaquette de dix pages qui prétendait édifier le public. On y trouvait, en plus de l'arrêt précité, des extraits de pièces authentiques prouvant que le sous-lieutenant des volontaires de Maurepas avait été tué à bord de l'*Élisabeth* le 20 juillet 1745 et que Simon Mique avait restitué en temps voulu les biens propres de leur estoc et ligne aux héritiers de Françoise Royal, sa première femme. On avait même retrouvé M. de Laurière de Lancize, l'ancien commandant des volontaires, retiré du service comme colonel d'infanterie, et logé à Paris dans un petit hôtel de la rue du Pont-aux-Choux. Le vieux soldat certifiait par-devant notaires que le sous-lieutenant Claude Mique avait été tué en sa présence et sous ses yeux « et ensuite son corps jeté à la mer ».

Le soi-disant Mique, qui pourtant ne manquait pas d'assurance, fut d'abord décontenancé. Ses protecteurs ont dû l'abandonner, car il cherche du travail et se fait embaucher aux bâtiments des hôpitaux de Corbeil. Songerait-il à renoncer pour tout de bon à ses revendications qui ont si mal commencé? Les gens du roi trouveront bientôt sur lui, en le fouillant, un passeport délivré le 18 mai 1776 par le comte de Vergennes au « nommé François Muckgenot, servant et retournant en Danemark, avec sa femme et ses enfants »; ledit passeport valable pour six semaines seulement. Mais, s'il y eut défaillance, elle fut brève; pour le malheur de Richard Mique, l'aventurier va reprendre définitivement, sur une scène plus illustre, son rôle de revenant spolié, et ses manœuvres procéderont d'une habileté si perfide qu'elles trahissent plus que jamais une collaboration.

Dans le courant du mois d'août, Mougenot est à Versailles, avec sa femme et un de ses enfants. Il demande justice par des placets adressés au roi et aux ministres; on l'a si exactement documenté que le comte d'Angiviller, directeur général des bâtiments, est compris dans la distribution et retourne à Richard Mique, son subordonné, le libelle qui l'accuse. S'il se fût contenté de répandre des mémoires, on eût peut-être fermé les yeux; la police du moins le donne à entendre. Mais elle ajoute aussi qu'il amassait les laquais et la populace au coin des rues pour leur raconter ses infortunes; tant et si bien que toute la famille est conduite à la geôle de Versailles. La prévôté de l'Hôtel se conforme à ses traditions; un ordre du roi prescrit à Mougenot « de sortir de Versailles et de s'en éloigner ainsi que de tous les endroits où sera la cour à la distance de vingt lieues », et on relâche les prisonniers le 9 septembre. « Il est à remarquer », dira Mougenot dans une de ses requêtes, « que c'était le jour de l'expiration des six mois prescrits par le règlement du Conseil pour le délai des cassations. » Le mensonge est manifeste; l'arrestation prévue au programme s'était fait attendre, et le persécuté ne pouvait plus dire qu'on l'avait mis sous les verrous pour l'empêcher de se pourvoir. Le coup est manqué; on s'en aperçoit en Lorraine où il retourne et où on ne peut que lui conseiller de saisir une occasion plus propice. On la fait naître dans l'été de 1777. Voici la version du bon apôtre : sa femme, qui ne comprend presque pas le français, croit avoir entendu

dire que l'ordre royal du 9 septembre était révoqué. Elle annonce l'heureuse nouvelle à Mougénot qui, sans penser à mal, revient à Sévres. Il est tout étonné d'apprendre, quand la maréchau-sée l'arrête, qu'il a rompu son ban et plus surpris encore d'être écroué le 12 juin au Petit-Châtelet. Mais il ne tarde pas à se ressaisir. Du fond de son cachot, en vraie posture de persécuté, il pourra supplier le roi d'accepter par une grâce toute spéciale un pourvoi qu'on l'a empêché de former dans les délais légaux et de casser l'arrêt du 12 février 1776 « qui blesse également les lois de la nature, les lois positives, les ordonnances du royaume, la jurisprudence universelle des Cours et les formes sagement introduites pour le maintien de la société et pour l'administration de la justice... ».

*
* *

Si étrange que l'aventure nous paraisse, le roman de Mougénot prenait déjà les allures d'une petite affaire d'État. Pendant plusieurs mois — de mai à octobre 1777 — la correspondance de M. Amelot, ministre de la Maison du roi¹, attestera les embarras que le personnage lui suscite. C'est d'abord une dame de Guignes qui prétend endoctriner le ministre. Elle paraît avoir recueilli chez elle, à la butte Saint-Roch, la famille du prisonnier; tenue en haleine par son défenseur, le sieur Billard, un avocat de la rue Montorgueil, elle plaide l'innocence et crie à la persécution. Un gentilhomme lorrain, et non des moindres, le comte de Raigecourt, chambellan de LL. MM. I. et R., vient à la rescousse; il est crédule et convaincu. Il faudra lui démontrer, certain jour, qu'on abuse de sa confiance. « On vous a trompé, Monsieur, en vous marquant qu'on avait voulu faire signer au nommé Mougénot un désistement du procès qu'il a avec le sieur Mique. Je lui ai fait offrir la liberté s'il voulait se soumettre à ne point répandre de libelles diffamatoires contre son adversaire et se renfermer dans les bornes de la défense de ses prétendus droits; voilà le vrai. Comme il s'y est refusé et que c'est un mauvais sujet reconnu, je l'ai laissé en prison... » Avec M. Lenoir, lieutenant général de police, la correspondance est plus active encore. M. Amelot l'a chargé de reprendre l'affaire et de l'instruire à fond, tandis qu'il tient Mougénot à sa

1. Arch. nat., O¹ 418.

disposition dans les cachots du Petit-Châtelet. Le commissaire demandé par M. Amelot, « intelligent et sur l'impartialité duquel on puisse absolument compter », conclut au chantage; le lieutenant de police, qui en a vu bien d'autres, considère que Mougenot « a quatre enfants qui ne peuvent vivre que de son travail » et propose de lui rendre tout simplement la liberté en l'exilant ainsi que sa femme à cinquante lieues de Paris. M. Amelot s'y prêterait assez volontiers, mais le garde des sceaux Hue de Miromesnil, sollicité lui aussi par M. de Raigecourt, se pique d'être impartial et trouve, d'autre part, que l'affaire a déjà fait beaucoup de bruit dans le public. Il estime donc qu'il vaut mieux laisser Mougenot se pourvoir en cassation, et M. Amelot n'a pas de peine à se ranger à cet avis. Le soi-disant Mique demandait, en somme, une faveur. Le gouvernement de Louis XVI, qui avait horreur de l'arbitraire, la lui accorda. Le Conseil d'État privé du roi, par sa décision du 30 octobre 1777, releva le suppliant « du laps de temps écoulé depuis la signification de l'arrêt du Parlement de Nancy » et l'autorisa à se pourvoir en cassation. La mesure était sage et n'offrait rien de fâcheux pour Richard Mique. Elle évoquait au grand jour du tribunal suprême un mystère dont la province lorraine n'était plus seule à se préoccuper. Toutes les pièces de la procédure allaient être versées au greffe du Conseil; les mémoires des parties, imprimés suivant l'usage, mettraient la cour et la ville en état de discerner l'imposture.

Nous n'avons que le titre du factum : *Pour François Mique, dit La Jeunesse, contre le s. Richard Mique, son frère*; mais les minutes du Conseil d'État reproduisent intégralement son placet au roi, qui pourrait bien être, à quelques variantes près, le manuscrit original de cette brochure rarissime ou disparue¹. Avant d'entreprendre cet exposé définitif, Mougenot a eu tout le temps de se documenter et de réfléchir; l'enfance de Claude Mique est brièvement racontée, sans trop d'invéraisemblances,

1. Cette hypothèse paraît vraisemblable si l'on consulte le *Choix de nouvelles causes célèbres*, par des Essarts, t. V (Paris, 1785). L'auteur de ce répertoire juridique résume, et n'en fait point mystère, les mémoires imprimés à la diligence des parties. Il analyse très fidèlement le factum de Richard Mique, dont plusieurs exemplaires sont venus jusqu'à nous. Or, si l'on excepte un très petit nombre de détails supplémentaires, son exposé du système de François Mique, dit La Jeunesse, est tout à fait conforme aux minutes du Conseil d'État.

avec des détails exacts répartis de place en place. Un épisode est trop complaisamment développé, mais il le fallait bien. Le soi-disant Mique porte, à la lèvre supérieure, une cicatrice relevée sur tous les signalements de Mougenot, tandis qu'aucun signalement de Claude n'en a jamais fait mention. Il nous faut donc apprendre que Simon Mique avait épousé sa domestique en secondes noces et que la marâtre, certain jour, frappa l'héritier du premier lit « si violemment qu'en le renversant du coup sa tête porta sur un chenet chaud et aigu qui lui ouvrit la lèvre supérieure jusqu'à la hauteur du nez et lui brûla la joue jusqu'à la hauteur de l'œil ». Vient ensuite un abrégé de l'adolescence de Claude, de ses débuts et de ses travaux; on pouvait, sans être sorcier, connaître à peu près les faits et gestes de ce grand garçon, toujours en contact avec des ouvriers, et les constructions du roi Stanislas ne passaient point pour secrets d'Etat.

Mais voici où faiblit le conteur. Pas plus que nous, il ne sait par quelle aubaine échut à son personnage une sous-lieutenance dans le corps des volontaires de Maurepas. « Le suppliant crut se frayer un chemin à la fortune en le suivant », et voilà tout. Imprudence plus étrange; ses conseillers n'ont pas pris la précaution de lire, dans le *Mercure de France* d'août 1745, la relation très complète du commandant en second de l'*Élisabeth*, et il ne connaît pas le premier mot de l'affaire; de grosses malices lui suffisent. Mougenot, indépendamment de sa cicatrice à la lèvre, en porte trois sur le corps. C'est un détail à exploiter. « Le vaisseau croisa pendant quelque temps, il entra dans différents ports. Au mois de juillet 1745, on fit différentes prises. Dans l'un des combats qu'on fut obligé de livrer, le suppliant reçut trois blessures; il en porte les cicatrices, elles doivent être désignées sur le Journal du registre de la Marine... Dégouté d'un état dans lequel il avait couru le plus grand danger, peu après le combat, le vaisseau ayant abordé dans une île, le suppliant quitta secrètement le vaisseau. C'est cette retraite secrète qui a donné lieu à la belle-mère du suppliant de le faire passer pour mort, fable que soutient le sieur Richard Mique, son fils, contre la connaissance personnelle qu'il a de l'individu qui se représente... » Faut-il rappeler qu'il n'y a pas, dans tout cela, un mot de vrai?

Plus imprécise et moins abondante encore est la relation de sa vie pendant vingt années, de 1745 à 1765. Sept lignes du

mémoire original la résumait en ces termes : « Un navire faisait voile vers les Antilles. Le suppliant y monta. Sa vie alors ne fut plus qu'une suite continuelle de voyages, et pendant douze à treize ans il vit le Canada, la Chine, la Turquie. A Constantinople, il exerça la profession de tailleur de pierre-marbrier. Après trois années de séjour en cette ville, il s'embarqua pour le Portugal peu de jours après l'événement terrible dans lequel 30,000 personnes périrent en un instant. Il partit de Lisbonne pour se rendre à Copenhague... » En revanche, à la date de 1765, toute sa mémoire lui revient. Il passe modestement sur les désertions de Mougenot et fait sienne, sans la moindre hésitation, la biographie du camarade, telle que la police l'avait reconstituée de son côté. Il est bien entendu, toutefois, que, s'il s'est appelé Karl-Frantz Muckgenott, cette dernière forme est une simple traduction de son nom de famille; elle doit se lire Charles-François Mique la Jeunesse.

Il n'y a de sérieux, dans tout ce fatras, que l'exposé des moyens qui n'est certainement pas de lui. Au fond, la preuve juridique du décès de Claude Mique n'avait jamais été faite, et les conseillers de Mougenot s'en doutaient. Les rôles de l'*Élisabeth*, tels qu'ils ont été versés aux archives de la Marine, révèlent la plus décevante des négligences. Pour eux, le premier sous-lieutenant des volontaires d'honneur est simplement *Mons^r Micq*; une note marginale le désigne comme « tué au combat le 20 juillet ». L'année et le prénom sont omis. Il y a plus. Une pièce effarante figure aux dossiers personnels des officiers¹ : le certificat de décès du sous-lieutenant des volontaires de Maurepas *François Mique*, délivré le 22 mars 1774, signé, légalisé, scellé à la cire rouge! Ce document, reconnaissons-le, n'a jamais quitté les bureaux; rédigé de confiance à la demande de Mougenot, on peut du moins le supposer, et avec le prénom qu'il indiquait — arrêté à temps — l'acte a trouvé, à la longue, sa place dans les dossiers avec cette annotation « à classer aux portefeuilles des papiers utiles aux familles »! Mougenot et ses patrons n'en connaissaient pas tant, mais ils avaient le pressentiment de marcher en terrain plus solide. D'après eux, les certificats produits par Richard Mique étaient sans valeur. L'ordonnance de 1667, faisaient-ils remarquer, prescrit que les.

1. Arch. nat., Marine ancienne, C⁷ 210.

actes d'état civil soient portés sur un même registre, selon l'ordre des jours, et sans laisser entre eux aucun blanc. L'ordonnance du 20 avril 1717 a étendu aux hôpitaux militaires le bénéfice de cette pratique et prescrit encore de dresser le signalement des soldats décédés. Pourquoi, en 1745, l'écrivain de la marine, embarqué sur l'*Elisabeth*, s'était-il affranchi de ces formes légales?

Le *Précis signifié pour le sieur Richard Mique, le sieur Petate de Montigny, ingénieur des ponts et chaussées en Lorraine, époux de demoiselle Marguerite Mique, et pour demoiselle Monique Mique¹, fille majeure, demeurant à Lunéville*, est aussi modéré que probant. Il met en pleine lumière les impostures de Mougénot. Quelques-unes ont peu de conséquence : Barbe Michel était la fille d'un greffier de prévôté, et c'est pour humilier son fils Richard qu'on en fait une servante. D'autres sont plus significatives, et la mauvaise foi du prétendu Mique s'y étale en erreurs grossières. Le régiment de Claude La Jeunesse n'a jamais eu Bitche pour garnison. Le récit du combat naval de 1745 est fantaisie pure, et l'on sait que l'*Élisabeth* rentra à Brest sans avoir touché aucune île ou terre ferme, sans même avoir rencontré aucune voile. Les aventures de vingt années de voyage autour du monde, impudemment escamotées, se relèvent d'une assertion étrange : le tremblement de terre de Lisbonne, qui date de 1755, placé aux environs de 1761. Quant à la question d'état, elle est posée avec une rare maladresse. Il y a bien eu dans la famille un *François Mique*, né le 9 juin 1720; il ne s'appelait pas Charles, et il est mort en nourrice, à Pont-à-Mousson, âgé de huit mois. En s'appropriant son extrait baptistaire, le soi-disant Mique ignorait que le sous-lieutenant des volontaires de Maurepas, dont il prétend s'approprier la vie, portait les prénoms de Claude-Nicolas. Il a pris le nom de Miquet le 21 avril 1769; on le défie de rapporter un acte antérieur à cette date qui ne soit pas sous la forme Mougénot ou Muckgenot. Il allègue, il est vrai, que Muckgenot équivaut à « Mique la Jeunesse »; des experts attesteront que la prétention n'est admissible ni pour un Allemand, ni pour un Suédois, ni pour un Danois. Quant à la mort de Claude-Nicolas, elle est certifiée par des pièces authentiques du

1. Décédée à Lunéville, le 6 octobre 1789, âgée de cinquante-trois ans.

ministère de la Marine et par le témoignage formel du comte de Lancize, ancien commandant des volontaires de Maurepas, qui vit encore. Il faut se refuser à l'évidence pour élever des doutes sur le « décès d'un homme que tous ses compagnons attestent avoir été tué, qui est porté pour mort sur le rôle de l'équipage et qui n'a point reparu au débarquement ».

Richard Mique et sa famille estiment qu'il est temps « de faire finir la comédie que *Charles-François* donne depuis six ans à la capitale et à la province ». On a voulu compliquer cette affaire en y mêlant une question d'intérêts. « La succession du sieur Simon Mique avait donné à chacun des enfants 15,000 livres. Le droit de *Charles-François*, s'il en avait, ne serait que d'un cinquième, ce qui ferait, pour chacun des individus, un objet de 3,000 livres. De bonne foi, peut-on supposer que pour un aussi médiocre intérêt le sieur Mique eût balancé à le reconnaître pour son frère s'il eût eu quelques caractères capables de le rapprocher de Claude-Nicolas? »

Au surplus, leurs conclusions n'ont rien d'excessif; ils prétendent se désintéresser du personnage et le laisser libre de s'appeler comme il lui plaira. « Qu'il soit un imposteur pour avoir pris le nom de *Charles-François* Mique ou que le nom lui appartienne, rien de plus indifférent; et il n'en sera pas moins vrai que dans l'un comme dans l'autre cas il n'est pas le fils de *Simon* Mique et de *Françoise* Royal. C'est cette dernière question seule que le Parlement de Nancy a jugée. »

L'arrêt du Conseil d'État privé, rendu le 21 mai 1779, atteste une étude minutieuse et patiente des moindres faits de la cause. Toutes les pièces produites, sommairement analysées, classées avec méthode en une suite volumineuse de considérants, édifient peu à peu une démonstration si nette que le Conseil n'a pas besoin d'y ajouter un mot. Il n'engage son opinion que sur un point : la validité des actes fournis par la marine qui, un peu hâtivement dressés dans la fièvre d'un appareillage ou le désarroi sanglant d'un combat naval, étaient cependant des pièces de bonne foi. Il stipule que l'extrait mortuaire fourni le 8 novembre 1773 par le bureau des armements du port de Brest est revêtu « de toutes les formalités nécessaires, requises et usitées, qu'on n'en a jamais employé d'autres pour constater la mort des officiers et gens des équipages des vaisseaux du roy ou autres personnes qui s'y trouvent embarquées, que cette forme est autori-

sée et établie par toutes les ordonnances rendues sur le fait de la marine ». Quant à l'arrêt lui-même, il est bref, net et tranchant. « Le roy en son Conseil faisant droit sur l'instance a débouté et déboute le soi-disant François Mique de sa demande en cassation, l'a condamné en l'amende et aux dépens. »

*
* *

Contre toute apparence, l'affaire Mique n'est point close. Elle n'en est même encore qu'à la période des débuts, et déjà son absurdité nous déconcerte, nous oblige presque à nous demander si nous sommes bien informés et clairvoyants. Comment une fiction aussi dénuée de vraisemblance a-t-elle pu naître et durer? Sommes-nous en possession de tous les faits de la cause? L'administration royale ignore ce scrupule; un fait, entre tous, mettait sa conscience en repos. Peut-être Richard Mique ne l'a-t-il jamais connu. Le comte de Lancize, nous l'avons dit, se trouvait à Versailles à l'époque de la première arrestation du soi-disant Mique; on le pria de se rendre à la geôle de la prévôté et on le mit en présence de son prétendu subordonné. « Il eut la complaisance de l'interroger lui-même », écrit en 1781¹ le ministre de la Maison du roi au chargé d'affaires de Danemark, « et lui prouva qu'il n'était qu'un imposteur. Mougénot ignorait jusqu'à l'uniforme de la légion dans laquelle le sieur Mique, qu'il veut représenter, a été tué. Comme il était en drap gris de fer brodé en or, il ne pouvait être oublié d'un officier qui y aurait servi. » Psychologie sans réplique! Imaginait-on qu'un soldat pût ne pas se rappeler la couleur de son premier uniforme de sous-lieutenant?

Plaidée devant un de nos tribunaux, la cause du soi-disant Mique trouverait probablement des arbitres plus timorés. Il y aurait expertise médicale; la Faculté serait convoquée à la barre; l'aventure du plaignant, victime d'une maladie de la mémoire, serait érigée par la défense en cas pathologique rare et intéressant. Arrêtons-nous un instant à cette hypothèse, la seule que l'on puisse raisonnablement invoquer. Elle est encore trop fragile pour résister à un examen sérieux. Il faut admettre que toutes les pièces versées au Conseil d'État pour convaincre Mougénot, le tailleur de pierre d'Épinal, de s'être appelé Muck-

1. Arch. nat., O¹ 422. Dépêche du 5 mai à M. de Blome.

genot, puis Miquet, puis Mique sont des documents falsifiés. Il faut supposer que M. de Lancize s'est trompé en déclarant sans ambages que « M. Mique fut tué à l'arrière du vaisseau, à côté de lui » ; que le chevalier d'Estimonville s'est imaginé à tort l'avoir fait jeter à la mer « avec les précautions usitées pour que son corps ne surnageât point » et que cette illusion a été partagée par les deux camarades qui l'assistaient, M. de Cohade et le chevalier de Formet¹. Il faut croire que Mique, étourdi par une blessure, est tombé à la mer ou y a été jeté, qu'il s'est instinctivement cramponné à une épave et qu'il a été recueilli sans connaissance quelque temps après la bataille ; les sauveteurs ont oublié de le faire prisonnier s'ils étaient anglais, de s'en débarrasser en le conduisant à l'hôpital s'ils étaient français ou neutres. Jamais, remarquons-le, le pseudo-Mique n'a rien dit ou fait qui nous encourageât dans cette voie. Aux audiences de janvier 1793, sa famille, qui aura enfin le droit de parler sans contrôle et ne s'en privera pas, insinue que l'appel eut lieu seulement en rade de Brest. Sa fille, qui a recueilli ses confidences, dans sa « dénonciation à l'Assemblée nationale » représentera son père « si effrayé du combat qu'après ce combat il quitte secrètement le vaisseau et s'embarque pour les Indes ». Mais ne cherchons pas à faire le jeu de Richard Mique et passons sur ces divergences. Laissons au prétendu Claude le bénéfice d'une maladie mentale si singulière qu'en reprenant peu à peu son ancienne personnalité il a recueilli à tâtons le faux et le vrai, même en matière d'état civil. Toutes ces concessions ne nous tirent pas encore d'affaire. Comment se fait-il que cette mystérieuse amnésie de vingt années n'ait pas eu un témoin ni laissé une trace ? « Par quelle fatalité chaque jour de sa vie, depuis 1765, se trouve-t-il marqué par quelque trait particulier, par des actes publics, par des passeports ministériels, tandis que pour les vingt années antérieures il ne rapporte pas un seul adminicule qui tende à prouver même son existence ? » La remarque est de l'avocat Thacussios, dans le précis de 1778, et le temps n'en a point affaibli l'à-propos.

Hypothèse par hypothèse, il n'est pas plus déraisonnable d'accepter l'opinion des juges de Mougenot et de tailler à sa mesure, sans recourir au merveilleux, une explication plausible

1. Arch. nat., V^e 1090.

d'un procès extravagant. Enfant de la province lorraine, il a travaillé chez l'un des Mique, vaguement appris dans ses années d'apprentissage que le sous-lieutenant Claude n'était pas mort comme tout le monde et qu'il avait la succession de sa mère à recueillir. Vingt ans après, bohème incorrigible, réduit à chercher un nom d'emprunt par ses désertions répétées, il s'est assez naturellement rappelé celui de son ancien patron, aidé peut-être par la réputation de Richard Mique, dont on commençait à parler sur les chantiers où il travaillait de temps en temps. Un souvenir appelant l'autre, l'héritage disputé à Lunéville lui est revenu en mémoire, et la couturière norvégienne dont il fit la conquête ne fut peut-être pas insensible à cet argument. Souvent repris et développé, le roman prend figure et devient peu à peu un article de foi dans le ménage. Pourquoi reviendront-ils en France à l'automne de 1772? « Tout offrait à son cœur », dit-il dans son placet au roi, « des désirs que l'absence et le temps ne rendaient que plus pressants. La religion venait aussi couronner ces puissants motifs. Sa femme, élevée dans les erreurs du luthéranisme, brûlait de connaître les grandes vérités d'une religion plus pure que la sienne. » Cela, les dévots d'Amiens eux-mêmes ne l'ont pas cru ou du moins ne l'ont pas cru longtemps. C'est la faim qui fait sortir ces loups du bois; la famille est dans la misère et accule Mougenot à l'obligation d'aller réclamer l'héritage dont il a tant parlé. Il hésite d'abord, essaie sa fable, incomplète encore, sur ses premières dupes, des marchands de vin et des traiteurs. Soupçonné enfin d'être le déserteur Mougenot, il paie d'audace et affronte le bailliage de Nancy pour éviter la maréchaussée d'Amiens. L'intrigue et l'intrigant sont médiocres; il a fallu, pour les soutenir, un concours de circonstances vraiment extraordinaires.

Car, on ne peut pas en douter, le public a d'abord pris parti pour Mougenot. « La richesse heureuse jouit de l'humiliation de la pauvreté sans crédit. » C'est en ces termes que l'aventurier résumait, par une simplification hardie, le deuxième arrêt des magistrats de Nancy. Les âmes sensibles n'en demanderont pas davantage. M. de Raigecourt, écrivant à un des familiers du prince de Montbarey, ministre de la Guerre, professe encore cette opinion quelques mois après l'arrêt définitif du Conseil d'État. « Il était trop gueux et son frère avait trop de vanité pour le vouloir reconnaître... » Il ajoute, car il a l'âme virgi-

lienne : « On ne peut entendre l'histoire tragique de cette famille désolée sans en être affecté et sans répandre des larmes... » Le fait est qu'en choisissant trop tôt la carrière d'innocent persécuté, qui ne deviendra un peu rémunératrice qu'avec Latude, Mougenot avait voué sa famille à une misère dont Richard Mique, nous le verrons, eut la générosité de s'émouvoir. Nous plaignons, assurément, les pauvres enfants qui dans les prisons du roi attendrissent les geôliers eux-mêmes. Mais à qui s'en prendre de leur détresse?

Les honnêtes gens, eux aussi, dont la conscience scrupuleuse, mise en éveil par la réhabilitation de Calas, soupçonné en toute cause un peu complexe une nouvelle erreur judiciaire, s'intéresseront d'emblée à cet officier disparu que les siens ne veulent point reconnaître. Le gros public, qui n'y entend pas malice, n'aura ni l'expérience ni la perspicacité nécessaires pour débrouiller une affaire plaidée devant des juridictions différentes. La question d'argent est le refrain de Mougenot; les Mique sont déjà suspects par le fait qu'on leur en réclame. Distinguera-t-on, pour les obliger, entre le fond d'un procès et la forme? Pourquoi le plaignant, sauvé du présidial par le Parlement de Nancy, a-t-il été condamné ensuite par ce même Parlement? Pourquoi Richard et ses sœurs sont-ils si modérés et laissent-ils Mougenot s'approprier le nom de Mique s'il n'est pas vraiment le fils de leur père? Les partisans de la réforme judiciaire, qui sont déjà légion, peuvent s'étonner de leur côté que la preuve par témoignage ne soit pas prépondérante en l'occurrence. Remarquons en passant qu'aujourd'hui encore bien des gens ne penseraient pas autrement. Pourtant, la justice royale n'avait peut-être pas tout à fait tort. Le comte de Lancize ne reconnaissait pas, dans le prisonnier de la prévôté de Versailles, le sous-lieutenant Claude Mique; le sieur Bert, ouvrier marbrier au faubourg Saint-Laurent, voyait en lui son ancien camarade Charles Mougenot, déserteur de France, qui avait partagé sa chambre en Danemark jusqu'au jour où il avait dû se débarrasser de l'ivrogne¹; sept témoins lorrains juraient que c'était bien là Claude Mique, dit *Dadiche*, « pour l'avoir vu dans la maison paternelle² ». La justice prenait acte de ces dépositions inconciliables et passait à l'examen de documents

1. Précis signifié pour le sieur Richard Mique..., 1778.

2. Conseil d'État privé du roi, 21 mai 1779.

authentiques qui ne lui laissent aucun doute. Oserions-nous vraiment l'en blâmer? Rappelons-nous le procès Druce-Portland qui, au début du xx^e siècle, fit tant de bruit à Londres¹. Où trouver un exemple plus frappant de la fragilité des témoignages, du moins en matière de procès romanesques?

D'autres circonstances servaient encore Mougenot. Les contemporains, cœurs sensibles, étaient pénétrés d'une inconcevable indulgence pour des rêveries qui n'avaient pas le sens commun. On avait cru, ou feint de croire, en pleine cour de Louis XV, à Saint-Germain l'immortel. Quelques mois après l'arrêt de 1779, sur une place de Strasbourg, Cagliostro faisait appel aux souvenirs de son laquais pour préciser l'emploi de son temps le soir de la crucifixion de Jésus-Christ²; distraction pure, puisque ce fidèle valet n'était à son service que depuis 1,500 ans. La *Correspondance de Métra*³, qui n'est point rédigée pour de petites gens, regorge de faits divers extravagants aux années mêmes où elle évoque l'affaire Mique. Le fantôme d'un supplicié revient, la nuit, sur la place de Grève pour proclamer son innocence. Un bigame, rentrant d'Amérique en France, s'y trouve aux prises avec sa première femme légalement morte. Une vieille domestique, assistant à un double accouchement, a, par étourderie, placé dans le même berceau les deux enfants que leurs mères ne peuvent plus reconnaître. Une noyée, dont on avait repêché le cadavre, reparait au décès de son mari pour réclamer sa part de succession. Un jeune dissipateur se sauve à Amsterdam avec un de ses amis, l'un pre-

1. Le duc de Portland, cinquième du nom, s'est avisé de tenir son existence en partie double : grand seigneur dans son hôtel de Harcourt House et boutiquier dans un bazar de Baker Street sous le pseudonyme de Thomas-Charles Druce. Lassé de ce jeu compliqué, il s'est décidé à mourir en tant que boutiquier à la fin de décembre 1864. Telle est du moins la version d'un certain Hollamby Druce qui en 1907 dispute à des collatéraux l'héritage des ducs de Portland.

Pour Hollamby Druce, les obsèques de Thomas-Charles ont été simulées et le cercueil inhumé au cimetière de Highgate est vide. La justice anglaise ne peut se résoudre à ordonner l'exhumation. On lui produit enfin des témoignages irrécusables : elle entend les prétendus complices du vieux duc qui ont tout préparé pour les fausses obsèques de 1864. L'opinion publique s'émeut. On ouvre la tombe. Elle contient bien les restes du commerçant de Baker Street. Cf. *Illustration*, *Matin*, novembre et décembre 1907.

2. Funck-Brentano, *l'Affaire du collier (Cagliostro)*. Paris, 1910.

3. Cf. notamment 12 juillet, 16 août, 13 septembre, 4 octobre 1777, 3 janvier et 4 mai 1778.

nant le nom de l'autre. L'ami meurt et le dissipateur revenu en France pour recueillir l'héritage de son père ne peut plus prouver sa véritable identité, etc. Il va de soi qu'aucun de ces contemporains de Voltaire ne prenait pour argent comptant de semblables balivernes; nous ne pouvons guère y voir autre chose que des sujets de conversation, mais singulièrement expressifs. Quand de beaux esprits enjolivaient l'affaire Mique, il devait être bien difficile de faire entendre la voix du bon sens.

Enfin, si paradoxal que soit l'événement, Mougenot a des partisans avérés, qui n'ont pas à se préoccuper du public, et le soutiennent assez résolument de leur crédit. Le journal de Durival porte, à la date du 18 novembre 1777: « Le faux Mique est arrivé à Nancy avec un cuisinier de M^{me} de Brancas qui dit qu'il n'y a personne à Paris qui ne soit sûr de l'innocence de cet homme; que M. le duc de Penthièvre a été le voir dans sa prison¹. » Philanthrope de profession, ce grand seigneur ne pouvait poursuivre de noirs desseins; pas plus que M^{me} de Guignes ou la comtesse de Crèvecœur, chanoinesse d'Épinal, dont les noms nous sont révélés au hasard des correspondances. M. de Raigecourt lui-même ne paraît intervenir que pour la satisfaction de sa conscience; d'après lui, le soi-disant Mique « mérite la protection de toute personne qui a de la religion ». Pour M. de Blome, il pourrait bien n'avoir agi qu'en qualité d'envoyé extraordinaire du roi de Danemark à la cour de France; la longue dépêche du ministre Amelot, datée du 5 mai 1781, ne tend qu'à lui ouvrir poliment les yeux. « Le nommé Mougenot, auquel il a la bonté de s'intéresser, ne lui est certainement point connu. C'est un très mauvais sujet; ... la femme Mougenot ne vaut pas mieux que son mari. »

Des protecteurs aussi qualifiés ont pu faire l'aumône à Mougenot, lui payer un avocat, habiller ses enfants, désintéresser son logeur; en venant à son secours, ils étaient ses dupes et non ses complices. Par malheur, le triste personnage avait d'autres relations, et servait aussi aux basses vengeances d'intrigants sans scrupules. Richard Mique le dit formellement, et à plusieurs reprises, dans son précis de 1778. « Nous sommons la cabale qui fait mouvoir Charles-François d'imiter notre exemple... Charles-François sacrifie son intérêt personnel au projet com-

1. Communiqué par M. Chr. Pfister.

biné d'attaquer le sieur Richard Mique, de jeter sur sa conduite un odieux ridicule, de se venger, par de plats sarcasmes, de la faveur dont il est honoré... Esclave maladif d'une odieuse cabale, il se laissa conduire jusqu'au pied du trône pour jeter sur le sieur Richard Mique tous les ridicules que peut imprimer une haine impuissante... Nous nous étions laissé emporter à la pitié qu'inspire naturellement un automate, instrument malheureux de l'envie, et qui suit aveuglément des impressions étrangères dont il ne connaît pas les conséquences... »

Qu'on ne voie point là, surtout, la parole nerveuse d'un honnête homme traqué et meurtri. Il fallait nourrir une haine féroce contre l'architecte de la reine pour lier partie avec un sacrifiant et lui dicter ces lettres d'injures dont les papiers personnels de Mique¹ nous offrent des échantillons. Car Mougenot sait tout juste écrire; il reproduit les mots comme il les entend, au petit bonheur, sautant même des groupes de caractères ou des lambeaux de phrase quand il ne peut suivre la dictée. Les lettres sont anonymes; une seule est signée, Mique et *Dadiche* à la fois; elle date de 1784, car il y annonce la mort de sa femme. Elle porte encore un cachet de cire noire rompu en son milieu, mais où l'on distingue assez bien un fragment d'étoile, un croissant de lune et une sphère entre deux maillets; Mougenot faisait flèche de tout bois. En voici un extrait conforme : « A Monsieur Mique, premie architecte h'ononraire durois a lh'otelle Gabriel a Versailles... vous tanté a ma paine je ne tante pas a lavotre mechand pour mois et mes enfans à frerre dénaturré je part que dieu vous benisse mal que je vous veus... a dieurs Barbar dénaturé vous et vôtre famme vous deverougire je ne charge poin nos seur a dieur selereras... mon fils et dans Lerégiment de roial Surède... » Et ainsi de suite. Pour comprendre, il faut, en règle générale, lire à haute voix; on fait alors une découverte étrange. La phrase péniblement mutilée par un ignorant fleffi recèle une période conforme aux procédés oratoires. « Monstre d'horreur et d'iniquité, oses-tu lever les yeux au ciel après tant d'horreurs? Quand finiras-tu de persécuter l'homme opprimé? Le sang qui coule dans tes veines ne frissonne-t-il pas aux crimes que tu commets? Tu oses prendre pour bouclier l'appui d'une princesse auguste à qui tu en imposes, que tu trompes tous les jours, qui de bonne foi croit que tu n'es pas le frère de celui que

1. Arch. nat., T 630.

tu persécutes ! Il viendra un temps, et il est plus proche que tu ne penses, où le voile que tu as rendu par tes forfaits si épais et si ténébreux tombera... Par des lettres circulaires je rendrai l'humanité confidente de tes forfaits et elle jugera de l'horreur de tes crimes... » Mougenot transcrivait ces apostrophes comme il eût copié du chinois ; mais le maître chanteur, son patron, avait fait sa rhétorique et savait sa langue.

Qui soupçonner ? L'avocat Billard, « peu estimé dans son corps », si l'on en croit M. Amelot¹ ? Il soutiendra la cause de Mougenot jusqu'au bout, Révolution comprise ; mais il n'est, lui aussi, qu'un instrument, et les véritables ennemis de Richard Mique ne se laissent pas deviner. La cabale qui réussit à faire vivre une aussi étrange imposture peut n'être pas très nombreuse ; elle bénéficie de circonstances qui lui assurent la complaisance de l'opinion. Mique a eu trop de chance ; il a fait son chemin trop vite ; bien des gens, en Lorraine et à la cour de France, ne se sont point accommodés de sa fortune, où nous discernons si volontiers la part du travail et du mérite. Heinsius, peintre de Mesdames, l'a représenté dans sa maturité, probablement aux environs de 1780 ; la toile fait partie des collections du musée lorrain de Nancy. L'œuvre est élégante, sobre et d'assez grande allure ; sachons reconnaître qu'elle manque un peu de séduction. Heinsius, qui passe pour n'avoir pas souvent flatté ses modèles, a accentué le contour précis et volontaire de la bouche, le dessin carré du menton ; le regard, voilé de mélancolie et de froideur, donne à la physionomie quelque chose d'ingrat et de fatal. En tous cas, l'intelligence, la volonté, la réserve élégante caractérisent ce portrait ; elles sont bien les qualités maîtresses de cet artiste de cour qui sut conquérir tour à tour Stanislas et Marie Leczinska — ce qui n'était peut-être pas très difficile — mais aussi Madame Adélaïde, entreprise déjà plus malaisée, et fixer enfin l'insouciant caprice de Marie-Antoinette. Le solliciteur lorrain assez cavalièrement éconduit par l'administration française à la mort de Stanislas se trouvait pourvu, dix ans après, des charges les plus considérables qu'un architecte pût souhaiter : intendant et contrôleur général des bâtiments de la reine (1774), premier architecte du roi (1775), directeur de l'Académie d'architecture (1776) :

1. Arch. nat., O¹ 418. Lettre du 18 juin 1777 au lieutenant général de police Lenoir.

La confiance des reines, source d'un généreux crédit, avait aussi ses périls. Mique ne pouvait réaliser leurs volontés et leurs fantaisies sans se heurter à de puissants personnages que nous ne saurions toujours blâmer d'avoir été susceptibles. Le comte de Noailles lui écrivait, à l'époque des premiers travaux du couvent de Marie Leczinska¹ : « Enfin, après bien des peines et des soins, Monsieur, vous voilà arrangé au mieux : onze arpents au moins au lieu de cinq ; des pierres toutes taillées à vos ordres et du moellon à prendre dans votre poche ; mais vous saurez que tout a été fait un peu contre la règle, l'on a été en avant sans avoir d'ordre de moi par écrit... » Dix ans plus tard, le comte d'Angiviller ne pouvait admettre que les dépenses de la fête du 23 juillet 1776, donnée au Petit-Trianon par Marie-Antoinette, eussent été engagées sans qu'il en approuvât les devis². « C'est ici une des dernières occasions », déclarait-il à Mique, « dans lesquelles je procéderai sur d'aussi simples aperçus... Je n'admettrai plus que des opérations constatées et détaillées. » La boutade joviale du comte de Noailles, l'avertissement plus comminatoire de M. d'Angiviller avaient au fond la même cause. Mique était, quoiqu'il en eût, le trouble-fête, le bourreau d'argent acharné à compromettre l'équilibre de budgets péniblement édifiés³ ; mais il avait derrière lui la reine et il fallait bien le satisfaire. Les compensations ne lui manquaient pas ; Marie-Antoinette semble avoir voulu le dédommager de cette situation un peu faussée par des égards exceptionnels. Au Petit-Trianon, où le roi lui-même n'est qu'un invité, l'architecte de la reine a — privilège unique — son petit appartement au-dessus des salons de la Comédie. Il dispose d'une place de parquet aux représentations de 1780 où Marie-Antoinette tient un rôle, toutes portes closes, pour inaugurer la charmante petite salle qu'il a construite⁴. Faveurs ardemment enviées, bien dan-

1. Arch. nat., T 630.

2. Arch. nat., O¹ 1876. Lettre du 20 octobre 1776.

3. Les *Mémoires secrets* de Bachaumont, à la date du 15 février 1775, enregistraient en ces termes la nomination de Mique comme premier architecte : « Le sieur Gabriel, premier architecte du roi, donne la démission de sa place, et S. M... a nommé à sa place le sieur Mique, chevalier de Saint-Michel et ci-devant premier architecte du roi de Pologne, duc de Lorraine ; ce qui doit donner une haute opinion de ses talents inconnus dans ce pays-ci et de son économie. »

4. Cf. Desjardins, *le Petit-Trianon*. On sait que la tenue écarlate était de rigueur pour les hommes aux fêtes du Petit-Trianon. Le procès-verbal de

gereuses si l'on songe que les dépenses du Petit-Trianon et le dépit des courtisans tenus à l'écart de ses fêtes préparaient à la reine elle-même une redoutable impopularité. « Tu oses prendre pour bouclier l'appui d'une princesse auguste à qui tu en imposes, que tu trompes tous les jours... » La lettre perfide, qui vilipendait l'architecte, atteignait déjà sa protectrice.

*
* *

Démasqué par le Conseil d'État, à bout d'expédients juridiques, Mougenot n'avait plus que la ressource du scandale; l'étrange carrière qu'il s'était choisie ne lui permettait guère de s'y dérober, et le faux Mique ne pouvait rien attendre de ses bienfaiteurs ordinaires qu'à la condition expresse d'être un innocent persécuté. Il fallait que le chantage lui servît de gagne-pain; or, il n'y avait pas d'arme plus dangereuse pour Richard Mique, nous savons maintenant pourquoi.

La tactique de l'aventurier est simple. Il y a contre lui un ordre d'expulsion de Versailles « ainsi que de tous les endroits où sera la cour à la distance de vingt lieues », signé du roi et daté du 6 septembre 1776, époque de ses premiers démêlés avec la prévôté de l'Hôtel. Mougenot peut donc se faire incarcérer à volonté; il lui suffit de rompre son ban avec éclat. A ce jeu, il risque d'être interné à Bicêtre; mais, pour reculer presque indéfiniment cette redoutable échéance, il n'est pas déraisonnable de spéculer sur l'indulgence de l'opinion, sur les défaillances de l'autorité, qui hésite déjà devant les mesures de rigueur, surtout quand il s'agit d'une affaire aussi embrouillée que la sienne. N'oublions pas la famille qu'il traîne avec lui; elle croit sûrement au fameux héritage et ne lui permettrait pas de renoncer à ses bruyantes revendications.

Tel est le plan que Mougenot se trace et suit scrupuleusement. Il est fort probable que nous ne connaissons pas toutes ses arrestations par le menu; les archives de la prévôté de l'Hôtel¹ et les minutes de la Maison du roi n'ont dû garder la trace que de ses plus encombrantes équipées. Le livre d'écrou de la geôle de Versailles signale trois fois sa présence. La première détention

vente de la garde-robe de Mique (Arch. de Seine-et-Oise, série Q) mentionne « un manteau écarlate » qui atteignit aux enchères la somme de 140 livres.

1. Arch. nat., O¹ 3704.

va du 1^{er} juin au 24 juillet 1781; il est seul et s'est fait arrêter « comme réfractaire aux ordres du roi ». Le ministre, informé de l'incident, envoie dès le 8 juin ses instructions au lieutenant général Gréban¹. « Le nommé Mougenot mériterait la plus sévère punition pour être revenu à Versailles. C'est pour la troisième fois qu'il se met dans le cas d'être arrêté. » On veut bien cependant lui témoigner une indulgence qu'il ne mérite guère et le remettre en liberté, « mais à la condition expresse qu'il signera sa soumission sous son véritable nom de Mougenot ». Il sera accompagné par un garde jusqu'à sa sortie de la ville et prévenu que, s'il est repris à Versailles, à Paris ou dans les environs, on l'enverra à Bicêtre sur-le-champ. Mougenot n'entend pas de cette oreille et prétend plus que jamais s'appeler Mique; le ministre, par sa lettre du 21 juin, prescrit alors de le retenir « jusqu'à sa soumission ou des instructions contraires ». Mais le lieutenant général Gréban intervient lui-même en faveur du pauvre hère dont il a la garde² et qu'il voudrait bien voir autre part. « Quelle que soit l'obstination de ce particulier et son manque de respect à votre décision, permettez-moi de vous représenter, Monseigneur, qu'il est sans ressource dans la prison et n'a pas le premier sol pour s'y procurer l'ombre d'un secours ni à ses enfants qui m'assaillent (*sic*) journellement et n'ont pas de pain. En cet état, je crois digne de vos bontés, sinon de fermer les yeux sur l'entêtement de ce malheureux, qui au fond n'intéresse qu'un particulier et non l'État; au moins de me faire connaître les intentions ultérieures de Sa Majesté pour débarrasser vos prisons de ce sujet... » Le ministre consent à fermer les yeux. Mougenot, conduit « entre les deux guichets comme lieu de liberté » le 24 juillet 1781, fait sa soumission au bas de l'ordre du roi; tête et narquois, il a soin de signer en toutes lettres « Mique, fils de Simon Mique et de Françoise Royal, frère de Richard Mique ». M. le lieutenant général en rend compte au ministre le 27 juillet. On a sauvé les apparences. Il lui a bien signifié, en lui rendant la clef des champs, « que, s'il reparaisait ici ou quelqu'un des siens, ils seraient enfermés à perpétuité à Bicêtre ».

Ce sage avertissement reste sans effet. En février 1782, la femme de Mougenot s'est avisée d'attendre à l'entrée de la Cha-

1. Arch. nat., O¹ 422.

2. Arch. nat., T 630.

pelle le passage du roi, afin de lui remettre un placet. Elle n'avait pas dû se comporter en solliciteuse ordinaire. L'exempt des gardes du corps, s'étant saisi du document, le transmit à la Maison du roi qui, après enquête et mûre délibération, reconnut la nécessité d'agir. La famille entière, cette fois, est écrouée à la geôle pour y séjourner du 3 août au 6 septembre; M. Amelot a donné lui-même les ordres nécessaires¹. « Je vous envoie, Monsieur », écrivait-il le 3 août à M. Clos, lieutenant général de robe longue, « deux ordres du roi, l'un pour faire arrêter et conduire dans les prisons de Versailles le nommé Charles-François Mougenot, se disant François Mique dit Dadiche, sa femme et leurs enfants; l'autre pour faire perquisition dans leurs papiers. Vous voudrez bien faire exécuter ces deux ordres le plus tôt possible et me rendre compte de l'effet qu'ils auront produit... »

L'ordre du roi fut exécuté le jour même, à neuf heures du soir. Le lieutenant général de la prévôté de l'Hôtel, assisté de son greffier et de deux officiers de police, se transporta rue de l'Orangerie, maison du sieur Gervais, loueur de carrosses; il y trouva Mougenot, sa femme et leurs enfants dans un logement de trois pièces, au second étage, ayant vue sur la cour, et qu'occupait déjà une demoiselle Marie-Louise Alexandre, dégraisseuse. Les papiers de Mougenot tenaient tous en un seul portefeuille qui fut mis sous scellés et ouvert le surlendemain en la Chambre criminelle de la prévôté, enclos de la geôle, à cinq heures de relevée.

« Nous avons mandé », dit le procès-verbal², « et fait venir de sa prison un particulier, taille de 5 pieds 4 pouces, visage long et basané, une cicatrice à la joue droite, les yeux gris, cheveux gris et bruns, barbe et sourcils bruns, vêtu d'un habit de drap vert sur veste de soie blanche brodée en soie... » Ce dernier trait n'est pas relevé sans intention; Mougenot, qui recevait ses lettres à l'adresse de « Monsieur Mique, artiste », ou de « Monsieur Mique, l'ainé », entend bien passer pour un prisonnier de quelque importance. Assurément, ses affaires sont en médiocre état. Il est revenu à Versailles, le 28 mars 1782, pour la facilité qu'il avait d'y être logé gratis par la demoiselle

1. Arch. nat., O¹ 423.

2. Arch. de Seine-et-Oise, prévôté de l'Hôtel du roi, greffe 1782.

Alexandre, chez qui il glace les étoffes; il n'a pas tenu compte des ordres du roi parce qu'il manquait d'argent pour faire avec toute sa famille une route de vingt lieues et trouver un établissement. Mais ces aveux lui sont aisés. Quand on lui demande où il a séjourné depuis son dernier passage à la geôle, il ne fait aucune difficulté pour désigner l'auberge de Nicolas Tourtier, à la Villette, enseigne de Saint-Nicolas. Il ne l'a même jamais payé.

Les gens de loi tâchent de confesser Mougenot; ils ont affaire à forte partie. Le prisonnier avoue sans ambages qu'il a reçu des secours; il nomme l'envoyé extraordinaire de Danemark, plusieurs membres de la colonie étrangère, le baron d'Hamilton, M^{me} de Guignes, « épouse de M. de Guignes, professeur royal en syriaque », le sieur Frontin fils, bijoutier à Paris, quai des Orfèvres, et même la dame de Létang, marchande de beurre du roi à Versailles, rue des Deux-Portes. Mais on voudrait surtout savoir « quels sont ses conseils »; il demeure impenétrable sur ce point. Il a eu, sans doute, pour défenseurs M^e Bocquillon et M^e Billard, avocats au Parlement; son procureur s'appelle Testulat. C'est tout ce qu'il veut bien se rappeler. Il n'a jamais connu un certain Pujos ou Pujosse, se disant avocat, prenant quelquefois le nom de La Marnière ou de La Martinière, que la prévôté semble considérer comme un grand défenseur de mauvaises causes. Ses écritures ont toujours été faites par un maître d'école logé aux Petites-Écuries. Son dernier placet au roi, « en lettres moulées et non en écriture ordinaire », a été remis à sa femme, à Paris, au mois de février, dans la rue de Saintonge; la pièce doit provenir d'un prêtre habitué de la paroisse Saint-Paul, dont il n'a jamais su le nom. Mougenot ne trahit qu'un seul conseiller, le sieur Chevalier, contrôleur au Mont-de-Piété; il y est bien obligé, car les lettres saisies dans son portefeuille portent sa signature et son adresse.

A quel titre le susdit Chevalier intervient-il dans cette affaire? Comme dupe? On serait tenté de le croire. « Bon ami... Je ne perds et ne perdrai jamais les occasions de vous donner des marques de mon attachement pour vous et pour vos intérêts... Personne n'est plus votre ami que votre ami Chevalier... » Fallait-il donc tant de cérémonies pour écrire à Mougenot? D'autant plus que, par intervalles, le protecteur semble connaître assez bien son protégé. « Si j'étais François Mique, je ne me

pardonnais jamais la lettre aussi inconsidérée que peu réfléchie que j'ai écrite à M. Chevalier; mais ce M. Chevalier la regarde comme on doit la regarder, comme un effet trop actif de la pipe, car dans toute autre acception il ne pourrait guère s'empêcher de remettre à Monsieur Mique le soin de trouver quelqu'un qui se mêlât de suivre son affaire... Quand vous ne suivrez que votre tête, vous ferez des sottises et des folies... Si vous vous en mêlez, d'une bonne cause vous en ferez une mauvaise et tout le monde vous tournera le dos... Je vous le répète, votre pipe vous aliène le bon sens et vous couvre l'intelligence d'un épais brouillard... » Un autre jour, il qualifiait assez vertement un projet de mémoire que Mougenot avait prétendu mettre sur pied sans rien devoir à personne : « Vous seriez bien embarrassé de me dire ce que vous demandez, ce que vous voulez dire... C'est à proprement parler le chef-d'œuvre de l'aliénation... »

Chevalier peut, à la rigueur, n'être qu'un homme généreux et sensible, imbu jusqu'à l'infirmité des idées nouvelles. Rien n'empêche de supposer qu'il agit en toute innocence, comme M^{me} Legros, l'humble mercière protectrice de Latude, qui va bientôt recevoir le prix Montyon; comme M. de Gourgues, si fort occupé lui aussi à la réhabilitation de l'illustre victime; comme M. de Rosanbo, dont la femme admettait sans rougir en un luxueux recueil de chansons manuscrites, timbré à ses armes¹, des couplets plus que légers tendant à déshonorer la reine. En tous cas, le contrôleur au Mont-de-Piété tient en mains les fils de l'intrigue et la dirige de sa maison de Sèvres. C'est lui qui révisé, remet ou fait remettre lettres et placets à M. l'ambassadeur (de Danemark probablement), à M. de Gourgues, à M. le comte de Vergennes, à M. le prince de Poix, à M. le président de Rosanbo; il ne perd pas de vue l'avocat Billard, qui va soutenir devant le Parlement de Paris une audacieuse demande en dommages et intérêts intentée par Mougenot à Richard Mique. Au besoin, il défendra son protégé contre lui-même. « Vous avez une mémoire de lièvre. Rappelez-vous que votre avocat et moi vous avons défendu, et même le secrétaire de M. de Gourgues, de vous ressouvenir même de la proposition qui vous avait été faite, qu'elle était pour vous de la plus grande

1. Conservé aux Archives de Seine-et-Oise.

conséquence. Je vous en ai même entretenu dans le bois de Sèvres, et le lendemain vous formez un projet contraire à votre intérêt et à votre honneur. » Qu'est-ce que Mougenot allait bien pouvoir entreprendre contre son honneur? Accepter que Richard Mique lui achetât enfin son silence? L'hypothèse est légitime, car l'architecte de la reine a financé au moins une fois. « Faite an corps un séconde et fort pour mes ans fans et pour moy, dieu et grand », écrit bonnement¹ *Dadiche* lui-même en 1784.

Au surplus, Mougenot continuait à tenir son rôle de prisonnier gênant. La prévôté de l'Hôtel lui en voulait de l'affaire du placet, rien n'est plus clair, et de l'indiscret appel fait publiquement au roi, en plein château. Mais le placet lui-même pouvait passer pour anodin. « *Mique*, devenu fameux par mille malheurs », se prosternait aux pieds de Sa Majesté comme « victime de l'orgueil d'un frère ». Il s'offrait « aux supplices les plus rigoureux » et ne demandait qu'à « descendre pur » au tombeau. D'autre part, il se trouvait en instance devant le Parlement pour son affaire de dommages et intérêts; des mesures de rigueur ne pouvaient que l'aider à jouer son personnage d'éternelle victime. Le ministre se rangea volontiers à l'avis du lieutenant général Clos; le 6 septembre, on remit toute la famille en liberté. Cette fois encore, pour se conformer à la tradition, on avertit Mougenot qu'à la première incartade il serait enfermé à Bicêtre.

L'aventurier connaissait le refrain qui ne l'effrayait plus guère; il ne disparut pas pour longtemps. L'année 1784 le ramène à Versailles. S' imagine-t-il que la démission de M. Amelot doit améliorer ses affaires? Cette fois, le jeu est dangereux. Le Parlement vient de le renvoyer hors de cour. Le nouveau ministre de la Maison du roi, M. de Breteuil, avec une longanimité assez méritoire, lui donne un avertissement le 29 mai, revient à la charge le 31 juillet et le fait enfin arrêter le 27 septembre. La vieille promesse est tenue; après un bref séjour à la Force, on l'expédie à Bicêtre le 10 octobre. Le temps est fini pour lui des indulgences policières aussi bien que des vestes de soie blanche brodées en soie. Revêtu, à la dernière mode de la maison², d'un costume mi-parti de noir et de gris d'hôpital avec un pantalon sans poches, un bonnet de bure et des sabots, il ne

1. Arch. nat., T 630.

2. Ordonnance royale du 17 avril 1778 (Arch. nat., ADf 27).

tardera guère à mourir à l'infirmerie dite de Saint-Roch pour avoir trop compté sur la patience de la Maison du roi et de la prévôté de l'Hôtel.

Comme on parlera bientôt de lettres de cachet. — Métra avait déjà lancé l'accusation¹ — et d'abus de pouvoir imputables au crédit de l'architecte de la reine, il était nécessaire d'exposer dans le détail cette fin de carrière de Mougenot. Les sanctions prévues ont été appliquées, un peu plus tard que dans bien d'autres cas, et voilà tout. Richard Mique était intervenu naguère, c'est le ministre de la Maison du roi qui le dit², pour que son prétendu frère, alors incarcéré au Châtelet, suivît en liberté l'affaire engagée devant le Conseil d'État. L'acharnement de son persécuteur lui donnait le droit de s'adresser à la police pour défendre sa tranquillité et celle des siens; il serait puéril de supposer qu'il a négligé de le faire et même de s'imaginer que l'on accueillit sa requête comme celle du premier plaignant venu. Mais il ne semble pas que l'administration royale ait suivi, pour lui complaire, aucune procédure spéciale. Préservée de toute illusion sur le compte de Mougenot, elle n'a jamais traité l'aventurier avec plus de sévérité qu'aucun de ses pareils. La prévôté de l'Hôtel du roi, juridiction féodale et exceptionnelle entre toutes — elle prétendait remonter jusqu'aux maires du Palais³ — sera bientôt englobée dans le réquisitoire dressé contre le despotisme des tyrans; pourtant, en cette fin du XVIII^e siècle, elle peut passer pour le plus modéré des pouvoirs. Son régulateur est le ministre de la Maison du roi; tenu au courant, par ses lieutenants, des faits et gestes de tous les irréguliers de Versailles — vagabonds, déments, libertins, ivrognes, chevaliers d'industrie, maniaques, femmes de mauvaise vie — il statue sur le sort de chacun avec méthode et (pourquoi ne pas lui rendre cette justice) avec indulgence. Si la faute est légère, une semonce du lieutenant criminel ou une courte détention; s'il y a récidive, quelques jours de prison. Si les délinquants persévèrent (les registres d'écrou de la geôle portent certains noms qui y reviennent plus souvent qu'à leur tour), on les avertit solennellement qu'on est à bout d'indulgence, on leur fait promettre par écrit de se mieux conduire,

1. Correspondance secrète, 7 janvier 1778.

2. Arch. nat., O¹ 422. Lettre du 5 mai 1781.

3. Arch. nat., O¹ 3700.

puis on les menace « d'être exilés de la suite de la cour » ; la formule, assez pompeuse, mais traditionnelle, ne comporte rien de plus qu'une interdiction de séjour. C'est seulement quand cette mesure a été prise et quand le ban a été rompu — et encore n'est-ce pas toujours la première fois ! — qu'on envoie les hommes à Bicêtre et les femmes à l'Hôpital. Le soi-disant Mique a été détenu à trois reprises à la geôle de Versailles : il n'est pas mauvais de rappeler que dès sa première incarcération il se trouvait en rupture de ban et tout indiqué pour un séjour immédiat à Bicêtre. Sans doute, l'enclos de la geôle ne pouvait passer pour un lieu de délices¹ ; mais les lieutenants généraux de la prévôté, Gréban et Clos, n'avaient point des âmes de tortionnaires. Quand le prisonnier refusait de signer sa soumission aux ordres du roi de son véritable nom, ils prenaient d'eux-mêmes la peine d'écrire au ministre et de proposer qu'on fit semblant de ne pas s'en apercevoir !

*
* *

Les portes de Bicêtre enfin refermées sur Mougenot, Richard Mique pouvait se croire délivré de cette longue persécution. Caroline Arhenfeld, qui, d'après M. Amelot, ne valait pas mieux que son mari, était morte en 1784, un peu avant l'internement. Le Parlement de Nancy, saisi par le Parlement de Paris de la demande de dommages et intérêts intentée par le soi-disant Mique à son prétendu frère, l'avait débouté de l'instance et condamné aux dépens. C'était la fin de toute procédure, qui semblait irrévocable ; et, pourtant, Mougenot ne se trouvait pas aussi complètement retranché de la société que nous pourrions l'imaginer. Il savait ce qui se passait au dehors. L'administration de Bicêtre, tout porte à le croire, s'était séparée de l'étrange porte-clefs qui distribuait dans Paris la correspondance de Latude, l'oubliait même, certain soir, au coin d'une borne, rue des Fossés-Saint-Germain-l'Auxerrois. Ce geôlier complaisant

1. La maison du Bailliage existe encore à Versailles, sous le nom de Cité des Trois-Passages. Les bâtiments ont subi d'assez notables transformations ; mais la partie souterraine de la geôle est bien conservée. On reconnaît sans peine une douzaine de cellules qui s'ouvrent sur un long corridor ; presque toutes les portes ont conservé leurs grosses serrures, leurs guichets de fer et leurs énormes verrous. Les soupiraux ont été bouchés. Les cachots, qui servent aujourd'hui de caves, étaient de petits réduits assez bas et voûtés ; on n'y remarque point de trace d'humidité ni de salpêtre.

avait laissé des émules; ce fut très probablement l'un d'entre eux qui apporta chez Richard Mique une lettre de menaces anonymes¹, fondée sur la réhabilitation assez retentissante de Victoire Salmon, et par conséquent postérieure au 23 mai 1786. On y manifestait le dessein d'exploiter ce fait nouveau tout en proposant « un accommodement qui tournera, si vous l'acceptez, à votre tranquillité et même à votre intérêt ». Mais cet essai de chantage ne supportait pas l'examen. Servante d'un vieux bourgeois normand empoisonné par une bouillie à l'arsenic, Victoire Salmon s'était trouvée impliquée, sans y rien comprendre, dans un procès criminel; condamnée par le Parlement de Rouen à être brûlée vive, sa naïveté bouleversa un brave homme de confesseur qui, remuant ciel et terre et servi par une incroyable chance, obtint que l'on suspendît l'exécution, puis que l'on révisât le procès². Où trouver le moindre rapport entre l'affaire Salmon et l'affaire Mique? La menace était tout simplement ridicule. Richard Mique classa la lettre; il n'apprit même que par hasard le décès de son persécuteur, mort à Bicêtre le 1^{er} février 1788³.

Entre temps, l'architecte de la reine s'était décidé, après des hésitations dont ses papiers personnels ont conservé la trace, à entreprendre les démarches nécessaires pour que ses titres de noblesse fussent reconnus en cour de France. On peut supposer qu'il ne cherchait pas une simple satisfaction d'amour-propre et reconnaître que la faveur sollicitée devait élever entre sa famille et celle de son soi-disant frère une barrière infranchissable. Il avait, au surplus, des titres authentiques, et même des armoiries concédées par le roi de Pologne à la date du 16 novembre 1761⁴. Seigneur de Heillecourt en Lorraine, il prenait fort au sérieux ses privilèges, et ses vassaux en faisaient

1. Arch. nat., T 630.

2. Bibl. Carnavalet, 604-254.

3. Voici, d'après l'obligeante communication de l'administration générale de l'Assistance publique, l'extrait du registre des entrées en ce qui concerne Mougnot : « Entrées du 10 octobre 1784... Force... Charles-François Mougnot (*sic*), se disant appeler François Mique, dit Dadichel (*sic*), artiste en architecture, veuf de Caroline Marc (*sic*) Harlefets (*sic*), soixante-quatre ans, de Nancy, paroisse de Saint-Sébastien... Ordre du roi... Première fois... Mort à l'infirmerie de Saint-Roch le 1^{er} février 1788 » (entrées de l'hospice de Bicêtre, du 1^{er} octobre 1784 au 19 juin 1785, 110^e liasse, 71).

4. D'azur à la croix d'argent, cantonnée de quatre abeilles d'or; pour cimier, une abeille de l'écu. Cf. Chr. Pfister, *Histoire de Nancy*, t. III, 1908.

autant. Le Journal manuscrit de Durival¹ enregistre volontiers ses déplacements ; quand Mique arrive de Versailles pour présider les plaids annaux, les habitants du village attendent la famille, les cloches sont mises en branle, « boëttes, bouquets, compliments, rien n'a manqué... Après le dîner, bal au château jusqu'au souper, feu d'artifice, beaucoup de joie... ». Mais les lettres de noblesse du roi de Pologne, même après confirmation de Louis XV, restaient des lettres étrangères. Les Mieg, Müg et Mücq étaient, eux aussi, tenus pour nobles en terre d'empire et depuis fort longtemps ; c'est du moins la conclusion qui découlait d'un mémoire savant et solide, *Vindicia Miegianae familiae*, composé par un des Mücq fixés à Heidelberg. Richard Mique avait besoin d'un titre français. L'affaire n'alla point toute seule. On lui parlait de *lettres de noblesse* et il eût voulu des *lettres de relief* ; c'était l'antique marchandage dont s'amusaient déjà La Bruyère. « Votre famille », lui écrivaient les généalogistes², « étant originaire d'un pays étranger et tenant sa noblesse de l'empereur, de simples lettres de relief ne suffiraient point comme s'il s'agissait d'un Français d'origine... Au moyen de votre anoblissement l'affaire serait beaucoup plus facile, parce que le roi ne vous accorderait rien de nouveau, puisque vous jouissiez déjà de la noblesse et qu'il importerait peu à l'État que le roi donnât à cette noblesse un peu plus d'ancienneté... » Le postulant finit par accepter qu'on lui dorât la pilule ; il ne paraît pas qu'il y ait gagné autre chose que la qualification d'« ex-noble par lettre » reconnue à son fils Simon par le tribunal révolutionnaire.

Les temps nouveaux devaient, en effet, ressusciter l'affaire Mique, plus âpre et plus violente que jamais, après six années de répit. La fille aînée de Mougénot, Catherine, âgée de quinze ans lors de l'incarcération de 1782, venait d'épouser un certain Georges Verquier, et l'héritage du sous-lieutenant des volontaires de Maurepas, dont on avait tant parlé dans sa famille, était sans doute l'apport le plus clair de la mariée. Les nouveaux persécuteurs de Richard Mique sont jeunes, convaincus — peut-être — et ils sembleront moins poursuivre une revendication que s'acharner à une vengeance.

Le 10 janvier 1790, Richard Mique reçut une lettre signée

1. Communiqué par M. Chr. Pfister.

2. Arch. nat., T 630. Lettre du 29 septembre 1783.

« votre nièce Mique l'aînée, actuellement dame Verquier, indomptable dans ses sentiments¹ ». Catherine ne prétendait pas simplement lui annoncer son mariage; elle reprenait avec le style, l'orthographe de son père, et probablement aussi le concours d'un de ses anciens conseillers, la vieille affaire de 1745. Sous les divagations et les injures, une menace précise apparaissait : l'appel aux nouveaux tribunaux. Il n'y a plus de « juges corrompus, mais des hommes choisis par le peuple » ; ceux-là sauront enfin dévoiler la vérité. « Vous avez osé emprunter le nom de votre souveraine pour détruire une famille entière; vous l'avez compromis... Je veux venger la mort de ma famille, et soyez assuré qu'au péril de ma vie j'en aurai raison... Je suis pour la vie, malgré vous, petite-fille de Simon Mique et de Francoise Royal... »

Cinq mois après, jour pour jour, un avocat au Parlement, M^e Poncy, s'adressait à Richard avec beaucoup de courtoisie et de correction :

Vous vous souvenez peut-être encore d'un procès considérable, et qui a duré pendant plusieurs années, entre vous et le sieur François Mique. Vous savez sans doute aussi qu'il est mort il y a plus de deux ans; mais il a laissé des enfants qui ont l'intention de donner suite à ce procès, ou même de le recommencer. Comme ils sont venus me trouver pour me demander mon ministère, j'y ai consenti, en leur annonçant cependant que je ne donnerais point de publicité à cette affaire avant de vous en avoir prévenu. Si donc vous pensez que, par les voies de conciliation, vous puissiez vous éviter les désagréments et les inquiétudes dont les moindres procès ne sont point exempts, je vous prie de m'instruire le plus tôt possible de votre résolution, sinon votre silence la leur fera connaître...

Mique, appréciant la réserve et la discrétion de l'homme de loi, lui répondit par un billet du même style :

J'ignore, Monsieur, quels peuvent être les nouveaux moyens de vos clients. Les miens d'abord ont toujours résidé dans ma conscience; la sagesse de la justice les a accueillis ensuite. Je n'aurai pas d'autres armes, s'il faut nécessairement en opposer à des démarches ainsi qu'aux adversaires que vous voulez bien m'annoncer.

Au demeurant, comme la sensibilité peut séduire l'homme le plus

1. Arch. nat., T 630.

instruit, je crois pouvoir répondre à la confiance que vous me témoignez par une confiance plus intime encor. J'ai par hasard avec moi toutes les pièces du procès du père de vos cliens. Vous êtes libre en me prévenant quelques jours d'avance d'en prendre communication avec une personne à qui je les confierai à cet effet. Vous y trouverez, je n'en doute pas, des vérités que l'on a dû vous taire, et la conviction que l'on n'a pu toucher encor que votre cœur...

M^e Poncy prit connaissance du dossier le 24 juin au domicile de Mique; il ne paraît pas qu'il en ait jamais fait usage et qu'il soit intervenu plus directement dans une cause où il s'engageait sans enthousiasme.

Ce n'est certainement pas lui qui collabora à la *Dénonciation faite de Richard Mique, architecte de la reine, ses cruautés, sa barbarie envers son frère qu'il a renié et fait mourir à Bicêtre, et présentée à l'Assemblée nationale par Catherine Mique, fille de l'infortuné Mique*¹. Certains passages rappellent tout à fait la manière du fournisseur ordinaire de Mougenot, un exode insinuant², une péroration pathétique³. Pour mettre sur pied des périodes ainsi tournées, citer si aisément les Écritures, il fallait avoir été au collège. Mais, si l'on néglige trois ou quatre hors-d'œuvre de même farine, le libelle lui-même, décousu, vague, exalté, peut à la rigueur être attribué à Catherine Verquier. On reprend l'affaire à bâtons rompus, sans autres faits nouveaux que des exagérations et des fables. Barbe Michel est, plus que jamais, la servante du vieux Simon Mique; mais Caroline Arhenfeld devient la propre nièce « du directeur général des fortifications de Danemark ». Le sous-lieutenant

1. Bibl. nat., Ln 27, 14220. Il n'est pas question de ce factum dans la « Table des matières, des noms de lieux et des noms de personnes contenus dans les procès-verbaux des séances de l'Assemblée constituante depuis le 5 mai 1789 jusqu'au 30 juin 1791 inclusivement ». Paris, Imprimerie nationale, an XIV.

2. « C'est avec regret que je me vois forcée de dévoiler l'inhumanité de Richard Mique, mon oncle, aux yeux de toute la France; si la religion me défend de découvrir les crimes de mon prochain, la justice, le respect que je dois à mon père, son innocence et mon propre intérêt m'y obligent... »

3. « Mon père est mort, et de quelle mort? De rage et de désespoir. Par quelle main? Par celle de son frère. Oncle cruel! Ne mérites-tu pas que la terre s'ouvre sous tes pieds pour l'engloutir tout vif, comme Dathan et Abiron? Comme Cain, tu n'as pas eu horreur de répandre le sang de ton frère, qui crie vengeance jusqu'au ciel... Que toute la terre s'arme pour me venger! Il semble que le ciel ne me réserve que pour venger la mort de ma famille et pour mettre au jour tous les crimes de mon oncle... »

aux volontaires de Maurepas a eu si peur qu'il a déserté sans être vu et s'est embarqué pour les Indes. Les officiers de l'*Elisabeth* qui ont attesté sa mort étaient — en 1745? — subornés par Richard Mique. Les témoins, honnêtes ceux-là, qui reconurent *Dadiche* atteignent le chiffre respectable de « dix mille ». Mougenot a été arrêté, grâce aux intrigues de Mique, le jour même où expirait le délai de six mois prévu par la loi pour le recours en cassation. Les officiers de la prévôté de l'Hôtel se laissaient acheter par des diners ou par des présents. « Un petit commis de quinze ans signait *Louis* par commandement; et voilà un ordre du roi pendant que Sa Majesté dort ou est à la chasse. » Enfin, les policiers ont dérobé à Mougenot « des papiers de très grande conséquence » ; nous savons ce que contenait le portefeuille saisi; mais le bon public était libre d'imaginer qu'il recélait la clef d'un mystère.

On peut juger, par ces échantillons, de la valeur du mémoire. Il ne dit guère la vérité qu'une fois et assez maladroitement. Le Parlement de Nancy, en janvier 1774, avait cassé, en laissant percer sa mauvaise humeur, la première procédure du bailliage engagée au criminel; ses conclusions admettaient que le plaignant pût se pourvoir contre qui il appartiendrait, exception faite du procureur du roi et du lieutenant général de police (seuls responsables en réalité de l'action publique intentée). Nous savons qu'en désespoir de cause Mougenot se raccrocha, huit ans après, à cette concession un peu sournoise et que le Parlement de Paris le renvoya se faire condamner aux dépens par le Parlement de Nancy. Mais nous ne possédons sur cette période de l'affaire, de 1782 à 1784, aucun renseignement authentique. Les archives du Parlement de Paris, celles du Parlement de Nancy — où les recherches sont également ardues — ne nous ont pas livré le moindre éclaircissement à cet égard. Bon gré mal gré, il faut bien nous en remettre à Catherine Verquier, qui s'étend avec une certaine complaisance sur cette dernière péripétie. C'est qu'elle tient à citer une phrase de l'avocat général Séguier qui, considérée isolément, pourrait sous-entendre quelque réprobation pour les persécuteurs de son père; elle prétend aussi confondre la Tournelle de Nancy : « Cette chambre a jugé dans un temps que Mique était innocent et qu'il ne l'était pas dans l'autre. » Au fond, elle anéantit d'elle-même le suprême argument dont Mougenot s'était maintes fois servi; son père n'a

jamais obtenu gain de cause, nulle part, pas même devant les juges qui jadis s'étaient tout simplement prononcés contre un vice de procédure.

Telle qu'elle est, la *Dénonciation à l'Assemblée nationale* a toute la valeur d'une déclaration de guerre; le ménage Verquier ne tarda pas à le prouver.

*
* *

Il est assez difficile de se documenter sur les actes des tribunaux civils de la Révolution; leurs archives ont péri dans l'incendie du Palais de justice en 1871. Par bonheur, M. Cazenave, conseiller à la Cour de cassation, avait entrepris, de 1852 à 1869, d'en résumer les dossiers; son précieux manuscrit fut édité en 1905 par M. Douarche, conseiller à la même Cour. Nous connaissons donc, grâce à eux, la marche de cette affaire; encore est-il permis de regretter l'absence des dossiers eux-mêmes, dont la partialité ne manquerait pas d'apparaître. Le savant jurisconsulte qui les a tenus en mains, celui qui en a publié le résumé et pressent dans cette intrigue « la matière d'un roman ou d'un drame » ignoraient les arrêts des magistrats de l'Ancien régime. Les pièces soumises à leur bonne foi semblaient tendre à la rectification pure et simple d'une erreur judiciaire.

Les revendications des époux Verquier furent admises par le tribunal du 1^{er} arrondissement, siégeant au Palais, aux audiences du 17 mars et du 5 mai 1792; ces arrêts furent eux-mêmes confirmés par le tribunal du III^e arrondissement, siégeant au Châtelet, le 23 juin et le 17 août. Richard Mique était condamné à payer des dommages et intérêts; la cause fut reportée au tribunal du 1^{er} arrondissement pour en fixer la quotité. Verquier et consorts demandaient modestement 300,000 livres, « moins encore pour faire recueillir cet héritage de douleur à ces enfants qui périssent de misère que pour effrayer par un grand exemple quiconque serait tenté d'imiter ces despotes subalternes et domestiques qui se sont si longtemps prévalus du sommeil des lois pour opprimer sans pitié des malheureux sans défense ».

On plaida l'affaire à fond le 7 janvier 1793; nous savons assez bien ce qui se passa à l'audience. La *Gazette des nouveaux tribunaux*¹ accorde une généreuse hospitalité « aux

1. Arch. nat., ADXX 248. Gazette des tribunaux et mémorial des corps

enfants d'un infortuné poursuivi, persécuté toute sa vie par son frère, emprisonné plusieurs fois en vertu de lettres de cachet..., mais qui, à peine le jour de la liberté commença-t-il à luire sur les Français, virent l'espérance renaître dans leurs cœurs opprimés ».

L'avocat Billard, le vieux conseiller de Mougenot, assistait ses enfants en cette occurrence. Il paraît qu'il se surpassa lui-même, et la *Gazette* ne peut résister à la tentation de donner à ses lecteurs quelques spécimens de « la précision éloquente qui le caractérise ». Nous y gagnons d'apprécier toute la hardiesse de sa thèse. Le frère de Richard Mique, décédé en 1745, décédé en 1784, n'est qu'un prétendu défunt. « Malgré ces deux morts légalement constatées par des actes complaisants et en apparence légaux, aujourd'hui peut-être il est encore vivant. » Il est allé « finir, en vertu d'une lettre de cachet, sinon son existence naturelle, du moins, et à l'aide d'un acte fabriqué, son existence apparente dans les *Galbanums*¹ de Bicêtre... » Il y avait, sachons-le bien, dans cette rhétorique, plus de perfidie que d'extravagance. Les Verquier eux-mêmes ne mettaient pas en doute le décès de Mougenot. Mais l'imagination populaire s'en tenait, en ces matières, à ses traditions romanesques, et il faut bien avouer qu'à la fin du XVIII^e siècle l'administration de Bicêtre se faisait de l'état civil une conception vraiment singulière². Un interné, déjà gratifié d'un acte de décès, était tout à coup ramené par sa famille, qui ne voulait plus l'entretenir. Certain pensionnaire, qu'on ne pouvait retrouver, passait pour mort — cette hypothèse arrangeait tout — et enterré sous le nom d'un de ses voisins. Un troisième, décédé officiellement, mais obstiné à vivre, réduisait le greffier à cette annotation ingénue : « Ce n'est pas lui qui est mort, c'est un autre dont on ne sait pas le nom. » L'avocat ne divaguait pas ; il exploitait un argument.

Toute l'affaire fut reprise, on peut déjà prévoir dans quel esprit. Le tribunal du I^{er} arrondissement, avec une belle assurance, tint pour nulle toute la procédure antérieure et remania la cause comme les plaignants l'entendaient. Le combat naval de 1745 fut gaillardement escamoté. « De quelque manière que

administratifs et municipaux, à Paris, au bureau général de la « Gazette des tribunaux », rue Pierre-Sarrasin, n° 12.

1. Corruption probable du mot cabanon. C'est ce même terme qu'emploie, dans ses Mémoires, le comte Dufort de Cheverny.

2. Cf. Paul Bru, *Histoire de Bicêtre*. Paris, 1890.

soit arrivée la disparition du fils de Simon Mique, en ce moment, et en dépit de l'apostille de l'écrivain du vaisseau, Mique était vivant... » On érigea en articles de foi la domesticité de Barbe Michel, la traduction toute naturelle de Mique la Jeunesse en *Mikgenolt* (nouvelle et dernière forme), la reconnaissance de *Dadiche* par 300 témoins, les falsifications d'actes, les arrestations de complaisance et les lettres de cachet. Condamné à 50,000 livres de dommages et intérêts, Richard Mique allait apprendre que « l'empire des lois avait succédé au règne de l'oppression et de la tyrannie ».

Le malheureux dut croire à un malentendu ; il eut la simplicité d'en appeler. Le 20 avril 1793, à l'abbaye Sainte-Geneviève, le tribunal du V^e arrondissement, « considérant que la liberté est un des biens les plus précieux que la nature ait accordés à l'homme, qu'il est constant que Richard Mique a sollicité et obtenu des ordres arbitraires par le moyen desquels les intimés ont été plusieurs fois exilés et incarcérés », confirmait simplement la condamnation. Peut-être ne sera-t-il pas superflu de remarquer que, le 7 janvier et le 20 avril, Mique avait pour défenseur officieux le citoyen Mony, le propre avocat de Latude contre les héritiers de M^{me} de Pompadour.

Le coup fut très dur pour le pauvre homme, déjà réduit à se cacher ; le parquet révolutionnaire a transformé en pièces à conviction les lettres¹ qu'il adressait alors à son fils Simon, sans signature et en termes convenus, mais pleines d'allusions transparentes. Il s'abusait encore sur sa situation, parlant d'en appeler de la sentence, de faire imprimer « les preuves de la mort de Claude » pour éclairer les juges et le public. Par ailleurs, 50,000 livres représentaient une somme considérable, même pour lui, qu'il ne pouvait réaliser sur l'heure et que le ménage Verquier était pressé d'encaisser. Richard Mique sait que « la tourmente femelle » ou « la mégère » — c'est bien de Catherine qu'il s'agit — « rodaille » pour apprendre quelle est sa retraite, où sont situées ses propriétés foncières. Elle arrive à ses fins ; le sieur Varinot, représentant de la famille à la manufacture de céramique de Saint-Clément en Lorraine, où les Mique avaient de gros intérêts, écrit à Simon le 10 juin et le 8 juillet². Des saisies ont été signifiées « à la requête de Georges Verquier,

1. Arch. nat., W¹ 409.

2. Arch. de Seine-et-Oise, série Q. Émigrés.

bourgeois de Paris », à Heillecourt d'abord, puis à la fabrique elle-même. Vers la même époque, une offre de transaction, nous ne savons laquelle, s'était produite; Richard la repoussait¹, estimant qu'il se « souillerait par une réponse aux propositions dignes de ces infâmes personnages. Il vaut mieux rester honnête, au risque de ne manger que du pain ». Malgré tout, en sa tragique naïveté, il ne concevait pas encore la réalité et l'imminence des dangers qui le menaçaient. « Savez-vous ce que le mari de la mégère entend par dénonciation au Comité de surveillance? Est-ce une peur qu'il a cru donner à l'innocence ou qu'est-ce que c'est? On n'y comprend rien parce qu'on n'a rien à se reprocher. »

*
* *

En effet, la vengeance des Verquier n'avait plus qu'un pas à faire. Les biographes ont rapporté que Richard Mique fut impliqué dans la conspiration des prisons comme architecte de Marie-Antoinette; il n'en fallait pas davantage, après tout, pour monter sur l'échafaud révolutionnaire. Mais l'examen des pièces d'archives montre bien que l'accusateur public s'accordait avec le ménage et que la sentence du 19 messidor an II fut, en réalité, la conclusion de l'affaire Mique.

Assurément, Richard était resté fidèle à la famille royale et il lui devait assez pour que l'on ne puisse instruire le procès de sa reconnaissance. Intendant des bâtiments de la liste civile — c'était là son dernier titre officiel — la Révolution lui avait laissé au Louvre même, rue des Orties, son appartement de directeur de l'Académie royale d'architecture, qui siégeait encore à la veille du 10 août². Logé à quelques pas du théâtre de l'insurrection, chargé de faire poser, dans l'affolement des dernières heures de la royauté, la fameuse barrière sur la cour du Carrousel, il était évidemment demeuré en contact assez étroit avec la famille royale. Si nous apprenions quelque jour, de source certaine, qu'une mission suprême fût confiée à son loyalisme, nous ne saurions guère nous en étonner. Mais ceci n'est qu'une hypothèse. En réalité, il a fallu, pour donner corps à l'accusation et

1. Arch. nat., W¹ 409.

2. Cf. Lemonnier, *Procès-verbaux de l'Académie royale d'architecture*, t. I, Introduction.

la mener à ses fins sanglantes, la patience obstinée des époux Verquier.

Le 7 octobre 1793, en compagnie du gendarme Perrin, le citoyen Georges Verquier, surveillant — on ne nous dit pas de quoi — domicilié à Paris, rue du Bac, n° 843, se présente devant le Comité de surveillance de Saint-Cloud¹. Richard Mique, chargé de l'entretien du château, y possédait, à la rigueur, un domicile légal. En 1785, il y avait dirigé d'importants travaux pour la reine, qui venait d'en faire l'acquisition². Verquier ne s'aventurait point à la légère et possédait, à n'en pas douter, des intelligences dans la place. La dénonciation, extrêmement incorrecte, qu'il faut presque traduire, porte sur les points suivants : 1° « Avoir été l'agent en tout des ci-devant Capet et Marie-Antoinette, qu'il avait protégés en l'affaire du Dix août, ayant fait murailles la porte de la grande galerie du Louvre donnant sur le Pavillon de Flore³ » ; 2° « la nuit du 9 au 10 août, ledit Mique s'est transporté à l'état-major de la garde nationale, cour des ci-devant princes ; Perrin portant de la bougie pour les flambeaux a vu entrer ledit Mique ; le voyant trop proche de lui, ledit Mique a prié le commandant du bataillon de sortir avec lui. De plus, il a vu ledit Mique donner les dimensions pour planter les poteaux pour barrer les portes qui servaient d'entrée dans les appartements où résidaient les ci-devant roi, princes et agents d'iceux ». Verquier signe la pièce avec le gendarme Perrin et juge nécessaire d'y ajouter une déclaration personnelle :

Le citoyen Mique était premier agent de Capet et de sa femme ; il recevait les courriers des cours étrangères chez lui et portait le paquet chez le ci-devant roi. C'est lui qui a fait poser les barres aux portes des cours du château la veille du 10 août, ce sont ces barres qui sont devenues si meurtrières pour les Marseillais et pour la garde parisienne. Il y a cinquante autres faits plus graves... Sa maison à

1. Arch. nat., W¹ 409.

2. Cf. comte Fleury, *le Palais de Saint-Cloud*.

3. Il s'agit ici des barrières qui furent maçonnées à hauteur d'appui devant la porte royale, porte extérieure qui donnait accès dans la cour royale (cf. le récit du capitaine des canonniers Langlade, dans Sagnac, *la Chute de la royauté*, Paris, 1909). Mercier donne à entendre (*Paris pendant la Révolution*, chap. XXXIV) que les trois décharges consécutives des Suisses furent tirées au grand escalier des appartements.

Il est possible que l'imagination populaire ait fait de la porte royale la porte

Paris était un asile de conspirateurs. Mique est toujours soupçonné d'être à la Vendée. Son fils doit être à Versailles, rue des Tournelles, n° 13; on peut s'emparer de lui et le forcer à dire où est son père... Le principal est de l'arrêter.

Le Comité de surveillance de Saint-Cloud, pour corser le dossier, découvrira de son côté, dans le village même, deux témoins à charge dont les dépositions — qu'il s'agit encore de remettre sur pied — nous ramènent à la prise de la Bastille et nous valent quelques détails d'un intérêt plus général. Tandis que les Parisiens escomptaient une manœuvre offensive de la cour, la cour redoutait une attaque des Parisiens. Une nuit, on ne dit trop laquelle, probablement la nuit du 16 au 17 juillet 1789, le citoyen Mique est venu frapper à la porte du citoyen Pradel, dit Saint-Georges, peintre en bâtiments. Le citoyen Pradel lui a ouvert. Ledit Mique a demandé s'il voulait lui faire un plaisir; Pradel lui a répondu « si c'est à mon pouvoir, je le ferai de bon cœur ». Ledit Mique lui a dit « il faut que vous alliez à Sèvres pour voir si c'est vrai que ces gueux de Parisiens avaient chassé la troupe du Champ-de-Mars ». Pradel s'est acquitté de la commission et a rapporté que c'était vrai, qu'il avait vu à Sèvres les troupes couchées sur la paille. « Ledit Mique lui a dit : je te remercie, Saint-Georges; et ledit Pradel à l'instant a entendu dire que l'on allait abattre le pont de Saint-Cloud. »

Plus pittoresque, plus intelligente aussi est la déposition du jardinier Mazi, en service rue du Calvaire. Il y avait 800 Suisses à Saint-Cloud; leur corps de garde était chez sa patronne. Le 17 juillet, à quatre heures du matin, on a battu la retraite; Mazi, « pieds nus », et sa femme sont sortis par curiosité. Des manœuvres passaient; apprenant d'eux qu'on allait couper le pont, il a envoyé sa femme pour amenter le village. Le capitaine des Suisses l'a interpellée « bougresse, veux-tu te taire »! Elle lui a répondu : « Monsieur, cela ne vous regarde pas. » Ils ont continué à donner l'alarme; les habitants, accourus avec des fourches, des bâtons, des faux retournées, se sont emparés du pont. Mazi s'est approché « du petit caffè tenant à la grande grille du parc de Saint-Cloud »; il y avait là tout le haut per-

des appartements du roi et transformé la barrière extérieure établie par les soins de Mique en une barricade intérieure dressée sur un palier d'escalier.

sonnel du château. Au cabaret « du Bon-Coin » étaient réunis des charpentiers. Ils ne lui ont pas caché qu'ils étaient chargés d'abattre les deux arches de bois du pont, mais qu'ils n'avaient pas envie de se faire écraser, et ils sont partis. Les Suisses sont remontés dans le pays; personne n'a voulu les recevoir; il a fallu les loger au château, où ils sont restés trois jours. Quand tout a été fini, Mazi a vu venir du côté de Boulogne le sacristain de la chapelle de Louis Capet, qui prenait une prise et faisait semblant de tout ignorer.

Ces dépositions paraissent dater, toutes les deux, du 15 brumaire; le Comité de surveillance de Saint-Cloud ne les avait pas attendues pour agir. Il savait probablement, de source inavouée, mais sûre, que Mique s'était décidé à chercher un asile auprès de son gendre Perruchot de Longeville, directeur des douanes à Saint-Malo, maire élu de la ville depuis le 6 mai 1793¹. Le fugitif pouvait compter, avec quelque raison, sur la notoriété du magistrat populaire, sur l'esprit conservateur du département. Perruchot s'était récemment rendu acquéreur du château des Ormes², ci-devant maison de campagne des évêques de Dol, à deux lieues de la ville, en tirant sur Combourg. Solidement planté dans le sol breton, le manoir atteste encore que

1. Arch. comm. de Saint-Malo, LL 144.

2. Arch. d'Ille-et-Vilaine, 1 Q 312 (adjudication du 4 mai 1791). Perruchot ne paraît pas avoir été un adversaire systématique de la Révolution. Sa lettre du 25 mai 1793 (Arch. comm. de Saint-Malo, LL 121), par laquelle il remercie ses concitoyens de Saint-Malo qui l'ont choisi comme maire, est adressée de Paris; il y parle de démarches heureuses faites en compagnie de Tréhouart, son prédécesseur, aux ministères de l'Intérieur, de la Guerre, des Contributions publiques. Un billet à sa femme, daté du 11 octobre 1793 et saisi à la poste de Dol à la requête des commissaires du Comité de surveillance de Saint-Cloud (Arch. nat., W¹ 409), contient cet aveu : « Tu sais que depuis cinq ans aucun sacrifice ne me coûte pour le triomphe de la liberté; et s'il en faut de plus grands, je suis prêt à les faire sans regret. » Le tribunal révolutionnaire, en le condamnant à mort le 2 messidor an II, lui imputait d'avoir prêté son appui au fédéralisme le 31 mai et d'avoir dit « que la Convention était opprimée, qu'elle délibérait sous le fer des assassins, qu'il la fallait délivrer » (Walton, t. IV).

On peut cependant s'étonner qu'il ait spécialement choisi dans la catégorie des biens nationaux des biens d'église, àprement disputés d'ailleurs (Arch. d'Ille-et-Vilaine, 1 Q 312 et 313). Il n'est pas absurde de supposer qu'il était d'accord avec les ecclésiastiques dépossédés et opérait pour leur compte. Le château des Ormes, adjugé 80,000 livres sur enchères de 132 feux, était encore considéré dans le pays, longtemps après la Révolution, comme une propriété épiscopale; l'archevêque métropolitain homologua la vente dans le courant du XIX^e siècle.

depuis Henri II au moins jusqu'à Louis XVI ses anciens propriétaires n'ont pas cessé de le remanier et de l'agrandir. Le granit, qui ne porte jamais son âge, s'est fait leur complice, et l'unité de la matière a sauvé la haute allure de sa longue façade. La vieille demeure servit de refuge à Mique. Un conspirateur de métier n'aurait pu souhaiter une retraite plus sûre que ce château caché dans les bois, isolé de la route, accessible par des chemins verts d'une surveillance aisée pour des partisans sur leurs gardes. A la première alerte, l'homme traqué, d'un bond, disparaissait dans les taillis. On raconte que le dernier évêque de Dol, René de Herci, s'était évadé de la sorte avant de passer en Angleterre. Richard Mique, qui ne se doutait de rien, se laissa prendre comme un lièvre au gîte, à la table de famille. Sept jours après la dénonciation de Verquier, le 14 octobre 1793, à une heure de l'après-midi, les deux délégués de Saint-Cloud, Pierre-Henri Caplain et Jacques-Gabriel Le Guay, commissionnés par le Comité de sûreté générale de la Convention, se présentaient aux Ormes; le greffier du juge de paix du canton de Dol les accompagnait. Ils trouvaient la victime de Verquier en compagnie de sa femme et de sa fille, saisisaient l'argenterie armoriée, fouillaient l'habitation de la cave au grenier et mettaient « le ci-devant directeur de l'Académie d'architecture... en état d'arrestation pour être traduit au Comité de sûreté de la Convention ». Rentrés à Dol, ils se faisaient livrer à la maison de poste le courrier de la citoyenne Perruchot. Une lettre du 11 octobre, à la grosse écriture d'enfant, annonçait que Simon Mique venait d'être arrêté à Versailles pour une dénonciation faite contre son père; on l'avait amené au Comité de Saint-Cloud, interrogé, envoyé à Paris au Comité central, puis écroué à la Force. « Je suis chez mon papa pour solisité son élargissement ou pour optenire un gendarme. »

Nous avons les déclarations de Simon Mique au Comité de Saint-Cloud; elles trahissent un sincère étonnement. Agé de trente-neuf ans, né à Lunéville, homme de loi, logé au Louvre chez son père jusqu'en septembre 1792 et depuis à Versailles, rue des Tournelles, n° 13, il est porteur de sa carte des sans-culottes de Versailles, mise en règle le 14 avril sous le n° 464. Il n'a jamais voyagé, n'est pas sorti de chez lui le 10 août où il était assez occupé à rassurer sa famille épouvantée par le bruit. Il n'a pas donné d'ordres au château ce jour-là et n'était pas

qualifié pour en donner. Il n'a jamais servi d'intermédiaire pour recevoir ou envoyer des courriers aux cours étrangères. Son père est resté à Paris jusqu'au 1^{er} octobre 1792, à Versailles ensuite; il demeure depuis le 16 février 1793 aux Ormes, district de Dol, département d'Ille-et-Vilaine, chez le citoyen Peruchot, directeur des douanes nationales, maire de Saint-Malo, son gendre.

• Simon Mique, selon toute apparence, ne comprit jamais grand-chose aux persécutions dont il était la victime. Transféré de la Force au Luxembourg, il s'avise d'adresser le 21 prairial an II, après de longs mois de détention, une pétition « aux citoyens membres de la Commission populaire » pour les intéresser à son sort¹. La seule vérité qu'il pressente est qu'il y a du Verquier dans son infortune. « Mon dénonciateur? Je vous le nommerais. Il a méconnu le respect que l'on doit aux actes les plus solennels; il a étrangement abusé de l'empire des circonstances. Il est l'ennemi le plus injuste de mon malheureux père, dont il a médité la ruine absolue et qu'il poursuit encor. Il veut appartenir à ma famille... » La réflexion pouvait passer pour imprudente; le reste est tout à fait maladroit. Il s'évertue, gauchement, à manifester son civisme. Noble sans l'être, il n'a plus rien à lui : « Mes moyens d'existence se sont anéantis dès l'aurore de l'heureuse Révolution qui nous régénère... Je la respecte, puisqu'elle est le bonheur de tous, du peuple mon souverain que j'ai constamment suivi dans ses affections comme dans tout ce qui peut lui plaire... » Puis il se réfugie derrière des distinctions de juriste. Le Comité de surveillance de Saint-Cloud n'était pas compétent à son égard puisqu'il n'a jamais eu dans cette commune « d'habitation, d'intérêt ni d'existence politique ». On a mis les scellés sur ses papiers et on ne les a pas encore levés malgré ses réclamations... Qu'est-ce que tout cela pouvait bien faire aux membres de la Commission populaire²?

Richard Mique, transféré lui aussi au Luxembourg, paraît avoir jugé la situation avec une clairvoyance plus stoïque. On avait saisi au Louvre ses papiers, sans y rien trouver qu'un jeu

1. Arch. nat., W¹ A 93.

2. La Commission populaire, siégeant au Louvre, d'accord avec le Comité de sûreté générale, dressait la liste des accusés à mettre en jugement et l'expédiait, en même temps que leurs dossiers, à Fouquier-Tinville. Elle jouait donc le rôle de Chambre des mises en accusation. Il en est assez longuement question dans *Thermidor*, le drame de Victorien Sardou.

de cartes « portant des empreintes contre-révolutionnaires » — rois, dames et valets — envoyé d'urgence par le secrétariat du département de Paris à l'accusateur public. Fouquier-Tinville savait où s'adresser pour obtenir davantage; il inséra dans le dossier de Richard Mique la note suivante¹ : « Le citoyen Verquier, rue du Bac, au coin de la rue de Verneuil, n° 843. Ce citoyen a des renseignements essentiels à donner au tribunal relativement à l'affaire du prévenu Mique, ancien architecte de la feue cour, et particulièrement attaché à l'infâme Antoinette. Il est extrêmement important d'entendre sa déposition et de l'assigner pour le jour des débats. »

Le zèle de Verquier pouvait désormais s'épanouir; on ne lui marchandait point son salaire. Compris dans la première fournée de la conspiration des prisons, le père et le fils comparurent devant le tribunal révolutionnaire le 19 messidor an II². Le procès-verbal d'exécution, daté du même jour, certifie qu'ils subirent la peine de mort « sur la ci-devant place du Trône ». Les corps furent portés, selon l'usage, à la fosse commune de Picpus, dans le lugubre petit enclos où se dresse aujourd'hui la stèle d'André Chénier.

En feuilletant le registre d'audience du tribunal révolutionnaire, on s'aperçoit que Fouquier-Tinville avait pris, contre Richard Mique, une suprême précaution. Onze lettres, classées par deux fois dans un ordre arbitraire qu'il ne fallait pas intervertir, restent jointes au fascicule de la journée. Leur première lecture est troublante; mystérieuses toujours, inintelligibles quelquefois, elles fourmillent d'indications étranges, faciles à exploiter si par miracle une discussion avait pu s'engager, à

1. Arch. nat., W¹ 409. Note mise à part, dans les dossiers, avec le procès-verbal de saisie du jeu de cartes.

2. L'arrêté du Comité de sûreté générale et de surveillance de la Convention nationale, qui défère Richard Mique au tribunal révolutionnaire, est du 27 prairial an II (Arch. nat., F⁷ 4731). Il vise à la fois Perruchot, Richard et Simon Mique et d'autres détenus bretons auxquels on paraît donner comme chef de file Grandclos-Meslé, « riche négociant de Port-Malo qui s'évada le jour de son arrestation ».

Le « tableau des citoyens actifs de la ville de Saint-Malo » dressé en février 1790 (Arch. comm. de Saint-Malo, LL 121) mentionne précisément Meslé de Grandclos au nombre des habitants de la rue de Toulouse, dans le voisinage immédiat de l'hôtel du directeur des douanes Delongeville. Cet immeuble, bâti par la Compagnie des Indes, est aujourd'hui encore occupé par le service des douanes. Les membres du Comité de Saint-Cloud y perquisitionnèrent le 15 octobre 1793 (Arch. nat., W¹ 409); la rue s'appelait déjà rue Feydeau.

l'audience, entre l'accusateur public et l'accusé. « On a vu avec satisfaction que l'homme de la rue de Grenelle a été intéressé aux besoins de notre ami... L'affidé n'a demandé qu'une procuration de 24,000 livres... Notre ami ne doute pas du zèle de l'homme de la rue d'Enfer... Le citoyen de la rue de Provence cachait des dehors trompeurs... Que deviendront les engagements contractés avec la dame de la rue de Cléry?... L'homme à la chandelle ne trouvera pas son article rue Louis-le-Grand... » Mique était-il donc, à ses risques et périls, un conspirateur en lutte réglée avec les nouvelles institutions? Non, même si l'homme de la rue d'Enfer, le citoyen de la rue de Provence et la dame de la rue de Cléry eussent été — hypothèse possible après tout — les correspondants des princes; car il suffit de relire les mêmes pièces dans l'ordre chronologique, surnoiseusement interverti, pour que la vérité apparaisse. Ces tiers masqués ne sont là qu'à titre de prêteurs; il n'y a du moins pas une lettre dans ce dossier, pas une phrase qui ne se rapporte à la condamnation aux 50,000 livres de dommages et intérêts, aux démarches et aux angoisses de toute sorte où le malheureux se débat. Fouquier-Tinville, ancien procureur au Châtelet, le savait encore mieux que nous.

Aux termes de son réquisitoire, les accusés étaient coupables « de s'être déclarés les ennemis du peuple en conspirant contre la liberté, la sûreté du peuple, provoquant par la révolte des prisons, l'assassinat et tous les moyens possibles la dissolution de la représentation nationale et le rétablissement de la royauté ». L'accusation procédait d'une généralisation assez audacieuse pour qu'on y discernât malaisément la part de chacun des cinquante-neuf condamnés. Deux d'entre eux, cependant, ont pu comprendre pourquoi ils allaient mourir; le dernier mot de l'affaire Mique devait être dit par le bourreau.

Alfred HACHETTE.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

LA JOURNÉE DU 4 JUILLET 1652

A L'HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

RELATION DE PIERRE LALLEMANT.

Le récit qu'on va lire de la journée fameuse du 4 juillet 1652, où l'émeute parisienne, soudoyée par les princes, tenta d'arracher, par la force, à l'élite de la bourgeoisie et aux députés des Compagnies souveraines assemblés à l'Hôtel-de-Ville, une adhésion sans réserve à la Fronde princière, est celui d'un témoin oculaire, des mieux qualifiés pour voir et pour juger, Pierre Lallemant, conseiller des Requêtes du Palais, magistrat notable, membre influent de sa Compagnie, familier et partisan avoué, mais sage et modéré, du prince de Condé.

Il est emprunté au Recueil inédit de son journal personnel des séances du Parlement en neuf volumes in-folio, qui va du 13 mai 1648, jour de l'arrêt d'Union, au 27 novembre 1652, où l'auteur, ayant traité de ses deux offices de conseiller et de commissaire aux Requêtes, prit une charge de maître des Requêtes de l'hôtel. Deux volumes ont malheureusement péri dans l'incendie de l'Hôtel-de-Ville en 1871, anciens II et III, qui embrassaient la période la plus intéressante de la Fronde parlementaire, du 24 octobre 1648 à la Déclaration d'avril 1649. L'ensemble, légué, en 1662, par la veuve de Pierre Lallemant, au collège de la Société de Jésus, est venu, sans doute par la translation du fonds des Jésuites, à la bibliothèque de la Sorbonne, où les sept volumes subsistants sont conservés sous les n^{os} 64 à 70, ancienne cote.

Le premier s'intitule : « Registre de tout ce qui s'est fait et passé au Parlement, du 13 mai au 24 octobre 1648, au sujet de la fonction

des Compagnies souveraines, et de ce qui est arrivé en conséquence. » Les six autres se définissent également par leurs dates :

65. De la Déclaration d'avril 1649 à l'emprisonnement des princes, 18 janvier 1650.

66. Du 18 janvier 1650 au 1^{er} janvier 1651.

67. Du 2 janvier au 31 juillet 1651.

68. Du 1^{er} août au 31 décembre 1651.

69. Du 2 janvier au 30 avril 1652.

70. Du 1^{er} mai au 27 novembre.

Ce Journal, où l'on peut suivre, jour par jour, tout le détail des séances consacrées aux affaires publiques ou aux questions de discipline intérieure — ordres du jour, délibérations, opinions individuelles, supputation des suffrages, etc. — les fait revivre, devant nous, avec une intensité extraordinaire. Rien n'y manque de ce qui rendit alors si émouvante et si orageuse la vie de ce grand corps, manœuvres des partis, incidents de séance, pression des événements du dehors, réaction des passions de la grande ville sur les fluctuations des corps délibérants : tout cela quotidiennement contrôlé par l'auteur sur la rédaction primitive du greffier et la feuille des opinions de la veille relues par celui-ci au début de chaque séance et derechef à la fin de chaque délibération, à l'heure de la supputation définitive des suffrages et du prononcé de l'arrêt, avant d'être l'une et l'autre détruites, ne laissant après elles qu'un écho affaibli dans les formules consacrées du registre officiel. Source unique de l'histoire de la Fronde et du Parlement et pourtant entièrement négligée jusqu'ici ! Connu de M. Feillet, qui en a extrait quelques détails de sa Relation de la journée des Barricades (26, 27 août 1648. — Édit. des *Mémoires du cardinal de Retz*, t. II, appendice I, p. 607 et suiv.), ce Recueil est encore ignoré de M. H. Courteault qui, publiant (*Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France*, 1916, fasc. 4) le manuscrit 3883 de la bibliothèque de l'Arsenal¹, assez médiocre spécimen ou contrefaçon de ces Journaux des séances du Parlement, comme il en courut tant alors, et passant en revue, dans son Introduction, les sources les plus curieuses de l'histoire de la Fronde, omet précisément la principale.

Avant de laisser la parole à Pierre Lallemand, essayons de reconstituer les préliminaires du drame du 4 juillet et de déterminer les mobiles auxquels obéissent les partis en présence : d'un côté, les princes vaincus l'avant-veille à la porte Saint-Antoine et qui tentent de regagner, par une soi-disant union avec la grande ville, dont

1. *Mémoire de ce qui s'est passé au Parlement en 1651-1652* (1^{er} décembre-12 avril).

l'exemple doit entraîner la France entière, ce que n'a pu leur donner la force des armes; de l'autre, toute la partie saine de la bourgeoisie parisienne partagée entre ces sentiments contraires : la haine d'un ministre impopulaire et prévaricateur, devenu le bouc émissaire de tous les maux du temps et qui a fait, en France, presque l'unanimité contre lui; la répugnance plus profonde encore à la guerre civile dont on a fait la dure expérience de janvier à mars 1649.

Inutile de dire que, chez les princes, l'exécration affectée de Mazarin, qu'ils soutenaient trois ans auparavant, l'insistance à répéter que lui seul est cause de toutes les calamités publiques, qu'ils n'ont pris les armes que pour imposer son éloignement ou empêcher son retour, qu'ils les déposeront sitôt cette satisfaction obtenue, ne sont qu'artifices et subterfuges. Il s'agit pour eux de bien autre chose, d'un dessein politique qui est au fond de tous les événements de la Fronde, surtout de la Fronde princière; dessein qui a déjà dominé, en des circonstances presque identiques, la période troublée de mars 1614 à mai 1617, intérimaire entre la régence de Marie de Médicis et l'émancipation effective de Louis XIII (attentat du 23 avril 1617 où périt Concini); on peut dire même que ce demi-siècle de crise intérieure, 1610-1661, qui a vu en France, sans interruption, le gouvernement aux mains des régentes, des favoris ou des premiers ministres, y trouve seulement son explication et comme son unité : celui de substituer, avec l'assentiment des grands corps de l'État, en premier lieu du Parlement, au pouvoir d'une femme incapable et livrée à des favoris, d'un premier ministre tyrannique, une sorte de protectorat des princes du sang, à la fois plus fort et plus légitime, plus conforme au droit héréditaire et à l'esprit de cette loi salique qui vient de sauver l'État des troubles de la Ligue.

Ce dessein, déjà visible dans les temps de régence, se découvre presque ouvertement dans ces périodes d'incertitude et de confusion où une Déclaration officielle de majorité légale ne saurait suppléer à l'infirmité de l'âge et du caractère dans la personne du prince. Parce que le Parlement y a pleinement donné les mains de 1614 à 1617, du fameux arrêt du 27 mars et des Remontrances de mai 1614 au programme de réformes soumis à l'assemblée des Notables de 1617, les princes ont tout mis en œuvre, dès avant le 7 septembre 1651¹, pour l'y entraîner à nouveau. Déjà les assemblées de la noblesse à Paris et le vain projet d'États-Généraux, en 1651, n'avaient pas d'autre objet. Depuis surtout que l'arrêt du 10 janvier 1652 leur a presque livré la Compagnie, en mettant en sursis la Déclaration de

1. Date du lit de justice qui a proclamé la majorité de Louis XIV et mis officiellement fin à la régence.

condamnation enregistrée le 4 décembre contre Condé, que cette sorte de pacte d'alliance a été corroboré par l'engagement moral¹ de ne rien décider des affaires de l'État sans leur aveu et hors de leur présence, il semble qu'ils n'aient plus qu'un pas à faire pour arriver au but. Un parti peu nombreux, mais actif et résolu leur y est acquis d'avance. Pourtant, ils y échouent par trois fois, aux séances des 10, 14 mai, 25 juin. Des voix courageuses se sont élevées pour dénoncer ce projet d'usurpation et de coup d'État mal dissimulé sous les formules bénignes d'*Union* avec la grande ville, d'attribution de tout pouvoir de défense à Son Altesse Gaston d'Orléans, dans l'étendue de l'enceinte.

Le 25 juin, pour venger leur déconvenue, ils ont, une première fois, eu recours à l'émeute. Mais les moyens d'intimidation et de contrainte ont moins servi que compromis leur cause. Violenté dans sa dignité et la personne de ses membres, le Parlement s'est à demi dégagé de l'étreinte. Il a décidé, le 1^{er} juillet, qu'il ne délibérerait plus des affaires publiques tant qu'il ne serait pourvu effectivement « à la sûreté de la ville et de la justice ». Pourtant, hésitant encore entre les partis extrêmes qui lui sont suggérés : suspendre *sine die* le cours de ses séances ou se rallier sans conditions au parti du roi, seul capable de lui assurer pleine et entière sécurité, la majorité a opté pour ce moyen terme : en appeler à une assemblée plus nombreuse et plus solennelle de l'Hôtel-de-Ville du soin de pourvoir au retour de l'ordre que la précédente du 27 juin n'a pu rétablir. L'assemblée a été fixée au jeudi 4, de relevée.

Dans l'intervalle, la journée du 2 et la défaite des princes ont quelque peu modifié ce parti d'attente et de réserve. Le magistrat s'est laissé arracher, le 2 au soir, par les instances de Mademoiselle, le libre passage des troupes battues et leur retraite vers le faubourg Saint-Victor, hors des atteintes de l'armée royale. Les princes ont repris espoir de faire servir l'assemblée prochaine au succès de la manœuvre tant de fois déjouée. Puisque l'Union s'est à demi ressoudée, sous la pression du danger commun et la menace du canon de Turenne, ils pensent n'avoir plus qu'un effort à tenter pour lui donner la consécration officielle qui opposera le bloc de Paris et de la France entière groupés autour d'eux à l'audace scandaleuse d'un ministre en rupture de banissement, des Déclaration et arrêt du 6 septembre 1651 qui l'ont condamné à un exil perpétuel, tyran des volontés débiles d'une reine sans pouvoir défini et d'un roi enfant.

1. La proposition formulée par Monsieur lui-même, le 15 février, n'a fait l'objet d'aucun arrêt particulier, mais elle revient, en fait, à chaque délibération et ne manque jamais de rallier tous les suffrages.

Pour arracher cette sanction à une foule incohérente de 600 personnes, ils vont ménager toute une gradation savante de moyens de pression : signes de ralliement arborés par leurs partisans ; attente prolongée de la communication par eux annoncée, en vue d'empêcher toute espèce de discussion, d'enlever par artifice, en fin de journée, un vote de lassitude et de surprise ; mise en demeure plus ou moins couverte par la modération affectée du langage. C'est seulement après un nouvel échec qu'ils reviendront au moyen suprême, le déchainement des fureurs de la populace surchauffée, la capitulation arrachée par la force. On retrouvera très fidèlement notées ces étapes de la marche du drame dans l'admirable récit de Lallemant, dont nous nous bornons à résumer les péripéties principales, celles qui éclairent d'un jour très vif le dessein politique que nous venons d'exposer. Nous laissons à l'auteur le soin de retracer tout ce qui est de caractère épisodique, les aventures et dangers personnels qu'il court dans cette journée tragique.

Par une ardente après-midi de juillet, se presse, aux portes de l'Hôtel-de-Ville, une multitude de gens apostés qui obligent tous les députés entrants des Compagnies ou des quartiers à mettre à leur chapeau les brins de paille qu'ils portent eux-mêmes, signe de ralliement du parti de Condé. La plupart obéissent ; quelques-uns refusent qui sont poursuivis et hués du nom de Mazarins. Il en résulte un premier émoi qui se propage jusque dans la salle des séances, où l'un de ceux-ci, Mangot-Villarceau, s'étonne qu'on élève des marques de sédition en un lieu où l'on vient délibérer en liberté des moyens de faire la paix. L'avocat Martin réplique que cette marque est celle des bons Français. Ceux qui la refusent sont des Mazarins ; propos relevés assez fièrement par plusieurs des réfractaires : « C'est aux avis », ripostent-ils, « qu'on verra les bons serviteurs du roi. »

A la longue, tous s'installent et s'apaisent. Vers trois heures et demie, entre le corps de ville, gouverneur, prévôt, échevins, greffiers, procureur du roi, qui prennent place au bureau. Le gouverneur, maréchal de l'Hôpital, fait part du désir de Monsieur d'assister à la séance. Il y a d'ailleurs de bonnes nouvelles de la cour ; les choses sont en voie d'accommodement.

Il est toujours malaisé d'imposer à plusieurs centaines de personnes assemblées l'immobilité et l'attente. Bientôt des voix s'élèvent pour remontrer l'heure qui s'avance : il serait fâcheux qu'on fût forcé de se séparer sans conclure. Des altercations se produisent quand, intermède opportun, un trompette du roi se présente, annonce du dehors par une clameur formidable de la Grève : « Point de Mazarin ; vivent le roi et les princes ! »

Il apporte des lettres qui viennent à point confirmer les assurances du gouverneur. Le roi, tout en se plaignant de l'outrage fait à sa personne, des actes d'hostilité qui ont ravi la victoire à ses troupes, témoigne de dispositions conciliantes. Il veut croire que l'on a cédé à la force. Oublieux de l'injure, il promet toute bienveillance et protection : « C'est une mazarinade », crient les meneurs, « un piège à attraper des petits enfants ! »

Cependant, quatre heures sont passées ; la chaleur est excessive ; l'assemblée s'énervé ; la foule plus encore, dans la lumière aveuglante et l'air embrasé de la place.

Le gouverneur commence à s'inquiéter. Après un nouveau message, sans résultat, envoyé à Monsieur, vers quatre heures et demie, des voix de plus en plus nombreuses réclament la mise en délibération au moins des préliminaires, la lecture de l'arrêt de convocation du 1^{er} juillet. Elle est accordée, et on relève, tout d'abord, dans le texte lu par le greffier, une variante assez notable. Il y est question d'aviser « à la sûreté de la ville et à l'ordre de la justice » au lieu de « et de la justice » tout court. On demande ensuite l'avis du procureur du roi.

Dans un long discours, le s^r Pierre, qui cumule les fonctions d'avocat du roi et de procureur de Son Altesse Royale, réédite les doléances connues sur les troubles de l'État et la déconsidération de la justice, qui rappellent trop les mauvais jours de 1615 et 1616, sur le danger que fait courir aux bons bourgeois l'arrogance croissante de la populace qui se prévaut de son nombre. Passant ensuite aux causes trop certaines du mal : la mauvaise administration du ministre, qui a si fort avili l'autorité royale qu'à peine en reconnaît-on l'image, la colère de Dieu qui se venge du luxe de cette ville, il aborde les moyens à employer comme remèdes : il faut user des extraordinaires, puisque les ordinaires, prières, supplications, exhortations et autres n'y ont pas suffi ; et, comme extraordinaires, il trouve tout juste à proposer la garde bourgeoise en personne, chaînes tendues, corps de garde, défenses d'attroupements... ; pour conclure par la métaphore traditionnelle, faire représenter au roi, par une députation nombreuse, le péril du navire, la nécessité de l'alléger de ce qui lui nuit..., bref, des redites, de l'amplification.

L'impression générale est plutôt médiocre. La faction attendait autre chose. « Il faut », s'écrie-t-on, « aller plus avant, conclure à l'union et jonction des armes de la ville et des princes. Il n'y a plus à dissimuler ». (*L'Union* est le mot d'ordre du jour. Coulon l'a déjà lancé le 25 juin.)

Charton, Bitault, Martineau, tous ceux du complot applaudissent avec fureur, malgré les protestations des modérés contre ces cla-

meurs d'intimidation, pendant que l'orateur piqué au vif, esquivant assez adroitement ce piège de l'Union, se défend d'avoir ménagé le ministre : « Nul n'a pu se méprendre à son langage... »

Enfin, voici les princes, annoncés eux aussi par de grands cris de la Grève. Ces princes reçus avec le cérémonial d'usage, le silence fait, les portes fermées, même une première rumeur d'incendie des portes reconnue fausse, Monsieur, en quelques phrases adroites et circonstanciées, insinue sa proposition : « Sachant qu'on est assemblé pour délibérer de la sûreté, il a tenu à venir, ayant à remercier la ville de l'aide donnée à ses troupes attaquées par Mazarin, au faubourg Saint-Antoine, et à demander d'avance même secours en pareille occurrence. Pour ce qui est de la sûreté de la ville et de la justice, il y fera, comme toujours, tout le possible. Mais le vrai moyen d'y pourvoir est de faire éloigner le cardinal, ce qui ne se peut sans l'Union et jonction de la ville et des princes. »

Condé, moins abondant orateur qu'écrivain, répète, en écho fidèle, à peu près mot pour mot.

Le maréchal de L'Hôpital, gouverneur de Paris, et le Prévôt, l'un après l'autre, remercient congrûment de l'honneur qui leur est fait, renouvellent, au nom de la ville, les protestations de zèle pour le service du roi, l'intérêt et le repos public. Mais, d'Union, pas un mot. L'assemblée elle-même reste muette ou dupe de ces phrases protocolaires, à moins qu'elle ne soit contenue par un vague sentiment de respect.

Surpris de cette froideur, mais sans rien laisser paraître de leurs impressions intimes, ni insister davantage, les deux princes et leur suite se retirent comme ils sont venus. Dès qu'ils sont hors, que le Gouverneur et le Prévôt, qui leur ont fait cortège, ont repris leurs places, le premier fait observer qu'il est bien tard et qu'il serait à propos de remettre au lendemain.

A ce moment même, comme au signal donné d'un coup de pistolet parti de la place, une décharge générale de 3 à 4,000 mousquets dans les fenêtres donnant sur la Grève jette la panique et la confusion sur tous les bancs. Alors se produit une scène d'affolement et de désordre qui remplit tout l'édifice et se prolonge jusqu'au plus épais des ténèbres de la nuit qu'éclairent l'incendie des portes, les lueurs de la fusillade semant la terreur et la mort.

Jusque dans ce dernier acte du drame se retrouvent les indices de la préméditation, d'une machination savamment ourdie. C'est d'abord le reflux d'une partie des assistants dans le grand et le petit bureau, où l'on entraîne gouverneur, prévôt et échevins. Là, devant Goulas, secrétaire des commandements de Monsieur, on leur fait signer une formule toute prête d'Union avec les princes pour l'éloignement du cardinal. Bien entendu, nul ne refuse; plusieurs des

présents signent avec eux, au nom de l'assemblée dispersée! On dresse plusieurs copies qu'on jette au peuple, attachées à des bâtons; on fait sonner la trompette du roi pour essayer de parlementer. Mais l'heure est passée de retenir la bête déchainée, dont nombre de soldats, répandus dans les rangs, échauffent la fureur, exécutant des feux de salve qui révèlent des gens du métier.

Puis c'est l'épisode si curieux de Beaufort recherchant dans la nuit la personne du Prévôt, l'appelant de la Grève; son arrivée sous les combles de l'édifice où sont réunis les réfugiés qui ont répondu à son appel; le sauvetage opéré par Mademoiselle et La Boulaye, son chevalier servant, non sans avoir exigé, au préalable, la démission de l'infortuné magistrat, dont la charge est dévolue, par avance, au Père du peuple, Broussel.

C'est enfin le témoignage formel de l'auteur lui-même, Lallemand, partisan avéré de Condé jusqu'à cette heure, mais contraire aux moyens de violence, venu à l'assemblée par son ordre, contre ses appréhensions et répugnances personnelles, et laissé sans secours dans une aventure qu'il qualifie trop justement de piège et de trahison.

E. MAUGEJ.

Led. jour de relevée (4 juillet), l'assemblée a esté tenue à l'Hôtel de ville sur les trois heures. A l'entrée dud. Hostel de ville estoient des gens qui obligeoient tous ceux qui passaient par la porte de prendre des brins de paille, disans que ceux qui n'en voudroient prendre estoient des Mazarins. La plus grande partye en prenoient... Pour moy (qui avois l'honneur d'estre de lad. assemblée, député du quartier Saint-Martin en l'assemblée tenue le mercredy chez le s^r Sanson, quartenier), je n'en voulu point prendre à cet abort.

Comme l'on fust en la salle préparée à cet effect, M. Mangot-Villardeau dit qu'il estoit estrange et extraordinaire que, s'assemblant pour veoir avec liberté les moyens de restablir le repos et la tranquillité publique, l'on fist et esleva-t-on des marques de sédition; que cela estoit extraordinaire et ne pouvoit se souffrir.

Le s^r Martin, advocat, entre autres, se signala et dict que c'estoit la marque des bons François et que ceux qui n'en avoient point estoient Mazarins.

Ceux qui n'en avoient point se sentans picqués soustinrent le contraire et fust dict que la paille n'y faisoit rien et que l'on cognoistroit par les advs ceux qui seroient serviteurs du roy et affectionnés au bien public.

Cela s'appaisa et, sur les trois heures et demye, M. le mareschal de l'Hospital, gouverneur de Paris, M. Le Fèvre, prévost des marchands¹,

1. Antoine Lefèvre ou Lefebvre, conseiller des Enquêtes; honoraire, 22 avril

et les eschevins, greffiers et procureur du roy de la ville prirent place. Chacun ayant fait silence, M. le Gouverneur dict que M. le duc d'Orléans luy avoit dict ce matin qu'il souhaittoit estre à l'assemblée et que c'estoit la cause du retardement; qu'il avoit receu nouvelles de la cour que les choses estoient en bon estat et que l'on pouvoit espérer un accommodement.

L'on dict qu'il seroit fâcheux de sortir sans conclure, ce quy arri-
veroit sy l'on commençoit sy tard.

Comme l'on estoit sur les altercations, l'on vint donner advis qu'il y avoit un trompette du roy quy demandoit à parler à M. le Gouverneur et à M. le Prévost des marchands et eschevins pour leur présenter des lettres de la part du roy. Et de fait, l'on entendit un grand bruit en la dite place de Grève, quantité de voix s'estant eslevées qui cryoient : Point de Mazarin, vive le Roy et les Princes.

Led. trompette est entré dans la salle ayant une casaque des couleurs du roy et sa trompette. Il a présenté ses lettres [à] M. le Gouverneur qui les a données à M. le Prévost des marchands. Led. trompette retiré, l'on a faict ouverture du paquet et lecture des lettres dont la suscription estoit : A MM. le Prévost des marchands et eschevins de nostre bonne ville de Paris et bons bourgeois y assemblés. Il y avoit une lettre de M. Duplessis-Guénégaud. Le sommaire de la lettre du roy estoit qu'encores que le roy eust tout subiect de se plaindre de ce que l'on avoit donné retraite à ses ennemis, lors qu'il les poursuivoit à main armée et qu'il les eust défaict absolument et sans resource, l'on leur avoit donné passage et par ce moyen soustraict de sa justice; que cela a faict grand tort à la ville. Car lesd. troupes ayant esté défaictes, Paris eust esté libre et le roy eust assurément retiré ses troupes sur les frontières pour s'opposer à ses ennemis; et que ce qui le picquoit le plus estoit que, quoyque le roy fust présent, sur le haut de Charonne, avec un gros de cavallerie, l'on avoit eu la hardiesse et l'insolence de tirer du canon de la Bastille (dont le fils de M. de Bruxelles¹, conseiller en la Grande Chambre, est gouverneur); que, quoyque ces choses soient sans exemple, il veut croire que c'est la violence et la puissance absolue de ceux qui sont ses principaux ennemis qui en ont ainsy faict user, sans que les officiers de la ville ny les bons bourgeois y ayent contribué aucune chose. C'est pourquoy il oublie l'injure et promet toute protection à la ville, mesme pour faire venir le pain et provision nécessaire.

Après la lecture desd. lettres, aucuns ont dict que c'estoit une mazarinade, que l'on avoit desjà veu de ces sortes de lettres et que l'on s'en mocquoit; que l'on promettoit du pain pour amuser les petits enfans.

1664; conseiller d'État. Retz, t. III, p. 64, se vante de l'avoir choisi de sa main avec l'agrément de Mazarin.

1. Il s'agit du fameux Broussel, le Père du peuple, héros des journées des 26 et 27 août 1648, et de son fils, Broussel de La Louvière, fait par la Fronde gouverneur de la Bastille, le 14 janvier 1649, après que le roi et la cour furent sortis de Paris dans la nuit du 5 au 6.

Ensuite, Messieurs voyans que l'on ne travailloit point et qu'il estoit plus de quatre heures, outre que la chaleur estoit excessive, l'on proposa de commencer la délibération et la lecture de l'arrest de la cour, en vertu duquel l'assemblée se faisoit. M. le mareschal de l'Hospital dict que M. le duc d'Orléans luy avoit dict qu'il désiroit venir à lad. assemblée. L'on luy dict qu'il se faisoit tard et que, le peuple estant dans la chaleur, il y auroit à craindre sy l'on sortoit sans conclusions. Cela fust cause que l'on envoya devers Son A. R. pour sçavoir positivement s'il viendrait ou non.

Demye heure après environ, sur les quatre heures et demye, je commençay à dire qu'il se faisoit bien tard, que Messieurs s'impacientoient et qu'il estoit grand temps de commencer; que l'on pouvoit toujours faire lecture de l'arrest et commencer la délibération; que M. Goulas, l'un des secrétaires des commandemens de Son A. R., estoit présent, qu'y n'assuroit pas que M. le duc d'Orléans vouldut venir, et quand bien mesme il viendrait, il falloit toujours commencer.

Tout le monde agréa lad. proposition et l'on donna coppie collationnée de l'arrest du Parlement quy portoit entre autres : que le prévost des marchands et eschevins seroient invités de s'assembler pour adviser à la seureté de la ville et ordres de la justice. Cest arrest ne se trovast conforme à ce quy avoit esté résolu au Parlement, estant certain qu'au lieu de mettre ordre à la justice, il y devoit avoir à la seureté de la ville et de la justice. Et en mesme temps l'on a dict qu'il falloit veoir ce quy estoit à faire et entendre le procureur du roy.

Le sr Pierre, advocat du roy en lad. ville et procureur de Son A. R., fist un grand discours pour monstrier que les désordres qu'apportent les guerres civiles sont extrêmes. Rapporta tout ce quy s'estoit passé en 1615 et 1616 : comme en ces temps l'autorité de la justice estoit viollée et les magistrats peu considérés; que c'est ce que nous voyons aujourd'huy et que, feuilletans les registres, ils n'ont point veu de voyes et de moyens qui ayent esté pris en ces temps pour restablir l'autorité qu'ils n'ayent pareillement pratiqué, et tout cela sans succès. Que les bons bourgeois se doivent réunir et empêcher par toutes voyes que la mesme populace ne se prévale du nombre et ne les maîtrise avec arrogance. Que, quand lesd. bons bourgeois voudront considérer que la conservation de leurs fortunes et de leurs biens dépend absolument des magistrats, ils feront tous leurs efforts pour la conservation de la justice quy est leur souverain bien et le port assuré de leur fortune. En la seconde partye de son discours, il remonstra que les maux dont la France et cette grande ville estoient affligées estoient venus à tels excès que les remèdes ordinaires et accoustumés n'y pouvoient plus rien, il falloit tascher de veoir sy les extraordinaires y pouroient quelque chose de plus; qu'il falloit avouer ingénument que l'autorité royale est fort avillie, que ceux qui ont gouverné les affaires les ont tellement brouillées et bouleversées qu'il est fort difficile d'y remédier; que la cause de tous ces maux est la mauvaise administra-

tion du ministre quy a sy advant engagé l'auctorité royale qu'à peine en cognoist-on l'image, les peuples se voulant faire justice à eux-mesme; qu'il croyoit, pour remédier à ce, qu'il falloit aller à celuy quy après Dieu peut donner secours à nos misères. Que les prières publiques ont esté faictes avec grande solemnité; les curés mesmes ont esté invités d'exhorter les peuples à se rengier à leur devoir. La plupart l'ont fait et tout cela sans fruit, ce quy faict croire que Dieu n'est encores appaisé et que nos péchés et le luxe insupportable de la ville ont irrité sa bonté quy se vange par la guerre, par la famine et par la peste quy sont les fléaux les plus grands dont il afflige son peuple. Enfin, sa conclusion fust à l'esgard de la sûreté ordinaire que, lors que l'on feroit garde bourgeoise au Palais, que les bons bourgeois iroient en personne, que les chaines seront tendues, des sentinelles et corps de garde posés à toutes les advenues, afin d'empêcher la canaille de s'attrouper et de s'approcher; que pour le surplus, afin de trouver la fin de tous les désordres, que l'on depputerait devers le roy en grand nombre, de tous les corps et communautés quy composent la ville, afin de luy représenter puissamment que le navire est en péril et qu'il est du devoir et de la bonne conduite du pilote de descharger le navire de ce quy luy nuit, lorsque la tempeste est grande et qu'elle menace ruyne; que c'est le moyen de pacifier toutes choses et donner le calme à l'Estat, restablir l'auctorité des magistrats et donner la seureté nécessaire à la ville et à la justice telle que l'on la demande.

Il n'eust pas plus tôt achevé que l'on dict que ces conclusions-là n'estoient pas bien prises, comme il falloit; qu'un procureur de la ville capitale du royaume devoit aller plus avant, qu'il falloit conclure à l'union et la jonction des armes de la ville avec Messieurs les princes; qu'il ne falloit plus dissimuler et que cela estoit absolument nécessaire.

Cela fust appuyé fortement et avec emportement par MM. Charton¹, Bitaut², Martineau³, Gilbert⁴, tous du corps du Parlement, et d'autres

1. Louis Charton, président en la 1^{re} chambre des Requêtes du Palais du 11 mars 1641, frondeur notoire et quelque peu extravagant, un des héros de la journée fameuse du 11 décembre 1649, mort doyen en 1684.

2. François II Bitault, conseiller des Enquêtes du 20 mars 1623, une des têtes chaudes du Parlement; destitué par déclaration de février 1641, rappelé par Anne d'Autriche en 1643 et de nouveau un des dix conseillers exceptés de l'amnistie et exilés par Louis XIV à sa rentrée dans Paris le 21 octobre 1652. Fait prisonnier au cours d'une mission de la Fronde à Pont-sur-Yonne par le maréchal d'Hocquincourt et l'armée de Mazarin le 6 janvier 1652, il avait été traîné comme captif jusqu'à Poitiers, puis relâché après quelques tribulations où il eut plus de peur que de mal.

3. Pierre Martineau, conseiller des Requêtes du Palais des 31 janvier 1642, 17 mars 1643, autre frondeur notoire, exilé avec Bitault en 1652, neveu de Payen-Deslandes, le grand meneur de la faction de Condé, mort en janvier 1669.

4. Pierre Gilbert des Voisins, conseiller des Enquêtes du 7 juillet 1623; honoraire, 28 avril 1668. Ne joua dans ces événements qu'un rôle assez effacé.

bourgeois et officiers mandés, qui tous tesmoignoient zèle et chaleur pour ladicte proposition.

Je pris la parole et dicts (dans le tumulte) que nous estions assemblés pour dire nos avis en liberté, qu'il estoit inouy que l'on eust prescript aux gens du roy de quelle façon ils prendroient leurs conclusions, ayant liberté de dire ce qu'ils croyent estre du bien de l'Estat et du publicq, que chacun, dans son opinion et dans son rang, agréroit et improuveroit les conclusions, mais de le forcer d'en prendre d'autres que celles qu'il a creu devoir prendre, cela estoit inouy et non encore praticqué.

Led. procureur du roy prist la parole et dict qu'il s'estoit assés expliqué, qu'il est vray qu'il n'a pas nommé le cardinal Mazarin. Mais qu'y est-ce de l'assemblée qu'en conscience puisse douter que c'est de luy qu'il a entendu parler, lors qu'il a dict que tous les maux dont la France et la ville sont affligés viennent de la mauvaise administration de celui qu'avoit gouverné; lors qu'il avoit dict qu'il falloit aller trouver le roy et luy remontrer que le navire de Paris estoit en péril, qu'il falloit en ce rencontre inviter les bons pilotes, qu'y, quand ils voyent une grande orage et une grande tempeste se lever, ils jettent hors du navire et du vaisseau ce qu'y est de plus chargeant? Peut-il tomber soubz le sens qu'il n'ayt pas voulu entendre parler du cardinal Mazarin? Ce nom ne luy faict point de peur. Il a assés nettement dict ses sentimens dans toutes les rencontres d'affaires qu'y se sont présentés et ayant l'honneur d'estre ce qu'il est à M. le duc d'Orléans, qu'y a cest avantage de l'avoir esloigné desjà une fois et qu'y aura encores le mesme avantage pour une seconde fois, peut-il tomber soubz le sens d'aucun qu'il n'ose nommer ce nom fatal? Il le répète donc et déclare son sentiment estre de demander au roy par tous les députés l'esloignement du cardinal Mazarin comme le remède seul et unicy à tous les maux dont la France est accueillie¹.

Comme il achevoit, l'on est venu advertir que M. le duc d'Orléans et M. le Prince venoient, et de faict l'on a entendu un grand bruit dans la place de Grève, chacun criant : Vive le Roy et les Princes, point de Mazarin.

Ces Messieurs le gouverneur, prévost des marchands et eschevins se sont à l'instant levés pour aller au-devant et les recevoir au bas de l'escalier. Ce qu'ils ont faict et tost après sont rentrés avec eux, M. le duc d'Orléans et M. le prince de Condé, M. le duc de Beaufort et tous les gentilshommes de leur suite, ayans tous de la paille à leurs chapeaux.

L'on vint dire que le feu avoit esté mis à l'Hostel de ville et qu'il y falloit donner ordre. Cela ne fust pas trouvé veritable. Enfin, après que l'on eust faict faire silence et que les portes de la salle eussent esté fermées, M. le duc d'Orléans dict qu'ayant sceu que l'on faisoit

1. Il faut sans doute lire : *assaillie*.

une assemblée extraordinaire à la ville pour sa sûreté et celle de la justice, il avoit esté bien aise d'y venir pour tesmoigner à la compagnie ses recognoissances au subject de la retraite que la ville accordast au dernier jour à ses troupes que le cardinal Mazarin avoit faict attaquer dans le faubourg Saint-Anthoine. Mais comme il se peut faire que l'on veuille possible recommencer et que le cardinal Mazarin ne songe qu'à diminuer ses forces, il a à demander que, sy cela arrivoit, que l'on luy accorde la mesme chose sans difficulté; que, pour ce quy regarde la sûreté de la ville et de la justice, il y contribuera tousjours tout ce quy sera en son pouvoir; mais que le véritable moyen d'avoir la sûreté pour la ville et pour la justice, c'est d'avoir promptement l'esloignement du cardinal, ce quy ne se peut faire sans la jonction et l'unyon de la ville.

M. le Prince ensuite prist la parole et dict en sommaire la mesme chose et qu'il contribueroit tousjours et de sa vie, de ses forces et de ses amis pour l'esloignement du cardinal Mazarin, seul cause de tous les maux.

M. le mareschal de l'Hospital, gouverneur de Paris, remercia ces Messieurs de l'honneur qu'ils faisoient à la ville, laquelle tesmoigneroit tousjours son zèle et pour le service du roy et pour l'intérest et repos publicq. M. le Prévost des marchands dict la mesme chose en différends termes.

Ensuito de quoy, M. le duc d'Orléans, M. le Prince, M. le duc de Beaufort et tous ceux de leurs suites qui estoient en grand nombre se retirèrent. M. le Gouverneur de Paris, M. le Prévost des marchands et eschevins les accompagnèrent.

Comme ils furent de retour et pris leurs places, mond. sr le Gouverneur de Paris dict qu'il estoit bien tard et qu'il seroit à propos de remettre au lendemain.

Il n'eust pas plus tôt achevé que l'on entendit tirer un coup de pistolet et en mesme temps il se fist une descharge de trois ou quatre mil coups de mousquets dans les fenestres, respondantes sur la Grève, de la salle où l'assemblée se tenoit, en sorte que, les bans estant placés en amphithéâtre, il y avoit des personnes assises aussy hautes que le haut des fenestres. En mesme temps, chacun quitte son rang et se range où il peut; les uns se fourrent soubz des bans, les autres gagnèrent en se trainans à platte terre contre les entre-deux des fenestres, chacun criant miséricorde et trahison. Les coups cependant se redoubloient, et la peur et la crainte augmentoient pareillement. Enfin, chacun se glissant contre terre, l'on se retira de cette salle où le péril et le danger estoit inevitable. Il y eust un homme appartenant à M. le mareschal de l'Hospital quy fust blessé, quy fust exposé sur le palier de l'escailier. Il y avoit bien six cens personnes de condition dans cette assemblée. Tout cela se rangeast partye dans les salles et chambres de l'Hostel de ville, les uns gagnans les greniers, d'autres se fourans dans les caves, estant impossible de sortir par les portes

où l'on avoit mis le feu, mesmes aux portes secrètes qui aboutissent vers Saint-Jean et le Saint-Esprit. L'on advisa pour ne rien oublier de ce qui pouvoit appaiser la sédition, qui, par toutes les circonstances cy-dessus descrites, paroissoit suscitée. L'on s'assembla dans le gros et petit bureau, et là, en présence de M. Goulas, secrétaire des commandemens de Son A. R., l'on proposa au gouverneur, prévost des marchands et eschevins de signer l'union avec les princes pour l'esloignement du cardinal Mazarin. Ces Messieurs, dans l'estat où l'on se trouvoit, n'en firent point de difficulté, et pour monstrier que cela se faisoit du consentement de ceux qui estoient dans l'assemblée (quoyque dissipée, comme il est dict cy-dessus), plusieurs de ceux qui se trouverrent là la signèrent. L'on en fit faire plusieurs coppies; l'on mist au bout d'un baston des mouchoirs; l'on fist sonner la trompette du roy pour tascher à parlementer. Mais, au lieu d'une response raisonnable, l'on tira plusieurs coups de mousquets, la dernière rage estant dans lad. place et par tous les environs. L'on disoit qu'il falloit faire périr tous ceux qui estoient en lad. assemblée, que c'estoient des Mazarins, qu'il les falloit tuer ou brusler. Enfin, voyant le feu horriblement allumé à la grande porte, l'on advisa de faire une barricade au-dessus du degré à l'arcade du pallier de la cour, laquelle l'on borda de mousquetaires qui estoient les gardes de M. le mareschal de l'Hospital et les archers de la ville. Mais, ce qu'y n'est pas concevable, il n'y avoit ny armes ny poudres à la ville. Chacun voyant l'horreur de la mort despeinte partout, le jour manquant et la flamme passant de tous les costés, l'on cherchast où se cacher pour veoir sy en reculant l'on pouroit se garantir dans la nuit. Plusieurs songèrent à leurs consciences; les curés et gens d'esglise qui se trouvèrent là ne manquerrent pas d'exercice. S'il falloit descrire les adventures de tous les particuliers et de quelle façon sept à huit cens personnes se sont sauvez de ce péril presque inevitable, il faudroit des volumes entiers¹, puisqu'il faudroit descrire six à sept cens histoires. Ceux qui sortirent trop tost, se confians en leurs bonnes fortunes, receurent de très mauvais traitemens : entre lesquels furent tués et massacrés dans la place par des gens acharnés et endiablés, qui ne se gaignoient ny par promesses ny par argent, M. Le Gras, maître des requestes, qui mourut de sept blessures mortelles le lendemain, ayant esté porté es environs de lad. place de Grève; M. Ferrand², conseiller en la cour, fils de M. Ferrand, conseiller en la Grande Chambre, tué sur la place dans la Grève; M. Miron, maître des comptes, porté chez luy tout percé de coups, mourut à deux heures après minuit. Tant y a que de six cens personnes qui estoient dans led. Hostel de ville, il n'y en eust pas un qui ne ressentit l'effroy de la mort la plus horrible et la plus espouventable qu'y se puisse imaginer.

1. Ms. : entières.

2. Pierre Ferrand, conseiller des Enquêtes du 12 décembre 1642, fils du conseiller Michel Ferrand de la Grand'Chambre.

Pour moy particulier, comme je suis redevable à Dieu de ce qu'il me sauvast du péril que je couru, et dans led. Hostel de ville et dans la place de Grève, en sortant, j'ay voulu mettre les particularités et circonstances quy me regardent, comme un monument public de la bonté et de la miséricorde de Dieu en mon endroit, dont je prie tous ceux ès mains desquels tomberont cy-après ces escrits, de le remercier, comme ayant esté sauvé du plus grand danger que l'on puisse courir pendant la vie.

Après avoir travaillé autant que le jugement d'un homme peut porter pour adviser aux moyens d'appaiser cette beste farouche, le peuple excité et animé contre tous ceux quy s'estoient trouvés à lad. assemblée, et voyant que rien ne les pouvoit destourner que la nuit et le temps, je me résolus (Dieu m'en ayant donné la pensée) d'aller chercher quelque lieu propre à me cacher pour attendre avec moins de péril sy le temps et la nuit me garantiroient. Montant l'escalier et la nuit estant fort avancée, je demanday s'il n'y avoit personne quy me peut prester une espée pour mourir du moins en me deffendant. Un garde ou archer de ville m'en donnast une et je fis eschange de ma robe avec lad. espée. Comme je passois, ayant cette espée à la main, j'eü à rencontre un garçon assez bien fait quy me dict qu'il vouloit mourir avec moy et qu'il avoit une petite chambre en haut d'un escalier desrobé quy estoit fort propre pour esviter le danger et le péril que l'on pouroit encourir demeurant allant et venant dans led. Hostel de ville; que lad. chambre appartenoit à un de ses amis quy estoit maitre d'hostel de la ville. Ce garçon me dict s'appeller Merlet, fils de M. Merlet, médecin. Je m'abandonnay à sa conduite et passasmes le long d'une petite gallerie qui vast au petit bureau et de là sur un petit escalier, au bas duquel il y avoit une porte quy respond à la rue vers le portail Saint-Jean, du costé de l'arcade de la Grève. Estant monté en cette chambre, j'y trouve deux bourgeois, la maistresse du logis et sa fille et led. s^r Merlet, tout cela fort exploré. D'abord, ayant une soif excessive, je leur demanday de l'eau pour me rafraischir. L'on me donna le reste d'un pot où il n'y en avoit qu'une goutte quy ne laissa pas de me faire grand bien. Ensuite, je taschay d'assurer cette petite compagnie, les excitay à prier et invoker Dieu. Comme nous estions en cet estat, survint M. Le Fèvre, conseiller et prévost des marchands, et tost après M. Le Fèvre, maitre des comptes, son frère, et nous encourageasmes tous à bien faire ensemblement. Après les prières faictes, led. s^r Merlet et moy fusmes visiter les dehors de cette petite chambre, affin de veoir par où l'on pouroit venir à nous. La porte qui estoit au bas du petit escalier respondante à la rue estoit en feu, Cela ne nous effraya pas, d'autant que tout l'escalier estoit de pierre de taille et qu'il y avoit encores deux portes sur lad. montée, que l'on pouvoit fermer avant que venir à lad. petite chambre; ce que nous fismes et les barricadasmes du mieux que nous pusmes. Ce quy est remarquable, ce fust une fontaine

d'eau vive que nous trouvâmes, laquelle me sauvast la vie dans la chaleur excessive où j'étois. De laquelle eau ayant beu, nous en fîmes porter en la chambre où nous nous estions réfugiés. Après avoir barricadé les portes du costé d'en bas, il fust question d'aller à celles du costé de la ville. Comme nous estions à celle qui vast à une gallerie quy aboutist au petit bureau, j'entendis un grand bruit. C'estoit de ces gens appostés et séditieux qui avoient escalladé par les fenestres dud. Hostel de ville et estoient l'espée à la main dans les salles et chambres dud. Hostel de ville. Nous nous approchâmes de lad. porte et la fermâmes de force; après quoy, nous nous retirâmes dans le petit bureau et barricadâmes fortement lad. porte et celle quy rendoit sur le petit escalier. Cela faict, nous retournâmes dans la petite chambre où nous assurâmes ces Messieurs que nous estions autant bien que l'on pouvoit estre dans un désastre et malheur extrême. Nous estions résolus à passer là la nuit, espérans qu'enfin cette fureur se ralentiroit et le feu s'appaiseroit, n'ayant plus d'aliment. Sur les onze heures du soir, l'on entendit force voix crians : Vive le Roy, vive Beaufort. Cela nous donna à cognoistre que M. le duc de Beaufort estoit dans la place de Grève et petit à petit le grand bruit s'appaisa et le feu pareillement et la fumée par conséquent. Le s^r Brigallier, conseiller en la cour des aydes, estoit proche de lad. chambre dans un retraict où il s'estoit réfugié, tant l'effroy estoit grand. Il vint à nostre chambre, mais la senteur mauvaise qu'il avoit contracté du lieu où il avoit esté nous obligea à le prier de se retirer, tant cette senteur estoit incommode et insupportable dans la chaleur qu'il faisoit, ce qu'il fist. Enfin, après minuict sonné, l'on entendit une voix du costé de Saint-Jean qui appelloit M. Le Feuvre par deux ou trois fois. M. le Prévost des marchands crut d'abord que s'estoit quelqu'un de ses domestiques quy le cherchoit et disoit mesme le cognoistre à la parolle. Néanmoins, cela fust justifié au contraire, estant un homme quy venoit de la part de M. le duc de Beaufort pour sçavoir sy le prévost des marchands estoit aud. lieu. Et de faict, l'ayant ainsi déclaré, on donna entrée aud. s^r Duc quy vint accompagné d'un gentilhomme et d'un page tenant un flambeau.

Voyant une occasion sy belle s'offrir, je conjuray M. le duc de Beaufort d'avoir soin de moy et de me protéger de cette violence. Il me le promist et l'effectua de bonne grâce; car, après quelque entretien tenu en lad. chambre entre luy, M. le Prévost des marchands et moy, touchant ce désordre et cette persécution sans exemple qu'il déshonora et abhorrâ, il proposa de me reconduire le premier et, après qu'il auroit reconnu qu'il n'y auroit plus de danger, il reviendrait reconduire M. le Prévost des marchands.

Le s^r La Boulaye vint cognoistre le s^r Prévost des marchands et se retira à l'instant, vraisemblablement pour en aller donner advis au palais d'Orléans. Ce qu'en écoustant nous sortimes de la petite chambre, M. le duc de Beaufort ayant devant luy un gentilhomme et un page quy portoit un flambeau. Le s^r Merlet quy m'avoit indiqué la

chambre où j'avois esté vint avec nous. Nous passasmes, par le grand escailler, dans la cour et par la barricade qu'il failloit franchir et descendismes tous ensemble en la Grève par la grande porte.

D'abord, mon valet de chambre nommé Bertélemy se présenta et m'embrassa de joye, avec assés d'effroy, disant : Ha ! mon bon maistre ! Cela estonna ceux quy restoient encores en lad. place qui vinrent à nous, disans : Voicy encore un Mazarin que l'on veut sauver.

M. de Beaufort appaisa ces sortes de gens-là quy me parurent de toutes sortes de conditions, armés d'espées, pistolets et fusils. Ensuite, je fus accompagné jusques à la première chesne par M. le duc de Beaufort quy me donna son page, un gentilhomme et le s^r Chappellain, intendant de M. de Vendosme, qui me conduisirent au logis d'un chandellier quy fait le coing de la rue de la Coustellierie venant de la rue de la Vannerie, où ces Messieurs me quittèrent, me disans que j'eusse à demeurer là jusques à ce que M. le duc de Beaufort m'envoya de ses nouvelles. Il se trouva par bonheur que ce chandellier estoit celuy quy nous fournissoit de chandelles, de sorte que je fus très bien accueilly.

D'abord, je me mis à genoux, rendant grâce à Dieu de m'avoir délivré d'un sy grand danger. J'envoyai à l'instant advertir chez moy que, grâces à Dieu, j'estois en une maison de seureté, afin de donner le repos et la tranquillité dans ma famille quy estoit dans les dernières esmeutes et appréhensions. L'on me dict ensuite qu'il y avoit un conseiller, nommé Martineau, quy estoit là proche, que M. le duc de Beaufort y avoit conduit. Je luy envoyai dire que, s'il vouloit venir avec moy, j'avois bon vin et bonne bierre pour nous rafraichir ou, s'il estoit mieux, j'irois le trouver. Il eust la bonté d'y venir, et ensuite nous fusmes ensemble à nous entretenir jusqu'après de quatre heures au lendemain vendredy cinquième que le s^r Chapellain nous vint requérir avec une escorte de dix ou douze gardes bourgeoises quy nous conduisit au logis.

Il est à propos que je couche icy, ce quy arriva à M. Lefèvre, prévost des marchands, ayant esté avec luy en la chambre du maitre d'hostel, comme il est dict cy-dessus, jusques à l'arrivée de M. le duc de Beaufort. Sur les deux heures de nuict, Mademoiselle d'Orléans, accompagnée du s^r de La Boullaye, fust en l'Hostel de ville et furent trouver M. le Prévost des marchands quy estoit en lad. chambre, attendant M. le duc de Beaufort quy y survint, ainsy que j'ay appris depuis. Et là l'on luy demanda sa démission, ce qu'il accorda volontiers, et ensuite fust mis en seureté en sa maison.

Voilà l'estat desplorabile de cette journée quy signera¹ à tout jamais contre ceux quy en ont esté les auteurs et ceux qui l'ont exécuté. Pour moy, cela m'apprendra, et à tous ceux qui liront cy-après ces escrits, qu'il est bien véritable qu'il ne faut pas trop se fier aux princes *in quibus non est salus*. Il y avoit cela de particulier à mon esgard

1. Ce mot signifie : qui signera, témoignera.

que, quoyque depuis et avant l'emprisonnement de M. le Prince, je luy eusse donné mes inclinations et servy dans les occasions les plus fâcheuses, autant qu'un homme de bien le peut faire, tant au Parlement qu'ailleurs, je demeuray néantmoins sans secours de sa part, quoyqu'il ne peut ignorer que je n'(m')y fusse engagé, ayant eu ordre de sa part d'y aller, contre la pensée que j'avois eue et que je luy avois communiquée, le jour précédent, de n'y point aller, sur ce que le sentiment dans lequel je luy déclaray estre, pour prendre advis, ne s'accordoit point à ses pensées. De sorte que, s'il sçavoit ce qui devoit arriver, comme toutes les apparences y sont, c'est la dernière infidélité. Pour ma consolation et celle de ma famille, je me veux persuader le contraire.

Il est constant qu'il y avoit des gens de guerre meslés en grand nombre, quy estoient venus par bateaux et s'estoient pour la plus grande partie logés dans les maisons vis-à-vis des fenestres de l'Hostel de ville d'où l'on tira plusieurs cousts qui portoient de part en part, ce quy ne se pouvoit faire sy les coups eussent esté tirés de bas en haut; outre que les descharges estoient sy promptes et tout d'un temps que cela sentoît plus les gens de guerre habitués à ces sortes d'exercice que non pas des canailles et bourgeois non aguerris ny expérimentés à faire ces salves, outre qu'il y a eu plusieurs personnes de condition reconduites par des soldats du régiment de Languedoc qui leur ont recogneus que l'on les avoit faict venir : et entre autres M. le président Larcher¹ à quy ils ont recognu la plus part des choses susdites. Dieu veuille pardonner ce crime horrible! Je le dois soushaïtter comme chrestien. Mais il est à craindre que la justice de Dieu irritée n'en tire une vengeance quelque jour et ne face sentir sa main s'appesantir sur les testes criminelles!

(Bibl. de l'Université, ms. 70, fol. 105 v°.)

LE BICENTENAIRE DE LA MORT DE CHARLES XII.

Par beaucoup de Suédois Charles XII est aujourd'hui considéré, plus encore peut-être que Gustave-Adolphe, comme leur héros national. Aussi le bicentenaire de sa mort a-t-il été l'occasion de publications importantes. La section historique de l'État-Major a étudié chacune de ses batailles, cherchant à caractériser sa tactique et à montrer qu'elle doit occuper une place d'honneur dans l'histoire

1. Michel Larcher, ex-conseiller des Enquêtes du 5 janvier 1618; maître des Requêtes, 4 décembre 1623; président en chambre des Comptes, 13 mai 1642, par résignation d'Antoine Coussault; mort juillet 1653.

militaire¹. Sa mort mystérieuse a fait d'autre part l'objet d'une minutieuse enquête, pour laquelle on a procédé à une nouvelle exhumation de son corps². Enfin un groupe de spécialistes vient d'exposer, sous la direction de S. E. BRING, l'état actuel de nos connaissances sur son règne³. La plupart des travaux, dont nous pouvons ainsi découvrir un aperçu d'ensemble, ne sont pas connus en France, où l'on en est encore resté, sinon aux jugements de Voltaire, du moins à ceux des historiens suédois du XIX^e siècle, qui ne s'en éloignaient guère⁴. Cependant, depuis 1900, les recherches d'une « nouvelle école » d'historiens ont abouti, tant sur les principaux événements du règne que sur le caractère du roi, à des conclusions entièrement différentes.

L'initiateur de ces études n'était point un Suédois, mais un Livonien de race allemande, SCHIRREN, qui, exilé de Russie, s'en vint professer à l'Université de Kiel de 1874 à 1910. On ne lui doit aucun ouvrage original. Il se borna à publier des comptes-rendus critiques d'autres ouvrages, tels que ceux de Brückner et de Carlson; ces quelques pages, réunies en volume après sa mort⁵, suffisaient pourtant à indiquer qu'il fallait reprendre l'étude de Charles XII, qu'il ne fallait pas se contenter d'écrire sa biographie, mais replacer sa personnalité dans l'ensemble des événements de la « guerre du Nord ».

C'est le « Charles XII » du professeur d'Upsal H. HJÄRNE, qui, en 1902, vint donner l'impulsion aux recherches nouvelles⁶. Ce livre, racontant les débuts de la guerre et le rôle du roi en Pologne, s'arrêtait, il est vrai, en 1703; Hjärne, beaucoup plus enclin à suggérer des aperçus nouveaux qu'à s'astreindre lui-même à de longs dépouillements, ne l'a pas continué. Mais après lui un groupe d'historiens, dont la plupart ont été ses élèves, s'est mis au travail. On

1. *Karl XII på slagfältet, skildring av Karolinsk Taktik*, 3 vol. in-4°, 1918-1919. — Le premier volume retrace l'évolution de la tactique depuis Marathon par une série d'exemples. Le deuxième étudie les batailles du règne jusqu'à Lesnaja. Le troisième commence à Holowzyn.

2. *Konung Karl XII : s Banesar. 1917 Ars Undersökning*, 1 vol. in-4°, 1918, avec 34 pl. hors texte. Enquête médicale sur la blessure du roi.

3. *Karl XII till 200-års dag för hans död*, utgiven av S. E. Bring, 1 vol. in-8°, 1918.

4. Fryxell, *Berättelser ur svenska historien*, nouvelle édition, 1902-1903, t. XXI-XXIX. — F. F. Carlson, *Sveriges historia under Konungarna af Pfalziska Huset*, t. VII, 1883. Consultez A. Geffroy, *le Charles XII de Voltaire et le Charles XII de l'histoire*. *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1869.

5. Schirren, *Zur Geschichte des Nordischen Krieges*, 1 vol. in-8°. Kiel, 1913. — Schirren avait procédé à des dépouillements d'archives considérables. Ses papiers sont aux archives de Riga. Consultez le *Karolinska Förbundet Arsböck*, 1910, qui en donne un inventaire sommaire.

6. H. Hjärne, *Karl XII*, 1 vol. in-8°.

a débrouillé la crise politique si complexe que l'arrivée du roi de Suède a provoquée en Pologne et en Allemagne. Pour exposer sa marche en Russie, on a étudié l'état des voies de communication à son époque. Son séjour en Turquie a provoqué des recherches dans tous les pays alors en relations diplomatiques avec la Porte. On a publié un grand nombre de journaux et de carnets de campagne de ses compagnons¹. Enfin, une association caroline (Karolinska Förbund) fait paraître, depuis 1910, un recueil annuel². Voilà l'ensemble de travaux dont le volume de S. E. Bring nous donne aujourd'hui la synthèse.

Après Hjärne, G. CARLQUIST³ nous raconte la jeunesse et l'avènement de Charles. L'enfant qu'il nous montre est bien différent du héros voltairien, non point un rêveur ni un imaginatif, mais déjà un calculateur et un logicien. Il reçoit une instruction sérieuse dans les questions militaires, où il faut admettre que le futur stratège était loin d'être un ignorant. La crise par laquelle le conseil de régence lui abandonne le pouvoir n'a point été un coup de surprise, mais le résultat de manœuvres des nobles qui, mécontents de la « réduction » opérée par Charles XI, espéraient que son fils l'abolirait.

L'histoire de la première partie du règne jusqu'au traité d'Altranstadt (1706), commencée par Hjärne, a été continuée par N. HERLITZ. Celui-ci, dans le recueil de S. E. Bring, a repris, pour ce qui concerne la politique du roi, l'ensemble du sujet, tandis que H. E. UDDGREN y exposait les événements militaires⁴. La guerre du Nord n'a point été voulue par Charles. Elle lui a été imposée par la formation, puis l'agression d'une coalition menaçante. Dans celle-ci, le tsar, à l'origine, ne joue qu'un rôle de comparse. Les promoteurs en sont les rois de Pologne et de Danemark. Le premier veut reprendre la Scanie. Il s'inquiète surtout de voir les Suédois étendre leur influence sur le Holstein et, en réunissant leurs possessions de Poméranie à celles de la Weser, achever d'encercler son royaume. D'autre part Auguste II cherche dans une guerre victorieuse le

1. Les plus intéressants sont contenus dans la collection de A. Quennerstedt, *Karolinska Krigares Dagböcker*, 10 vol. in-8°, 1902-1914.

2. Le tome II (1911) contient la bibliographie des travaux sur Charles XII parus de 1901 à 1910. Pour les années suivantes, consultez les bibliographies annuelles de l'*Historisk Tidskrift*.

3. G. Carlquist, *Karl XII : s ungdom och första regeringsar*, dans S. E. Bring, *op. cit.*

4. N. Herlitz, *Fran Thorn till Altranstadt. Studier över Karl XII : s politik, 1703-1706*; t. I : 1703-1704, 1 vol. in-8°, 1916. — N. Herlitz, *Karl XII : s polska politik, 1701-1707*, et H. E. Uddgren, *Falltagen, 1701-1706*, dans S. E. Bring, *op. cit.* — N. Herlitz, *Patkul emot Karl XII, 1703-1705*, dans *Kar. Förb.*, 1915.

moyen d'imposer à ses sujets polonais son autorité. Quant au tsar, absorbé par la guerre turque, il ne se décide à entrer dans la coalition qu'après avoir vu l'Empereur l'abandonner pour traiter avec le sultan. Il ne pouvait donc aucunement être considéré par Charles comme son ennemi principal.

Depuis Voltaire, on reproche au roi suédois de s'être enlisé en Pologne et d'avoir laissé le tsar lui enlever ses provinces baltiques, ne recherchant que la gloire stérile de donner à la Pologne un souverain de son choix. Mais, au point de vue militaire, la campagne polonaise n'a pas été la suite d'opérations confuses qu'on imagine. Elle procède, sinon d'un plan d'ensemble, du moins d'une unité de méthode, la recherche de la bataille décisive, pour laquelle le roi concentre ses forces sans s'inquiéter outre mesure de la prise ou de la perte d'une ville. Dans cette vaste plaine, il n'est pas facile de saisir son adversaire. En 1702, Charles, entrant en Pologne, occupe Varsovie. Il la quitte aussitôt. Appelant à lui ses lieutenants, il rejoint Auguste, le bat à Kliszow et manque de tenir, près de Cracovie, son ennemi, qui pourtant parvient à s'échapper à l'est. En 1703, il revient au nord et réussit à s'emparer alors d'une importante partie de l'armée saxonne à Thorn. Ce succès entraîne la déposition d'Auguste et l'élection de Stanislas. Il n'est cependant pas décisif, et Charles le compromet par sa marche, difficilement justifiable, sur Lemberg. Sans doute voulait-il, les Saxons battus, réduire sans délai leurs alliés cosaques et les régions de la Pologne restées favorables à l'ancien roi. Celui-ci en profite pour rentrer à Varsovie. Charles l'en chasse aussitôt, mais ne parvient qu'à refouler à Punitz son adversaire hors de la Pologne. 1705 est alors une année d'attente, dans laquelle Charles, déjà préoccupé des succès russes et absorbé par des négociations avec la Prusse, ne veut pas se résoudre à diviser ses forces pour combattre ses deux ennemis. Il s'y résigne en 1706. Sa marche rapide sur Grodno n'est qu'un demi-succès. Mais son lieutenant, Rehnschiöld, attaqué par les Saxons qu'il était chargé de contenir, vient de remporter à Fraustadt une complète victoire. Charles se décide alors à le rejoindre et à en finir d'abord de ce côté. Il entre en Saxe, où il dicte la paix.

L'étude de sa politique pendant ces années achève d'éclairer la marche de son armée. On lui a souvent reproché de ne pas s'être laissé convaincre par le mémoire d'Oxenstiern, qui, disait-on, l'engageait à mettre fin à la guerre polonaise pour tourner ses armes contre les Russes. A. STILLE¹ montre qu'Oxenstiern n'attachait

1. A. Stille, *Bengt Oxenstiernas Memorial af den 5 mars 1702*, dans *Kar. Förb.*, 1914. — On a voulu aussi opposer à Charles XII ses conseillers, qui

qu'une importance secondaire aux opérations contre la Russie et qu'il préconisait surtout une intervention suédoise dans la guerre occidentale aux côtés des puissances maritimes. Peut-on faire un grief au roi de n'avoir pas suivi ce conseil? Aux avances que lui faisaient tant la France que les Alliés, il a préféré garder les mains libres, seul moyen de conserver son indépendance en Orient. Il ne pouvait néanmoins se permettre de décourager entièrement les espoirs des puissances maritimes, qui l'avaient aidé dans la guerre danoise et maintenaient encore ce pays dans la neutralité. C'est sans doute pour ménager leurs inquiétudes qu'il hésita si longtemps à suivre en Saxe son ennemi.

Le mécontentement des Polonais contre Auguste fournissait d'autre part à la Suède une occasion dont il fallait profiter, car, à ce moment, après Narva, le tsar était loin d'être l'adversaire le plus dangereux pour elle. Les auteurs suédois prêteraient d'ailleurs volontiers à Charles XII, dès cette époque, le projet de s'appuyer sur une Pologne devenue son alliée contre les Russes. Sans même admettre que sa politique ait été aussi prévoyante, il faut reconnaître que, pendant la guerre polonaise, il ne perdit pas de vue son autre adversaire. Il avait laissé dans les provinces baltiques des détachements importants, qui auraient suffi à les protéger s'ils avaient été placés sous un commandement unique. Quand leur désaccord permit l'avance de l'ennemi, le roi s'en inquiéta. C'est pour remédier à ce danger qu'il entama de longues négociations, jusqu'à présent mal connues, avec le Hohenzollern. Ce prince n'avait pas vu sans irritation les Suédois, après le siège de Thorn, s'établir à côté de ses possessions. En négociant une alliance suédoise, il esquissait déjà la politique des partages et recherchait un accord aux dépens de la Pologne. Il réclamait la Prusse occidentale et l'expectative de la Courlande, qui appartenait à un de ses neveux. Charles, au contraire, demandait aux Prussiens de protéger la Pologne contre les Saxons, tandis que lui-même se porterait contre les Russes. Dans ces conditions, une entente était impossible et Charles dut se décider à poursuivre la lutte sans allié¹.

Les négociations du camp d'Altranstadt, les espérances et les craintes que la perspective d'une intervention suédoise suscita dans

tous auraient désiré la paix. Mais pour la Suède, à ce moment, la paix complète était impossible; personne ne la préconisait, et il ne s'agissait que de choisir entre plusieurs ennemis.

1. N. Herlitz, *Den polska fragan, 1708-1709*, dans *Kar. Förb.*, 1914, continue l'étude de la question polonaise, montre la situation pendant la campagne de Russie et spécialement, d'après les archives de Berlin, les intrigues de la Prusse contre Stanislas.

l'Europe occidentale sont assez bien connues¹. Cependant, Charles, dans ses pourparlers avec l'Empereur, ne paraît point tel que nous le montrait Voltaire, recherchant des succès d'amour-propre et remuant les plus vastes projets en Orient. Il avait des griefs précis contre l'Empereur, qui avait garanti à Auguste son trône de Pologne, avait laissé passer ses troupes en Silésie et qui soutenait le Danemark dans l'affaire de Holstein. En outre, l'ambition de Joseph I^{er}, qui voulait se servir du catholicisme pour grandir son autorité dans l'Empire, l'inquiétait. De là son insistance à réclamer pour les protestants de Silésie des garanties. Enfin, il ne semble pas avoir entièrement refusé de s'intéresser aux affaires de l'Europe occidentale. Son séjour en Saxe coïncide avec le moment où la guerre, après Ramillies, semblait approcher de son terme, et c'est lorsqu'il devint manifeste qu'elle allait au contraire se prolonger, qu'il se décida à partir pour la Russie. Il comptait en revenir à temps pour le règlement des affaires d'Occident.

La campagne de 1707-1709 forme la matière d'un important ouvrage de A. STILLE. Il s'appuie sur une étude sérieuse du terrain, reprise depuis par C. BENNEDICH². Les conclusions de ces auteurs ont été très discutées. Ils prétendent justifier leur roi du reproche de témérité, de méconnaissance inouïe des obstacles qu'on lui adressait. Sa campagne aurait été au contraire minutieusement préparée et conduite avec une rigueur de calcul qui, sans une série d'infortunes extraordinaires, aurait dû en assurer le succès. On s'est étonné que Charles se soit attardé en Saxe et ait attendu l'hiver pour commencer ses opérations. Mais, outre les raisons politiques déjà vues qui le retenaient, il faut observer que c'est précisément sur l'hiver qu'il comptait pour franchir les cours d'eau gelés. On a déploré qu'il n'ait pas borné son ambition à reconquérir les côtes de la Baltique; mais l'état des communications s'opposait, paraît-il, à un pareil projet. « Le chemin de Pskov », dit Bennedich, « passait par Moscou. »

Pour s'y rendre, Charles franchit d'abord la région des Mazuries, et Stille nous montre que ce mouvement tournant obligea le tsar à

1. G. Syveton, *Au camp d'Altranstadt*, 1 vol. in-8°, 1899. — Les rapports de Charles avec l'Empereur ont été étudiés par H. Brulin dans l'*Hist. Tidsk.*, 1908 et 1909.

2. A. Stille, *Karl XII : s fallagsplaner, 1707-1709*, 1 vol. in-8°, 1908. — Comparez E. Carlson, *Karl XII : s ryska fallagsplan, 1707-1709*, dans la *Nordisk Tidsk.*, 1899, et la discussion entre ces deux auteurs dans l'*Hist. Tidsk.*, 1908. — C. Bennedich, *Karl XII : s Krigföring, 1707-1709*, dans *Kar. Förb.*, 1911. — T. J. Petrelli, *Nagra blad ur en rysk dagbok från 1709*, dans *Kar. Förb.*, 1910, étude sur Poltava, d'après un carnet de campagne russe. — A. Stille, *Taget mot Ryssland, 1707-1709*, dans S. E. Bring, *op. cit.*

évacuer la Pologne sans combat. C'est également par une série de mouvements tournants que les Suédois s'enfoncèrent en Russie, ne semblant pas rechercher, comme Napoléon, mais éviter la bataille. Les curieux déplacements de l'armée, qui avance puis recule après Mohilev, sont, d'après Stille, une manœuvre ingénieuse pour obliger les Russes à quitter la route par laquelle devait arriver l'armée de renfort de Loevenhaupt. Les fautes de ce général empêchèrent d'en récolter les fruits. Ses retards eurent une autre conséquence plus grave. Charles, le croyant arrivé au Dnieper et trompé par de faux renseignements, reprit lui-même sa marche. L'armée de renfort isolée dut livrer bataille et fut à peu près détruite. Ayant ainsi perdu la « base mobile » sur laquelle il comptait, le Suédois prend alors le parti de se diriger vers le sud. Il escompte le secours des Polonais; il s'unit ensuite à Mazeppa; puis il est près de s'entendre avec les Tartares. Derrière ces démarches, Stille découvre une vue d'ensemble. Charles voulait empêcher l'union de l'Ukraine à la Russie, fondement de la puissance des tsars; il pensait en outre, par l'initiative des Tartares, entraîner le sultan dans la guerre. Le siège de Poltava n'était point une entreprise désespérée, destinée à conquérir un refuge; il était une feinte. Charles désirait moins prendre la ville qu'attirer l'armée russe sur un champ de bataille favorable. La bataille perdue par ses lieutenants, le roi, malgré sa blessure, put encore intervenir pour dégager son armée. Mais, épuisé par cet effort, il dut remettre le commandement à Loevenhaupt. Il pensait que celui-ci conduirait la retraite vers le pays des Tartares; c'est malgré les ordres du roi que le général capitula, alors qu'il pouvait encore se défendre.

Le séjour en Turquie doit faire l'objet d'un second volume du même auteur. Dans le recueil de S. E. Bring, il nous en donne lui-même la substance¹. C'est ici surtout que Voltaire nous a laissé le souvenir d'un aventurier, demi-fou, qui s'obstine à rester en Turquie, alors que son royaume est menacé de toutes parts. Mais pouvait-il le rejoindre? Pour ne pas tomber aux mains des Russes, il lui fallait passer ou par mer ou par l'Empire. Or, l'Empereur et les puissances maritimes l'auraient obligé de respecter la neutralité de l'Allemagne du Nord; avec Auguste, la paix eût ruiné tous ses projets. Outre qu'il ne pouvait renoncer à reprendre ses provinces alle-

1. A. Stille, *Karl XII och Porten, 1709-1714*. — L'auteur a exploré les archives des grandes capitales et de tous les pays qui étaient alors en relations diplomatiques avec le sultan (Venise, Malte, etc.). La guerre a empêché les recherches projetées en Russie. D'autres sont commencées en Turquie. Voir J. Kolmodin, *De Turkiska Arkiven. En orientering*, dans *Kar. Förb.*, 1910. — A. Quennerstedt, *Vid Prut*, dans *Kar. Förb.*, 1910.

mandes, son but constant était de retourner la Pologne contre le tsar. Il ne voulait pas l'abandonner à Auguste. C'est aussi par la perspective d'un débarquement suédois en Poméranie, beaucoup plus que par les intrigues du sérail que Voltaire a racontées, que Charles pouvait réussir à entraîner le sultan dans la guerre. Ses rapports avec la Porte se divisent en deux périodes. Il parvient d'abord à lancer les Turcs en campagne, mais la capitulation du Prut brise ses espérances. Ici la conduite du grand vizir s'explique moins par le dévouement, peut-être légendaire, de la tsarine que par le fait que, malgré les promesses du Roi, aucune armée n'a quitté la Suède. Il faut tenir compte aussi des menaces de l'Empereur, mécontent d'une guerre à laquelle il ne peut pas prendre part. Cependant, le sultan, irrité contre le vizir et aussi contre le tsar, qui ne tient pas son engagement d'évacuer la Pologne, prend lui-même en main le gouvernement et veut rentrer en campagne. Magnus Stenbock débarque une armée suédoise en Poméranie et Charles, qui pense toucher au but, consent à aller la rejoindre.

A ce moment survient le siège de Bender. Charles apprend que le Khan des Tartares, qui devait assurer son voyage, mi-dupe, mi-complice, a promis de le livrer à Auguste. Il refuse donc de partir et, à l'insu du sultan, le gouverneur de Bender, qui est du complot, lui donne l'assaut. La défaite de Stenbock, dont la flotte danoise a détruit les approvisionnements, achève d'ailleurs de faire échouer ses projets. Charles est captif et blessé, ce qui explique son inaction, tandis que le sultan s'en remet à un grand vizir énergique, Ali Kumurdji, du soin de le tirer d'affaire. Celui-ci, voyant que la paix imminente en Occident va permettre à l'Empereur de se retourner contre les Turcs, se hâte de conclure des traités avec le tsar, puis avec Auguste. Il laisse alors le roi de Suède, qui, depuis la ruine de ses espérances, aspire au départ, chevaucher à travers l'Allemagne jusqu'à Stralsund. Pendant cette période, Stille soutient que Charles, profond politique, suivait un plan systématique et inspiré par une vue prophétique de la question d'Orient. En tout cas, son séjour n'était point, à priori, inutile. A deux reprises, il parut atteindre son but, et, pendant trois ans, la menace turque empêcha le tsar de progresser sur la Baltique.

Les projets de Goertz, tendant à un accord avec la Russie contre le Hanovre et le Danemark, puis à la conquête de la Norvège et peut-être à un débarquement en Angleterre, ont été souvent considérés comme une solution d'une audace désespérée, et ce diplomate a été jugé aussi sévèrement que le fut longtemps son contemporain Albéroni. Syveton¹ avait déjà fait observer que son plan n'était pas

1. G. Syveton, *l'Erreur de Goertz* (Rev. d'histoire diplomatique, 1895 et 1896).

si extraordinaire et qu'il avait été suggéré par Louis XIV et Torcy dans les instructions du comte de Croissy. L'erreur de Goertz était pour lui d'avoir persisté à en chercher la réalisation par l'intermédiaire de la France, alors que Dubois avait lié partie avec Georges I^{er}. Dans son étude sur « la politique extérieure de Charles XII après son retour de Turquie », P. SÖRENSON¹, utilisant les travaux d'Émile Bourgeois, remarque que longtemps, et spécialement lors des négociations d'Aland, le régent était au contraire resté fort hésitant entre les politiques de Dubois et d'Huxelles. Goertz mit la plus grande activité à semer le désordre chez ses ennemis, que l'affaire du Mecklembourg avait scindés en deux groupes : Russie et Prusse contre Hanovre et Danemark. Jusqu'au bout, il négocia à la fois avec Georges I^{er} et le tsar. Son idée constante fut d'isoler le Danemark aux dépens duquel il comptait trouver des compensations à ses sacrifices. Il préférait la solution russe et se servait surtout de la négociation anglaise pour stimuler le tsar. Celui-ci refusa de rendre ses conquêtes, sauf la Finlande; mais, à Aland, il offrit son concours contre le Hanovre et le Danemark. Le roi, malgré Goertz, ne voulut pas renoncer à ses possessions baltiques pour une alliance fragile et des compensations encore incertaines. Il se croyait alors à la veille, par une offensive victorieuse en Norvège, de se mettre en meilleure posture, et, en effet, à sa mort, sa position, meilleure qu'en 1715, n'était nullement désespérée.

Le pays d'ailleurs n'était pas aussi épuisé qu'on l'a dit. S. SHARTAU remarque que Charles avait alors 60,000 hommes sous les armes et qu'en 1750 on en relève 150,000 qui eussent été en âge de servir sous son règne. C'est que le roi, même absent, s'était occupé du gouvernement de son royaume. Shartau expose les réformes entreprises par lui dans le système des impôts et E. NAUMANN son œuvre d'organisation administrative².

La campagne de Magnus Stenbock, qui réussit en 1710 à repousser l'invasion danoise, a été étudiée par A. STILLE et H. E. UDDGREN³. Son armée, que Voltaire dépeint comme une horde de pay-

1. Per Sörensson, *Karl XII : s utrikes politik efter hemkomsten från Turkiet*, dans S. E. Bring, *op. cit.* — P. Sörensson, *Sverige och Frankrike, 1715-1718*, 2 vol. in-8°, 1909. — N. Herlitz, *England och det svenska österjövåldetsfall*, dans *Hist. Tidsk.*, 1911. — B. Lundberg, *Sverige och Preussen från Krigsutbrottet 1715 till freden 1720*; t. I : 1715-1718, 1 vol. in-8°, 1913.

2. S. Shartau, *Om Sveriges inre tillstånd under Karl XII : s Tid.*, et E. Naumann, *Om centralförvaltningen under Karl XII : s Tid.*, dans S. E. Bring, *op. cit.*

3. A. Stille, *Kriget i Skane, 1709-1710*, 1 vol. in-8°, 1903. — H. E. Uddgren, *Magnus Stenbocks falltag*, dans S. E. Bring, *op. cit.* — Magnus Stenbock

sans sans uniformes, était en réalité formée de troupes régulières. Stenbock sut habilement, en menaçant leur retraite, ramener les Danois sur la côte, où il les battit à Helsingborg. J. A. LAGERMARK retrace les opérations en Norvège¹, et P. SÖRENSON fait un curieux récit de l'odyssée lamentable des prisonniers suédois².

La mort du roi reste un mystère. L'enquête de 1917 n'est parvenue qu'à établir que le projectile mortel provenait d'un mousquet et que sa vitesse n'était nullement ralentie, comme l'avaient cru les enquêteurs de 1859. Cela ferait pencher pour l'hypothèse de l'assassinat³.

De l'ensemble de ces travaux, les historiens suédois croient pouvoir tirer des conclusions nouvelles quant à la personnalité du roi et à l'importance de son règne. L'État-Major suédois nous montre en Charles XII un tacticien, fort en avance sur son temps, auquel la tactique linéaire ne suffit point et qui recherche non seulement l'occupation du champ de bataille, mais l'écrasement de l'ennemi⁴. D'après Hjärne et Stille, l'homme d'État a prévu le péril russe et s'est donné pour rôle de le combattre. Ce serait le but constant de son règne. Pour l'atteindre, il aurait cherché à retourner contre la Russie tour à tour la Pologne, l'Ukraine et la Turquie. Ainsi, Charles XII n'aurait pas été seulement un brillant capitaine, mais un esprit systématique et, nous dit Hjärne, « une tête de mathématicien⁵ ».

Paul VAUCHER.

Minneskrift, 1 vol. in-8°, 1910, recueil d'articles publiés aussi sous la direction de S. E. Bring pour l'anniversaire de la bataille d'Helsingborg.

1. J. A. Lagermark, *Krigshändelserna i västra Sverige och Norge, 1709-1708*, dans S. E. Bring, *op. cit.*

2. P. Sörensson, *De Karolinska Krigsfångarna*, dans S. E. Bring, *op. cit.* — P. Sörensson, *Grefve Carl Piper och svenskarna i ryska fangerskapen*, dans *Kar. Förb.*, 1912. — E. Carlson a publié le journal de Piper, qui, pris par les Russes à Poltava, dirigea la répartition des secours entre ses compagnons (*Historiska Handlingar*, t. XXI, 1911).

3. Outre le volume cité plus haut qui expose l'enquête médicale de 1917, on trouvera dans le recueil de S. E. Bring le récit de la mort du roi et des discussions qui se sont produites à son sujet. — S. E. Bring, *Karl XII : s död, lifvård och begravning*.

4. Le général C. O. Nordensvan (*Carl XII som fältherre*, 1 vol. in-8°, 1918), en reconnaissant les mérites du tacticien, est au contraire très sévère pour le stratège.

5. Sui l'ensemble du rôle de Charles XII, considéré tant au point de vue européen qu'à celui de la défense nationale, H. Hjärne a publié récemment deux aperçus fort intéressants : *Karl XII fran europeisk synpunkt*, 1 brochure in-16, 1919. — *Karl XII. Hans livsverk fran riksförsvarets synpunkt*, dans S. E. Bring, *op. cit.*

DEUX AMBASSADES CHINOISES EN RUSSIE

AU COMMENCEMENT DU XVIII^e SIÈCLE¹.

S'il est une idée chère aux historiens de la Chine, c'est que jusqu'au xix^e siècle les Chinois n'ont jamais envoyé d'ambassade officielle à la cour des barbares étrangers. Tout au plus cite-t-on la rencontre des ambassadeurs chinois et russes à Nertchinsk pour le traité de 1689. Mais cette entrevue se passa sur les confins extrêmes de la Mongolie, vassale de la Chine, et par l'intermédiaire des jésuites interprètes, l'un Français, le P. Gerbillon, l'autre Portugais, le P. Peyrera. L'ambassade de la Chine aux Tourgouthes de la Basse-Volga en 1712-1715 s'avança jusque vers Astrakhan. Mais les steppes du sud-est de la Russie, la Volga, l'Oural même ne constituent pas des frontières véritables entre l'Asie et l'Europe et, à tout prendre, les Tourgouthes n'étaient que des sujets chinois émigrés de Dzoungarie en Russie au commencement du xvii^e siècle. La présence de représentants officiels de la Chine à Nertchinsk en 1689, sur la Volga inférieure en 1714 n'infirme donc pas la thèse que la Chine a toléré la venue d'ambassadeurs étrangers chez elle, mais n'en a jamais adressé elle-même dans les États de l'Europe.

Cependant, les archives russes du ministère des Affaires étrangères à Moscou, corroborées par les archives sibériennes, nous révèlent l'envoi à la cour de Russie, dans le second quart du xviii^e siècle, de deux ambassades officielles chinoises qui, toutes deux, parvinrent au terme de leur voyage et s'acquittèrent — au moins en partie — de leur mission. Si elles ne réussirent pas aussi

1. Cette étude est fondée sur les archives du ministère des Affaires étrangères à Moscou : Affaires de Chine, 1729, n^o 1 à 10; 1730, n^o 1 à 12; 1731, n^o 1 à 15; 1732, n^o 1 à 16. Les documents russes originaux (décrets du Sénat, du Collège [ministère] des Affaires étrangères, lettres des agents diplomatiques, rapports des gouverneurs de la Sibérie, etc.) portent la signature des personnages eux-mêmes. Certaines liasses — 1729, n^o 1; 1730, n^o 2; 1731, n^o 2; 1732, n^o 2 — contiennent des lettres sur papier de Chine en triple exemplaire, un en manchou, un en russe, un en latin, revêtues du grand sceau impérial violet qui garantit leur authenticité. Ce sont des lettres du Li-fan yuan (sorte de ministère chinois des Affaires étrangères) au Sénat de Russie.

Pour tout le détail, correspondance des dates chinoises et juliennes ou grégoriennes, histoire des Kalmouks, etc., voir G. Cahen, *Histoire des relations de la Russie avec la Chine sous Pierre le Grand, 1689-1730*. Paris, Félix Alcan, 1912, in-8°, 274-cxxvii p.

complètement, semble-t-il, que l'espérait le gouvernement de Pékin, encore convient-il de remarquer que leur échec relatif ne porte pas sur leurs négociations à Saint-Pétersbourg ou à Moscou, mais sur une entreprise connexe : des démarches auprès des Tourgouthes de la Caspienne, dont l'autorisation fut accordée par la Russie à la première ambassade, refusée à la seconde. Ces tentatives, pour n'avoir pas eu d'effet immédiat, ne s'en rattachent pas moins à l'ensemble de la politique chinoise en Asie centrale et elles finirent même par aboutir heureusement. Ainsi l'on peut affirmer non seulement que la Chine, au commencement du XVIII^e siècle, se départit deux fois de suite de son isolement volontaire, mais qu'elle fit preuve d'un remarquable esprit politique dans ses avances à la Russie et aux peuplades errantes entre l'un et l'autre Empire.

Pour comprendre en effet la politique de la Chine envers la Russie dans le cours du XVIII^e siècle, il faut se représenter non pas les deux rivales face à face, mais séparées par un épais rideau de nomades guerriers et redoutables : les Kalmouks ou Éleuthes. S'étendant du Turkestan à la Mongolie et de la Sibérie au Tibet, appuyés sur la clientèle des Boukhariotes, agents commerciaux répandus dans toute la Sibérie et jusqu'en Chine, dominant le Tibet par leur bouddhisme lamaïque, les Tourgouthes à l'ouest, les Mongols à l'est, par leur nombre et leur hardiesse, les Kalmouks ou Éleuthes constituent au XVIII^e siècle une des grandes puissances de l'Asie. Ils sont également redoutables à la Russie, dont ils peuvent compromettre le commerce en Sibérie, et à la Chine, qu'effraient leurs relations avec le Tibet, avec les Tourgouthes, avec les Russes, que ruinent leurs incursions en Mongolie et les onéreuses expéditions contre leurs bandes insaisissables. Habiles diplomates autant que bons commerçants et guerriers valeureux, les Éleuthes ont bien vite compris l'avantage qu'ils pouvaient tirer de leur situation entre deux empires rivaux. S'allier avec l'un contre l'autre sans cependant exciter les méfiances de l'adversaire, passer de la Chine à la Russie suivant les circonstances et les nécessités, au fond gagner à la fois sur l'une et sur l'autre en maintenant leur propre indépendance, telle fut la politique avisée de leurs Kontaichas successifs : Galdan empoisonné en 1697, Tsévang raptan mort en 1727, Galdan tchéren qui régna jusqu'en 1745. Si la Russie, à quelques exceptions près, n'eut pas trop à souffrir de ces remuants voisins, si elle chercha même à les gagner et à se les attacher par des privilèges commerciaux, au contraire la Chine, inquiète de leurs intrigues diplomatiques et de leurs succès militaires, s'efforce de les réduire à l'impuissance. Pour y parvenir, elle doit dissocier le bloc

de ses ennemis, les isoler les uns des autres, les vaincre par la diplomatie ou par la force.

Elle commence par une campagne diplomatique. En dehors des Kalmouks, son adversaire le plus redoutable est la Russie. A la mort de Pierre le Grand, la Russie n'était plus l'État mal administré, mal renseigné, mal défendu, à qui l'on imposait par les armes, par l'habileté des Jésuites, l'évacuation d'Albazin, l'arrêt à Nertchinsk (1689). Pierre le Grand avait non seulement relevé le prestige de la Russie en Europe — et la Chine le savait — mais organisé l'expédition de la Caspienne, qui ouvrait les voies de la Perse et du Turkestan, fait reconnaître le nord-est du continent asiatique, fait lever des cartes de la Sibérie¹, envoyé à Pékin pour le traité de Kiakhta (1727) un ambassadeur remarquable, Sava Vladislavitch. Ses armes victorieuses en Europe ne laissent pas d'apparaître en Asie. Explorations, conquêtes favorisent le commerce, et la Russie centralisée monopolise le commerce de la Chine entre les mains du gouvernement. Le tsar est amené à s'aboucher avec les Boukhariotes pour le trafic en Sibérie, au Turkestan, en Asie centrale. Or, les Boukhariotes sont les agents commerciaux et diplomatiques — les deux caractères sont inséparables au XVIII^e siècle — des terribles Éleuthes. La politique des Kalmouks peut les rapprocher de la Russie contre la Chine. Quel ne serait pas le péril si les deux plus puissants voisins de la Chine, les Kalmouks, les Russes, s'entendaient entre eux, entraînaient dans leur clientèle les petits peuples indécis : Tourgouthes, Mongols, Tibétains ! Une coalition générale de toute l'Asie risquerait d'écraser la Chine, de l'accabler sous le nombre, la force, la dispersion de ses adversaires.

A tout prix il faut conjurer le danger. A tout prix il importe de désarmer l'un des deux voisins. Aussi la Chine se décide-t-elle à signer d'abord avec la Russie un traité en apparence désavantageux. A Kiakhta, en 1727, mal informée de la valeur des territoires sibériens, elle consent à reculer la frontière vers le sud, elle accorde une certaine liberté commerciale, puisque le commerce plait si fort au tsar. En échange, elle obtient un avantage inappréciable : la certitude que la Russie ne pourra conclure d'alliance offensive contre elle, la neutralisation de la Russie, c'est-à-dire la liberté complète de ses mouvements contre les Éleuthes. La faculté de concentrer toutes ses troupes, toutes ses forces contre un seul ennemi pour en finir

1. Voir G. Cahen, *les Cartes de la Sibérie au XVIII^e siècle* (*Nouvelles Archives des Missions scientifiques*, nouv. série, fasc. 1). Paris, Impr. nationale, 1911, in-8°, 544 p., index et cartes.

avec lui vaut bien quelques sacrifices. Par le traité de Kiakhta, la Chine achète le moyen d'écraser son éternel ennemi : l'Éleuthe battu parfois, jamais dompté.

Aussi ne saurait-on payer trop cher le désarmement de la Russie, prendre trop de précautions pour s'assurer de ses intentions pacifiques. Un acte diplomatique officiel est un gage de paix. Il n'est pas mauvais de le fortifier par des relations amicales. Et comme les présents, petits et surtout grands, entretiennent l'amitié, les représentants de la Chine iront à Saint-Petersbourg ou à Moscou porter, avec des félicitations de politesse, de riches cadeaux. Ils s'informeront aussi des dispositions de la cour, et, puisque le commerce avec la Chine est un objet d'espérances financières, on le favorisera, mais à une condition : c'est que les efforts de la Chine pour atteindre les Tourgouthes de la Volga seront secondés. Il convient en effet de ne pas négliger ces anciens transfuges qui pourraient apporter leur appui au Kontaicha. La Russie sera donc libre de trafiquer à Kiakhta et à Pékin. Elle sera comblée de présents. En retour, elle permettra d'aller trouver les Tourgouthes. Elle s'engagera surtout à observer le traité de Kiakhta et à garder la plus stricte neutralité.

C'est dans cet esprit qu'une double ambassade part de Pékin dès le début de l'année 1730 pour arriver à Sélinginsk le 7/18 février. Elle comprend deux missions : l'une adressée à la cour de Russie, l'autre au khan des Tourgouthes de la Caspienne. La première a pour chefs de grands personnages : un vice-président du Li-fan yuan ou ministère des Affaires étrangères, Touchi ou Togi, le Mongol Gouanchi ou Kouansi, le Solon Vaisan ou Tchaisan et deux autres de moindre importance, les Mongols Gounboutsyrin et Ounagai. Pour les Tourgouthes, les officiers mantchous Mantai ou Mandai, Assahai ou Askhai et Boudouchi (celui-ci mourut à Sélinginsk le 4/15 avril 1730). Six ambassadeurs, accompagnés de quatre officiers mongols avec cinquante-six domestiques, une centaine de personnes en tout, composent le personnel de l'ambassade.

Partie de Sélinginsk le 31 mai/11 juin 1730, l'ambassade arrivait à Moscou le 14/25 janvier 1731. Reçue en audience impériale le 26 janvier/6 février, admise au Sénat le 1/12 mars et en audience impériale de congé le 2/13 mars, elle quittait Moscou le 8/19 mars 1731. Elle était restée deux mois à la cour de Russie. Au retour, elle séjourna à Tobol'sk du 18/29 juillet au 30 novembre/11 décembre 1731, rencontra le 8/19 janvier 1732 au petit village de Tchirdat, près de Tomsk, une deuxième ambassade chinoise qui s'en venait apporter des présents à la cour. Arrivée à Kiakhta le 14/25 fé-

vrier 1732, la première ambassade dut rentrer à Pékin en mars ou avril 1732, un peu plus de deux ans après son départ (1730-1732).

La mission aux Tourgouthes fut d'abord obligée de suivre le restant de l'ambassade à Moscou, qu'elle quitta, elle aussi, le 8/19 mars 1731. Puis elle descendit la Volga, passa le 26 mars/6 avril à Saratov, atteignit Tchéren doudouk, chef des Tourgouthes, le 5/16 juin et prit congé de lui le 15/26 juin, soit dix jours après. Elle rejoignit le gros de l'ambassade à Tobol'sk le 5/16 septembre 1731.

Fort peu d'incidents avaient marqué le cours de cette première ambassade. C'est par une lettre du Li-fan yuan, datée du six du cinquième mois de la septième année de l'empereur Yong-tcheng ou 3 juin 1729, reçue à Saint-Pétersbourg le 29 septembre/10 octobre 1729, que le Sénat de Russie avait été informé de son envoi. Le 31 octobre/11 novembre, il chargeait Glazounov d'aller à la rencontre des représentants de la Chine. Le secrétaire d'ambassade Glazounov, qui avait accompagné à Pékin en 1720-1721 l'envoyé extraordinaire Izmailov, puis en 1726-1727 l'ambassadeur Sava Vladislavitch, paraissait tout désigné pour sa nouvelle mission. Il n'eut que deux légères difficultés à surmonter. Les ambassadeurs chinois étaient chargés de féliciter le nouveau tsar Pierre II, monté sur le trône en 1727. Pierre mourut le 18/29 janvier 1730 et fut remplacé par la tsarine Anna Ioannovna. Glazounov l'apprit à Tobol'sk le 29 septembre/10 octobre. Fallait-il en informer aussitôt les ambassadeurs au risque de les jeter dans l'embarras? Pouvait-on les tenir dans l'ignorance? Il fut décidé de leur adresser une communication officielle quand, en route pour Moscou, il ne leur serait plus possible de reculer. Eux-mêmes trouvèrent à cette combinaison diplomatique une justification de leur conduite, et l'incident fut ainsi réglé à la satisfaction générale. Une autre question délicate restait à résoudre. Que faire des ambassadeurs aux Tourgouthes? Les envoyer directement de Tobol'sk sur la Basse-Volga? Les emmener d'abord à la cour? On a vu que cette dernière solution prévalut, et sur ce point encore Chinois et Russes s'entendirent.

A l'audience impériale du 26 janvier/6 février 1731, les représentants de la Chine remirent une lettre du Li-fan yuan, datée du dix-huit du cinquième mois de la septième année de Yong-tcheng ou 15 juin 1729, qui les accréditait. Puis ils offrirent quelques présents et ils reçurent une réponse du Sénat au Li-fan, datée du 27 février/10 mars 1731, demandant bon accueil pour la caravane officielle russe à Pékin, puisque les envoyés chinois aux Tourgouthes étaient autorisés à joindre le nouveau chef tourgouthé, Tchéren doudouk.

Malgré toutes les sollicitations des Russes, les ambassadeurs ne

fournirent aucune autre indication sur le but de leur double mission : ceux à la cour de Russie venaient féliciter du nouveau règne, ceux aux Tourgouthes les prévenir d'une prochaine campagne de la Chine contre les Éleuthes et leur demander de ne pas accueillir les Kalmouks fugitifs. Tout au plus, le 9/20 février, les ambassadeurs à la cour parlèrent-ils d'un partage éventuel des Kalmouks entre la Russie et la Chine, les autres sont muets. Ce sont eux cependant qu'on aimerait interroger. Ce sont leurs commissions réelles et leurs conversations qu'il serait intéressant de connaître. Mais sur ce point, faute de documents sino-mantchous comme la précieuse relation de T'ou-li-tch'en sur la mission de 1712-1714 auprès d'Ayouki, le khan des Tourgouthes de la Volga¹, l'on en est réduit aux conjectures.

Cependant, il n'est peut-être pas impossible de pénétrer le secret de ces négociations. A cet effet, il faut se placer dans l'esprit de la politique chinoise et considérer les précédents et les suites de cette mission.

Celle de 1712-1714 semble avoir eu pour but de raviver des souvenirs communs, des espérances concordantes, de renouer des liens religieux, bref de souligner les différences entre les Russes et les Tourgouthes, de montrer au contraire l'analogie de race, de religion, d'aspirations avec les Mantchous-Chinois. Si la mission de 1731 eut à prolonger l'effet des exhortations de la Chine en 1714, ces tentatives répétées finirent par avoir un heureux succès, puisqu'en 1771 les Tourgouthes de la Volga revenaient en masse dans leur ancienne patrie, la Dzoungarie, ne laissant que quelques milliers d'entre eux autour d'Astrakhan', où l'on trouve encore aujourd'hui des Kalmouks bouddhistes et des temples lamaïques.

Outre ce projet à longue échéance, la politique chinoise devait avoir des desseins plus immédiats et plus précis. Le premier qui s'offre à l'esprit est l'idée d'une alliance offensive contre les Éleuthes. Elle est peu probable. Outre le danger d'indisposer la Russie par une entreprise aussi délicate, la Chine eut plutôt recherché la collaboration de l'armée russe que des hordes tourgouthes. Or, elle n'en fit rien, du moins formellement, et se contenta des assurances de paix et de neutralité de sa puissante voisine. Il faudrait voir plutôt, semble-t-il, dans la mission de 1731, une tentative d'opposition dynastique. La parenté des Kontaichas, leurs alliances de familles nous sont encore mal connues. Pourtant, à travers les documents russes, on entrevoit l'effort de la Chine pour susciter au Kontaicha

1. Voir G. Cahen, *Histoire des relations...*, p. 115 et suiv.

kalmouk un rival pris chez les Tourgouthes. Une fille d'Ayouki avait épousé le Kontaicha Tsévang raptan. Leur fils retourna chez les Tourgouthes, tandis qu'un des fils d'Ayouki s'était enfui auprès du Kontaicha, son beau-frère. La Chine gardait en otage un prince tourgouthé, neveu d'Ayouki, parti en pèlerinage chez le Dalai lama du Tibet. Il ne devait pas être bien difficile dans l'enchevêtrement de ces rapports de trouver chez les Tourgouthes un prétendant au trône kalmouk. Ajouter aux difficultés militaires et diplomatiques du Kontaicha des embarras intérieurs par des troubles domestiques était trop avantageux pour la Chine pour ne pas tenter les efforts de sa diplomatie.

Peut-être même aurait-elle abouti sans la brutale intervention de la Russie. Inquiète de ces pourparlers sino-tourgouthes qu'elle ne pouvait épier et surprendre comme elle voulait, la Russie refusa net l'admission d'une nouvelle ambassade de la Chine aux Tourgouthes, qui devait accompagner une deuxième ambassade chinoise à la cour de Russie. Celle-ci lui était annoncée par son agent à la frontière mongole, le colonel Buchholz, dans un rapport du 26 mai/6 juin 1731 reçu à Saint-Petersbourg le 14/25 août. Aussitôt, le Sénat décidait d'accueillir l'ambassade à la cour, et cela d'autant plus volontiers qu'elle apportait de très riches présents, mais de refuser l'entrée de toute autre mission.

Diétsin, Dessen, Djossin (ou encore Tegin, Togi) et Balantal ou Payentay en étaient les chefs. Arrivés à Kiakhta vers le 29 avril/10 mai 1731, ils croisèrent en Sibérie le 8/19 janvier 1732 leurs collègues qui revenaient de la première ambassade. Le 27 avril/8 mai 1732, ils parvenaient à Saint-Petersbourg; ils étaient reçus le lendemain en audience impériale; le 12/23 mai, ils remettaient leurs cadeaux et, après une audience de congé le 9/20 juillet, ils quittaient Saint-Petersbourg le 15/26 juillet 1732. Ils étaient de retour à Sélinginsk le 20/31 janvier 1733.

Sauf la richesse des présents¹, rien ne semble distinguer cette deuxième ambassade officielle de la Chine à la Russie, et elle se présenterait comme un simple prolongement de la première, venant féliciter la tsarine comme la précédente Pierre II, si de graves événements en Asie centrale n'en éclairaient la signification et la portée. En août 1730, les Kalmouks semblent avoir remporté une grande victoire sur les Chinois. Les Mongols, lassés des continuelles réqui-

1. C'étaient des soieries et porcelaines évaluées à 100,000 léangs ou taëls, soit environ trois à quatre millions de francs. Sur la valeur du taël et du rouble, voir G. Cahen, *le Livre de comptes de la caravane russe à Pékin en 1727-1728*. Paris, Alcan, 1911, in-8°, p. 119 et suiv.

sitions et des levées de troupes contre les Éleuthes, s'enfuyaient en Sibérie. La Russie rendait quelques transfuges à la Chine, qui lui en témoignait satisfaction; mais, la guerre se prolongeant, qui sait ce que pourraient faire et la Russie et les Tourgouthes et les Mongols? Il importait de s'assurer de la Russie sans aucun retard. La démarche s'imposait avec d'autant plus d'urgence que le sort des armes paraissait contraire à la Chine. Victorieuse, elle pouvait se passer de la Russie. Battue, même pour un temps, elle devait chercher en elle sinon une alliée, du moins une voisine neutre. La deuxième ambassade et ses largesses étaient chargées de ce soin.

Ainsi deux missions diplomatiques successives de la Chine en Russie, qui ne paraissent destinées qu'à offrir des félicitations officielles et des présents, se rattachent en réalité à toute une série de mesures prises par la Chine contre les Éleuthes. Pour aboutir au plein succès de ses efforts, à savoir l'anéantissement des Kalmouks et, accessoirement, le retour des Tourgouthes dans l'empire chinois, il faut attendre le grand empereur K'ien-long (1735-1792), sa victoire définitive sur les Éleuthes en 1754 et la transmigration des Tourgouthes de Russie en Chine en 1771. Mais les événements décisifs de 1754 et de 1771, dont le premier au moins eut une importance capitale pour l'hégémonie de la Chine en Asie centrale, ne sont pas des faits isolés et des catastrophes soudaines. Ils apparaissent au contraire comme le résultat d'une longue et patiente politique de la Chine envers la Russie et les peuples interposés entre les deux empires. Les deux ambassades chinoises, l'une à Moscou en 1731, l'autre à Saint-Petersbourg en 1732, qui s'encadrent entre le traité russo-chinois de Kiakhta en 1727 et le triomphe de la Chine sur les Kalmouks ou Éleuthes en 1754, forment la suite logique de l'un et la préparation méthodique de l'autre.

Gaston CAHEN.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE.

LE MOYEN AGE JUSQU'AUX VALOIS.

Peu d'ouvrages concernant l'histoire du moyen âge français nous sont parvenus durant ces derniers mois : les difficultés d'édition sont devenues telles que, si des remèdes énergiques ne sont point trouvés à brève échéance, le travail scientifique risque d'être gravement compromis, non pas seulement chez nous, mais dans la plupart des pays du monde. Plus que jamais nos sociétés savantes auraient besoin d'aides efficaces; plus que jamais les initiatives individuelles demanderaient à être encouragées matériellement : à en juger par la maigre série des volumes qui nous ont été adressés, il est permis de penser que les obstacles opposés à l'édition des livres sérieux paralyse aujourd'hui les efforts de nos historiens et de nos érudits.

I. HISTOIRE GÉNÉRALE. — La Belgique cependant nous donne l'exemple en faisant paraître — et à un prix d'avant guerre — deux beaux volumes posthumes d'*Études franques* dus à la plume de G. KURTH¹, le regretté professeur de Liège, mort au début de l'année 1916 en pays occupé par l'ennemi². Une bonne partie des dix-huit mémoires réunis dans ces volumes (les deux tiers exactement) avait déjà vu le jour dans divers recueils d'érudition; mais tous ont été révisés et corrigés, plusieurs même ont été profondément remaniés, et grande est l'importance de quelques-uns de ceux qui étaient restés inédits.

La plupart ont trait aux sources de l'histoire mérovingienne, que M. Kurth avait toute sa vie étudiées avec une manifeste prédilection. Il n'a pas consacré moins de trois mémoires à Grégoire de Tours : un gros mémoire d'ensemble, entièrement inédit, sur la valeur documentaire de l'*Histoire des Francs* (t. II, p. 117-206), un autre sur les

¹ Godefroid Kurth, *Études franques*. Paris, Champion, et Bruxelles, A. Dewit, 1919, 2 vol. in-8°, II-357 et 349 p.; prix des 2 vol. : 12 fr.

² Cf. *Rev. histor.*, t. CXXII, p. 232-235.

documents et traditions utilisés dans les chapitres de cette *Histoire* relatifs à Clovis (t. II, p. 207-271), un troisième enfin sur ce qu'il faut penser de la culture classique du chroniqueur (t. I, p. 1-29). Sans vouloir remplacer l'ouvrage bien connu de Gabriel Monod¹, M. Kurth a su, dans ces trois mémoires, ajouter à l'exposé de son devancier de très utiles et judicieuses remarques sur la méthode de Grégoire et sur l'autorité de son témoignage. Tout au plus pourra-t-on trouver qu'il a fait la place trop belle aux prétendues « légendes épiques » et que, suivant un travers qui lui était familier lorsqu'il parlait de la société ecclésiastique du moyen âge, il a accueilli avec trop de confiance et même de complaisance les belles histoires pieuses et les développements destinés à l'édification des fideles qu'affectionne le vieux chroniqueur franc. On ne lui contestera pas, en tout cas, le sincère désir d'éviter les hypothèses aventureuses et de se garder, en particulier, des extraordinaires écarts d'imagination dont l'érudit allemand M. Krusch, son habituel et peu courtois contradicteur, s'est à tant de reprises rendu coupable dans les questions qu'il a touchées.

C'est à cet érudit spécialement qu'il en a dans ses études critiques sur le *Liber historiae Francorum* (t. I, p. 31-65), sur la Vie de sainte Geneviève (t. II, p. 1-96) et sur la plus ancienne biographie de saint Lambert (t. II, p. 319-347). Dans cette dernière étude, restée jusqu'ici inédite, M. Kurth oppose aux raisonnements de son adversaire une critique âpre et mordante. Les pages sur le *Liber historiae* sont intéressantes et suggestives. Mais nous croyons devoir surtout signaler celles qui traitent de sainte Geneviève : c'est probablement ce qui a été écrit de plus complet et de plus net sur la question si épineuse de la chronologie des trois rédactions et sur le problème de l'authenticité de la Vie primitive. L'argumentation de M. Krusch, qui voulait en faire l'œuvre d'un faussaire du VIII^e siècle, y semble définitivement réduite à néant, et l'on se ralliera aux conclusions d'ordre général formulées par l'érudit belge contre la méthode à la fois imprudente et présomptueuse que son émule d'Allemagne a fait prévaloir dans la section des *Monumenta Germaniae* réservée aux hagiographes de l'époque franque.

M. Kurth a écrit un ensemble de six études sur la question des nationalités dans le royaume franc au temps des Mérovingiens. Ces études portent — pour suivre l'ordre où elles se présentent — sur les diverses significations des mots *Francia*, *Francus* et *barbarus*

1. Gabriel Monod, *Études critiques sur les sources de l'histoire mérovingienne*, I (Paris, 1872, in-8°).

durant les premiers siècles du moyen âge (t. I, p. 67-137); sur la nationalité des comtes francs au ^{vi} siècle (t. I, p. 169-181); sur les ducs et les comtes d'Auvergne et sur ceux de Tours à la même époque (t. I, p. 183-203 et 205-225); sur les nationalités en Auvergne et en Touraine, au ^{vi} siècle également (t. I, p. 227-241 et 243-264). Sauf le dernier, qui est publié ici pour la première fois, ces mémoires étaient déjà connus, et M. Kurth n'y a pas apporté, semble-t-il, de modifications considérables. Les résultats en sont d'ailleurs intéressants, sans être peut-être aussi imprévus que leur auteur paraissait porté à le croire, car ils confirment surtout la thèse, que toute l'histoire des temps postérieurs avait déjà mise en lumière, suivant laquelle les éléments proprement germaniques seraient restés en minorité dans les pays de la Loire et au sud du fleuve. M. Kurth toutefois ajoute ce détail, qui serait très important s'il était indiscutable, que même les comtes de ces régions furent à l'origine recrutés presque exclusivement parmi les anciens habitants gallo-romains. Mais rien n'est plus délicat — M. Kurth le sait et le dit lui-même — que les statistiques de ce genre. Elles supposent, notamment, une doctrine ferme touchant le sens des mots *Romanus*, *Francus*, *barbarus*, sur lesquels M. Kurth a présenté des considérations fort ingénieuses, nous le reconnaissons, mais qui laissent la porte ouverte encore à bien des doutes.

Signalons aussi d'excellents mémoires sur le baptême de Clovis (t. II, p. 273-296), sur le sens du mot « sénateur » dans les textes relatifs à la Gaule du ^{vi} siècle (t. II, p. 97-115), sur la reine Brunehaut (t. I, p. 265-356) et quelques études de détails sur un prétendu Avaratius, évêque de Tongres au ^v siècle (t. I, p. 141-159), sur « le concile de Mâcon (de 585) et l'âme des femmes » (t. I, p. 161-167), enfin sur les traditions du ^{vi} siècle relatives à l'apostolicité de saint Denis de Paris (t. II, p. 297-317).

Les deux volumes de M. Kurth forment, somme toute, une contribution de premier ordre à l'étude des temps mérovingiens. Ils accroissent les regrets que nous cause la mort de cet homme de bien, de l'activité duquel on pouvait espérer beaucoup encore. Des projets qu'il caressait, tout ne sera heureusement pas perdu pour nous : on annonce l'apparition prochaine d'une nouvelle édition de son *Clovis* et d'un recueil d'essais sur la société et la civilisation en Gaule au ^{vi} siècle. Les historiens ne manqueront pas de s'en réjouir.

L'histoire de la France à l'époque carolingienne n'a fait chez nous, à notre connaissance, l'objet d'aucune publication nouvelle. Il n'en faudrait pas conclure que cette période est négligée par nos érudits

et nos historiens, mais simplement qu'à ce point de vue spécial, comme à d'autres, leurs travaux subissent le contre-coup des difficultés de l'heure présente. L'on peut du moins espérer pour bientôt l'apparition de deux nouveaux volumes des *Chartes et diplômes* de l'Académie des inscriptions : le recueil des actes des rois carolingiens d'Aquitaine par M. Levillain et celui des rois carolingiens de Provence par M. Poupardin.

L'histoire de l'administration royale aux XIII^e et XIV^e siècles devra beaucoup à l'excellente étude de M. WAQUET sur le bailliage de Vermandois¹. En choisissant pour objet de ses recherches un seul bailliage, mais un des plus étendus, un des mieux fournis en documents, M. Waquet a été à même d'analyser avec plus de précision que ses devanciers le mécanisme de l'administration capétienne dans les provinces de la France du nord. Comme il le dit très justement dans son introduction, il faut se garder dans de semblables études de deux risques également funestes : il ne faut ni confondre le droit et le fait, ni prêter aux institutions un caractère de fixité qu'elles n'ont jamais eu. M. Waquet nous semble s'être tiré avec succès de cette double difficulté. Sans ajouter rien de décisif à l'histoire même de l'origine des baillis (on ne peut d'ailleurs en Vermandois remonter plus haut que 1202), il complète néanmoins en plusieurs points l'exposé de Borrelli de Serres et surtout le clarifie. Mais l'intérêt du volume réside principalement dans l'analyse très serrée et très précise que M. Waquet nous apporte des attributions du bailli et de l'organisation des services assurés sous ses ordres par un personnel, de plus en plus nombreux à mesure qu'on avance dans le XIV^e siècle : lieutenant, clercs, prévôts, lieutenants des prévôts, receveur, lieutenant du receveur, châtelain, procureur, substituts du procureur, gardes du scel, etc. Chaque rouage est, autant que faire se peut, démonté, examiné de près; M. Waquet s'applique à en suivre la formation et les transformations; puis, documents en mains, il cherche à voir comment la machine administrative fonctionnait, à quels obstacles elle se heurtait, quelles plaintes s'élevaient à son sujet parmi les administrés. Sa conclusion est optimiste : tout bien pesé, dit-il, les plaintes formulées sont vénielles; les précautions étaient si bien prises et les fonctionnaires étaient si bien choisis, si étroitement surveillés, que la royauté trouvait en eux les meilleurs auxiliaires

1. Henri Waquet, *le Bailliage de Vermandois aux XIII^e et XIV^e siècles. Étude d'histoire administrative*. Paris, Champion, 1919, in-8°, xii-271 p. et une carte (fasc. 213 de la *Bibliothèque de l'École des hautes études; sciences historiques et philologiques*); prix : 12 fr.

de sa politique d'unification et de centralisation. C'est peut-être aller un peu loin, et nous eussions aimé, à tout le moins, voir mieux mises en lumière les mesures de défiance successivement prises par les rois capétiens à partir de la fin du XIII^e siècle pour limiter les pouvoirs des baillis. Mais M. Waquet nous a donné en appendice le moyen de compléter son livre, s'il y a lieu, sous la forme d'abord d'un lot important de pièces justificatives, puis de notes chronologiques et biographiques sur les titulaires du bailliage de Vermandois durant les deux siècles sur lesquels ont porté ses recherches, enfin de listes chronologiques très soigneusement dressées des lieutenants des baillis, des gardes du scel, des procureurs du roi, des prévôts et des receveurs. Notons même que M. Waquet a eu la bonne idée de joindre à son volume une carte du bailliage au milieu du XIV^e siècle. C'est là, en définitive, un début plein de promesses : M. Waquet allie à une grande précision d'esprit des qualités de mise en œuvre qui lui permettent de s'attaquer dès maintenant à des sujets de plus grande envergure.

M. Jules VIARD, lui, n'en est plus à faire ses preuves, et quiconque a eu à s'occuper de l'histoire administrative du XIV^e siècle est depuis longtemps son obligé. Il vient de rendre à cette histoire un nouveau et signalé service en publiant¹, en un gros volume de près de 2,000 pages in-quarto, le texte des *Journaux du trésor du roi Charles IV (1322-1328)*. L'intérêt d'un recueil de ce genre n'a pas besoin d'être souligné : la comptabilité de l'administration royale nous permet de connaître à la fois la composition et le fonctionnement de cette administration, les ressources dont elle disposait, l'usage qu'elle en a fait et nous initie, par surcroît, à la vie de la cour et du pays tout entier. M. Viard ne s'est pas contenté de transcrire les textes, de les éclairer au moyen d'une annotation remarquablement riche et précise, que seul pouvait écrire un érudit versé comme lui dans l'histoire de cette période ; il a fait plus : en cent pages d'introduction, il a dégagé de cette longue suite de pièces comptables les principales données nouvelles qu'elles apportent à l'histoire.

Les recettes comprennent principalement les recettes des bailliages et sénéchaussées — et notons qu'à cette occasion M. Viard dresse d'après les *Journaux du trésor* la liste chronologique des receveurs en fonction sous Charles IV² — celles des ateliers monétaires, de la

1. *Les Journaux du trésor de Charles IV le Bel*, publ. par Jules Viard. Paris, Impr. nationale et Ernest Leroux, 1917, in-4°, cxii-1834 p. (collection des *Documents inédits sur l'histoire de France*).

2. Pour le bailliage de Vermandois, les dates données par M. Viard, d'après

chancellerie, des « traites » ou douanes, le produit des amendes, confiscations et compositions, des annates, régales et décimes. Les dépenses mentionnées dans les Journaux du trésor ont trait surtout aux divers services de l'Hôtel du roi (Hôtel proprement dit, chapelle, écurie, argenterie), au paiement des gages et gratifications accordées aux fonctionnaires de l'administration centrale, des dons et des aumônes consentis par le souverain, au règlement des frais de missions et d'ambassades, des travaux publics à la charge du roi, enfin de tous les frais de guerre, qui grèveront de plus en plus lourdement le budget royal.

Aux éclaircissements touchant les recettes et les dépenses du Trésor, M. Viard en ajoute d'autres sur divers sujets connexes : emprunts à des particuliers ou à des sociétés financières, comptes spéciaux (particuliers en compte avec le Trésor, comptes de l'Échiquier de Normandie), diverses monnaies employées et cours commercial de chacune d'elles, apurement de la comptabilité à la Chambre des comptes, sociétés italiennes (ou « lombardes ») trafiquant dans le royaume au début du *xiv^e* siècle, etc. Nous ne pouvons que signaler sommairement les points capitaux de cette longue et très minutieuse enquête, qui d'ailleurs vaut surtout par le détail. On s'en fera une idée par ce simple exemple : on a souvent parlé d'une manière vague des embarras financiers des derniers Capétiens directs; or M. Viard (p. *xlvi*) en fournit une preuve tangible en montrant les retards, souvent considérables, apportés par le Trésor dans le règlement des gages dus aux fonctionnaires royaux : on en était encore au temps de Charles IV à liquider — et parfois sous forme d'acomptes minimes — les gages des règnes de Philippe V, de Louis X, voire de Philippe le Bel. Ce simple détail en dit long.

Un mot, pour finir, sur la table alphabétique, qui seule permet d'utiliser commodément un aussi volumineux recueil. Cette table a été dressée avec le soin désirable; mais on reste rêveur devant les files interminables de numéros d'articles de comptes placées à la suite de certains noms fréquemment répétés au cours du volume : il en est qui comportent des centaines et des centaines de renvois, quelques-uns même tout près d'un millier, sinon davantage, sans que rien ne laisse deviner ce qu'on pourra rencontrer d'utile en se reportant aux numéros indiqués. N'eût-il pas été possible de classer un peu ces renvois? Ainsi, pour le maréchal Mathieu de Trie — et nous devons dire que l'article de la table qui le concerne est loin d'être un des

les Journaux du trésor, se trouvent légèrement rectifiées dans l'ouvrage de M. Waquet, dont nous venons de parler.

plus longs — nous aimerions trouver séparés les uns des autres et groupés les renvois relatifs aux dons qu'il a reçus du roi, à ses émoluments, aux expéditions qu'il a dirigées, à son épouse, etc. Sans doute, le volume, déjà gros, eût été grossi de quelques pages; mais telle qu'elle se présente, cette table si compacte et si peu maniable risque, dans plus d'un cas, de décourager les historiens — et ce serait dommage¹.

II. HISTOIRE RÉGIONALE. — M. PARISOT qui, depuis une quinzaine d'années, enseigne à la Faculté des lettres de Nancy l'histoire de la France de l'Est, vient de faire paraître le tome I d'une histoire de la région lorraine (duché de Lorraine, duché de Bar, Trois-Évêchés), des origines à nos jours². Le premier volume embrasse à lui seul un long espace de temps, puisqu'il remonte jusqu'à l'âge de pierre, englobe tout l'antiquité, le moyen âge, et nous mène jusqu'au milieu du xvi^e siècle, le tout en 500 pages petit in-octavo. C'est dire que M. Parisot n'a pas eu le dessein d'écrire un ouvrage d'érudition. On n'en retrouve pas moins dans son nouveau livre cette science robuste, cette clarté d'exposition et ce scrupuleux souci d'information qui distinguent ses précédents travaux. M. Parisot a, naturellement, réservé une large place aux faits d'ordre purement politique, et ce n'est pas un mince mérite que d'avoir réussi à clarifier l'histoire si compliquée et si difficile à suivre dans le détail des conflits sans cesse renaissants dont la Lorraine fut le théâtre depuis le jour où le hasard des partages entre princes carolingiens posa la question des frontières entre la France et la Germanie. Mais M. Parisot ne s'en est pas tenu là : il a, période par période, cherché à démêler aussi l'histoire administrative et sociale, l'histoire économique, intellectuelle, artistique et religieuse de la région lorraine et il a même considéré, non sans raison, que là était la partie la plus importante de sa tâche. Les chapitres fort nombreux consacrés à ces matières auraient peut-être gagné à être davantage coordonnés; tels quels, ils n'en forment pas moins, rapprochés les uns des autres, une sorte de tableau d'ensemble, aussi neuf qu'instructif, de l'organisation intérieure de la Lorraine et de la formation de l'esprit lorrain. Ce

1. Disons encore que, dans l'introduction, quelques références bibliographiques pourraient être complétées, en particulier p. xxvi (pour l'histoire des sociétés italiennes en France) et p. xc (pour celle de l'Échiquier de Normandie).

2. Robert Parisot, *Histoire de Lorraine (duché de Lorraine, duché de Bar, Trois-Évêchés)*. T. I : *Des origines à 1552*. Paris, Auguste Picard, 1919, in-8°, xiv-520 p., 16 pl. et 1 carte; prix : 9 fr.

qui frappe avant tout, c'est le tort énorme que le morcellement politique a fait durant le moyen âge à ces malheureuses provinces : disputées, tiraillées entre Français et Allemands, elles durent à leur situation le caractère mixte et, à bien des égards, original de leur civilisation, mais aussi les grandes difficultés qu'elles rencontrèrent dans leur développement économique et, à certaines étapes de l'histoire, le retard de leur formation intellectuelle et artistique. Sur tous ces points, le livre de M. Parisot est un guide d'une grande sûreté. On pourra discuter tel ou tel détail, ou même telles ou telles vues générales — par exemple, sur l'organisation administrative et économique à l'époque carolingienne; — mais M. Parisot a fourni au lecteur tous les moyens de contrôle en donnant au début de chaque chapitre une bibliographie, où il s'est attaché à ne rien omettre d'essentiel¹. Quand nous aurons dit encore que son volume se termine par une bonne carte de la région lorraine dans l'antiquité et au moyen âge, nous aurons fait ressortir les principaux mérites de ce solide ouvrage.

III. HISTOIRE DE LA CIVILISATION. — L'histoire de la grande renaissance intellectuelle des XII^e et XIII^e siècles est chaque jour mieux connue, grâce aux travaux de plus en plus nombreux dont les œuvres littéraires de cette période sont l'objet depuis quelques années.

Parmi ceux qui nous sont parvenus (et malheureusement la *Revue historique* est loin de les recevoir tous) nous signalerons d'abord l'utile répertoire des poèmes français antérieurs au XVI^e siècle classés d'après leurs *incipit*, dont M. LÅNGFORS, un Finlandais ami de la France, a commencé la publication d'après les notes de notre regretté maître Paul MEYER et d'après ses propres recherches². Ce répertoire est surtout riche pour la période antérieure au XV^e siècle, quoique

1. Au passage, en vue d'une seconde édition, notons toutefois quelques omissions. P. 61, pour les débuts du christianisme en Lorraine, il faudrait renvoyer à la 2^e édition, et non à la 1^{re}, des *Fastes épiscopaux* de Mgr Duchesne (t. I) et ajouter un renvoi au tome III de cet ouvrage (notons que Mgr Duchesne ne croit pas, comme M. Parisot le dit, p. 65, que Materne ait été le successeur « immédiat » d'Euchaïre). — P. 138, pour l'histoire économique aux temps carolingiens, ajouter les volumes de M. Dopsch. — P. 150, pour la renaissance intellectuelle à l'époque carolingienne, ajouter au moins un renvoi à la *Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters* de M. Manitius, et pour la renaissance artistique au grand ouvrage de R. de Lasteyrie, *l'Architecture religieuse en France à l'époque romane*. — P. 314, puisque M. Parisot cite la *Jeanne d'Arc* de M. Hanotaux, pourquoi omettre celle de M. Anatole France?

2. Arthur Långfors, *les Incipit des poèmes français antérieurs au XVI^e siècle. Répertoire bibliographique établi à l'aide des notes de M. Paul Meyer*, t. I. Paris, Champion, s. d. (1917), in-8°, viii-444 p.; prix : 18 fr.

analyse et de notes explicatives qui en constituent le commentaire; enfin le volume se termine par un glossaire très développé auquel M^{me} Nicod a apporté tous ses soins.

À côté des éditions de nos vieux textes français du XII^e et du XIII^e siècle, voici maintenant deux études d'ensemble sur deux œuvres maîtresses, quoique bien dissemblables, de la littérature de cette époque : le roman de *Lancelot du Lac* et le *Roman de Renard*. Ces deux études ont ceci de commun que leurs auteurs n'ont pas craint de rompre délibérément avec les théories en cours sur la composition des œuvres qu'ils étudient, qu'ils se refusent, l'un comme l'autre — et comme M. Bédier déjà à propos des chansons de geste¹ — à reconnaître en elles le produit de la collaboration inconsciente d'une multitude de conteurs anonymes, pour nous replacer l'un et l'autre en face de cette vérité bien simple et qu'on s'étonne d'avoir vu si longtemps méconnue sous l'influence délétère des théories germaniques : ces œuvres, ainsi que toutes les grandes œuvres littéraires, ont été conçues et réalisées par de vrais hommes de lettres et portent la trace de leur génie.

Ceci, M. Ferdinand Lot l'a prouvé avec éclat² pour le *Lancelot*². La longueur de ce roman, qui ne remplit pas moins de sept volumes in-quarto de l'édition Sommer, a pu donner le change : il ressort de l'étude de M. Lot qu'à quelques additions près (l'histoire de Merlin et ses suites) tout le roman est d'un seul auteur, que cet auteur est un clerc — toujours comme pour nos chansons de geste — probablement un clerc champenois, attaché peut-être au service du comte de Champagne, à moins que ce ne soit à celui du comte de Flandre, et qui écrivait dans les toutes dernières années de Philippe Auguste (à la fin de 1221 au plus tôt) ou sous le règne de son fils. Pour établir cette thèse, M. Lot est amené à analyser de très près le roman tout entier³, à en suivre pas à pas la composition, à en déterminer l'esprit et à en faire ressortir l'intérêt. Sans doute, ce n'est plus la grâce subtile et le délicat raffinement sentimental de Chrétien de Troyes; le roman psychologique en vers s'est transformé en roman de chevalerie et, comme l'explique joliment M^{me} Lot (p. 416) dans une des deux notes de critique littéraire qu'elle a jointes au travail

1. Signalons à ce propos que la librairie Champion a mis en vente un nouveau tirage des tomes I et II de l'ouvrage de M. Bédier, *les Légendes épiques, recherches sur la formation des chansons de geste* (Paris, 1917, in-8°); prix : 6 fr. le volume.

2. Ferdinand Lot, *Étude sur le Lancelot en prose*. Paris, Champion, 1918, in-8°, 452 p. et 3 pl. (fasc. 226 de la *Bibliothèque de l'École des hautes études; sciences historiques et philologiques*); prix : 27 fr.

3. Il en donne même un fort précieux résumé à la fin de son volume.

de son mari, la large « fresque » y a partout été substituée à la fine « miniature » où se complaisait le poète du ^{xii}^e siècle. Quelque préférence qu'on puisse garder pour l'art un peu mièvre, mais si charmant, de ce dernier, il n'en reste pas moins que le roman de Lancelot en prose a joui au moyen âge d'une vogue considérable, qu'il n'a cessé d'être copié et imité et que ce goût même est trop significatif pour qu'un historien de la société française au ^{xiii}^e siècle en puisse faire abstraction.

Le volume de M. FOULET sur le *Roman de Renard*¹ vient seulement de nous parvenir, bien qu'il ait paru voici plus de cinq ans; mais il n'est pas trop tard pour en signaler aux historiens l'intérêt et la portée. On sait qu'on entend par « roman de Renard » le recueil assez désordonné et assez disparate formé au ^{xiii}^e siècle par la juxtaposition d'un assez grand nombre de poèmes du genre héroï-comique dont le héros principal est le goupil Renard. Dans ce désordre, on avait voulu voir la preuve que l'intervention des hommes de lettres s'était bornée à tout gâter en cousant bout à bout et sans art les divertissantes fantaisies où la verve caustique du peuple se serait librement donné carrière. M. Foulet se fait un jeu de renverser ces théories, dont d'illustres patronages ne sauraient empêcher de reconnaître la criante invraisemblance, et il prouve sans conteste que le désordre du recueil auquel il est commode de conserver le nom traditionnel de « roman » de Renard n'exclut pas la parfaite homogénéité de chacune des parties qui le composent; que le poème le plus ancien (« branches » II et V a) forme un tout qui compte plus de 2,400 vers; que ce poème a eu assez de succès pour susciter de nombreux imitateurs ou continuateurs, dont l'auteur de la « branche » I est assurément un des plus spirituels; que toutes les variations sur les exploits de Renard et le poème primitif lui-même sont directement l'œuvre d'hommes de lettres, pour la plupart des clercs, appartenant aux milieux les plus divers du clergé, et qui ont dû à cette diversité de milieux une extrême variété de tendances et de connaissances; que leur inspiration n'en reste pas moins toujours une inspiration de lettrés et que plusieurs d'entre eux, et le plus ancien notamment, procèdent de l'*Ysengrinus* de Nivard; que toutes les plus importantes histoires françaises de Renard sont antérieures au *Reinhart Fuchs* du Glichezäre, lequel n'est qu'un imitateur de l'œuvre française, comme presque tous ses congénères de ce temps; enfin qu'il est possible de dater avec une suffisante préci-

1. Lucien Foulet, *le Roman de Renard*. Paris, Champion, 1914, in-8°, 574 p. (fasc. 211 de la *Bibliothèque de l'École des hautes études; sciences historiques et philologiques*); prix : 15 fr. 60.

sion presque toutes les parties du « roman » et de déterminer les auteurs de quelques-unes d'entre elles : le poème le plus ancien, composé sans doute par Pierre de Saint-Cloud en 1176 ou 1177; quatre ou cinq autres poèmes durant les trois ou quatre années suivantes; huit ou neuf autres durant les années 1190-1205; puis d'autres encore dans la première moitié du XIII^e siècle. Du coup, le « roman » de Renard n'est pas seulement réhabilité aux yeux des lettrés; il redevient pour les historiens autre chose qu'un curieux spécimen de folklore : c'est pour eux désormais un document ou plutôt une série de documents datés et replacés dans leur cadre. Documents de premier ordre d'ailleurs : car on sait qu'à travers la moquerie et la parodie, derrière le divertissant décor qui sert aux poètes à voiler leur pensée, c'est tout un monde qui revit, toute la société du temps de Philippe Auguste, cette fois encore, qui ressuscite sous nos yeux amusés.

L'histoire de l'art n'est pas ici, en principe, de notre ressort; mais nous ne saurions passer sous silence une publication comme le *Manuel* de M. ENLART, qui doit former, lorsqu'il sera complet, une sorte d'encyclopédie archéologique du moyen âge français. Nous signalions récemment¹ le tome III, consacré à l'histoire du costume. Voici maintenant qu'avant de nous donner le tome IV, où il traitera du mobilier, M. Enlart réédite en deux volumes, après l'avoir fortement retouché, le tome I, où il traitait de l'architecture religieuse. Seul le premier de ces deux volumes², qui va jusqu'à la fin de l'époque romane, a paru jusqu'alors. Il témoigne de la conscience que l'auteur apporte dans tous ses travaux et du louable désir qui l'anime, non seulement de corriger les lapsus de la première édition, mais aussi de faire bénéficier ses lecteurs des résultats nouveaux acquis depuis bientôt vingt ans qu'elle a paru. Les corrections et additions de détail sont innombrables; l'illustration a été enrichie et perfectionnée³; il en est de même des indications bibliographiques, groupées cette fois méthodiquement en tête du volume, et qui occupent plus de soixante pages très compactes⁴. Les historiens se

1. *Rev. histor.*, t. CXXV (1917), p. 108-109.

2. Camille Enlart, *Manuel d'archéologie française depuis les temps mérovingiens jusqu'à la Renaissance*. T. I : *Architecture religieuse*; 1^{re} partie : *Périodes mérovingienne, carolingienne et romane*, 2^e éd. Paris, Auguste Picard, 1919, in-8°, CVIII-458 p.; prix : 18 fr.

3. Notons toutefois que, dans cette seconde édition, le tirage de quelques clichés est tellement poussé au noir qu'on en distingue mal le détail.

4. M. Enlart fait suivre les titres des ouvrages ou mémoires archéologiques les plus importants de brèves appréciations sur leur contenu. Ces appréciations sont utiles lorsqu'elles sont motivées; mais parfois elles font penser à une dis-

féliciteront particulièrement que M. Enlart ait jugé bon de préciser et développer ce qu'il avait dit dans sa première édition sur les conditions de vie des artistes et des artisans auxquels nous devons les beaux monuments du moyen âge, ainsi que sur la façon dont ces monuments ont été réalisés. Il y a là tout un chapitre de véritable histoire qui mériterait même d'être encore davantage approfondi. M. Enlart a tenté de déterminer la part de l'élément religieux et de l'élément laïque dans l'œuvre de création artistique. Il a jugé prudent d'éviter les formules trop tranchantes, ce qui est une preuve de sagesse ; mais peut-être sera-t-il possible d'être plus affirmatif le jour où la question de la diffusion des connaissances tant artistiques que scientifiques et même littéraires dans les divers milieux sociaux au moyen âge aura été étudiée d'ensemble.

Dans ses grandes lignes, l'ouvrage n'a pas changé. Peut-être eût-il été possible de l'alléger un peu, tout en précisant et complétant, comme M. Enlart l'a fait, la doctrine exposée par lui jadis. Mais la méthode descriptive, analytique et, si l'on peut dire, énumérative de M. Enlart a aussi ses avantages : elle met à la disposition du lecteur une masse considérable de renseignements qu'il aurait peine souvent à trouver ailleurs. Si M. Enlart en veut bien dresser le relevé dans une table des matières placée à la fin de la seconde partie, son livre sera pour les historiens comme pour les archéologues le plus précieux des répertoires¹.

Ce n'est pas à dire que M. Enlart dédaigne systématiquement les idées générales. Il a même tenté dans une préface de trentie-

tribution de prix : tels volumes sont déclarés « excellents » ; d'autres seulement « très bons » ; d'autres n'atteignent qu'à l'épithète « bons » ; d'autres, bien entendu, obtiennent moins encore. Était-ce bien nécessaire ?

1. Comme tous les répertoires, et à raison même de la grande quantité de renseignements qui y sont condensés, celui de M. Enlart prête souvent à la critique, et les affirmations erronées ou sujettes à caution ne sont pas rares. Ainsi, il y aurait lieu de revoir de près des listes comme celles des pages 82 et suivantes sur les fondations d'abbayes et d'églises ; on peut d'ailleurs observer en passant qu'un *fondateur* n'est pas nécessairement *constructeur*. Il y aurait lieu aussi de vérifier ce qui est dit des architectes et même des églises de l'époque carolingienne. Par exemple, M. Enlart — avec ou sans restrictions suivant les cas — attribue à Einhard, donné comme architecte, la construction d'un nombre impressionnant d'églises (p. 166, 177 et 178), dont le biographe de Charlemagne ne saurait pas plus assumer la paternité que Jules César ou la reine Brunehaut ne sauraient être tenus pour les constructeurs de toutes les routes ou « chaussées » qu'on mettait au moyen âge sous leur nom. — Sur les origines de la basilique chrétienne, nous nous étonnons et déplorons que M. Enlart ignore le beau travail de Gabriel Leroux (*les Origines de l'édifice hypostyle en Grèce, en Orient et chez les Romains*, 1913) et n'en ait, par suite, tenu aucun compte.

huit pages — pour moitié nouvelles — d'exposer ses vues touchant l'évolution de l'architecture française depuis les temps mérovingiens jusqu'à la fin du moyen âge. Mais avouons-nous que ces pages ne sont pas celles qui nous plaisent le plus dans son Manuel? Les idées sont certainement justes dans l'ensemble; mais l'expression en est souvent forcée¹. C'est l'inconvénient de théories qui ne sont point intimement liées à l'exposé même des observations de détail. Nous n'aimons pas beaucoup non plus, pour parler franc, certaines déclarations, un peu bien raides, sur la langue archéologique ou sur la langue française en général (p. xxix et suiv.) : nous ne voulons pas chicaner M. Enlart sur son propre style, quoique sa sévérité invite aux représailles, mais sa fureur de proscription contre tout ce qui n'est pas français pur sang dans notre langue, ne va-t-elle pas bien loin quand il s'avise de rayer de notre vocabulaire des mots comme « bas-relief », dont — nous le confessons tout bas — nous n'apercevons pas les défauts?

Louis HALPHEN.

DE 1800 A NOS JOURS ET QUESTIONS GÉNÉRALES CONTEMPORAINES.

Dans ces dernières années, et au cours même de la guerre, les études historiques ont fait en Grande-Bretagne de remarquables progrès. Le public britannique a été longtemps indifférent à l'histoire des pays continentaux et même à celle de ses propres colonies, en partie à cause d'une préférence traditionnelle pour l'insularité intellectuelle, si l'on peut dire, mais surtout par la faute de l'enseignement. Il y a très peu de temps encore, l'étude de l'histoire n'était pas obligatoire en Grande-Bretagne dans les écoles primaires, et les élèves des établissements secondaires n'en étaient instruits que sous une forme restreinte : l'enseignement était limité aux périodes classiques de l'histoire grecque et romaine et à l'histoire d'Angleterre jusqu'en 1815. Ainsi, la démocratie britannique qui, depuis longtemps déjà, conduit elle-même sa politique étrangère, ignore à peu

1. A ce propos, M. Enlart nous permettra-t-il une question : dans quelle partie de son livre sur la *Cité romaine* (sic), Fustel de Coulanges a-t-il prouvé que la « civilisation du moyen âge » était le produit de la « civilisation romaine » (p. xvi)? — Pour établir cette même thèse, M. Enlart croit devoir écrire : « Réduqués par l'Eglise, les laïques, à leur tour, firent revivre les lois de Justinien, constituèrent des communes à l'image du municipe romain... » (p. xvi). Encore une phrase qui n'est pas très heureuse.

près tout du passé des autres peuples, des grands problèmes qui peuvent les rapprocher ou les diviser et même des obligations internationales auxquelles elle-même est soumise par les traités.

C'est probablement cette ignorance qui explique l'inertie funeste de la nation britannique en 1870, son long aveuglement devant le péril prussien et jusqu'à ses hésitations au début du conflit de 1914. Les professeurs des universités anglaises ont eu le mérite d'apercevoir cette grave lacune de l'éducation politique de leur pays. Des hommes comme MM. Prothero, J. Holland Rose, pour ne citer que ceux-là, ont entrepris, presque seuls d'abord, une œuvre d'éducation nationale dont les publications de l'Université de Cambridge ont indiqué le sens et commencé le succès. L'appui des pouvoirs publics est venu ensuite et les progrès de cette nouvelle école historique ont été rapides. C'est par des travaux d'histoire, confiés aux meilleurs spécialistes, que les ministères anglais de la Guerre et des Affaires étrangères ont préparé les discussions de la conférence de Paris, et l'avenir prochain montrera l'utilité pratique de cet enseignement donné tout ensemble aux diplomates et au public.

L'effort que nous venons de signaler, et qui se marquerait au nombre seul des publications d'histoire moderne, porte à la fois sur les travaux généraux, destinés au grand public et au personnel enseignant déjà en fonctions, et sur les études plus approfondies, écrites pour les étudiants des universités ou pour les lecteurs déjà avertis. A la première catégorie appartiennent les leçons professées en 1916, sur la demande du Conseil du comté de Londres, par M. HEARNshaw, professeur d'histoire à King's College, devant un nombreux auditoire de maîtres primaires et secondaires. Elles ont pour objet de dégager les *Courants dominants de l'histoire européenne de 1815 à 1915*¹. L'auteur, sans méconnaître l'influence des doctrines morales, sociales ou religieuses, non plus que l'influence des faits économiques, estime pourtant que le facteur politique domine dans les civilisations occidentales, et c'est au point de vue de l'histoire politique qu'il se place. Mais il n'étudie pas à part l'évolution de chaque État, comme l'a fait par exemple M. Ch. Seignobos; il estime à la fois plus conforme à la réalité des faits et plus profitable pour les lecteurs anglais de montrer comment les mêmes questions se sont posées à peu près partout à la même époque et que les Iles Britanniques n'ont échappé qu'en apparence au grand mouvement qui entraînait l'Europe entière. Les trois « courants » principaux qu'il aperçoit sont : d'abord le mouvement démocratique,

1. *Main currents of European history*, by F. J. C. Hearnshaw. London, Macmillan, 1917, in-8°, 367 p.; prix : 7 sh. 6 d.

né de la Révolution française, entravé de 1815 à 1848, triomphant ensuite (on trouvera des vues originales sur la tradition démocratique *fondamentale* du peuple russe); — ensuite le développement du sentiment national, conséquence des guerres de l'Empire, et qui devait conduire à l'effondrement de l'Autriche et de la Turquie; — enfin l'aspiration commune vers une République des nations, fondée sur la justice et sur la paix. La conclusion fait entrevoir un accord possible, quoique encore bien instable, entre ces trois tendances, pourvu que l'issue de la guerre, encore pendante à l'époque où le volume fut écrit, en permette la réalisation.

Ce livre, qui n'est ni un manuel, ni un recueil de considérations générales, éclaire les faits d'une lumière parfois très vive. Il sera profitable même à d'autres que ceux pour lesquels il fut écrit.

L'ouvrage que M. F. S. MARVIN a intitulé *le Siècle de l'Espérance*¹ est une tentative du même ordre. Mais d'une part l'auteur ne traite pas uniquement, ni même principalement, de l'évolution politique; il donne au contraire la plus grande place au mouvement intellectuel, aux doctrines littéraires, philosophiques, religieuses ou sociales, en limitant toutefois l'étude qu'il en fait aux pays de l'Europe occidentale et, pour partie, aux États-Unis. Sa méthode consiste à mettre en évidence les esprits les plus « représentatifs » dans chacun des domaines de l'activité intellectuelle et à faire ressortir en quelques pages l'essentiel des progrès dus à chacun d'eux et les conséquences de tout ordre que ces progrès ont provoqués. La tâche est difficile; elle oblige tantôt à des développements sans grande nouveauté, tantôt, au contraire, à des allusions sommaires et un peu obscures. Mais, d'une façon générale, l'effort de l'auteur aboutit à un succès. Le chapitre sur la « naissance du socialisme », où tout le développement est groupé autour de trois figures : Owen, Saint-Simon et Marx, peut fournir un bon exemple de ce genre de synthèse, passablement abstraite, mais lumineuse sur beaucoup de points. Les conclusions du livre, malgré la terrible épreuve de la guerre, demeurent optimistes. M. Marvin reste convaincu que l'humanité s'oriente vers l'organisation internationale, non pas suivant la formule marxiste de l'union des prolétaires, mais par l'association volontaire et légale des nations libres. Ici, ses conclusions rejoignent celles où M. Hearnshaw est parvenu par un chemin assez différent. Mais l'un et l'autre, le scientifique et le politique, font-ils une assez grande place, dans la vie des peuples, aux traditions, aux intérêts et même à l'influence, géographique si l'on peut dire, des

1. *The century of Hope, a sketch of Western Progress from 1815 to the Great War.* Oxford, Clarendon press, 1919, in-8°, 352 p.; prix : 6 sh.

conditions matérielles? Sans tomber dans les erreurs de l'école allemande, il est permis d'en douter quelquefois. Pour fonder réellement la Ligue des nations et la paix du monde, l'accord intellectuel ne suffit pas, car l'heure du règne des esprits n'est pas venue encore, tant s'en faut.

Il y a beaucoup moins de place pour les idées générales et les vues d'avenir dans les trois volumes que M. A. W. WARD a consacrés à l'Allemagne dans l'excellente collection des *Cambridge historical series*¹ (avec la collaboration de M. S. Wilkinson pour la partie du t. II qui contient le récit des guerres). M. Ward est certainement l'un des historiens actuels qui connaissent le mieux l'Allemagne moderne et contemporaine. Très au fait de l'histoire politique, littéraire et scientifique de l'Europe centrale, admirateur éclairé, mais convaincu de Treitschke et de Sybel, il est de ceux qui, en Angleterre, observèrent longtemps les progrès de la puissance allemande — et même prussienne — avec plus d'admiration et de sympathie que d'inquiétude. Il demeure quelque chose de cet esprit dans ces trois volumes, surtout dans les deux premiers, qui s'étendent l'un de 1815 à 1825, l'autre de 1825 à 1871. C'est ici surtout l'histoire politique qui est étudiée, par longs chapitres de cinquante à soixante pages en moyenne, et suivant un ordre strictement chronologique. L'auteur ne s'est guère placé au point de vue économique que d'une façon occasionnelle, à propos du Zollverein, du reste étudié à fond en quelques pages intéressantes et nouvelles. L'exposé des faits, clair, bien ordonné, de ton toujours mesuré, est fait principalement d'après les sources allemandes et les travaux des historiens prussiens, même pour l'exposé des rapports avec les pays étrangers à l'Allemagne. Dans l'histoire diplomatique franco-allemande de 1852 à 1871, M. Ward a fait, à vrai dire, une place importante à certains témoignages français, celui d'Émile Ollivier en particulier, mais il paraît avoir moins souvent utilisé nos travaux critiques de ces dernières années que les nombreuses publications allemandes. Le cas est frappant, en particulier, pour le récit très développé de l'affaire du Luxembourg et de la candidature Hohenzollern (t. II, chap. vi). Le contraste à cet égard est assez grand avec l'excellent chapitre consacré à la guerre de 1870 par M. Wilkinson, collaborateur spécial pour les questions militaires. Le troisième volume est conçu dans un esprit un peu différent. L'histoire politique, poussée jusqu'à l'année 1890, y est traitée à plus larges traits, quoique toujours

1. *Cambridge historical series. Germany*, par A. W. Ward et (t. II) S. Wilkinson. Cambridge, University press, 1916-1918, 3 vol. in-8°, 591, 588 et 437 p.; prix : 12 sh. 6 d. le volume.

avec une information étendue et un louable souci de ne rien négliger d'essentiel. L'effort y est plus sensible pour dégager les grandes lignes de la politique allemande et apprécier l'œuvre de Bismarck dans son ensemble; enfin, certaines questions (celles du Slesvig et de l'Alsace-Lorraine entre autres) y sont examinées d'un tout autre point de vue, sensiblement plus élevé, que celui où l'auteur s'était placé jusque-là. Les progrès économiques ne sont guère qu'esquissés, ainsi que l'histoire sociale, bien qu'un chapitre soit intitulé : « Vie sociale et intellectuelle. » Ce chapitre est surtout un résumé, au demeurant remarquable et fondé sur des connaissances personnelles et approfondies, de l'histoire littéraire, philosophique et scientifique de l'Allemagne entre 1850 et 1900. Dans un dernier chapitre consacré au « Nouveau Règne », M. Ward expose rapidement et apprécie plutôt qu'il n'étudie la période 1900-1907. L'ouvrage s'arrête à cette date, qui est, selon l'auteur, celle où commence la période préliminaire, et, à bien des égards, préparatoire à la Grande Guerre. Il semble que chez M. Ward, comme chez d'autres sans doute qui avaient mieux espéré de l'Allemagne, le spectacle de cette nation, qui, après s'être trouvée « à l'avant-garde du progrès de la civilisation humaine », se détourna vers l'impérialisme et la guerre, éveille un sentiment de surprise et de regret plus que d'indignation. Pour nous, à qui nulle illusion à cet égard n'est plus permise, la persistance d'une telle manière de voir chez des hommes aussi « représentatifs » que M. Ward n'est pas sans nous inspirer, pour l'avenir, d'assez sérieuses inquiétudes.

On prétend que M. Lloyd George, après avoir entendu, dans la séance historique du 7 mai dernier à Versailles, le provocant discours du comte Brockdorff-Rantzau, dit à l'un de ses collègues : « Je comprends maintenant l'aversion des Français pour l'Allemagne : ils la connaissaient mieux que nous. » Ce propos nous est revenu à la mémoire en lisant, après les deux volumes de M. Ward, ceux que M. Émile Bourgeois a consacrés à la *France moderne* dans la même collection¹. Bien qu'il s'agisse surtout d'une étude d'histoire politique intérieure, le récit des faits diplomatiques et militaires y tient pourtant assez de place pour qu'on y trouve un complément utile, sinon un correctif, à ce que M. Ward nous dit des rapports franco-allemands depuis 1815 et surtout depuis 1852. On ne sera pas surpris que M. Bourgeois, l'un des meilleurs spécialistes de notre histoire extérieure, ait donné ici de la diplomatie

1. *Cambridge historical series. Modern France*, by Émile Bourgeois; t. I : 1815-1852; t. II : 1852-1913. Cambridge, University press, 1919, in-8°, xiv-436 et vii-416 p.; prix : 21 sh.

française depuis les traités de Vienne un résumé tout particulièrement intéressant et original. Il convient seulement de noter qu'il a, en vue du présent ouvrage, rajeuni et complété ses travaux antérieurs, notamment en ce qui concerne le règne de Louis-Philippe, et en particulier les relations de la France et de l'Angleterre au début de l'ère victorienne.

Quant à l'histoire intérieure proprement dite, elle n'est pas un simple exposé des faits et des doctrines. L'auteur a cherché tout ensemble à dégager les grandes lignes de notre évolution politique depuis 1815 et à découvrir la meilleure voie que cette évolution devait suivre dans l'intérêt de la nation française. Il montre comment la mise en pratique des principes démocratiques et le développement des institutions correspondantes ont été longtemps entravés par la résistance des anciens partis et de l'église catholique, puis comment, ces obstacles une fois renversés, l'évolution fut gênée et même faussée par le maintien du système administratif de Napoléon et la toute-puissance des fonctionnaires, dociles tour à tour aux impulsions du gouvernement, des députés et des groupements à tendances socialistes. Cependant, M. Bourgeois l'indique très justement, la nation, à travers toutes ces difficultés, cherche d'instinct et trouve le plus souvent la voie droite, celle du progrès social réalisé sans atteinte à la liberté. Les sympathies politiques de l'auteur vont visiblement aux hommes d'État qui ont porté leur effort de ce côté, sans se laisser entraver par les liens d'une doctrine ou diriger selon les ordres d'un parti.

Une tentative intéressante est faite, chemin faisant, pour mettre en lumière l'influence politique et l'activité économique, non seulement de Paris et des grands centres urbains, mais aussi des campagnes. Ce qui est dit, par exemple, de la renaissance agricole au temps de Grévy et de Méline est tout à fait juste et frappant. Je ne sais s'il ne convenait pas de marquer davantage l'évolution qui s'est produite en matière industrielle et commerciale et surtout l'influence considérable, sur la vie politique et sociale, des grandes entreprises financières (sauf erreur, l'affaire de Panama n'est pas citée et il est dit peu de chose de la transformation de la presse à la fin du XIX^e siècle). L'ouvrage s'arrête au début de la présidence de M. Poincaré. Bien que M. Bourgeois se soit abstenu, en général, de formuler dans la dernière partie des jugements aussi nets que pour les périodes plus éloignées de nous, il témoigne cependant d'une grande liberté d'esprit à l'égard des hommes et des partis, par exemple dans ce qu'il dit, d'une part des lois religieuses de 1904 et 1905, de l'autre des procédés de gouvernement de MM. Combes et Caillaux.

Il ne formule pas de conclusion. Mais il semble bien qu'à la veille de la guerre, malgré une confiance entière — et infiniment justifiée — dans la clairvoyance, le bon sens et le courage du peuple français, il ressentait, comme beaucoup de bons esprits, le besoin urgent d'une réforme dans les mœurs politiques et dans les institutions administratives, dont la condition nécessaire était le changement du régime électoral. Dans cette excellente série historique de l'Université de Cambridge, l'ouvrage de M. Bourgeois tiendra l'une des meilleures places. Souhaitons seulement qu'il en soit publié une édition française.

La littérature historique anglaise ne comptait jusqu'ici aucune étude d'ensemble sur la question d'Orient. M. MARRIOTT, professeur à l'Université d'Oxford et représentant de cette Université à la Chambre des Communes, a voulu combler cette lacune. Son livre, comme le titre lui-même l'indique¹, est une étude d'histoire diplomatique pure; l'exposé des intérêts économiques n'y a pas de place, et peut-être faut-il le regretter pour la clarté de certains chapitres : la politique serbe après le traité de Berlin, les convoitises autour de la Macédoine ne s'expliquent pas complètement par des raisons politiques et ethnographiques. Cet inconvénient serait plus sensible si M. Marriott n'avait limité le plus souvent aux pays d'Europe, et spécialement aux États balkaniques, son étude du problème oriental. Ce livre, résultat de longues années d'études et d'enseignement, et précédé déjà par un certain nombre d'articles que l'auteur a donnés à des revues comme l'*Edinburgh Review*, la *Fortnightly Review* et le *Nineteenth Century and after*, se distingue par la clarté, la précision de l'exposé et une information étendue, qui, sans aller jusqu'à l'étude directe des documents manuscrits, semble-t-il, ne laisse de côté aucune autre source de renseignements. Les bibliographies soignées, mais judicieusement sélectives, qui terminent chaque chapitre en font foi. Le point de vue de M. Marriott est celui de l'école libérale anglaise. Même au moment où il écrivait (Pâques 1917), la domination ottomane en Orient lui paraissait destinée fatalement à disparaître, malgré le puissant secours des armes allemandes et en dépit des fautes graves et renouvelées de la diplomatie alliée, pour laquelle l'auteur n'est pas tendre, à juste titre, semble-t-il, au moins d'après ce que nous pouvons savoir actuellement.

C'est aussi par des conclusions optimistes que se termine la septième édition, parue à l'automne 1917, du livre de M. Édouard

1. J. A. R. Marriott, *The Eastern Question, an historical study in European diplomacy*. Oxford, Clarendon press, 1917, in-8°, 9 cartes; prix : 12 sh. 6 d.

DRIAULT sur la *Question d'Orient*¹. Les lecteurs de la *Revue historique* connaissent cet excellent ouvrage, dont la valeur a été consacrée par un succès durable et rarement accordé en France aux travaux historiques de cet ordre. M. Driault y a ajouté un chapitre sur la Grande Guerre et une conclusion qui ne peuvent l'un et l'autre — lui-même l'indique — être que provisoires. Il nous sera sans doute permis d'attendre de lui, chez qui M. Marriott loue avec raison l'art de résumer à grands traits des périodes étendues, l'exposé clair et concret qui nous manque encore des événements militaires et politiques survenus en Orient pendant la guerre. Les publications britanniques — à défaut des documents français qui demeurent cachés — fournissent déjà une matière abondante. Pourrons-nous aussi demander à M. Driault, pour son édition prochaine, un peu de ce confort moderne auquel les Anglais nous ont habitués : bibliographies, cartes, tableaux chronologiques, index ?

Nous ne saurions laisser passer l'occasion de parler, quoique fort tard et trop brièvement à notre gré, d'un autre ouvrage de M. DRIAULT, son important volume sur *Tilsit*², nouvelle assise d'un monument historique déjà considérable, élevé par l'auteur avec une persévérance et une régularité d'effort vraiment dignes d'admiration. Comme dans les précédents volumes, l'auteur a demandé aux documents originaux des archives le secret de la politique impériale. Les nombreuses publications russes y apportaient un complément fort utile, et M. Driault a trouvé cette fois dans les travaux de M. J. H. Rose, en particulier, ces informations d'origine anglaise auxquelles, en lisant ses précédents ouvrages, nous avions regretté parfois qu'il ne pût pas recourir davantage. La thèse est ainsi solidement construite, qui marque le passage de la conception romaine à la conception orientale du Grand Empire et ne voit dans les projets d'alliance franco-russe, pour un partage de l'Orient et une conquête en commun de la Perse et de l'Inde, qu'une « fantasmagorie colossale ». M. Driault se sépare nettement sur ce point de ceux de ses devanciers, Albert Vandal en particulier, qui avaient, sous l'influence peut-être d'événements politiques plus récents, cru reconnaître dans la politique de Tilsit les origines d'une tradition politique française. A cet égard, le présent volume, écrit du reste avant la guerre de 1914, est d'une véritable actualité et se recommande spécialement à

1. Édouard Driault, *la Question d'Orient depuis les origines jusqu'à la Grande Guerre*, 7^e édition, mise au courant des derniers événements. Paris, Félix Alcan, 1917, in-8°, 432 p.; prix : 7 fr.

2. Édouard Driault, *Napoléon et l'Europe. Tilsit. France et Russie sous le premier Empire. La Question de Pologne (1808-1809)*. Paris, Félix Alcan, 1917, in-8°, 491 p.; prix : 10 fr.

l'attention de ceux qui comprennent encore l'intérêt primordial pour la France des affaires de l'Europe orientale et la nécessité d'avoir, sur la Vistule et sur le Danube, des yeux qui voient et une main qui agisse.

Quelques études de biographie, militaires ou politiques, la plupart écrites avant 1914, ont encore paru dans ces derniers temps. M. le comte DE LORT DE SÉRIGNAN en a réuni plusieurs dans un volume un peu prolixe, mais varié et agréable, intitulé : *Grognards et héros de vingt ans*¹, où l'on remarquera une étude critique sur la valeur — très médiocre semble-t-il — des fameux cahiers du capitaine Coignet et d'intéressants détails sur les écoles militaires du premier Empire. Citons, à titre d'exemple, deux faits caractéristiques : en 1806, les sous-lieutenants de cavalerie, sortant de l'école de Fontainebleau, arrivaient au régiment sans savoir monter à cheval ; d'autre part, Napoléon ignorait encore, en 1809, l'existence de l'école de cavalerie créée à Versailles par la Convention, ou du moins il n'était pas sûr qu'elle existât : une lettre à Clarke, du 9 mars 1809, en fait foi.

M. le général DERRÉCAGAIX² nous a donné une minutieuse biographie du *Maréchal Harispe*, qui, entré dans l'armée en 1793 comme capitaine d'une compagnie de volontaires basques, était colonel du 16^e léger à Iéna, où il fut laissé pour mort, et joua un rôle assez important en Espagne comme chef d'État-major du 3^e corps, puis comme commandant d'une division, de 1810 à 1813. Écarté en 1815, réintégré en 1830, Harispe garda un commandement dans la région pyrénéenne pendant toute la monarchie de Juillet. Du minutieux travail du général Derrécagaix, il faut retenir, outre des récits d'histoire militaire particulièrement soignés et précis, un certain nombre de documents d'intérêt plus général, notamment une correspondance d'Harispe avec Thiers au temps de l'insurrection carliste et plusieurs lettres de Bugeaud, relatives à son rôle comme négociateur du traité de la Tafna, puis comme gouverneur général de l'Algérie.

Les *Souvenirs militaires* du chef d'escadron d'artillerie Levavasseur³, soigneusement édités par son arrière-petit-fils, le commandant BESLAY, ne sont guère à retenir que pour quelques passages

1. Comte de Lort de Sérignan, *Soldats de France: grognards et héros de vingt ans*. Paris, Perrin, 1917, in-8°, 330 p. (portraits); prix : 5 fr.

2. Général Derrécagaix, *le Maréchal de France comte Harispe (1768-1855)*. Paris, Chapelot, 1916, in-8°, 475 p. (portrait et carte).

3. *Un officier d'État-major sous le premier Empire. Souvenirs militaires d'Octave Levavasseur (1802-1815)*, publiés par le commandant Beslay, son arrière-petit-fils. Paris, Plon, 1914 (paru en 1919), in-18, 338 p.; prix : 3 fr. 50.

sur l'esprit des armées impériales (indiscipline des écoles d'officiers, mécontentement contre l'établissement de l'Empire et de la Légion d'honneur, influence de la franc-maçonnerie) et pour la biographie du maréchal Ney, dont Levavasseur fut l'aide de camp de 1807 à 1810 et du commencement de 1814 jusqu'à Waterloo. Ce témoignage intéresse surtout le rôle de Ney dans les préliminaires de la première abdication de Napoléon et son retour à l'Empereur en mars 1815. Le récit, écrit assez tard, ne paraît cependant pas trop « arrangé » : les passages sur Eylau et sur Waterloo sont frappants à cet égard.

Feu M. Louis ENGERAND, bibliothécaire à la Bibliothèque nationale, avait été chargé par le Comité d'Action parlementaire, dont faisait partie son frère M. Fernand Engerand, d'inventorier aux Archives nationales les documents relatifs à l'administration française de la rive gauche du Rhin pendant la Révolution et l'Empire. En s'aidant de ces recherches, poursuivies principalement dans les cartons de la série F et des travaux historiques français et belges (il ne paraît pas avoir utilisé les ouvrages allemands), M. L. Engerand a composé un petit recueil sur l'état de l'opinion publique dans les provinces rhénanes et en Belgique¹ qui mérite d'être très bien accueilli. Les documents sont bien choisis, reliés par un récit simple et clair et appréciés sans aucune préoccupation de polémique ou de propagande. L'auteur conclut, avec Sorel, que la sympathie des populations rhénanes au début des guerres de la Révolution allait au pouvoir, quel qu'il fût, qui améliorerait leur sort et les traiterait le plus favorablement. Cette opinion ne paraît pas contestable. Faut-il admettre, comme semble le faire M. L. Engerand, que l'esprit est demeuré le même aujourd'hui ? Il est permis d'en douter et peut-être dangereux de s'y confier outre mesure.

M. DE LANZAC DE LABORIE est un des premiers à avoir fait des recherches dans les papiers de Thiers, légués à la Bibliothèque nationale par M^{me} Dosne il y a quelques années et depuis peu accessibles aux travailleurs. Il en a tiré la matière de sept articles, parus dans le *Correspondant* en 1916 et 1917 et qu'il réimprime aujourd'hui en volume². Ces documents se rapportent surtout à l'année

1. Louis Engerand, *L'Opinion publique dans les provinces rhénanes et en Belgique, 1789-1815*, préface de M. Louis Marin. Paris, Bossard, 1919, in-8°, 184 p.; prix : 4 fr. 20.

2. *Correspondances du siècle dernier. Un projet de mariage du duc d'Orléans (1836). Lettres de Léopold I^{er} de Belgique à Adolphe Thiers (1836-1864)*, publiées par L. de Lanzac de Laborie. Paris, Beauchesne, 1918, in-8°, 345 p.; prix : 4 fr. 80.

1836, Thiers étant à cette époque ministre des Affaires étrangères, et consistent principalement en lettres échangées par lui, ainsi que par le duc d'Orléans et la reine Marie-Amélie, avec l'ambassadeur à Vienne, comte de Sainte-Aulaire, dont les archives privées ont fourni aussi un certain nombre de pièces. La négociation manquée du « mariage autrichien » entre la fille de l'archiduc Charles et le fils aîné de Louis-Philippe (étudiée déjà en 1914 par E. von Wertheimer dans des articles de l'*Österreichische Rundschau*, qui semble inconnus de M. de Laborie) n'a pas un très grand intérêt par elle-même. Mais les correspondances qu'elle a provoquées renseignent d'une façon précise et complète sur les vues politiques, le caractère et les manières de Thiers et de Sainte-Aulaire. M. de Lancz de Laborie nous a donné de ce dernier, dans l'introduction du volume, un portrait agréable et finement tracé. La lecture des lettres confirme l'opinion favorable qu'il formule sur ce diplomate. Les lettres du roi des Belges, Léopold I^{er}, qui forment le complément du recueil, sont d'un intérêt inégal; mais celles qui sont datées de 1840 ont une importance historique véritable; elles précisent le rôle de médiateur habile et sincère joué par Léopold dans la crise provoquée par la convention des détroits et complètent utilement, à cet égard, le recueil de Taschereau et celui des lettres de la reine Victoria. On ne peut que louer la manière avertie et diligente avec laquelle M. de Lancz de Laborie s'est acquitté de sa tâche d'éditeur.

Nous ne pouvons guère que mentionner, malgré ses dimensions et l'effort considérable qu'il représente, le travail de M. Louis MARCHAND sur *les Idées de Berryer*¹. Ce n'est pas, en effet, un ouvrage historique proprement dit. Nous n'y trouvons aucune indication narrative sur le grand orateur royaliste, ni même une explication de ses doctrines par sa propre biographie. L'auteur s'est proposé uniquement de reconstituer le système de la monarchie traditionnelle conçu par Berryer; il y parvient par une sorte de juxtaposition de textes de tout ordre, telle qu'on pourrait la faire avec des documents législatifs ou religieux pour exposer une doctrine juridique ou une théodicée. Ce travail est du reste instructif et témoigne d'une connaissance approfondie du sujet, en même temps que d'un labeur prolongé. La tendance de l'ouvrage, dont M. Ch. Maurras a écrit la préface, est, on le devine, favorable au principe de la monarchie héréditaire et même, ce que Berryer n'admettait pas, à l'emploi de la force pour procurer le retour à ce régime, considéré comme national et conforme à « l'ordre social naturel ».

M. Jacques DE LA FAYE a les mêmes convictions politiques. Il les

. 1. Louis Marchand, *les Idées de Berryer*. Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1917, in-8°, xii-615 p.; prix : 6 fr.

exprime sous une forme plus directe, oratoire et sentimentale, dans une étude biographique sur le *Général de Charette*¹, le célèbre commandant des zouaves pontificaux. Le ton même du récit, qui ressemble souvent à une hagiographie, dispense d'avertir les historiens qu'un pareil ouvrage ne peut être utilisé sans une critique attentive; mais comme M. de La Faye a eu à sa disposition de nombreux et importants papiers de famille, et notamment des « Souvenirs » écrits, à différentes époques, par Charette lui-même, son ouvrage devra être consulté et utilisé pour l'histoire du parti royaliste et pour celle des événements politiques et militaires auxquels le héros du livre fut mêlé, spécialement l'affaire de Mentana et les opérations de la première armée de la Loire en 1870.

Les *Souvenirs d'exil (1812-1871)*² que publie M. Ferdinand BAC sont ceux d'un enfant d'origine mystérieuse, élevé en Bohême et dans l'Allemagne du Sud et qui, aux approches de la vingtième année, assiste, à Tübingen et à Stuttgart, à l'explosion de patriotisme et de haine contre la France provoquée dans la « vieille Allemagne » souabe par les premières victoires prussiennes de 1870. L'auteur de ces souvenirs, écrits vers 1905, avait pour père, selon toute apparence, un fils naturel du roi Jérôme, né probablement en 1812 et marié à la fille d'un seigneur médiatisé du Saint-Empire. L'ouvrage a plus d'intérêt psychologique et de valeur littéraire que d'importance historique. On en retiendra pourtant, si difficile qu'il soit d'en préciser le lieu et l'époque, certaines scènes de la vie noble dans un château de Bohême vers le temps de Sadowa et la description, un peu exagérément romantique à vrai dire, des journées d'août 1870 en pays wurtembergeois et bavarois.

M. Ernest DAUDET a entrepris une série d'études sur les rapports de la France et de l'Allemagne après le Congrès de Berlin, dont la première est consacrée à la *Mission du comte de Saint-Vallier (décembre 1877-décembre 1881)*³. C'est un récit rapide et un peu superficiel, pour lequel l'auteur semble avoir utilisé la correspondance particulière de Saint-Vallier, en partie adressée à lui-même. Certains récits d'entrevues avec Bismarck et Guillaume I^{er}, qui traitaient avec une faveur particulière notre ambassadeur, pourront être utilement consultés, mais on ne trouvera pas dans ce livre de révé-

1. Jacques de La Faye, *le Général de Charette*. Paris, Bloud, 1918, in-8°, xvii-535 p.

2. Ferdinand Bac, *Souvenirs d'exil. La fin de la vieille Allemagne (1812-1871)*, avec un portrait de Jérôme Bonaparte. Paris, Plon, s. d., [1919], in-12, 306 p.

3. Ernest Daudet, *la France et l'Allemagne après le Congrès de Berlin. I : la Mission du comte de Saint-Vallier*. Paris, Plon, 1918, in-12, 316 p.

lations sur une époque d'ailleurs déjà assez bien connue des relations franco-allemandes, ni sur le diplomate lui-même, dont le rôle fut utile et correct, sans rien de spécialement remarquable. Les documents étant cités sans mention d'origine, ni même souvent de date, il est impossible d'en estimer au juste la valeur.

M. Joseph REINACH a réuni en trois volumes ses *Comptes-rendus, discours, propositions et rapports*¹, dont les plus anciens remontent à 1889, les derniers étant datés de 1912. Ce recueil, où il y a des pièces d'intérêt encore actuel et un charmant discours de distribution de prix, sera utile à consulter pour l'histoire parlementaire des vingt dernières années. On trouvera même, à en feuilleter certaines parties, un véritable amusement ironique. S'il n'y a guère d'assemblées nombreuses où l'on n'entende force sottises sur toutes sortes de sujets, de bons exemples en sont fournis par les interruptions ou les répliques qui accompagnent certains discours de M. Reinach à la Chambre — par exemple sur l'interdiction du *Thermidor* de Victorien Sardou ou sur la réintégration de l'auteur dans son grade d'officier de complément. Cette lecture fait penser au mot d'un vieux parlementaire : « Heureusement que le *Journal officiel* a moins de lecteurs que d'abonnés ! »

Le tome II de *l'Europe au jour le jour* de M. Auguste GAUVAIN² est aussi une réimpression réunissant des articles parus dans le *Journal des Débats* en 1909-1911. L'auteur en a supprimé un certain nombre et abrégé quelques-uns, en même temps qu'il les rangeait par ordre de matières. Une pareille reproduction est en général une épreuve redoutable pour les collaborateurs de journaux quotidiens, qui n'ont pas plus que d'autres le don de prophétie, et à qui cependant le public demande de prédire l'état du ciel diplomatique, sans leur pardonner aucune erreur. M. Gauvain peut se rendre cette justice — et il se la rend en effet — qu'il avait montré l'instabilité de la paix européenne en Orient et vu venir de loin l'orage d'Agadir. L'imprudence que nous commettions alors, en laissant le conflit se préparer sans nous mettre en état de le soutenir, est tellement évidente que M. Gauvain est tenté de l'expliquer par ce qu'il appelle « un mystère ». Certains hommes d'État français n'auraient-ils pas, intentionnellement, laissé se préparer une nouvelle crise franco-allemande, qui conduirait à « asseoir notre politique exté-

1. Joseph Reinach, *Mes comptes-rendus, discours, propositions et rapports*. Paris, Félix Alcan, 1917, 3 vol. in-18, 399, 450 et 451 p. (cf. *Rev. histor.*, t. CXXIX, p. 347).

2. Auguste Gauvain, *l'Europe au jour le jour*. T. II : *De la contre-révolution turque au coup d'Agadir (1909-1911)*. Paris, Bossard, 1917, in-8°, 498 p.; prix : 7 fr. 50 (cf. *Rev. histor.*, t. CXXXI, p. 337).

rieure sur de nouvelles bases » ? Les éléments d'une affirmation manquent encore, car toute l'histoire des années où l'Allemagne prépara sa grande entreprise de 1914 est encore bien obscure. En attendant que nous ayons sur cette période de quoi construire un exposé méthodique et critique, le recueil de M. Gauvain demeure un guide de la première utilité.

M. Gaston GAILLARD, en publiant son livre sur *l'Allemagne et le Baltikum*¹, a eu le désir, très louable, d'attirer l'attention du public français, fort ignorant à cet égard, sur les problèmes politiques et économiques qui se posent dans l'Europe du nord-est depuis la débâcle russe. L'ouvrage comprend d'abord une introduction ethnographique, tendant à prouver, d'après Reclus et Quatrefages, que la prétendue race allemande est en réalité pénétrée et dominée par la race prussienne, faite d'éléments slaves et finnois bien plus que d'éléments germaniques. De la sorte, l'étude des races et de l'histoire conduirait aussi bien à justifier un droit de conquête sur la Prusse de la part des Lithuaniens ou des Courlandais que de la part des Prussiens sur ces peuples. Le pangermanisme, dans la région balte, n'est donc fondé que sur la force, et c'est ce que M. Gaillard développe dans le reste de l'ouvrage, en retraçant l'histoire de l'occupation allemande dans chacun de ces pays durant la guerre. Ce récit est naturellement fait, faute d'autres sources, avec des correspondances de presse; mais il sera très utile provisoirement. Il est à souhaiter que M. Gaillard, après avoir recueilli de nouvelles informations, nous donne, sur le sujet important qu'il a choisi, une étude plus complète, mieux ordonnée et écrite avec moins de hâte.

Frappé, avec raison, de la complexité des nombreux problèmes soumis à la Conférence de la paix et désireux d'en donner un exposé intelligible au plus grand nombre, M. A. LUGAN les a résumés sous le titre : *les Problèmes internationaux et le Congrès de la paix*². Ce petit volume, qui comprend pour chaque pays un aperçu historique et géographique et un abrégé des solutions proposées et des arguments mis en avant, est vivement et clairement écrit. Il n'est pas uniformément objectif. Pour certains problèmes, l'auteur n'indique pas la solution qui a ses préférences, pour d'autres il est très formel. Il semble pourtant que dans ce genre d'ouvrage il faut choisir entre la critique et la doctrine. Quelques croquis seraient utiles et on pourrait, sans doute, retrancher sans inconvénient plusieurs pages de plaidoyer pour le Saint-Siège, en partie empruntées par

1. Gaston Gaillard, *l'Allemagne et le Baltikum*. Paris, Chapelot, 1919, in-8°, 279 p. (cartes); prix : 6 fr.

2. A. Lugan, *les Problèmes internationaux et le Congrès de la paix, vue d'ensemble*. Paris, Bossard, 1919, in-8°, 119 p.; prix : 3 fr. 90.

l'auteur, qui semble être homme d'église, à une lettre de l'évêque de Verdun.

La division de droit international de la dotation Carnegie pour la paix internationale, dirigée par M. James Brown Scott, publie en français deux importants volumes¹. Le premier contient le dossier complet des conventions et déclarations de La Haye de 1899 et 1907. Il sera indispensable à l'histoire des conférences d'arbitrage et des progrès du droit international. Le second volume renferme le texte du mémoire remis à La Haye en janvier 1914 par M. Scott en vue de la création d'une cour de justice internationale composée de juges professionnels, et un exposé des négociations et démarches qui ont précédé le dépôt de ce mémoire. Ces documents devront nécessairement être étudiés de près pour l'histoire des origines de la Ligue des nations, telle qu'elle a été élaborée par la Conférence de Paris. On ne peut que louer hautement le luxe et le soin avec lesquels ces publications sont établies.

La collection de vingt-sept volumes (plus un volume de tables), publiée par un groupe de professeurs des universités américaines sous le titre : *The American Nation*, s'achève par une étude de M. Frédéric-Austin Ogg, de l'Université de Wisconsin, sur la période du *Progrès national* (1907-1917)². C'est un travail remarquable par la précision des renseignements, la parfaite clarté de la composition et du style et le souci de rendre intelligible, même au lecteur étranger, le mécanisme parfois compliqué de la vie publique aux États-Unis. Une place importante est réservée à l'étude des questions économiques et financières, de la législation sur les trusts, les transports, le travail industriel, l'agriculture, ainsi qu'à la politique étrangère. Les sympathies personnelles de l'auteur semblent aller au parti démocrate et à l'homme qui le représente actuellement à la Maison-Blanche, mais la manière dont est retracée la campagne présidentielle de 1916, par exemple, montre que M. Ogg n'a rien sacrifié de sa liberté d'esprit. On ne peut que recommander la lecture et l'usage de cet excellent travail, qui est accompagné d'un index soigné et d'une bonne bibliographie critique.

Raymond GUYOT.

1. *Les Conventions et déclarations de La Haye de 1899 et 1907*, avec une introduction par James Brown Scott. — *Une cour de justice internationale*, par le même. New-York, Oxford, University press, 1918, 2 vol. in-8°, 318 et 269 p.; prix : 8 sh. 6 d. et 10 sh. 6 d.

2. *National progress*, by Frederic Austin Ogg. New-York, Harper, 1918, in-8°, 430 p. (cartes); prix : 2 dollars.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

J. K. FOTHERINGHAM. *The new star of Hipparchus and the dates of birth and accession of Mithridatès.* (Reprinted from the *Monthly Notices of the Royal astronomical Society*, t. LXXIX, 3^e fasc., p. 162-167.)

Justin (Trogue-Pompée) raconte (XXXVIII, 2) que l'année de la naissance de Mithridate Eupator (*quo genitus est anno*) et celle de son avènement furent signalées par des comètes d'un éclat et d'une grandeur extraordinaires. Les historiens modernes, y compris le signataire de ces lignes, ont enregistré ce prodige avec un certain scepticisme, que conseillaient bien des analogies. Mais M. Fotheringham appelle l'attention sur un texte chinois des Mémoires de Se-ma-tsien (t. III, p. 408, trad. Chavannes) qui semble, dans une certaine mesure, confirmer le récit de Trogue-Pompée. Ce texte mentionne, en effet, une comète remarquable — l'Étendard de Tché-yéou — qui apparut deux fois, au cours des années *yuen-kwang* (134-129 av. J.-C.) et *yuen-chéou* (122-117). Le premier de ces « lustres » contient la date à peu près certaine de la naissance de Mithridate (132), le second celle de son avènement (120).

Si M. Fotheringham s'en était tenu là, il n'y aurait qu'à enregistrer avec reconnaissance ce curieux rapprochement. Mais il a voulu aller plus loin. Deux autres textes chinois (dans le *Livre des premiers Han*) mentionnent une « étoile singulière » apparue le sixième mois de la première année du lustre *yuen-kwang* (c'est-à-dire, d'après Chavannes, juin-juillet 134) et une comète au printemps de la troisième année *yuen-chow* (120 av. J.-C.). L'« étoile singulière », d'après Biot, désigne toujours une comète sans queue. Néanmoins, M. Fotheringham l'identifie avec la première comète de Se-ma-tsien, qui, d'après cet annaliste, « remplissait la moitié du ciel » (d'après Justin, le quart seulement). On ne voit pas bien une comète sans queue remplir la moitié du ciel ! M. Fotheringham ne s'arrête pas à cette objection. Il identifie également la comète de 134 avec l'« étoile nouvelle » reconnue par Hipparque (Pline, II, 26) et avec le « soleil nocturne » aperçu à Amiternum en 134 (Obsequens, p. 159). Il en conclut que la première comète de Justin est de cette année et qu'il faut en conséquence reculer jusqu'en 134 la date de la « conception » de Mithridate et en 133 celle de sa naissance. Je ne saurais, pour ma part, le suivre sur ce terrain et préférer une combinaison astrono-

mique, aussi hypothétique, à la haute autorité de Strabon et d'Appien, dont les témoignages concordants mènent l'un et l'autre à l'année 132 pour la naissance du roi de Pont (*Mithridate Eupator*, p. 52). Même le témoignage, moins autorisé, de Memnon ne nous conduirait jamais qu'à l'an 133. Je ne puis pas non plus approuver que, pour faire cadrer au moins ce dernier texte avec son hypothèse, M. Fotheringham interprète le *genitus* du passage de Justin par « fut conçu ». Malgré l'étymologie, *genitus* chez les auteurs de l'époque impériale est synonyme de *natus* (cf. Plin., XI, 59 : « septimo mense genitus saepenumero foramina aurium... defuere »).

En résumé, la savante dissertation de M. Fotheringham lave Trogué-Pompée du soupçon d'une invention pure et simple, mais n'oblige nullement à modifier les dates traditionnelles de la naissance ou de l'avènement de Mithridate Eupator.

Th. REINACH.

Eduard FUETER. Geschichte des europäischen Staaten-Systems von 1492-1559. Munich et Berlin, R. Oldenbourg (*Handbuch der mittelalterlichen und neueren Geschichte* de G. v. Below et F. Meinecke), 1919. In-8°, xxi-343 pages, index.

Le nouvel ouvrage de l'historien zuricois est tout près d'être excellent. M. Fueter a résolu ce problème de renouveler une matière déjà connue. Il y est arrivé en choisissant bien son point de vue. Au lieu d'une étude des divers États ou d'un exposé synchronique des événements qui se passent dans les divers pays d'Europe, il s'est installé dans ce sujet : le système politique européen pendant la première moitié du XVI^e siècle. Son idée directrice a été de montrer comment les États modernes se sont substitués aux collectivités morcelées du moyen âge et comment entre ces États s'est établi le système d'équilibre.

A ce premier parti pris s'en est ajouté un second. Dans la formation du système d'équilibre, il est apparu à M. Fueter, non sans raison, qu'un groupe de faits jouait le rôle de phénomène central, à savoir la lutte pour la domination de l'Italie. Aussi a-t-il étudié tous les faits historiques du temps en fonction du problème italien. Il a même éliminé complètement ou réduit à un minimum d'importance les faits qui, intéressants par eux-mêmes ou par leurs répercussions dans d'autres directions, n'ont pas agi sur l'évolution du problème italien.

M. Fueter a donné ainsi à son livre une remarquable unité. Mais il ne faut pas se dissimuler qu'il y a dans ce second parti pris quelque chose de factice. Ni les faits d'ordre intellectuel et religieux, ni les faits d'ordre économique n'ont dans l'exposé général la place qui leur convient. La découverte des nouvelles routes de la mer a certainement exercé sur la formation des États une influence plus considérable

qu'il n'est dit ici. De même, il n'est pas indifférent, du seul point de vue de l'histoire politique, de mesurer l'action des mouvements religieux, non pas seulement sur l'évolution constitutionnelle de l'Allemagne, mais sur celle de l'Angleterre et même de la France. D'autre part, les rapports entre la France et les princes allemands, qui sont un des éléments essentiels du système politique de l'Europe, ne sauraient se concevoir, abstraction faite de l'idée religieuse. Et l'histoire du sac de Rome est inséparable de ce fait : la présence de troupes luthériennes dans l'armée impériale.

Au reste, les catégories de faits que M. Fueter écarte un peu arbitrairement de sa conception générale du sujet retrouvent leur place dans le détail. Ils y sont même parfois très soigneusement traités, en dépit des déclarations du début.

Le plan du livre comporte deux parties : la plus longue est un exposé systématique du système européen durant la période considérée ; la seconde est un résumé de l'évolution de ce système entre les deux dates choisies. Or, la première partie se subdivise en deux sections. En premier lieu, l'étude d'ensemble du problème essentiel de la politique européenne et des conditions générales qui devaient agir sur la solution : moyens militaires dont disposaient les belligérants, conditions économiques, conditions politiques intérieures, forces religieuses et intellectuelles. La seconde section passe en revue les grands États, en étudiant pour chacun d'eux sa constitution géographique et démographique, sa puissance militaire (et, quand il y a lieu, navale), son organisation politique intérieure et le plus ou moins de puissance extérieure que pouvait lui conférer cette organisation, sa politique extérieure enfin, considérée dans ses rapports avec les autres États, mais toujours en subordonnant tout à son rôle en Italie.

Cette méthode — appliquée non seulement à des entités nationales comme la France, l'Espagne, l'Angleterre et à des unités politiques comme Florence ou Venise, mais aussi à des conglomerats factices comme l'empire des Habsbourg-Bourgogne — a l'inconvénient d'entraîner des répétitions. On étudie d'abord les relations de la France, puis de l'Angleterre, avec l'Écosse, et il semble que tout soit dit. Mais plus loin vient le chapitre : Écosse, etc.

Cet inconvénient est la rançon d'un grand avantage. Il n'existait certainement nulle part des études analytiques, aussi solides en leur brièveté, des diverses forces politiques qui se sont trouvées en conflit sur le terrain italien. Les spécialistes de chaque histoire nationale auront profité à se reporter à ces chapitres, toujours suivis d'une bibliographie critique intelligemment présentée, et presque toujours au courant¹.

La seconde partie, naturellement moins neuve, est moins un récit

1. Je n'ai guère relevé, comme omission grave, que celle des travaux de Lucien Febvre sur la Franche-Comté au temps de Philippe II.

qu'une recension des faits essentiels. L'auteur a coupé cette recension en deux, par la bataille de Pavie, qui marque le premier échec de la politique italienne de François I^{er}. La seconde période est une tentative de réaction contre cet échec, mais elle se termine par l'établissement de la prépondérance habsbourgeoise en Italie et, provisoirement au moins, en Europe.

Le livre de M. Fueter, clairement et sobrement écrit, se lit sans peine et, grâce à la netteté de ses divisions et à la bonne disposition de son appareil critique, il sera d'une consultation facile. C'est un bon « manuel », dans le meilleur sens du mot. Les limitations excessives et tendancieuses que nous y avons signalées n'en altèrent pas la réelle valeur.

Henri HAUSER.

Jakob STRIEDER. Studien zur Geschichte kapitalistischer Organisationsformen (*Kartelle, Monopole und Aktiengesellschaften im Mittelalter und zu Beginn der Neuzeit*). Munich et Leipzig, Duncker et Humblot, 1914. In-8°, xxix-486 pages.

Dans un ouvrage antérieur de dix ans (*Zur Genesis des modernen Kapitalismus*, Leipzig, 1904), M. Strieder s'était déjà inscrit en faux contre la théorie de Werner Sombart qui expliquait (dans *Der moderne Kapitalismus*, Leipzig, 1902) la formation du capitalisme moderne, et tout d'abord l'accumulation des capitaux entre les mains de la bourgeoisie par la seule hausse, vers la fin du xv^e siècle, de la propriété urbaine. M. Strieder me paraît avoir très bien démontré, du moins pour l'Allemagne du Sud, que la hausse des terrains urbains est une cause seconde, un effet plutôt qu'une cause, et que la toute première cause de la formation des grandes fortunes capitalistes d'Augsbourg et de Nuremberg, c'est le commerce. « Au commencement était le commerce, *Im Anfang war der Handel* », répète-t-il en son nouveau livre. Commerce dont les bénéfices sont très vite transformés en capitaux industriels productifs, dans l'industrie textile par exemple, mais plus encore dans l'industrie des métaux, qui donne aux banques souabes et bavaoises du xv^e siècle une exceptionnelle puissance.

C'est à un aspect de ce vaste sujet que M. Strieder, à la veille de la guerre, consacrait ce nouveau volume. Il voulait prouver que, dès cette aurore du capitalisme moderne, les capitaux n'agissent pas isolément, en ordre dispersé, mais qu'ils se groupent en organisations cohérentes, en communautés d'intérêts. Toutes les formes d'associations de capitaux que nous considérons comme la marque distinctive de l'ère économique actuelle, les sociétés par actions et même les cartels sont plus que préfigurés, déjà réalisés, dans la vie du xv^e siècle.

Pour mener cette démonstration, M. Strieder a dépouillé de nombreuses archives, à Augsbourg, à Munich, à Vienne, à Weimar, à

Dresde et à Leipzig, à Wetzlar. Il a utilisé en outre des inventaires d'archives bohêmes, prussiennes, etc., même italiennes. Nous ne pouvons lui en vouloir s'il n'a point pratiqué de sondages dans nos propres archives; mais il aurait gagné à en parcourir les inventaires.

De même, sa bibliographie, très étendue, est presque exclusivement allemande. Quelques recherches sur l'Angleterre d'Elisabeth, sur l'Espagne, sur la Belgique, c'est à peu près tout. De notre histoire économique, il ne connaît guère qu'un volume de Germain Martin et ceux d'Imbart de la Tour. Les travaux si neufs de Paul Masson, qui rentreraient si bien dans son cadre, lui ont échappé, de même que les nombreux travaux parus en France sur les foires de Lyon.

Le résultat, c'est que le livre de M. Strieder, malgré tout l'intérêt qu'il présente, ne tient pas ce que promet son titre. Il devrait être intitulé : « Études sur l'histoire des formes capitalistes en Allemagne, spécialement dans l'Allemagne du Sud. » Ce n'est que très incidemment qu'il nous parle d'entreprises étrangères à l'Allemagne, comme les aluns de Tolfa, les salines de la Comté, le mercure d'Almaden. Encore ne touche-t-il ces deux dernières questions que parce qu'elles sont liées à l'histoire économique allemande.

Le cadre une fois accepté, disons tout de suite que le travail de M. Strieder est d'une réelle valeur. Nous ne saurions en louer ni le plan, qui reste confus, ni la méthode d'exposition, qui manque d'ordre, mais la matière est riche, l'utilisation des sources est poussée très loin et les historiens trouveront dans le texte, dans les notes, dans les appendices de l'ouvrage une abondante et solide nourriture.

Un point a frappé particulièrement M. Strieder, et c'est là ce qui, malgré tout, donne au volume son unité. Ce point, c'est l'opposition radicale entre la doctrine de l'Église sur le prêt à intérêt et le monopole d'une part, de l'autre le développement des formes d'organisation capitaliste qui reposent essentiellement sur le prêt à intérêt et qui ont le monopole pour condition et pour fin. Le mouvement de la Réformation n'a pas pour effet d'atténuer cette opposition, au contraire. C'est chez les préréformateurs, chez les prédicateurs populaires, en première ligne chez Geiler de Kaysersberg que nous trouvons les plus virulentes attaques contre les usuriers et les monopoleurs, et c'est pourquoi M. Strieder découvre dans ces textes la définition la plus précise du cartel, la preuve que cette forme d'organisation existait dès la fin du xv^e siècle. Luther, on le sait, n'est pas plus tendre pour les gros marchands de son temps, et l'opinion publique est avec lui, notamment l'opinion telle qu'elle s'exprime dans les recès des diètes impériales.

Nous nous trouvons donc, au début du xvi^e siècle, en présence de ce grave problème : le mouvement de la Renaissance a produit toute la série des phénomènes économiques d'où est née la vie moderne, phénomènes que nous sommes habitués à considérer comme les conditions essentielles du progrès de la civilisation; supposons un

instant que la société du *xvi^e* siècle n'ait pu réaliser ni la concentration de capitaux qui a permis l'exploitation des mines du Tirol, l'importation en grand des épices, l'essor du crédit et de la banque, c'en était fait de ce progrès même. Cependant, l'opinion du temps, à Rome comme à Wittenberg, sur les bancs des diètes comme dans la chaire des prédicateurs, est farouchement hostile à l'organisation capitaliste sous toutes ses formes.

Il est fâcheux que M. Strieder, précisément en raison de l'étroitesse du terrain où il a cherché des sources, n'ait vu qu'une part de la vérité. Le nom de Calvin n'apparaît pas chez lui, ne figure même pas à son index. Or, ce sont quelques lignes de Jean Calvin qui ont permis de résoudre l'antinomie. En vertu de sa théorie générale, qui est de restreindre le domaine de la loi religieuse au profit de la loi civile, le légiste picard a complètement changé la position de la question : d'une interdiction absolue, d'origine divine, il fait un simple conseil de modération évangélique, un précepte de charité. Le développement de la banque dans les pays de culture calviniste tient en grande partie à la position prise par Calvin dans le problème de l'usure.

Cela, M. Strieder ne l'a pas vu. Mais ce qu'il a bien vu c'est que, dans les États catholiques et luthériens, ni l'interdiction canonique ni les mesures législatives ou judiciaires n'ont sérieusement contrarié l'essor du capitalisme. Elles ont seulement, en rendant plus dangereuse la pratique du capitalisme, poussé les prêteurs d'argent à la recherche des gros profits et les monopoleurs à la consolidation de leurs monopoles.

Le fait, c'est que, même en terre catholique ou luthérienne, les institutions capitalistes se développent. M. Strieder en étudie quelques-unes après avoir montré que les industries extractives étaient particulièrement favorables à l'éclosion de ces formes d'organisation économique. On commence à savoir que l'activité minière de la Haute-Allemagne, dans les premières années du *xvi^e* siècle, a égalé, sinon dépassé, celle de l'Amérique espagnole, même pour les métaux précieux. Or, l'industrie minière et les industries métallurgiques qui en dépendent immédiatement exigeaient d'énormes concentrations de capitaux. Elles opéraient sur des richesses naturelles contenues dans des aires limitées, ce qui favorisait la constitution de monopoles de fait. Enfin, ces richesses appartenaient généralement à l'État. Or, l'État du *xvi^e* siècle, famélique de sa nature, était naturellement enclin à concéder ses richesses à ceux qui pouvaient, en escomptant l'avenir, lui procurer l'argent dont il avait un besoin immédiat.

Les cartels dont M. Strieder retrace l'histoire sont presque toujours conclus entre les prêteurs d'un même prince, quand ils ne sont pas conclus entre deux princes propriétaires d'une même richesse : ce fut le cas, par exemple, de l'entente entre le Tirol et la Bavière pour le sel¹. C'est presque toujours la protection de l'État qui abrite les mono-

1. Laquelle devint un cartel international lorsque les producteurs allemands,

poles naissants et permet aux bénéficiaires de ces monopoles de s'entendre pour supprimer toute concurrence éventuelle entre eux ou en dehors d'eux et pour dominer le marché des prix. Il y a donc contradiction entre la pratique suivie par l'État et la doctrine officiellement acceptée, non seulement par les représentants des Églises, mais par les grands organes de l'État.

Ce qui complique encore la situation, c'est que parmi les États que le besoin d'argent engage dans la voie des innovations économiques se trouve une puissance religieuse, à savoir la curie romaine. Le pape est l'héritier de la tradition canonique, mais il est aussi l'heureux possesseur des gisements d'alun de Tolfa, si opportunément découverts au lendemain du jour où la chute définitive de l'Empire grec allait rendre difficile notre ravitaillement en alun oriental. Le pape constitue donc un monopole de l'alun; il conclut même, avec le seul concurrent chrétien à considérer, le roi de Naples, un véritable cartel, pour éviter que « per concursum et habundantiam aluminis precium utriusque impediretur et vilesceret ». Mettant les foudres spirituelles au service de ses intérêts temporels, Paul II interdit, dans toute la chrétienté, la vente et le transport de l'alun turc. Enfin, pour achever de sanctifier l'opération, les bénéfices que la curie reçoit pour sa part de la société concessionnaire seront affectés au fonds de la croisade!

Où la papauté avait trouvé un prétexte pour autoriser le monopole et les organisations financières qui en découlent, les puissances laïques devaient être médiocrement embarrassées. Au Portugal, le monopole royal du poivre est exploité par des sociétés sud-allemandes établies à Anvers. Chaque fois que des sociétés se fondent pour exploiter soit le cuivre du Tirol, soit le mercure d'Idria, non seulement elles obtiennent de Charles-Quint ou de Ferdinand la concession du monopole de la vente, mais souvent une lettre royale ou un mandat impérial les exceptant de toutes mesures prises ou à prendre contre les monopoleurs¹. Les diètes ont beau dénoncer des monopoles, mettre en mouvement le fiscal d'Empire contre les Fugger, les Welser, les Höchstetter, les Herwart, nous voyons les poursuites commencées s'arrêter comme par enchantement. Entre le profit immédiat, mais temporaire, que lui procurerait la confiscation des biens des coupables et les profits réguliers et futurs qu'il espère en tirer par l'emprunt, le roi ou l'empereur n'hésite pas.

Il peut d'ailleurs se couvrir du prétexte de l'intérêt public. C'est ainsi qu'au début du XVII^e siècle, Molina présentera une justification du monopole portugais des épices, justification fondée sur la découverte et la conquête des terres neuves. Il légitime de même le prêt à

désespérant de triompher sur le terrain suisse et alsacien de la concurrence comtoise, s'entendirent avec les fermiers généraux des salins de la Comté.

1. Un mandat de Tolède, du 13 mai 1525, pose même en principe que les contrats conclus entre quelques gros marchands pour s'emparer du commerce des métaux ne sauraient être considérés comme des monopoles.

intérêt. Mais déjà cette démonstration avait été faite, dans des consultations juridiques, par le conseiller des gros marchands de l'Allemagne du Sud, Conrad Peutinger. Dès 1530, il déclarait parfaitement licite le fait, pour des négociants ou des sociétés, de recevoir de l'argent en dépôt contre un intérêt annuel, ce qui permettait aux prêteurs de ne pas courir les chances et les risques du commerce — *damni vel lucri* — et de retirer leurs capitaux quand ils en auraient besoin, par exemple pour doter leurs enfants. « D'honnêtes gens de la noblesse », écrivait-il, « bourgeois, orphelins et autres, qui n'exercent et ne savent aucun métier, qui ne sont pas en service et qui ne pourraient [il s'agit des orphelins] être élevés et nourris *sine jactura capitalis vel censibus vel redditibus* », trouvent dans ce système le moyen de vivre, attendu qu'ils ne peuvent acheter de biens-fonds, ceux-ci devenant trop chers à cause de leur rareté et de la demande croissante. Donc, conclut Peutinger, l'interdiction du prêt à intérêt est contraire au bien public, et peu s'en faut que le jurisconsulte augsbourgeois ne verse un pleur d'attendrissement sur ces sociétés qui fournissent des rentes aux orphelins!

C'est précisément ce que faisait Ambroise Höchstetter, à qui, d'après le chroniqueur Clemens Sender, princes, comtes, nobles, bourgeois, paysans, serviteurs et servantes apportaient leurs économies contre un intérêt de 5 %. Si M. Strieder avait mieux connu nos textes français, il aurait constaté les mêmes faits, traduits par des expressions toutes semblables, dans le *grand parti* de Lyon sous Henri II. La banque de dépôts des Höchstetter sombra d'ailleurs dans leur fameuse banqueroute de 1528. On sait que cette banqueroute eut pour cause l'échec d'une gigantesque tentative pour réaliser le monopole mondial du mercure. Maîtres d'Idria, soutenus par l'archiduc Ferdinand, les Höchstetter se brisèrent contre un monopole rival : celui des mines espagnoles d'Almaden, qui étaient aux mains des Fugger, bientôt associés aux Welser. Bataille de Titans entre deux groupes bancaires de l'Allemagne du Sud et dont l'ampleur nous permet de mesurer à quel point en était déjà arrivée l'organisation capitaliste. Déjà l'on pouvait reprocher aux cartels de faire du dumping!

Nous ne suivrons pas M. Strieder dans l'étude détaillée qu'il fait de ces diverses organisations, monopole de l'étain bohème et saxon, sociétés par actions des marchands de fer syriens, des marchands de drap d'Iglau, cartels de l'industrie bohème du verre, etc. Nous en avons assez dit pour montrer tout l'intérêt de son livre et aussi toute la valeur objective. C'est à peine si, traduisant en langage moderne des faits et des institutions d'autrefois, M. Strieder leur a parfois prêté une allure un peu trop jeune, un peu trop semblable à celle des faits et institutions de l'heure actuelle. Il faut évidemment faire la part de cette légère déformation du passé; l'essentiel de la thèse subsiste. Elle est d'ailleurs appuyée sur d'abondantes pièces justificatives (p. 365-475). L'ouvrage de M. Strieder est donc une très précieuse contribution à l'histoire du précapitalisme.

Henri HAUSER.

Colonel GODCHOT. *La Fontaine et saint Augustin*. Paris, Albin Michel, 1919. In-16, 334 pages.

Le colonel Godchot est un admirateur fervent, mieux que cela, un ami posthume de La Fontaine. Rien de ce qui intéresse notre grand fabuliste ne lui est étranger. Ayant fait à son sujet quelques trouvailles et maintes réflexions, il nous expose les unes et les autres en une longue causerie où les digressions abondent, mais sans faire oublier le thème initial.

Celui-ci a été fourni par une découverte toute récente. Dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* d'octobre-décembre 1917, M. Paul de Lapparent a présenté 139 vers relevés par lui dans le premier volume d'une traduction française de la *Cité de Dieu* parue en 1665; l'auteur, Louis de Giry, fait remarquer dans sa préface que les citations augustinienes des poètes latins ont été mises en français par La Fontaine. A la suite de cette lecture, le colonel Godchot a parcouru le deuxième volume du même ouvrage publié en 1667 par François de Giry, après la mort de son père, mais approuvé déjà en 1665 par les censeurs officiels, et il y a trouvé 23 autres vers français, qui, vu la date de l'approbation, doivent être du même traducteur. Puis, étendant ses recherches, il s'est enquis des autres rapports que le fabuliste a pu avoir avec l'évêque d'Hippone, et il en signale plusieurs qui méritaient d'être notés.

Vers l'époque où La Fontaine traduisait les citations poétiques de saint Augustin, il composait une *Ballade sur Escobar* et des *Stances sur la doctrine des Jésuites*, où il raillait également les partisans et les adversaires de l'*Augustinus*. Un peu plus tard pourtant, il était en bons termes avec Port-Royal. En 1668, pour obéir au grand Arnauld, il mettait son nom en tête d'un *Recueil de poésies chrétiennes et diverses*, pour lequel il versifiait une *Épître dédicatoire* au prince de Conti et auquel il donnait aussi une paraphrase rimée du psaume XVII, avec diverses autres poésies. Cinq ans plus tard, pour faire suite au troisième recueil de ses *Contes*, il publiait, à la demande du même Arnauld, un poème de la *Captivité de saint Malc*, qui racontait comment un solitaire égyptien, emmené par des Sarrasins, garda, malgré eux, sa chasteté avec la compagne qui lui était donnée. Au cours de ce récit, emprunté à saint Jérôme, La Fontaine s'inspire directement de saint Augustin, et c'est sans doute de lui qu'il tient son amour de Platon, qui s'affirme en maintes pages de son œuvre, notamment dans les *Ouvrages de prose et de poésie des sieurs de Maucroix* et de *La Fontaine*, publiés en 1685.

Il n'a cependant pas pour l'évêque d'Hippone le culte fanatique des gens de Port-Royal. Un jour, chez Boileau-Despréaux, comme on parlait du docteur de la Grâce, il demanda tout d'un coup, comme sortant d'un profond sommeil, si saint Augustin avait plus d'esprit que... Rabelais, ce qui fournit au colonel Godchot l'occasion d'un

parallèle très ample et assez inattendu tournant à l'avantage de Rabelais. Il s'inspire encore de lui dans plusieurs de ses dernières œuvres, mais son imitation n'est point un esclavage. Hélas ! ses derniers jours furent attristés par les sombres doctrines de l'évêque d'Hippone. En 1693, son confesseur, l'oratorien Pouget, lui démontra, d'après les « principes de saint Augustin », que les gens qui mouraient en état de péché devaient endurer des peines éternelles, et il fut depuis lors hanté par cette perspective terrifiante, comme le prouvent les lettres qu'il écrivit encore peu avant sa mort à son ami Maucroix.

Tout cela est conté plutôt qu'analysé et demanderait sans doute à être complété. Tel qu'il est, le travail du colonel Godchot n'en est pas moins intéressant et utile. Il serait à souhaiter que des monographies du même genre fussent consacrées aux autres grands auteurs du XVII^e siècle, car saint Augustin a exercé sur tous la plus grande influence et peut aider beaucoup à les comprendre.

Prosper ALFARIC.

Louis DIMIER. **Buffon**. Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1919. In-16, 308 pages.

Cherchant à démêler « les origines de l'intelligence contemporaine », M. L. Dimier oppose au parti encyclopédique, qui prétendit régenter la science et l'esprit français, la personne et l'œuvre du comte de Buffon, un vrai philosophe, celui-là ; « plus philosophe », écrivait déjà M. Lanson, « qu'eux tous ceux qui, en ce temps-là, arborent ce nom ». Dans cette tâche délicate et neuve, M. Dimier apporte de grandes qualités d'exposition et de critique. Il s'attache à dégager les causes ennemies de la gloire de Buffon et fait bonne justice du célèbre récit d'Hérault de Séchelles, que tant de témoignages viennent controuver. Propriétaire et grand seigneur, passionné pour la chasse, observateur perspicace dont la manière fait parfois pressentir celle de Fabre, Buffon prolonge dans le XVIII^e siècle le type classique de l'« honnête homme ». Sa nomination comme intendant du Jardin des Plantes est l'événement capital de sa vie, mais c'est aussi « l'un des événements les plus importants de l'histoire des lettres françaises », s'il est vrai que toute l'*Histoire naturelle* est sortie de là. Replaçant ce grand monument de la science française à la date où il fut composé, M. Dimier nous en expose la fortune ; il nous dit les approbations décernées, les résistances rencontrées. Dans tous ces détails, nous sentons en M. Dimier un guide averti et sûr.

Mais faut-il le suivre encore quand il prend violemment parti contre l'*Encyclopédie* en faveur de Buffon ? Sans doute, il y a des erreurs dans l'*Encyclopédie*. Raynal avait dit : « inutilité et verbiage » ; Buffon écrit : « rabâchage » et « sottises ». Mais il ne faut peut-être pas relever avec tant d'insistance l'absence de certains noms dans la

liste des rédacteurs : si Montesquieu n'y figure pas, il serait injuste d'oublier le bel éloge placé par d'Alembert en tête du tome V. Surtout, il convient de comprendre la haute portée philosophique de cette querelle. Elle ne dressa pas seulement contre Buffon des polémistes et des publicistes sans compétence technique, gens « qui veulent raisonner de tout sans avoir rien vu », mais encore des hommes de science exacte et probe : Réaumur, Daubenton, etc. Or, ceux-là reprochèrent à Buffon d'être infidèle à la méthode de patiente observation qu'il avait d'abord préconisée, de se fier un peu trop à son « génie » et, pour prouver qu'il savait penser, d'édifier trop vite des systèmes. Ils combattaient ainsi pour la science et pour la raison, au même titre que Buffon lui-même, et c'est de leur polémique que sont nées les ententes nécessaires. Entre l'esprit d'observation et l'esprit de systématisation, les méthodes oscillèrent et, dans cette oscillation même, la science se constitua. Tel est le sens profond de cette querelle et son rôle décisif dans l'histoire des idées.

Cet aspect avait été entrevu par M. Daniel Mornet dans un excellent chapitre de son ouvrage sur *les Sciences de la nature en France au XVIII^e siècle*. M. Dimier ne semble pas l'avoir consulté ; mais il n'a pas eu tort de considérer en Buffon un des représentants les plus éminents de la science française, un écrivain de la lignée des maîtres « à côté de Descartes et de Bossuet ».

Louis VILLAT.

Victor DELBOS, membre de l'Institut, professeur à la Sorbonne.

La Philosophie française. Préface de Maurice BLONDEL. Paris, Plon-Nourrit, 1919. 1 vol. in-18 jésus, iv-365 pages.

Cet ouvrage est la rédaction, faite pour la plus grande partie par Delbos lui-même, du cours que ce maître éminent professa la dernière année de sa vie, en 1915-1916. Le sujet lui en avait été suggéré par les préoccupations, par les émotions de la guerre, auxquelles il avait été profondément sensible. Il s'était mis à l'étudier avec une joie patriotique, que je me rappelle encore, et il en parlait, au cours de l'année, avec une sorte de passion. — Mais si ce livre est né des événements et du contre-coup qu'ils ont eu dans une âme ardente, si par là il reste un peu un ouvrage de circonstance, la substance n'en est pas moins puisée dans une solide érudition, lentement accumulée depuis vingt-cinq ans d'études, et dont tous ceux qui l'ont connu appréciaient l'étendue et la probité. Les écrivains sur lesquels il s'arrête surtout dans ce livre sont Descartes, Pascal, Malebranche — un de ceux dont il a le plus profondément pénétré l'esprit et dont il parle avec une certaine prédilection — Condillac, qu'il réhabilite, avec un visible souci de rester dans la mesure, contre l'injuste

dépréciation qu'il a subie, au XIX^e siècle, sous l'influence de l'école éclectique. Mais c'est surtout lorsqu'il arrive à Maine de Biran qu'on croit l'entendre s'écrier à son tour : « Enfin, Malherbe vint!... » Il avoue que le biranisme est incomplet. Mais il lui reconnaît une richesse, une fécondité, une force originale, allons jusqu'à dire une vérité, qui mettent ses thèses fondamentales au nombre de ces acquisitions perpétuelles que doivent retenir toutes les philosophies ultérieures. Je ne mentionne ici que les études les plus poussées; mais on ne lira pas sans profit, si parfois on est tenté de les discuter à quelques égards, les chapitres consacrés à Fontenelle, Bayle, Voltaire, Rousseau, Diderot, Buffon, Lamarck, de Bonald et les traditionalistes, Saint-Simon et Auguste Comte. La dernière leçon du cours dessinait à grands traits — comme on peut le faire en une heure — la philosophie de l'école cousinienne et les doctrines plus récentes. On n'en a conservé que quelques notes, résumées en appendice par M. Blondel.

Ce qui, pour Delbos, ressort de cette étude d'ensemble, et ce qu'il a fortement exprimé dans sa leçon d'ouverture, c'est non seulement la haute valeur, mais surtout le parfait équilibre de la philosophie française et la pauvreté de certaines critiques traditionnelles auxquelles nous souscrivions trop paresseusement, tandis que d'autres les entretenaient à leur profit. La clarté de la pensée et de l'expression, cette condition essentielle de toute honnêteté philosophique, nous l'avons poussée plus loin que toute autre nation. On a tenté de la déprécier en l'honneur d'une obscurité qu'on veut faire passer pour de la profondeur, et qui le plus souvent n'est que manque de sens social, ou confusion d'esprit. En fait, l'amour de la raison, des idées précises, des analyses communicables n'a jamais exclu chez nous le goût très vif du concret, le respect de la réalité dans ce qu'elle a d'actuel et de divers. Le sens de la mesure, qui caractérise l'esprit français, est le meilleur préventif contre les excès de l'intellectualisme. Jamais nos philosophes ne sont loin de la vie. On ne voit pas, chez eux, des systèmes naître pour résoudre de pseudo-problèmes scolastiques, engendrés eux-mêmes par d'autres systèmes : leur réflexion se retrempe sans cesse dans un contact étroit avec la science positive d'une part, avec l'observation morale et psychologique de l'autre; elle garde toujours un souci réaliste de l'action. « Elle n'a jamais cru qu'elle existât uniquement pour accroître la science contemplative; elle a estimé qu'elle avait encore à promouvoir le perfectionnement des volontés. » Par tous ces caractères, elle porte sans doute la marque de l'esprit français; « mais elle n'en a usé que pour accomplir son œuvre dans un sens universel et sans préjugé national ».

A. LALANDE.

Jean DYBOWSKI. *Notre force future*. Paris, Payot, 1918. In-16, 271 p. Prix : 4 fr. 50.

M. Dybowski n'est pas un colonial en chambre. Quand il nous

entretiennent de l'avenir de nos possessions africaines, il parle de contrées qu'il a vues et explorées. Il ne se contente pas non plus de dérouler sous nos yeux de longs raisonnements; il invoque les faits, car, comme il le dit justement, « les preuves qu'apportent les faits dominent de toute la hauteur des réalités les conceptions spéculatives ». Double raison d'écouter et de méditer ses paroles.

Quelle est, dans l'opinion de M. Dybowski, l'utilité de la possession de colonies? C'est de fournir à l'industrie de la métropole les matières premières qu'elle-même ne produit pas : la production coloniale doit donc être complémentaire de sa propre production. Il est donc encore évident que cette production ne doit pas être entravée dans son essor par un protectionnisme excessif et mesquin.

Les colonies ont été classées en deux catégories principales : les colonies de peuplement, dont le climat permet l'établissement et la propagation des populations européennes, et les colonies d'exploitation, qui ne toléreraient pas ce peuplement et dont il faut se contenter d'exploiter les ressources. Cette colonisation commerciale est celle qui a été suivie par les Portugais, recueillant les produits du pays tels que la nature les fournit et les embarquant vers l'Europe. Mais ce système a le grave défaut d'aboutir fatalement à l'épuisement d'immenses régions; combien plus sage a été la politique coloniale adoptée par la Hollande qui, à peine installée aux Indes, comprit tout le rôle qu'étaient appelées à jouer l'étude et l'introduction de procédés perfectionnés de culture; il importe donc, si l'on veut qu'elle soit durable, de donner pour base à la prospérité d'une colonie la méthode qu'elle a en effet inaugurée dans ses possessions des îles de la Sonde. Telle est également l'idée maîtresse de l'auteur, celle sur laquelle il ne cesse de revenir. Fidèle à sa méthode de démonstration par les faits, il rappelle ce qui s'est passé pour le café, pour le quinquina et pour le caoutchouc. Arrêtons-nous un instant à ce dernier exemple, qui est aussi le plus récent, puisqu'il date de la seconde moitié du siècle dernier. On commença par le récolter tel que la nature le produit spontanément, d'abord aux Indes, puis dans le bassin de l'Amazonie, enfin dans l'Afrique équatoriale, se berçant de l'illusion que ces réserves, que l'on considérait comme providentielles, seraient inépuisables; une exploitation intense ne tarde pas à les tarir. La méthode purement commerciale ayant fait faillite, il fallut se résigner à adopter la méthode de production culturale, et aujourd'hui le caoutchouc de culture plus pur, d'un emploi plus facile et d'un prix de revient plus bas, se présente sur le marché en quantité qui dépasse déjà la quantité totale utilisée il y a dix ans dans le vaste univers. On ne parvient pas à récolter indéfiniment les richesses en ne remplaçant pas celles qui ont été consommées.

La France est aujourd'hui la deuxième puissance coloniale du monde et les efforts persévérants de ses fils lui ont taillé un splendide empire au sein du continent africain. M. Dybowski fonde sur lui les plus légitimes espérances; notamment sur le bassin du Niger, où

nos armes ont fait régner la *pax gallica* : il n'hésite pas à appeler ce fleuve le Nil français. Au lieu d'être livrées aux incursions sanglantes et dévastatrices des Samori et des Rabah, les peuplades qui l'habitent travaillent dans une tranquillité que rien ne trouble et manifestent souvent d'inattendues dispositions aux procédés d'une culture avancée : les cultures combinées sont de règle dans la région du Tchad.

Dans certains centres de l'Afrique naguère mystérieuse, on a fondé des jardins d'essai ; en France même, on a institué d'abord des cours de culture coloniale et plus tard des établissements d'enseignement administratif et technique. Mais il faudra maintenant élargir la mentalité des familles françaises ; il faudra qu'elles cessent de considérer le monde colonial comme un monde à part, dernier asile de refuge spécial pour les écervelés, les ratés et ceux de leurs membres qui n'ont jamais rien voulu ou su faire de bon.

E. CASTELOT.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

— La librairie Perthes (Gotha) entreprend une nouvelle histoire universelle des peuples civilisés : *Weltgeschichte in gemeinverständlicher Darstellung*. Elle est divisée en trois sections consacrées à l'histoire : 1° du bassin de la Méditerranée : Europe et Asie occidentale; 2° de l'Asie orientale; 3° de l'Amérique. De la première section, qui comprendra huit volumes, ont déjà paru les tomes I : *Einleitung und Geschichte des alten Orients*, par E. HANSLIK, E. KOHN et E.-G. KLAÜBER (5 m.); II : *Griechische Geschichte*, par E. CICCOTTI (10 m.), et III : *Römische Geschichte*, par L.-M. HARTMAN et J. KROMAYER (15 m.). Viendront ensuite les tomes IV : le Moyen âge jusqu'à la fin des Croisades, par K. KASER; V : la Fin du moyen âge, par le même; VII : la Révolution française et Napoléon, par G. BOURGIN; VIII : le XIX^e siècle, par L.-M. HARTMANN. Ce dernier est en outre chargé de la direction générale. Chaque volume forme un tout et pourra être vendu séparément. D'après le modèle que nous avons sous les yeux (t. II), il n'y a aucune référence au bas des pages, aucune bibliographie.

— *Annuaire général de la France et de l'étranger pour l'année 1919* (Paris, 101, rue du Bac, in-8°, xxxix-1222 p.). — Cet Annuaire a été publié sur l'initiative du « Comité du livre », qui est une association nationale organisée sous le haut patronage du gouvernement de la République. Il comprend une introduction géographique sur la France, par M. Jean BRUNHES, et trois parties : 1° la France politique et sociale; 2° la France économique et coloniale; 3° les puissances étrangères, plus un index et des tables. Dans un supplément sont présentées les pertes de la guerre et les destructions subies par la France (« si la Belgique et l'Italie du Nord ont subi quelques destructions analogues, la France, qui a souffert plus qu'aucun des Alliés dans sa chair et dans son sol, reste aussi la plus cruellement atteinte de tous dans son patrimoine d'art et d'histoire »); les compensations que nous apporte la désannexion de l'Alsace et de la Lorraine; l'organisation de la Conférence de la Paix à Paris. L'ouvrage a été commencé en 1917, continué sans défaillance sous les obus allemands et terminé le 28 juin 1919, date de la signature du traité de paix avec l'Allemagne. M. Jacques DE DAMPIERRE, directeur responsable de la publication, s'est acquitté de sa tâche avec une intelligence et un dévouement qu'on ne saurait trop louer.

Ch. B.

— A. BOSSERT. *Études historiques et figures alsaciennes* (Paris, Hachette, 1919, vi-255 p.; prix : 3 fr. 50; maj. 30 %). — Ce sont onze études écrites avant ou pendant la guerre. Leurs titres suffisent à les caractériser : *Avant et après Iéna*, d'après le *Journal du mois d'octobre* de Frédéric de Gentz, qui arriva au quartier général prussien le 2 octobre 1806 et ne quitta Weimar que le 12 pour mettre cinq jours à gagner Dresde, où il apprend la vérité sur la bataille. — *Kant et la paix perpétuelle*, d'après sa fameuse « esquisse philosophique » *Zum ewigen Frieden*. — *La politique française de Goethe*, de 1775 à 1830. — *Goethe continuateur d'Homère*, ses jugements sur Homère et sur la poésie épique, son *Achilléide*. — *Goethe à l'école de Voltaire*, d'après les *Conversations* d'Eckermann, son ébauche de *Mahomet*, sa traduction de *Mahomet* et de *Tancrède*. — *Madame Lucifer*, « une Allemande au temps du romantisme », fille du professeur Michaëlis de Göttingue, épouse successive du médecin Boehmer, de Guillaume Schlegel et de Schelling, appelée Madame Lucifer par Schiller, morte en 1809 à l'âge de quarante-six ans, « unique par la réunion des qualités les plus diverses ». — *Henri de Treitschke et la décadence du sens historique en Allemagne*. Le volume se termine par les *Figures alsaciennes* d'Erckmann-Chatrian, de sainte Odile, d'Herrade de Landsberg et du papa Oberlin. Tout cela est de très bon travail de vulgarisation. Th. SCH.

LA GUERRE.

— Marcel LAURENT. *L'organisation de la victoire. Nos gouvernements de guerre* : Viviani, Briand, Ribot, Painlevé, Clemenceau (Paris, Félix Alcan, 1920, in-12, 246 p.; prix : 3 fr. 50; « Bibliothèque d'histoire contemporaine »). — On a déjà pu lire dans nos analyses de la *Grande Revue* le résumé du présent volume; les articles se retrouvent, légèrement abrégés, dans le livre. L'impression qui s'en dégage est que l'auteur doit avoir reçu des ministres dont il a exposé la politique des informations détaillées; c'est en quelque sorte un témoin officieux qui dépose devant l'Histoire. Si par exemple on compare ce qu'il dit du ministère Painlevé au sujet de la tragique aventure du Chemin des Dames et des mutineries militaires de 1917 avec les procès-verbaux des séances de la Chambre en comité secret qui ont été publiés récemment, on verra que les déclarations faites devant les députés par le ministre changent peu de chose au récit présenté par M. Laurent. On ne sera donc pas surpris du ton d'apologie, d'ailleurs raisonné et discret, qui domine dans tout le volume. Assez malmenés d'ordinaire par une opposition qui n'est pas toujours fort éclairée ni absolument désintéressée, n'est-il pas bon que les ministres trouvent des avocats éclairés pour défendre leur cause? M. Laurent est un avocat chaleureux, instruit, émouvant, dont le plaidoyer se lit avec un intérêt soutenu jusqu'au bout. Ch. B.

— VICTOR GIRAUD. *Histoire de la Grande Guerre*. 3^e partie (Paris, Hachette, 1919, p. 321-451; prix : 4 fr.). — Cette troisième partie contient l'épopée de Verdun et la brillante, mais stérile, offensive des Alliés sur la Somme en 1916. La note héroïque y domine et l'on rendra cette justice à M. Giraud qu'il a su se maintenir à la hauteur du sujet.

Ch. B.

— H. VAST. *Petite histoire de la Grande Guerre* (Paris, Delagrave, 1919, in-32, XIII-271 p., atlas de 19 cartes militaires et politiques; prix : 5 fr., plus 20 % de majoration temporaire). — On retrouvera dans ce petit volume les qualités d'élégante précision et d'ouverture d'esprit qui caractérisent les manuels d'histoire publiés déjà par M. Vast. Origines diplomatiques de la guerre, opérations militaires et navales, victoire définitive des Alliés, Congrès de la Paix, ces grandes divisions du sujet sont présentées en un raccourci vivant et instructif. Les conclusions sont plutôt optimistes; mais l'auteur insiste justement sur le double devoir qui s'impose surtout aux Français, dont les sacrifices ont été de beaucoup les plus lourds pendant toute la durée de cette guerre : se souvenir et se méfier.

Ch. B.

— GÉNÉRAL PERCIN. *Lille* (Paris, Bernard Grasset, 1919, in-12, 328 p.; prix : 3 fr. 50, plus majoration temporaire 30 %). — Tout le monde sait que le général Percin fut accusé d'avoir laissé tomber Lille aux mains des Allemands en août 1914; des sanctions officielles furent même prises contre lui et, pendant plusieurs mois, il lui fut impossible d'obtenir l'enquête administrative qu'il réclamait. Enfin, le 4 février 1915, le ministre de la Guerre lui donnait satisfaction en déclarant qu'il n'était « en rien responsable de l'évacuation de Lille au mois d'août 1914 »; plus tard même, il fut reconnu publiquement que son rôle à Lille n'était pas seulement irréprochable, mais qu'il était digne d'éloges, et il en fut récompensé par une promotion dans l'ordre de la Légion d'honneur. Le général avait été en somme victime du désarroi où l'invasion de la Belgique par les Allemands jeta le haut commandement français. Comme l'État-major de l'armée s'était toujours refusé à croire qu'une pareille manœuvre serait sérieusement envisagée par l'ennemi, il avait démantelé notre frontière du Nord pour reporter tout l'effort vers l'Est et le Nord-Est. Lille fut donc d'abord déclarée ville ouverte; puis, sur les instances du général Percin, on décida de la défendre; enfin, dans la nuit du 24 au 25 août, on ordonna de la faire évacuer par nos troupes. Le plaidoyer écrit par le général pour justifier sa conduite le met définitivement hors de cause; il eût gagné seulement à être présenté en un meilleur ordre et avec moins de fatigantes répétitions.

Ch. B.

— JOSÉ ROUSSEL-LÉPINE. *La première victoire de la Marne. Les champs de l'Ourcq* (Paris, Plon-Nourrit, s. d., in-16, 267 p., avec une gravure et 14 croquis; prix : 5 fr.). — Livre étrange, avec deux

parties très distinctes. La bataille elle-même est admirablement décrite de la page 51 à 187; mais elle est encadrée dans une introduction et une conclusion de nature très différente. Ces dernières, surtout la dernière, sont oratoires, débordantes de lyrisme et sembleraient n'être là que pour parfaire le volume, si elles n'étaient écrites avec tant d'entrain juvénile, de ferme conviction, de fine sensibilité. L'historien ne trouvera guère à y puiser. Tout au plus, l'introduction, intitulée un peu précieusement « Atmosphère », lui fournira-t-elle quelque coloris pour la peinture du terrain où se livra la bataille. Celle-ci se déroule sous nos yeux fascinés avec une intensité de vie et un sérieux tragique que l'on trouve rarement dans les innombrables récits sur la guerre. Même la dernière partie, qui est en réalité un hors-d'œuvre, comprend des passages d'une belle psychologie, par exemple celui qui est intitulé « Inconscience » (p. 254).

Il y a peu de critiques de détail à faire. P. 39, les mots : je suis évangéliste, mis dans la bouche d'un officier allemand agonisant, sont évidemment un lapsus provoqué par le fait que protestant se traduit souvent en allemand par *evangelisch*. Autre lapsus p. 61 : les cavaliers, sur le large bonnet desquels « une tête de mort grimaçait entre deux tibias », sont naturellement des hussards de la mort et non des uhlans. P. 73, nous trouvons quelque chose de plus grave : quand on ne sait pas l'allemand, il faut s'abstenir de traduire. *Zu trauen* ne signifie pas à brûler, mais à avoir confiance. Ce n'est pas la carte V, mais la carte X qu'il faut consulter pour la bataille d'Acy-en-Multien (p. 138). D'autre part, cette carte appelle Grivette le ruisseau qui passe à Betz, alors que la p. 139 l'appelle Grivelle. Enfin, p. 174, si l'on comprend que des soldats demandent *qui est-ce qui arrive*, cette expression populaire s'explique moins dans la bouche d'un officier. Ces petites ombres disparaissent dans l'ensemble de ce beau volume, œuvre d'un jeune talent plein de promesses et dont ce ne sont pas les prémices, car *Une ambulance de gare et la Terre sacrée* (Album de guerre) l'ont précédé. Le volume est sans date; il faut savoir qu'il a été écrit de mai 1916 à mai 1917 et déposé en 1919 au ministère de l'Intérieur. Une jolie poésie accompagne la gravure qui introduit le volume et qui représente la route de Bouillancy à Rozoy telle qu'elle était le 1^{er} mai 1917. On sait que ces deux villages, qui ont joué un si grand rôle dans la bataille de l'Ourcq, sont à l'entrée de la vallée de la Gergogne et qu'Acy-en-Multien fut un des principaux enjeux de la lutte du 7 septembre, où s'illustra la 145^e division (général de Villaret, 35^e, 42^e, 44^e et 60^e) qui était déjà entrée deux fois à Mulhouse.

Th. SCH.

— Pierre-Alexis MUENIER. *L'angpisse de Verdun*. Notes d'un conducteur d'auto sanitaire. Préface de Victor GIRAUD (Paris, Hachette, 1918, xiv-229 p.; prix : 5 fr.; « Mémoires et récits de guerre »). — La préface nous apprend que le volume est dû au fils du peintre, auteur, entre autres paysages, de la *Leçon de clavecin* et du portrait du Maré-

chal Foch. Le 22 février 1916, après quelques semaines de repos avec tout le VII^e corps, la section sanitaire 61, à laquelle Muenier appartient comme conducteur supplémentaire, est subitement alertée à Bar-le-Duc à la suite de la 37^e division, pour se mettre à la disposition du XXX^e corps, qui est encore seul à arrêter la furieuse offensive allemande. Ce sont les horribles quatre journées suivantes que ressuscite devant nous ce récit empreint d'une intensité de vie extraordinaire. Comme le dit excellemment M. Giraud, « c'est la gigantesque bataille vue et racontée par un témoin qui sent, qui peint et qui pense » et qui, ajouterons-nous, garde sa présence d'esprit et son talent d'observation au milieu des plus effroyables dangers. Car « ceux qui s'imaginent que les automobilistes ne courent que peu de risques n'auront qu'à feuilleter ce volume pour être démentés ». Par-ci par-là, un peu trop de littérature, quelques phrases trop soignées et quelques redites ou longueurs sont les seules petites ombres que l'on puisse relever dans ce tableau atrocement merveilleux. Peu de livres montrent d'une façon aussi empoignante ce que nos soldats ont souffert et ce qu'il en a coûté de sacrifices pour arrêter l'invasion et conserver la rive droite de la Meuse. Mais, tout de même, le recul sur la rive gauche n'aurait pas été « un nouveau Charleroi » (p. 181); la situation était bien différente. — Le régiment du XX^e corps, dont l'arrivée à la caserne Marceau le soir du 25 est si admirablement décrite au huitième chapitre, fut le 146^e et non le 156^e.

Th. SCH.

— Gaston JOLLIVET. *La délivrance, 1^{er} janvier-11 novembre 1918* (Paris, Hachette, 1919, in-16, 232 p.; prix : 3 fr. 50; maj. 30 %). — C'est la suite des *Dix-huit mois de guerre*; elle est divisée en deux parties : *Faits de guerre et les Facteurs de la victoire*, à savoir : nos morts, nos poilus, les officiers, les organisateurs (Clemenceau et Foch), les grands chefs, les moyens, complétés par quatre chapitres sur l'arrière, le livre d'or, nos alliés, la journée de l'armistice à Paris. Le récit des faits de guerre est clair et précis, partout exact, cela va sans dire, y compris les chapitres fixant l'état de l'opinion en Allemagne avant, pendant et après les grandes offensives. Pour le reste, il était difficile de donner du nouveau, mais c'est une excellente œuvre de vulgarisation, suffisamment impartiale et objective pour n'être pas encore démodée ou vieillie.

Th. SCH.

— Robert PINOT. *Le Comité des Forges de France au service de la nation, août 1914-novembre 1918* (Paris, Armand Colin, 1919, x-347 p.; prix : 3 fr. 50; maj. 30 %). — C'est le secrétaire général du Comité qui défend ce dernier contre les attaques dont il a été l'objet, surtout à propos de l'enquête sur le bassin de Briey. Le Comité a été entendu par la Commission d'enquête, mais il lui « a semblé qu'il ne devait pas réserver aux seuls membres de cette Commission l'exposé du rôle qu'il lui a été donné de remplir pendant qu'il était au service de la nation ». L'auteur expose ce qu'est ce Comité, ce qu'est son

industrie métallurgique, dans quelle situation elle se trouvait à la veille de la guerre et les efforts qu'elle avait faits auparavant pour être à la hauteur de sa mission; enfin il décrit ce qu'elle fit pour gagner la bataille industrielle avec ce qui restait de notre territoire, avec ce qu'elle put créer et sut organiser, « réservant pour demain la présentation de l'effort collectif fait par l'industrie française et la détermination de la part de tous ses collaborateurs dans la victoire ». Nous sommes donc en présence d'un plaidoyer *pro domo*; mais c'est un plaidoyer fort bien rédigé, qui nous apprend beaucoup et nous rappelle cette grande vérité si vite oubliée qu'« on aura beau faire des enquêtes et des lois, entonner des hymnes à la production pour pousser les Français à augmenter les ressources économiques du pays, rien de sérieux ne sera possible tant que la race française n'aura pas, en augmentant elle-même dans une proportion considérable, créé de nouveaux producteurs et des consommateurs plus nombreux » (p. 48). La page suivante donne une autre preuve de la gravité du livre : « Non seulement les pouvoirs publics, malgré leur bonne volonté, n'ont su faire rien d'efficace pour développer l'industrie française, mais on pourrait même dire que, par une malchance sans seconde, ils ont fait tout ce qu'il fallait pour la décourager. » Le dernier chapitre porte une accusation non moins grave à propos des mesures recommandées par le Comité des Forges et non suivies d'effet pour faciliter à l'industrie le passage de l'état de guerre à l'état de paix : « Notre système général politique et administratif paraît être le grand responsable. C'est lui qui, paralysant toutes les initiatives, force les dirigeants à penser avant tout à se couvrir contre une interpellation possible, fût-elle même, de notoriété publique, disqualifiée d'avance, et les empêche d'agir et de conclure rapidement, comme l'exigent, dans tous les pays du monde, les affaires bien menées » (p. 218). Le livre se termine par la phrase suivante, qui se rapporte au traité de paix : « Le Comité des Forges devait, à titre officieux, puisque, à l'inverse de ce qui s'est fait autre part, notre gouvernement n'a pas estimé nécessaire d'avoir auprès de ses négociateurs des conseillers techniques, lui présenter les différentes solutions que l'on pouvait envisager. Tout cela a été fait. »

Un appendice important donne quarante-sept pièces officielles à l'appui de l'argumentation. Th. SCH.

— A. GÉRARD, ambassadeur de France. *Nos alliés d'Extrême-Orient* (Paris, Payot, 1918, in-16, xxi-251 p.; prix : 4 fr. 50; « Bibliothèque politique et économique »). — Les livres écrits en pleine guerre auront eu une courte destinée. Les voici déjà tout vieillis. Celui-ci n'échappe pas au sort commun (la préface est du 25 mars 1918), du moins dans les parties relatives à la guerre, c'est-à-dire dans trois de ses cinq chapitres. Ils traitent de l'effort japonais pendant la guerre, des accords russo-japonais et des rapports des États-Unis avec l'Extrême-Orient. Ce dernier, il est vrai, remonte dans

l'histoire de ces rapports jusqu'au milieu du XIX^e siècle, et le premier donne un récit objectif qui reste actuel pour l'historien; cependant, le tout est forcément influencé par les préoccupations et les passions guerrières; seuls, le chapitre premier et le dernier échappent complètement à cette influence. Ils sont consacrés, l'un à la civilisation du Japon, c'est-à-dire à l'exposé d'un essai de philosophie de l'histoire et de l'art de ce pays, d'après Okakura (Kakuzo), « l'un des esprits les plus représentatifs de la génération actuelle » (1863-1913), dont deux ouvrages, écrits en anglais, sont étudiés ici : *le Réveil du Japon* et *les Idéaux de l'Orient*; l'autre, au drame lyrique japonais *Le Nô*, qui « peut être assimilé à la tragédie grecque » et aux Mystères français du moyen âge, et dont le motif serait « la rédemption mutuelle des âmes l'une par l'autre ».

Pour donner un exemple des parties périmées, il suffit de citer « les magnifiques soldats russes rassemblés aujourd'hui au camp de Mailly pour combattre avec leurs frères français contre le commun ennemi » (p. 109). Que cela est loin !

Rappelons, en terminant, les deux autres ouvrages de l'auteur : *Ma mission en Chine* (1894-1897) et *la Triple-Entente et la guerre*.

Th. SCH.

— *L'hommage français*. Publications du Comité « l'Effort de la France et de ses Alliés ». Conférences de MM. Paul ADAM, Georges LEYGUES, Daniel VINCENT, Lucien MILLEVOYE, Edmond HARAUCOURT, André MICHEL, etc... (Paris-Barcelone, Bloud et Gay, 1918; prix : 0 fr. 50 le fascicule). — Pendant les derniers mois de la guerre, le Comité « l'Effort de la France et de ses Alliés » avait organisé une série de conférences destinées à faire connaître l'activité et les sacrifices des peuples associés contre l'Allemagne. Ces conférences, publiées depuis, forment une série de brochures qui traitent des sujets les plus divers : *L'Effort charitable de l'Amérique latine, le Brésil, la Pologne, la Protestation des peuples martyrs, l'Effort de l'aviation et de nos aviateurs, Nos villes martyres, l'Effort moral de nos pays envahis*. Les orateurs cherchaient surtout à toucher un auditoire nombreux et varié; aussi ne faudrait-il pas chercher dans ces publications des documents inédits, ni même un exposé original des grands problèmes qui y sont effleurés, et nous ne pouvons que signaler leur intérêt très rétrospectif.

R. D.

— Commandant Marc SANGNIER, *Conférences aux soldats sur le front* (Paris, Bloud et Gay, 118 p.). — Éloquents propos d'un orateur de choix.

— Général Gabriel ROUQUEROL. *Après la victoire. Notes et critiques* (Paris-Nancy, Berger-Levrault, in-18, xiv-222 p.). — Le général Rouquerol publie maintenant un carnet de notes rédigées sur l'Yser en 1916. Dès cette époque, il se rendait compte des erreurs de doctrine de nos états-majors, de l'excessive centralisation créée par le G. Q. G.,

ainsi que du trouble constant qu'apportaient dans la zone de l'avant trop de députés-officiers. Ce carnet abonde en constatations judiciaires et en réflexions critiques : il est sévère, mais devrait l'être davantage. Ceux qui furent les artisans de notre victoire militaire ont le devoir de demander des sanctions contre les auteurs responsables de nos premiers revers.

G. H.

— Capitaine DUTIL, agrégé d'histoire. *Les chars d'assaut, leur création et leur rôle pendant la guerre, 1915-1918* (Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1919, in-8°, VIII-287 p., 16 gravures, 21 cartes). — Récit bourré de faits précis sur les débuts et le rôle des chars d'assaut : une monographie de ce genre devait être écrite. Ce qui manque au travail du capitaine Dutil, c'est l'appareil historique (critique des sources, liste des documents utilisés, bibliographie, etc.), faute duquel le lecteur ne peut savoir si l'auteur fut le témoin oculaire de tous les événements qu'il expose ou s'il les retrace d'après des renseignements de seconde main. Quoi qu'il en soit, la monographie est à retenir.

G. H.

— Gabriel HANOTAUX. *L'Aisne pendant la Grande Guerre* (Paris, Félix Alcan, 1919, in-32, 125 p.; prix : 2 fr. 75; collection « la France dévastée »). — Le titre n'indique pas exactement le contenu du livre : après avoir décrit le pays qu'il connaît à merveille, l'auteur en rappelle l'histoire militaire depuis J. César jusqu'à Napoléon I^{er}; puis il résume ce qu'il a déjà raconté abondamment dans sa grande Histoire de la guerre sur la bataille de Guise-Saint-Quentin, 18-30 août 1914. Il décrit ensuite l'attitude si patriotique de la population pendant la guerre. Vient alors le tableau poignant des dévastations commises par l'ennemi, la ruine des arbres et des maisons (la maison même de M. Hanotaux à Pargnan a été détruite après avoir été pillée de la cave au grenier). Enfin la victoire libère le pays ravagé et l'auteur le traverse à la suite de l'armée victorieuse; il a la joie de franchir le Rhin à la suite de régiments français composés en partie de Picards et commandés par des Picards. Ce jour de gloire fut sa vengeance. Maintenant se pose le redoutable problème de faire revivre le pays. M. Hanotaux termine par un acte de foi et d'espérance que justifie la ténacité des habitants, aussi ardents au travail de reconstruction qu'ils avaient opposé de résistance têtue à l'occupation allemande.

Ch. B.

— Paul DESCHANEL. *La France victorieuse* (Paris, Eugène Fasquelle, 1919, in-12, 397 p.; prix : 4 fr. 50). — M. Paul Deschanel a réuni dans ce volume un certain nombre de discours qu'il a prononcés et de pages qu'il a écrites au cours des hostilités. Le livre débute par l'oraison funèbre de Jaurès, que la Chambre des députés a entendue le 4 août 1914, et se termine par l'allocation du 19 octobre 1919, par laquelle, à la séance de clôture, il a félicité les représentants de la nation de l'œuvre accomplie. Dans l'intervalle, le président de la Chambre a magnifié les députés tués à l'ennemi, salué ceux qui reve-

naient d'une dure captivité en Allemagne, célébré l'entrée en guerre des puissances alliées, Italie ou Roumanie, reçu au Palais-Bourbon le président Wilson. Ce n'est pas seulement à la Chambre des députés, mais à presque toutes les réunions patriotiques, à toutes les manifestations nationales organisées par les grandes associations françaises ou par les ligues franco-italienne, franco-belge, etc., que M. Deschanel a pris la parole et, en lisant ses discours, on revit en quelque manière toutes les émotions éprouvées pendant les cinq années de lutte. Membre de l'Académie française, M. Deschanel a, dans la séance solennelle des cinq Académies, le 25 octobre 1916, formulé les commandements de la patrie : rester unis, mieux connaître l'Allemagne, faire mieux connaître la France, ne plus oublier, prévoir. On nous permettra d'insister sur les pages éloquentes qu'il a écrites sur l'Alsace-Lorraine, les préfaces qu'il a mises en tête des études de Rodolphe Reuss ou de Georges Delahache, l'admirable discours du 1^{er} mars 1918, à la cérémonie qui a commémoré la protestation de Bordeaux du 1^{er} mars 1871, celui qu'il prononça le 11 décembre 1918, au retour du voyage triomphal d'Alsace, pour fêter la libération des deux provinces rendues à la mère-patrie. L'éditeur écrit dans la préface : « Ces pages constituent un document intéressant pour l'histoire de la période héroïque. » Elles sont mieux qu'un document; elles ont une haute valeur littéraire et nous supposons que quelques-unes d'entre elles figureront dans les anthologies de l'avenir pour montrer à quels sommets l'éloquence a atteint pendant la Grande Guerre. C. PF.

— Abbé É. WETTERLÉ. *L'Alsace et la guerre* (Paris, Félix Alcan, 1919, in-12, 140 p.; prix : 2 fr. 75). — L'abbé Wetterlé réunit dans ce petit volume une série d'articles qui ont paru dans diverses revues ou dans des journaux quotidiens. Tous ne se rapportent pas à la guerre de 1914-1918; le premier est une jolie description de l'Alsace et de ses sites; le second énumère les mesures d'exception que les Allemands ont fait peser sur le pays depuis 1871 : dictature, passeports, lois sur la presse et les associations, prohibition de la langue française. L'abbé Wetterlé définit ensuite ce qu'était le parti autonomiste et expose l'affaire de Saverne. Nous voici à la veille de la guerre. Il montre comment, dès le 28 juillet 1914, les Allemands ont violé la frontière française. Il raconte tout ce que les Alsaciens ont dû endurer pendant les quatre années de luttes, l'incendie de Bourtzwiller le 10 août 1914, les condamnations prononcées par les conseils de guerre, les déportations, la mort de Jacques Preiss, l'exécution de Meyer le 13 septembre 1915, Cernay démoli, les ruines au fond de la vallée de Munster. Un dernier chapitre magnifie le jour de gloire, celui où la France a fait dans l'Alsace délivrée sa rentrée triomphale. — C. PF.

— Mgr A. KANNENGISSER. « *Espion et traître* ». *Souvenirs d'un proscrit* (Paris, P. Lethielleux, [1919], in-12, 315 p.; prix : 4 fr. 50).

— Mgr Kannengiesser, aimable prélat, fort instruit, écrivain char-

mant, possédait avant la guerre une jolie maison dont le principal ornement était une riche bibliothèque; elle s'élevait en Alsace, non loin du Rhin, sur le territoire du village de Kembs, le *Cambetes* romain; et de l'autre côté du fleuve, dans le grand-duché de Bade, se dressait le fort d'Istein. Le 4 août 1914, des soldats allemands se présentèrent dans cette demeure, arrêtrèrent le prélat et sa cousine et les menèrent à Fribourg-en-Brisgau en prison. Trois jours après, le 7 août, des pionniers allemands, avec des cartouches de dynamite, faisaient sauter la maison avec tout ce qu'elle contenait et quelques fermes du voisinage : ce que Mgr Kannengiesser n'apprit que longtemps plus tard. Pour le moment, il était en prison et accusé d'espionnage. Ne recevait-il pas souvent son ancien élève, M. André Germain, fils du fondateur du Crédit lyonnais? Cet *André*, affirma le procureur, était le fils du général André, et il avait procuré, avec la connivence de son maître, au gouvernement français les plans du fort d'Istein. L'accusation d'espionnage fut reconnue mal fondée à la fin du mois d'août par le procureur général de la haute cour de Leipzig; mais Mgr Kannengiesser restait détenu par l'autorité militaire et, le 21 octobre, on lui signifiait qu'il était accusé de haute trahison. Il fut encore acquitté de ce chef par la haute cour de Leipzig le 15 avril 1915; néanmoins, comme suspect, il resta en prison ou dans des camps de concentration jusqu'à la fin de la guerre. C'est sa vie dans les geôles allemandes pendant plus de quatre années qu'il nous expose dans ce livre, à Fribourg dans la cellule n° 50, jusqu'au 30 juin 1915, à Strasbourg au *Raspelhus*, jusqu'au 22 novembre, au camp de Holzminden de sinistre mémoire, jusqu'à la fin de mai 1916, puis de nouveau à Strasbourg et aussi à Mulhouse. Le 27 février 1917 seulement, Mgr Kannengiesser fut libéré après avoir passé trente et un mois en prison. Libéré! non pas; il ne put demeurer en Alsace; il était condamné à s'exiler, à passer ses jours d'abord à Welter en Westphalie, puis en septembre à Wolfach, dans la Forêt-Noire. Il lui fallut se présenter régulièrement à la police, et toute sa correspondance fut étroitement surveillée. L'armistice le délivra; le 16 novembre 1918, il rentra en Alsace et, le 14 juillet suivant, il était nommé par le gouvernement français chevalier de la Légion d'honneur. Dans ce livre, il raconte toutes ses souffrances sans jamais se plaindre; il expose sa vie dans les prisons, les mille tracasseries et mesquineries qu'il eut à supporter; il dépeint les misères de ses compagnons de captivité; il esquisse des portraits des juges, des procureurs, des directeurs de prison d'outre-Rhin. Livre d'un haut intérêt qui ne saurait manquer d'attirer à l'auteur la profonde sympathie de tous ses lecteurs. — C. PF.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

— La thèse présentée à la Faculté des sciences politiques de l'Université Columbia par M^{lle} Elsie Safford JENISON sur l'*Histoire de la*

province de Sicile (*The history of the province of Sicily*. Boston, Impr. coloniale C. H. Simonds, 1919, in-8°, 124 p.), n'est qu'un travail banal de vulgarisation. La bibliographie oublie même des travaux importants tels que les articles de Carcopino sur les *decumani*, de Pais dans ses *Ricerche storiche*, les *Studi siciliani* de Pareti, les *Culti e miti della Sicilia* de Ciaceri. Ch. L.

— Camille JULLIAN. *Histoire de la Gaule*. T. V et VI (Paris, Hachette, 1920, in-8°, 381 et 538 p.; prix : 25 fr. chaque). — Nous ne pouvons aujourd'hui qu'annoncer deux nouveaux volumes de la monumentale *Histoire de la Gaule*. Ils traitent de la *Civilisation gallo-romaine*. En voici la composition, empruntée à la table des matières : t. V, *État matériel*; sept chapitres intitulés : la population, les groupements humains et les lieux bâtis, les grandes routes, la circulation, l'exploitation du sol, la fabrication, le commerce, riches et pauvres. Le t. VI, intitulé *État moral*, étudie en huit chapitres : les dieux, la vie intellectuelle, l'art, la vie morale, l'état moral en Narbonnaise, dans les trois Gaules, sur la frontière de l'est et à Lyon; enfin l'œuvre de Rome. Cette énumération, si sèche qu'elle soit, indique du moins le puissant intérêt de ces pages nourries de faits et d'idées.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— Preserved SMITH. *Luther's correspondance and other contemporary letters*. Vol. I : 1507-1521 (Philadelphie, « the Lutheran publications Society », in-8°, 583 p., index). — Preserved SMITH et Charles M. JACOBS. *Luther's correspondance, etc.* Vol. II : 1521-1530 (Philadelphie, ibid., 1918, in-8°, 568 p., index). — M. Preserved Smith n'a pas eu la prétention de donner une traduction anglaise de toute la correspondance de Luther. Il a laissé de côté les lettres les moins importantes et un certain nombre de celles qu'il avait déjà traduites dans *Life and letters of Martin Luther* (Boston, 1911). Aux lettres du réformateur, qu'il donne en général d'après le texte d'Enders, il ajoute des lettres adressées à Luther ou relatives à Luther et qui ont pour auteurs des papes, des empereurs, des rois, des humanistes, des réformateurs, des ecclésiastiques. Son recueil est donc plus qu'une « unconscious autobiography ». Grâce aux notules qui introduisent et commentent, dans le premier volume du moins, chaque lettre, ce recueil peut rendre aux lecteurs de langue anglaise, et pour l'étude du réformateur allemand, des services analogues à ceux que nous rend, pour les réformateurs des pays de langue française, le monumental ouvrage d'Herminjard.

En général, les lettres sont traduites sur le texte intégral. Cependant, pour celles qui ont déjà paru dans les *Calendars*, les éditeurs se contentent de reproduire les résumés de Bergenroth ou de Brown. Voilà qui est d'une assez mauvaise méthode.

Pour le second volume, l'ampleur de la tâche a poussé M. Smith à se donner un collaborateur et aussi à réduire le nombre des lettres

admisses, à rendre les notes introductives à la fois plus rares et plus brèves. Le premier volume contient 477 lettres, le second celles qui sont numérotées de 478 à 875.

Une très courte préface ouvre chaque volume. M. Smith s'exagère l'importance de la personnalité, cependant si puissante, de son héros lorsqu'il écrit : « No man in history has more thoroughly represented and more completely dominated his time. » Il y a, même au xvi^e siècle, d'autres figures dominantes.
H. Ha.

— Le tome III des *Pensées et souvenirs* de Bismarck, qui devait paraître à la fin de 1919 à Stuttgart, n'a pas pu être publié, un représentant de l'ex-empereur Guillaume II ayant demandé au tribunal wurtembergeois d'en interdire la publication en raison des lettres émanant du kaiser et sur lesquelles ce dernier prétend exercer son droit d'auteur. L'affaire ira devant le tribunal suprême qui prononcera ce dernier recours.
G. Bn.

— Paul CLEMEN. *Kunstschutz im Kriege*. Tome II (Leipzig, E. A. Seemann). — M. Clemen est ce professeur de l'histoire de l'art à l'Université de Bonn qui, envoyé en mission sur le front allemand devant Reims en 1915, crut pouvoir constater, à cinq kilomètres de distance, que la cathédrale n'avait pas souffert. Cependant, les intérêts de l'art lui sont chers et il fut chargé pendant la guerre de diriger une équipe d'agents chargés de veiller à la protection des objets d'art dans les pays occupés par les armées allemandes. Il a utilisé leurs rapports en deux volumes richement illustrés. Le tome I se rapporte aux régions du front occidental, le second à l'Italie, à la Pologne, aux pays des Balkans, à la Roumanie, à toute l'Asie antérieure jusqu'à l'Afghanistan. On y trouvera beaucoup de renseignements précieux au point de vue artistique et archéologique. M. Clemen n'admet pas qu'aucun acte de barbarie puisse être reproché aux armées allemandes. Les destructions commises par elles étaient inévitables et nécessaires pour mettre l'armée ennemie hors de cause. Il pense sans doute que dévaliser les maisons, détruire les usines, couper les arbres fruitiers importait au but immédiat de la guerre; il ne veut pas voir que l'intention du haut commandement était de ruiner le pays pour plusieurs générations et de prolonger d'autant la victoire économique de l'Allemagne. Il ne manque pas d'ailleurs d'opposer aux diffamateurs de l'armée allemande l'accusation d'avoir fait encore pis qu'elle. M. Clemen n'a pas été touché par la grâce du nouveau régime démocratique et républicain de l'Allemagne. Il y a deux hommes en lui : le militariste impénitent et le professeur érudit et consciencieux. On ne peut se défendre de penser que le premier fait tort au second.
Ch. B.

— *Die deutsche Kriegsführung und das Völkerrecht*. Herausgegeben im Auftrage des Kriegsministeriums und der obersten Heeresleitung (Berlin, Mittler; prix : 2 m.). — Le Haut Commandement

allemand se défend d'avoir rien ordonné ni fait exécuter qui soit contraire au droit des gens. Qu'y a-t-il au fond de changé en Allemagne?
Ch. B.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

— De l'Atlas de géographie historique de la Belgique, publié sous la direction de M. Léon VAN DER ESSEN (Bruxelles et Paris, G. Van Oest; cf. *Rev. histor.*, t. CXXXI, p. 131), nous avons reçu le 6^e fascicule, rédigé par M. François-L. GANSHOF. Il contient la carte XI : la Belgique sous la domination française, 1794-1814. M. Ganshof y résume, en indiquant minutieusement tous les textes diplomatiques, la première et la seconde occupation de la Belgique, l'organisation territoriale de son territoire et la constitution des neuf départements français, les additions du territoire belge sous l'Empire. A la carte principale sont joints deux cartons représentant l'organisation judiciaire et ecclésiastique de la Belgique. On observera la note où M. Ganshof indique les raisons pour lesquelles il considère le duché de Bouillon « comme souverain et indépendant en droit de la France » depuis qu'il eut été cédé par Louis XIV à Godefroy-Maurice de La Tour d'Auvergne. Partout M. Ganshof emploie la graphie française du nom Jemmapes, après nous avoir averti que l'orthographe officielle est celle de Jemappes, adoptée généralement par M. Chuquet. Se rappelez-vous que, sous la Révolution, Charleroi fut travesti en « Libre-sur-Sambre » ?
Ch. B.

— *Protestations des parlementaires belges sous l'occupation allemande* (Bruxelles, J. Gomaere, imprimeur du roi, 1919, in-4°, iv-131 et 11 p.). — Voici une publication officielle à laquelle il faudra recourir quand on tentera d'écrire l'histoire de l'occupation allemande en Belgique : elle contient le texte des protestations adressées par des membres du Parlement belge demeurés en Belgique contre les mesures violentes, illégales ou odieuses ordonnées par les autorités allemandes, notamment par le gouverneur général, baron von Bissing : contre la distinction entre prisonniers civils wallons et flamands, contre la flandrisation de l'Université de Gand, contre les déportations de Belges en Allemagne pour y être contraints au travail, même à des travaux de guerre, contre la spoliation des usines, contre la déportation des fonctionnaires des administrations centrales et l'interdiction qui leur fut faite de se démettre de leurs fonctions, contre les agissements criminels du Conseil des Flandres, les menées activistes et la séparation administrative, etc. Aucun commentaire n'est ajouté à ces textes, car ils parlent d'eux-mêmes. Ils honorent singulièrement ceux qui ont signé ces éloquentes protestations et la nation belge tout entière qui a trouvé pour la défense de tels avocats.
Ch. B.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

— Ierne L. PLUMKET. *Isabel of Castille and the making of the spanish Nation, 1451-1504* (New-York et Londres, Putnam, 1919, in-8°, xi-432 p.; « Heroes of the Nations »). — Ce volume, consacré à la reine Isabelle de Castille — le Cid et Fernan Cortés sont les seuls Espagnols jusqu'ici jugés dignes de figurer parmi les « héros des nations » — est une très estimable étude. Sans notes et sans l'emploi de documents inédits, sauf la relation de Roger Machado, qui accompagna l'ambassade anglaise, en qualité de héraut d'armes, à Medina del Campo, en 1488, l'auteur s'est renseigné auprès des écrivains espagnols, anglais et français et a composé un livre agréable. L'illustration aurait pu être puisée à de meilleures sources. M. Plumket n'a pas connu le *Devocionario de la reyna D^a Iuana a quien llamaron La Loca*, étudié par Léopold Delisle dans le tome II de *Chantilly. Le cabinet des livres. Manuscrits*, p. 352-356, qui lui aurait fourni plusieurs portraits de Jeanne, de la reine Isabelle et de son mari Fernando, bien plus ressemblants que ceux de Valentin Carderera et d'Amador de los Rios. A. M.-F.

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

— David Jayne HILL. *La crise de la démocratie aux États-Unis*. Traduit de l'anglais par M^{me} Émile BOUTROUX. Lettre-préface de M. Émile BOUTROUX (Paris, Payot, 1918, in-16, 243 p.; prix : 4 fr. 50; « Bibliothèque politique et économique »). — L'original anglais est intitulé *Americanism as it is*. « A ce titre, qui n'éveillerait pas dans l'esprit d'un Français une idée suffisamment précise », dit M. Boutroux, « on a cru pouvoir en substituer un qui, d'après l'auteur lui-même, indique le principal problème traité dans son ouvrage. » Il s'y agit, en effet, du conflit entre les droits de l'individu et ceux de la société. Même aux États-Unis, l'étatisme impérialiste commence à menacer le principe sur lequel ceux-là sont fondés : « Indépendance radicale de chaque homme à l'égard des autres et indépendance à l'égard de Dieu, c'est-à-dire de la loi de justice et de liberté. » D'où la question angoissante qui a fait naître ce livre. Pour s'adapter aux nouvelles conditions de vie, l'Union doit-elle renoncer à ce qui a créé sa conscience nationale et constitué son originalité dans le monde? Il y a deux sortes d'adaptation : la passive, qui cède aux conditions extérieures en tournant le dos à l'idéal des ancêtres; et celle qui, refusant de *propter vitam, vivendi perdere causas*, c'est-à-dire, pour garder la vie, perdre ce qui en fait le prix, lutte jusqu'au bout, non seulement pour vivre, mais pour conserver la dignité nationale. Inutile de dire quel choix fait M. Hill, sans se dissimuler les *symptômes alarmants* (titre d'un de ses chapitres), la *crise de la Constitution*, la

mise à l'épreuve de la démocratie (autres chapitres) par la *politique mondiale et le devoir de la défense nationale*. On sait que l'auteur fut ministre des États-Unis à Berlin. Th. SCH.

— On trouve dans les *United States naval Institute Proceedings* de novembre 1919 (p. 1889-1900) un répertoire, dressé par M. W. B. NORRIS, professeur à l'Académie navale d'Annapolis, des articles parus dans cette publication et concernant la guerre navale de 1914 à 1918; le répertoire alphabétique renvoie aux noms des bâtiments, des amiraux et des engins. G. BN.

HISTOIRE DE FRANCE.

— Ch. DE LA RONCIÈRE. *Découverte d'une relation de voyage datée du Touat et décrivant en 1447 le bassin du Niger* (in-8°, 32 p.; extrait du « Bulletin de la Section de géographie », 1918). — Un volume des nouvelles acquisitions latines, récemment entré à la Bibliothèque nationale, contient une relation latine d'un voyage à travers le Sahara, effectué en 1447 par un Génois, Antonio Malfante. Malfante y fait une description très précise du Touat, de Tombouctou et d'une partie du Niger. M. de La Roncière a fait un instructif commentaire de ce texte, qui est la source de la relation d'Alvise de Cà da Mosto (1455) et qui fait comprendre les indications fournies par un atlas catalan de 1375. Cet atlas, qui faisait partie de la « librairie » de Charles V, est à la Bibliothèque nationale; il contient déjà le Sahara tout entier. C'est la preuve que les rapports commerciaux des principales villes d'Italie ou d'Espagne avec l'Afrique ont peu à peu contribué à résoudre l'énigme du continent noir et à préparer l'ère des grandes découvertes. Ch. B.

— D^r E. BOURDIN. *Adrien-Simon Boy* (Besançon, 1919, in-8°, 7 p.; extrait du « Bulletin de la réunion médico-chirurgicale » du 15 juillet 1917). — Boy, né à Champlitte (Haute-Saône) le 5 janvier 1768, se trouvait à la fin de 1791 chirurgien sous-aide à l'hôpital de Strasbourg, et c'est à Strasbourg qu'il composa l'hymne : *Veillons au salut de l'Empire*, dont la vogue a été si grande. Il est curieux que, dans ce milieu surchauffé de Strasbourg, aient pris naissance tout ensemble le chant de Boy et la *Marseillaise* de Rouget de l'Isle. Il faut remercier le D^r Bourdin d'avoir attiré l'attention sur Boy; il resterait à étudier de plus près le rôle que celui-ci a joué à la Société populaire de Strasbourg en l'an II, où il fut l'orateur aux grandes fêtes populaires. Nommé chirurgien en chef de l'armée du Rhin, il mourut à vingt-sept ans, près de Mayence. C. PF.

— LÉON GUILLET. *L'enseignement technique supérieur à l'après guerre*. Préface de M. Henry LE CHATELIER, de l'Institut (Paris, Payot, 1918, 294 p.; prix : 4 fr.; « Bibliothèque politique et économique »). — L'auteur du livre étant professeur aux Arts et métiers et à l'École cen-

trale et celui de la préface à l'École polytechnique et à l'Université, l'association de leurs deux noms évite « l'apparence même de ces rivalités d'Écoles si fréquentes derrière la plupart des discussions sur les questions d'enseignement ». La préface ébauche un plan de réforme des lycées, de Polytechnique et des Facultés des sciences. Dans quel esprit? Deux citations suffiront à le caractériser. P. 23 : « La première mesure à prendre serait de supprimer la plupart des Universités, ne gardant en dehors de celle de Paris que Lille et Lyon, puis, escomptant l'avenir, Bordeaux et Marseille » (écrivant le 1^{er} novembre 1917, M. Le Châtelier est tout excusé de ne pas mentionner Strasbourg). L'autre citation est encore plus caractéristique : « Les lycées ont été désorganisés en 1902 par une entreprise de surenchère électorale, l'École polytechnique est déchue de son ancienne grandeur pour s'être laissé envahir par des préoccupations étrangères à la science, l'essor des Universités a été paralysé par leur assimilation aux sous-préfectures et aux bureaux de tabac. Ce n'est d'ailleurs pas l'enseignement seul qui est en jeu, mais bien tout l'avenir du pays. Son relèvement ne sera possible qu'avec un changement complet de méthode » (p. 28).

Quant au livre lui-même, il a pour origine une conférence faite le 3 novembre 1916 à la Société des ingénieurs civils de France et la discussion qui s'en suivit pendant cinq séances. Reproduite dans le *Bulletin* de la Société et dans la *Revue de métallurgie*, elle remplit l'appendice du présent volume, telle qu'elle a été donnée dans le *Génie civil*. Il s'agit, en un mot, des progrès que réclame la formation de nos ingénieurs. Après la reproduction des vœux adoptés à l'unanimité par la Société dans sa séance du 6 juillet 1917 et de la lettre qu'elle adressa six jours après au ministre du Commerce et de l'Industrie, l'auteur montre d'abord l'importance de l'enseignement technique supérieur et sa situation avant la guerre, puis l'influence des enseignements primaire et secondaire sur la formation des ingénieurs, ce que sont et ce que devraient être les classes de mathématiques spéciales, parle du mode d'admission aux grandes écoles et de l'enseignement dans nos écoles techniques supérieures, ainsi que de leur personnel, de ses rapports avec les lois militaires, de l'enseignement post-scolaire, de la situation des futurs ingénieurs mobilisés et conclut en indiquant les mesures nécessaires. — Th. SCH.

— Albert RITT. *Journal de deux notaires ciotadins au XVII^e s.* (Marseille, P. Ruat, 1919, in-8°, 206 p.). — Les notaires d'autrefois avaient l'habitude de conserver dans les répertoires alphabétiques de leurs minutes le souvenir de divers événements locaux dont ils avaient été les témoins. Ce n'étaient pas assurément de ces épisodes retentissants qui jettent un jour nouveau sur des événements encore mal expliqués, mais souvent ces détails minutieux éclairent une situation ou même rétablissent des faits inconnus, sans parler des traits de mœurs et des coutumes locales qui présentent toujours un vif intérêt. M. Albert Ritt a eu l'heureuse inspiration de rechercher dans les archives des deux

notaires de La Ciotat, M^{ss} François et Antoine Guys, qui vécurent de 1606 à 1669, une collection d'éphémérides et de faits divers qu'ils griffonnaient avec plus ou moins de régularité et très peu d'orthographe. Il est vrai que les Guys ont gardé le silence sur tels ou tels événements contemporains, dont ils n'apprécièrent pas l'importance, et que beaucoup de leurs souvenirs sont au moins insignifiants, mais aussi quelle source abondante de renseignements inédits soit sur l'histoire et les coutumes locales, soit sur les familles qui se sont perpétuées jusqu'à nos jours!

Ce qui fait l'importance de cette publication, c'est que M. Ritt ne s'est pas contenté de reproduire les registres des deux notaires : il les a pour ainsi dire expliqués et éclairés par de nombreuses notes qui démontrent sa profonde connaissance de l'histoire provençale, ainsi que la sûreté et la précision de ses informations. Ce n'est pas un travail de simple curiosité qu'il a entrepris, mais une véritable reconstitution de l'histoire d'une petite ville au XVII^e siècle. Il a de plus fait connaître maint épisode oublié ou négligé de l'histoire générale. Ainsi nous apprenons, grâce à lui, que les Morisques, expulsés d'Espagne par les ordres impitoyables de Philippe III, ont été accueillis en France et ont séjourné sur nos côtes, mais qu'ils sont bientôt devenus indésirables et ont été rembarqués de force. Nombreux détails sur les états de Provence qui furent tenus à La Ciotat à l'époque des troubles du Semestre, sur les diverses épidémies qui ont ravagé le pays et surtout sur les fréquentes incursions des pirates barbaresques. Quant aux faits divers, processions, fêtes, réceptions solennelles, accidents, quel abondant répertoire! Que M. Ritt me pardonne pourtant une légère critique : est-il tellement assuré que Louis XIV ne fut pas le fils légitime de Louis XIII, et n'a-t-il pas cru trop vite à ce que M. le docteur Cabanès appelle si justement les indiscrétions de l'histoire?

Habitué aux méthodes actuelles, M. Ritt n'ignore pas la valeur de la documentation par les yeux, et il a enrichi les registres des Guys de nombreux dessins, armoiries, signatures, affiches, cartes et paysages qui augmentent l'intérêt de son travail. Le journal des Guys aura désormais sa place marquée dans toutes les bibliothèques provençales.

P. G.

— Berthe GEORGES-GAULIS. *La France au Maroc. L'œuvre du général Lyautey* (Paris, Armand Colin, 1919, in-18, 311 p.). — Des douze chapitres qui composent ce livre, résultat évident d'un ou de plusieurs voyages au Maroc, huit sont des considérations d'ensemble sur l'œuvre française au Maroc et quatre sont purement des descriptions de grandes villes et de paysages. Cependant, un lien général réunit ces chapitres d'apparences différentes : l'admiration totale de M^{me} Berthe Georges-Gaulis pour l'œuvre du général Lyautey, dont ce livre n'est qu'un long panégyrique.

Nous reconnaissons bien volontiers le talent littéraire qui a présidé à la composition de ce petit livre, mais du point de vue historique qui

intéresse les lecteurs de cette *Revue* nous ne pouvons, jusqu'à plus ample informé, nous associer à toutes les conclusions optimistes de l'auteur. La censure a empêché jusqu'alors beaucoup de bons esprits de faire entendre les réserves qu'ils croyaient devoir formuler sur l'œuvre du général Lyautey durant les dernières années de la guerre. Sans prendre en aucune façon parti pour ou contre l'œuvre du général, nous enregistrons pour ce qu'il vaut le plaidoyer de M^{me} Berthe Georges-Gaulis et nous attendons la thèse adverse. G. H.

— Docteur Paul CHATINIÈRES. *Dans le Grand Atlas marocain. Extraits du carnet de route d'un médecin d'assistance médicale indigène, 1912-1916.* Introduction du général LYAUTEY (Paris, Plon-Nourrit, 1919, in-18, xviii-294 p., 1 carte et 16 photographies; prix : 6 fr.). — On sait avec quel dévouement nos médecins militaires ont travaillé au Maroc au progrès de notre influence. Bien accueillis par l'indigène, qui se plie de bonne grâce même aux opérations chirurgicales, l'assistance médicale s'est appliquée à combattre les épidémies, surtout la variole, qui décimaient le pays, et à faire comprendre aux Marocains que l'extension de la puissance française correspondait toujours à une amélioration de l'hygiène et de la santé publiques. De 1912 à 1916, le docteur Paul Chatinières, qui était affecté au groupe sanitaire mobile de Marrakech, n'a guère cessé de parcourir le Grand Atlas marocain pour vacciner, soigner et guérir de multiples tribus montagnardes. Son carnet de route est vivant, précis et présente un intérêt d'autant plus vif qu'il arriva souvent au docteur Chatinières de séjourner quelques jours parmi des tribus qui n'avaient jamais donné l'hospitalité à aucun Européen. Ses considérations historiques et géographiques sur la race chelleuhe sont particulièrement intéressantes.

G. H.

— *Almanach catholique français pour 1920.* Préface par Mgr A. BAUDRILLART (Paris, Bloud et Gay, 1920, in-8°, 448 p.; prix : 5 fr.; publication du « Comité catholique de propagande française à l'étranger »). — Dans cet Almanach, on peut signaler la liste des évêques et archevêques de France avec le nom, le « curriculum vitae » et les ouvrages de chaque prélat (les évêques français de Metz et de Strasbourg y figurent à leur place alphabétique); un « Petit annuaire du monde catholique », avec la liste, la biographie et la bibliographie des principales personnalités françaises appartenant au monde catholique (M. Imbart de La Tour n'aura pas à se louer de la notice qui lui a été consacrée); la troisième partie tout entière, consacrée à « la paix et les catholiques » (Georges BLONDEL : Quelle est donc la paix que l'Allemagne aurait voulue? — A. SERTILLANGES : Les idées sociales chrétiennes et le traité de Versailles; la nouvelle carte ecclésiastique de l'Europe; — C. DUTHOIT : La Société des nations et le rôle des catholiques); une note sur le nouveau code du droit canonique promulgué par le pape Benoît XV le 19 mai 1918; les pèlerinages patriotiques

aux régions dévastées par les Allemands. La 9^e partie : la France dans le monde, traite des rapports de la France avec le Vatican pendant la guerre et résume l'œuvre accomplie par le Comité catholique de propagande française à l'étranger.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— P. Hume BROWN. *Surveys of scottish History*, with an introduction by viscount HALDANE (Glasgow, James Maclehose, 1919, in-8°, xi-192 p.; prix : 7 sh. 6 d.). — On a réuni dans ce volume plusieurs conférences par le distingué professeur d'histoire nationale dont la mort a été annoncée dernièrement (cf. *Rev. histor.*, t. CXXX, p. 208) : 1^o de la manière d'écrire l'histoire; 2^o formation de la nation écossaise; 3^o la noblesse écossaise; du rôle qu'elle a joué dans l'histoire d'Écosse; 4^o le régime des derniers Stuarts en Écosse; 5^o l'union des parlements d'Angleterre et d'Écosse en 1707; 6^o quatre documents caractéristiques de l'histoire d'Écosse (la vie de saint Colomba par Adamnan, la biographie de sainte Marguerite, femme du roi Malcolm Canmore, par son confesseur Turgot, le premier Livre de discipline et enfin l'autobiographie d'Alexandre Carlyle, ministre d'Inveresk, éminent représentant de l'esprit philosophique au XVIII^e siècle); 7^o l'Écosse au XVIII^e siècle; 8^o influences intellectuelles exercées par l'Écosse sur le continent (depuis le moyen âge jusqu'à la fin du XVIII^e siècle); 9^o un humaniste oublié du XVI^e siècle (Florence Wilson, en latin Volusenus, agent de Th. Cromwell en France où il fut patronné par Jean du Bellay et par Sadolet); 10^o littérature et histoire (influence exercée sur l'histoire par la littérature); 11^o John Napier de Merchiston (écrivain très célèbre en son temps et profondément oublié depuis sa mort; il écrivit une explication de l'Apocalypse, 1593, et s'intéressa vivement aux sciences occultes). Ces divers écrits méritaient d'être réunis en un volume. La préface par le vicomte Haldane trace du défunt érudit un portrait attachant et instructif. Ch. B.

— Sur le modèle de la *Cambridge modern history*, la Cambridge University press va faire paraître une histoire générale de l'antiquité en huit volumes sous le titre : *The Cambridge ancient history*; les directeurs de l'entreprise sont MM. J. B. BURY, S. A. COOK et F. E. ADCOCK. — On n'annonce pas encore la prochaine reprise de la *Cambridge medieval history*.

HISTOIRE DE GRÈCE.

— Charles DUFAYARD. *L'Asie Mineure et l'hellénisme* (Paris, Félix Alcan, 1919, in-8°, 103 p.; prix : 3 fr.). — Dans cette brochure, écrite avec science et talent, mais sans appareil scientifique ni prétention littéraire, sont exposés les arguments ethnologiques, historiques,

intellectuels, économiques et moraux qui commandent l'adjonction de 3,256,000 Grecs irrédimés de l'Asie Mineure aux 4,300,000 Grecs affranchis du royaume hellénique. Ces considérations s'imposent à l'attention de la Conférence de la paix.

HISTOIRE D'ITALIE.

— On lit dans le n° du 30 novembre 1919 de la *Rivista d'Italia* un article fort intéressant de M. R. CAGGESE sur *Gli studi storici e l'ora presente*. Le distingué professeur montre comment, par le fait de la guerre, les études historiques ont subi une crise profonde; il rappelle les méfaits du philologisme germanique, sans d'ailleurs passer sous silence les abus qui, dans les divers pays belligérants, ont été faits des méthodes scientifiques au profit des thèses nationales. Mais c'est à sa patrie que M. Caggese consacre la majeure partie de son étude, et, sans nul ménagement, il critique le défaut absolu d'organisation, les postulats contestables du travail historique moderne en Italie. Qu'il s'agisse de l'enseignement ou des archives, des collections ou des revues, l'Italie a tout à apprendre de l'étranger, si elle veut posséder une véritable science historique et, surtout, il lui faudra se débarrasser de tout le fatras sentimental qui, pour l'heure, fausse totalement sa perception du passé, proche ou lointain. Nous ne pouvons qu'applaudir, comme amis d'une Italie de saine pensée et partisans d'une science historique libre, aux sages paroles de M. Caggese. — G. BN.

HISTOIRE DE RUSSIE.

— Ernest DAUDET. *Soixante années du règne des Romanoff Nicolas I^{er} et Alexandre II* (Paris, Hachette, 1918, in-12, xxi-229 p.; prix : 5 fr.). — Le titre et l'introduction, mis en tête de cette série d'articles parus dans la *Revue des Deux Mondes*, sont quelque peu décevants. Sans doute, on ne saurait lui demander la suite d'une véritable histoire. En fait, nous n'avons ici que quelques épisodes pris dans ces soixante années de règne. M. E. Daudet pense, et il ne se trompe pas, que les détails puisés directement dans les relations des agents de France à la cour de Russie suffisent à donner de l'intérêt aux scènes qu'il a choisies. Les extraits des entretiens du comte de La Feronnays, du duc de Mortemart, du baron de Bourgoing, des généraux Le Flô et Chanzy avec les tsars Alexandre I^{er}, Nicolas I^{er} et Alexandre II nous donnent une bonne idée de leur caractère et de leur adresse, dans des circonstances souvent délicates, à faire accepter de ces autocrates des faits capables de les tourner contre nous. Par là, tout au moins, M. E. Daudet a réussi, comme l'annonçait l'introduction, à montrer cette attitude généralement bienveillante des tsars à l'égard de la France. Mais son second dessein de suivre, dès l'origine, à travers ces soixante ans, la menace de la ruine des Romanoff et de l'anarchie présente, se vérifie beaucoup moins. A peine si quelques détails tout

secondaires s'ajoutent à ce qui est connu du soulèvement des Décembristes de 1825.

M. E. Daudet préfère tirer des mêmes sources inédites l'épisode d'une visite faite par Alexandre II, en juin 1870, à la cour de son beau-frère, le roi de Wurtemberg. Le tsar arrive au sortir d'une entrevue avec le roi Guillaume et Bismarck : le bruit court que la Prusse projette de mettre la main sur la Bavière et le Wurtemberg. Mais Alexandre se refuse à tout entretien politique; au moment de son départ seulement, il rassure le ministre de Wurtemberg sur les desseins du roi de Prusse et de Bismarck qu'il croit « épuisé au physique et au moral ». A la veille de la guerre de 1870, nous soupçonnons que le tsar ne parle que pour laisser les faits s'accomplir. Mais est-il dupe? Est-il complice? M. E. Daudet ne nous aide pas à résoudre l'énigme.

Par contre, il raconte longuement les fiançailles du tsarevitch avec la princesse danoise Dagmar, sa mort à Nice, le retour de ses cendres à Petrograd et, au milieu du deuil de la famille impériale, l'inclination du futur Alexandre III pour la fiancée de son frère qui devint ainsi, malgré tout, tsarine de Russie. Cette dramatique idylle, conclut-il, « émerge comme une fleur qui, dans un jardin dévasté par le fer et le feu, aurait conservé sa fraîcheur et son parfum ». G. C.

HISTOIRE DE LA YOUGOSLAVIE.

— Émile HAUMANT. *La Yougoslavie. Études et souvenirs* (Paris, à la Ligue des universitaires serbo-croato-slovenes, 60, rue des Écoles, 1919, in-12, 305 p.; prix : 4 fr. 50). — M. Emile Haumant a réuni dans ce volume une série d'études sur les Slaves du Sud qui ont été rédigées à des dates diverses et ont paru dans différentes revues. La plus ancienne a été écrite en 1889, à propos du cinquième centenaire de Kossovo; les dernières l'ont été pendant la guerre, ainsi celle sur les mémoires du protopope Matia Nénadovitch qui s'intitule dans le volume « l'Aurore de la liberté » et celle sur l'armée de Karageorges dont les lecteurs de la *Revue historique* n'ont pas perdu le souvenir. Ces articles nous conduisent en Dalmatie, en Croatie, à Raguse, en Serbie. Quand ils ont été composés, il était impossible de prévoir qu'un jour tous les pays dont ils parlent seraient réunis sous une même domination; ces peuples avaient sans doute conscience de leur unité ethnique; aujourd'hui ils forment une nation et un État. On relit toutes ces pages avec profit et plaisir; M. Haumant connaît à fond son sujet. Il sait l'art de résumer l'histoire d'une longue période en s'attachant aux faits principaux et en sacrifiant le détail, ainsi dans le chapitre « les Origines historiques de la Serbie ». Il sait peindre les paysages et faire admirer les beaux sites des montagnes balkaniques; il a su aussi rendre en énergiques vers français deux poésies serbes de Kakitch.

C. Pf.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — Annales de géographie. 1919, 15 novembre. — L. GALLOIS. Le port de Strasbourg (Strasbourg est devenu « un véritable port de mer, le port de la France de l'Est ». Histoire de son développement depuis 1892. C'est une œuvre surtout alsacienne, puisque la dépense fut pour l'Alsace et Strasbourg de 68 % et de 32 % pour l'État badois; mais Strasbourg n'y possédait aucun bateau, et, sur les 35,000 marins de la flotte rhénane, quelques-uns seulement étaient Alsaciens). — H. CAVAILLÈS. La houille blanche dans les Pyrénées françaises.

2. — Bibliothèque de l'École des chartes. 1918, juillet-décembre. — Paul DURRIEU. Les tableaux des collections du duc Jean de Berry. — Léonce CELIER. Deux procès de M^{me} Anne de France, dame de Beaujeu (affaire contre le sieur de Lignières, 1507-1508; affaire contre Messieurs de Lyon, autrement dit contre le chapitre de l'église primatiale, 1512-1515). — Léon MIROT. L'hôtel et les collections du connétable de Montmorency (avec un tableau généalogique de la famille de Mesmes, qui acheta cet hôtel en 1634; important pour la topographie parisienne). — J. TARDIF. Le procès d'Enguerran de Coucy; suite (Enguerran III, mort en 1242; la jeunesse d'Enguerran IV). — C.-ren-dus : F. Duine. Memento des sources hagiographiques de l'histoire de Bretagne. 1^{re} partie : les fondateurs et les primitifs (très utile). — Marquis de Vogüé et Auguste Le Sourd. Campagnes de Jacques de Mercœur de Beaulieu, capitaine au régiment de Picardie, 1743-1763 (très attachant journal de marche). — G. Audiat. Un bon ouvrier de vérité : M. l'abbé Uzureau et le serment de liberté-égalité (la question de savoir si ce serment était schismatique ou non n'a pas été résolue). — G. von Below. Der deutsche Staat des Mittelalters. I. Die allgemeinen Fragen (important).

3. — Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français. 1919, juillet-septembre. — N. WEISS. Guillaume Farel. Ses premiers travaux (place en 1517 la date de sa conversion, le suit jusqu'en 1524, analyse et explique les écrits composés dans cette période). — Paul SCHMIDT. Les étapes de la tolérance à la fin du XVIII^e siècle (en 1770, on nomma à Saint-Quentin un consul protestant; l'élection fut cassée; en 1777, un fait analogue se produisit à Nîmes; le ministre de la maison du roi ferma les yeux; en 1784, ce ministre avoua que les lois contre les protestants étaient tombées en désuétude). — Franck

PUAUX. La messe trouvée dans l'Écriture (réédite un pamphlet du pasteur Jansse de Rouen publié en 1647 et dirigé contre le curé de Charenton, Véron, qui, dans sa traduction du Nouveau Testament, avait prétendu avoir trouvé mention de la messe dans *Actes*, XIII, 2). — N. WEISS. Trois articles de la *Revue historique* (celui de Gabriel Monod sur la « Réforme catholique », de Lucien Romier sur « les Protestants français à la veille des guerres de religion », de Frank Puaux sur « les Origines, causes et conséquences de la guerre des camisards »). — C.-rendus : *Albert Autin*. L'échec de la Réforme en France au XVI^e siècle (livre suggestif, mais des erreurs et conclusions hasardées). — *Du même*. Un épisode de la vie de Calvin. La crise du nicodémisme, 1535-1545 (intéressant).

4. — *Bulletin hispanique*. 1919, juillet-septembre. — G. CIROT. Appendices à la chronique latine des rois de Castille jusqu'en 1236 (chartes et documents relatifs à Jacques I^{er}, roi d'Aragon). — IDEM. Recherches sur la chronique latine des rois de Castille (cherche à en déterminer l'auteur; est tenté de l'attribuer à Domingo de Plasencia; étudie ensuite les œuvres similaires). — G. DAUMET. Inventaire de la collection Tiran; suite (nos 575 bis-585). — A. MOREL-FATIO. Documents sur Marchena (deux lettres de lui de 1797 et 1808; texte de l'interrogatoire qu'il subit le 26 octobre 1793). — C.-rendu : *André Mounier*. Les faits et la doctrine économique en Espagne sous Philippe V. Gerónimo de Ustáriz, 1670-1732 (excellent).

5. — *Journal des savants*. 1919, septembre-octobre. — M. DIEU-LAFOY. L'architecture romane en Catalogne. II (passe en revue les particularités des églises catalanes; insiste sur les origines orientales de la voûte et d'un grand nombre de détails d'architecture). — A. FIGANIOL. Les attributions militaires et les attributions religieuses du tribunat de la plèbe (analyse du travail d'E. Pais; ne pense pas avec lui que le pouvoir tribunicien ait été à l'origine apparenté à l'*imperium*, ni qu'il ait par la suite embrassé des attributions militaires; insiste sur le caractère religieux de cette institution). — L. BRÉHIER. Salonique et la civilisation byzantine. I (d'après le volume de Ch. Diehl, M. Le Tourneau et H. Saladin; Salonique comme place de guerre; le rôle de la ville dans l'histoire de la civilisation; le culte de saint Démétrius). — H. DEHÉRAIN. Les origines du recueil des *Historiens des croisades* (le travail des Bénédictins au XVIII^e siècle; comment en 1807 la classe d'histoire et de littérature ancienne de l'Institut songea à le reprendre). — C.-rendus : *Memoirs of the American Academy in Rome*, t. II (contient quatre mémoires). — R. Lantier. Inventaire des monuments sculptés pré-chrétiens de la péninsule ibérique (contient les monuments de la circonscription antique de la Lusitanie, qui avait pour capitale *Emerita*, soit Merida). — *Ricardo de Orueta*. La escultura funeraria en España (dans les provinces de Ciudad Real, Cuenca et Guadalajara; excellent). — R. Fage. La propriété rurale

en Bas-Limousin pendant le moyen âge (description érudite et attachante). — *C. Conti-Rossini*. Notice sur les manuscrits éthiopiens de la collection d'Abbadie (c'est mieux qu'un catalogue, une étude sur ces manuscrits). — *O. Trafali*. La Roumanie transdanubienne (bon résumé de l'histoire de la Dobroudja). — *Arthur E.-R. Boak*. The master of the offices in the later roman and byzantine Empire (solide, complète et utile monographie).

6. — Le Moyen Âge. 2^e série, t. XX (1917-1918), janvier-juin 1918. — *E. ANITCHKOF*. L'esthétique au moyen âge (dans la philosophie thomiste). — *M. PROU*. Bulles d'Alexandre IV concernant la France, d'après une publication récente (relevé, diocèse par diocèse, d'après les *Registres d'Alexandre IV*, publiés par J. de Loye et P. de Cénival, t. II, des bulles non cataloguées par Potthast); fin au fascicule suivant. = C.-rendus : *A. Vidier*. Les marguilliers laïcs de Notre-Dame de Paris, 1204-1790. — *J. Miret y Sans*. Les esclavitudes en Catalogne en los ultimos tiempos de la edad media. = Juillet-décembre 1918. *L. MIROR*. Lettres closes de Charles VI conservées aux archives de Reims et de Tournai (intéressants documents, pour partie relatifs aux événements politiques des années 1417-1422); à suivre. — *G. HUET*. Notes d'histoire littéraire. IV. Le *Pèlerinage de Charlemagne* et un récit de Saxo Grammaticus (rapprochements, qui paraîtront sans doute peu concluants, entre la scène des « gabs » du *Pèlerinage*, un passage de Saxo Grammaticus et divers contes arabes, indiens, tibétains, etc.). = C.-rendus : *A. Forel*. Voyage au pays des sculpteurs romans; croquis de route à travers la France. — *Salverda De Grave*. De Troubadours.

7. — Polybiblion. 1919, octobre. — Publications relatives à la guerre européenne, parmi elles : *Paul Louis*. Aspects politiques de la guerre mondiale (articles publiés dans la *Revue bleue* en 1917 et 1918); *C. Clerc-Rampal*. La marine française pendant la grande guerre (très complet); *H. Bornecque* et *G. Drouilly*. Nos marins en guerre (émouvant). — Ouvrages sur la Roumanie et sur le rôle des États-Unis pendant la guerre. — *Abel Lefranc*. Sous le masque de William Shakespeare (Barbeau combat avec véhémence la thèse de l'auteur). — *Dante Vaglieri*. Ostia. Cenni storici e Guida (excellent). — *Wacyf Boutros Ghali*. La tradition chevaleresque des Arabes (veut prouver qu'à défaut de l'institution de la chevalerie les Arabes ont eu l'esprit chevaleresque). — *Henri Stein*. Recherches sur quelques fonctionnaires royaux des XIII^e et XIV^e siècles originaires du Gâtinais (bon). — *C.-G. Picavet*. Les dernières années de Turenne, 1660-1675 (dans la sèche documentation, l'auteur sait retrouver la vie). — *Max Caron*. L'amiral de Grasse (médiocre). — *Ed. de Moreau*. La bibliothèque de Louvain (sa destruction a été une grande perte). — *Albert Mathiez*. Danton et la paix (accuse Danton de « pacifisme »). — *Jacques de La Faye*. Le général de Charette (celui qui se battit à Castelfidardo et à Mentana, puis à Loigny et au Mans). — *E. Gómez*

Carrillo. Treinta anos de mi vida (tableau pittoresque et vivant du Paris littéraire d'il y a trente ans).

8. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1919, 1^{er} octobre. — *G. Goyau. Une ville-église : Genève, 1535-1907* (ouvrage considérable). — *A. Moulins. L'Université française et la jeunesse serbe* (intéressant. L'auteur du compte-rendu, Félix Bertrand, ajoute des renseignements personnels). — *Ch. Rivet. En Yougoslavie* (livre curieux, original, vivant, naïf et décevant). — *Chabosseau. Les Serbes, Croates et Slovènes* (répétition à peine déguisée du livre de Ch. Rivet). — *V. Markovitch. La Macédoine a-t-elle été considérée comme pays bulgare par les Serbes du moyen âge?* (travail très consciencieux et dont il faudra tenir compte). — *E. Denis. Du Vardar à l'Istrie* (magistrale brochure; contre Louis Leger, E. Denis soutient que la Macédoine est serbe; il fait un tableau navrant des atrocités bulgares en Macédoine). = 15 octobre. *R. Ristelhueber. Traditions françaises au Liban* (œuvre solide et agréable, puisée directement aux sources authentiques). — *J. Munier-Jolain. Le cardinal Collier* (médiocre et paradoxal). — *Comte de Mercy-Argenteau et Blumendorf. Dépêches inédites tirées des archives impériales de Vienne, 5 janvier-23 septembre 1792, publiées par Eug. Hubert* (excellente publication de la correspondance diplomatique échangée entre le comte de Mercy-Argenteau, ambassadeur d'Autriche à la cour de France, et le conseiller d'ambassade Joseph Zigeiner de Blumendorf, chargé d'affaires à Paris durant l'absence prolongée de Mercy aux Pays-Bas). — *Eug. Welvert. Notes et souvenirs de Théodore de Lameth, faisant suite à ses Mémoires* (intéressant et instructif). — *J. Chopin. L'unité de la politique italienne* (curieux). — *E. Lemonon. La politique coloniale de l'Italie* (depuis 1882; rapide exposé des progrès accomplis par les doctrines nationalistes dans la péninsule). — *Abbé Daniel. Le baptême du sang. Histoire d'un complot au Vatican contre la France* (l'auteur voudrait nous faire croire que les Jésuites allemands, maîtres du Vatican, ont imaginé de représenter Guillaume II comme « l'exécuteur des vengeances divines », pour terrasser la France impie. C'est du roman tout pur). — *J. Tcherneff. Les nations et la Société des Nations dans la politique moderne* (la Société des Nations qu'a instituée le traité de Versailles n'est pas un accident; elle sort tout naturellement de la pratique britannique et américaine et de la tradition républicaine en France). — *A. Lugan. Les problèmes internationaux et le Congrès de la paix* (excellent). — *J. Brown Scott. I. The armed neutralities of 1780 and 1800; II. Une cour de justice internationale; III. Les conversations et déclarations de La Haye* (très utile). = 1^{er} novembre. *American journal of archæology*, t. XXII, 1918. — *Ph. Stephen Barto. Tannhäuser and the mountain of Venus* (travail solide, établi sur une documentation abondante, probante et clairement ordonnée). — *F. Darde. Vingt mois de guerre à bord du croiseur « Jeanne-d'Arc »* (distingué). — *Georges Bourdon. Ce qu'est*

devenue en Orient la politique de la victoire (brochure belle et triste, amère et courageuse). = 15 novembre. *R. Weill*. La fin du moyen empire égyptien (travail qui est le fruit de longues et difficiles recherches; mais l'auteur s'en tient à la chronologie d'Éd. Meyer, qui fait vraiment trop bon marché des textes). — *J. C. Hoppin*. A hand-book of attic red figured vases, t. I (beaucoup de soin et de compétence, mais peu d'ordre et de méthode). — *C. F. Burney*. Israel's settlement in Canaan; the biblical tradition and its historical background (thèse séduisante, judicieuse et vraisemblable). — *G. P. Wetter*. « Der Sohn Gottes », eine Untersuchung über den Charakter und die Tendenz des Johannes-Evangeliums (étude originale et suggestive). — *J. Br. Scott*. Notes de James Madison sur les débats de la Convention fédérale de 1787 et la relation avec une plus parfaite Société des Nations, trad. par *A. de Lapradelle* (fort intéressant). — Revue yougoslave. — *Yovan Radonitch*. Histoire des Serbes de Hongrie, t. I (bon). — *Stanoyévitch*. Le rôle des Serbes de Hongrie (complète uniquement le livre de Radonitch).

9. — *Revue de l'histoire des religions*. 1919, mai-juin. — *Oh. PIPENBRING*. La Christologie biblique et ses origines. II (comment le culte du Seigneur Jésus, qui plonge ses racines dans d'anciennes pratiques païennes et aussi dans le culte des souverains, s'est acclimaté de bonne heure et très vite dans les églises hellénistiques). — *R. DUSSAUD*. Des fouilles à entreprendre sur l'emplacement du temple de Jérusalem (on ne peut accepter aucune des reconstitutions proposées; le moment est venu de faire des sondages). — *Paul ALPHANDÉRY*. In memoriam 1914-1918 (à la mémoire des jeunes savants qui ont été tués à la guerre et aussi des maîtres qui sont morts pendant ces cinq années). = C.-rendus : Sir *James Georges Frazer*. Folk Lore in the Old testament (jamais la maîtrise du savant auteur ne s'est mieux affirmée que dans ces trois volumes). — *Freddy Durlmann*. Salonique et saint Paul (œuvre de vulgarisation). — *P. Alfaric*. L'évolution intellectuelle de saint Augustin (« le livre pose l'auteur comme un maître de critique religieuse »). — *Alfred Bel*. Les industries de la céramique à Fès (comment le métier de potier se rattache à l'histoire des religions). — *P. Saintyves*. Rondes enfantines et quêtes saisonnières. Les liturgies populaires (très curieux).

10. — *Revue du XVI^e siècle*. T. VI, 1919. — *É. BESCH*. Un moraliste satirique et rationaliste au XVI^e siècle : Jacques Tahureau (sa biographie, 1527-1555; ses recueils poétiques; ses dialogues; en démontre l'authenticité et l'importance; à suivre. L'auteur de l'article est mort sans avoir pu en corriger les épreuves). — *A. TILLET*. Les romans de chevalerie en prose (tableau de tous les romans imprimés, qu'ils soient issus des chansons de gestes, des romans antiques ou de ceux de la Table ronde). — *Léo MOUTON*. Une prétendue conspiration en 1577; l'affaire du baron de Vitteaux (biographie du person-

nage; comment il fut impliqué dans le complot; le siège du château de Vitteaux; la fuite du haron; son innocence est reconnue en 1581-1582; il est tué en duel le 7 août 1583). — Jean PLATTARD. La vie chère au XVI^e siècle (moyens que Jean Bodin propose pour y remédier). — Lazare SAINÉAN. L'histoire naturelle de l'œuvre de Rabelais. V (comment Rabelais a utilisé dans son vocabulaire les observations qu'il a faites sur les animaux; conclusion de cette magistrale étude). — Hugues VAGANAY. A propos de Ronsard. — P. DORVEAUX. Cornarien (c'est un homme d'une grande sobriété, un disciple de Cornaro, qui restreignit sa nourriture jusqu'à l'extrême limite et mourut à Padoue en 1566, presque centenaire). — Jacques BOULENGER et Jean PLATTARD. Notes pour le commentaire de Rabelais (explication de deux passages). = C.-rendus : J.-Roger Charbonnel. La pensée italienne au XVI^e siècle et le courant libertin (livre touffu manquant souvent de clarté). — R. Chauviré. Jean Bodin, auteur de la « République ». — Id. Édition d'une ancienne traduction française du *Colloquium Heptaplomeres* (deux bonnes thèses). — Léontine Zanta. La renaissance du stoïcisme au XVI^e siècle. — Id. La traduction française du Manuel d'Épictète d'André de Rivaudeau au XVI^e siècle (intéressant; mais n'est-il pas exagéré de parler d'un courant stoïcien au XVI^e siècle?).

11. — Le Correspondant. 1919, 25 novembre. — MILES. Silhouettes de guerre. Le général Gouraud. — Ernest PSICHARI. Les voix qui crient dans le désert. Souvenirs d'Afrique, 1910-1911. — Comte L. DE VOÏNOVITCH. Une reconstitution nécessaire. Les Yougoslaves et la papauté. — E. LECANUET. Les pères du laïcisme en France. II. Auguste Comte, Taine; fin. = 10 décembre. Jean LEUNE. La situation en Orient (cette situation s'aggrave tous les jours, parce que les Alliés ne savent comment régler la question d'Orient, véritable origine de la grande guerre). — LIBER. Hommes du jour. Le R. H. Arthur Henderson (représentant, au Parlement anglais, du parti travailliste, mais du travail organisé, constitutionnel et non révolutionnaire, d'ailleurs pacifiste et très favorable à la Révolution russe, même dans sa forme bolcheviste). — Ernest PSICHARI. Les voix qui crient dans le désert. Souvenirs d'Afrique; suite. — Ernest DAUDET. La princesse de Sayn-Wittgenstein, 1816-1918; fin (à Monabri, de 1902 à 1914; son attitude pendant la guerre : autant qu'elle le put, elle s'employa en faveur de la France, sans renier ses amitiés allemandes, notamment avec la famille de Bade. Elle mourut à Monabri le 22 avril 1917 dans sa cent deuxième année). — Georges GOYAU. Les pages de guerre de Paul Deschanel. — Domenico RUSSO. Le parti populaire italien (à propos des élections du 16 novembre 1919). — L. DE LANZAC DE LABORIE. L'Afrique du Nord avant la domination romaine (d'après l'ouvrage de M. Gsell). = 25 décembre. LIBER. Hommes du jour : Jacquin Sanchez de Toca (un des chefs du parti conservateur et catholique en Espagne; président du Conseil en 1919). — R. P. JAN-

VIER. Pour le septième centenaire des Frères Prêcheurs. Une vie illustrée de saint Dominique (c'est l'ouvrage du P. Lacordaire, illustré d'aquarelles par Maurice Denis). — Ernest PSICHARI. Les voix qui crient dans le désert. Souvenirs d'Afrique; suite (description du pays, entremêlée d'effusions religieuses, l'auteur vivant dans le ciel autant que sur la terre). — ***. Le bureau international du travail. La conférence industrielle nationale à Washington. La première conférence internationale du travail. — François LECHANNEL. A travers les livres étrangers (parle des Mémoires de l'amiral de Tirpitz, de la marine britannique d'après Sir Percy Scott, de l'âme russe par M. Masaryk). — Louis LEGANT. Moscou et Pétrograd en octobre 1919 (d'après le témoignage de quelques Russes qui ont réussi à échapper au terrorisme des Soviets). — 1920, 10 janvier. ***. Impressions d'Allemagne, d'après la correspondance d'un universitaire allemand, traduite et publiée par Ferdinand BAC (lettres écrites de Bavière à un correspondant de la Suisse romande. Elles sont d'une note très pessimiste sur l'avenir d'une Allemagne unifiée et qui, pour son malheur, reste dominée par Berlin et le parti militariste). — Maurice BRILLANT. Les mystères d'Éleusis (d'après le volume de M. Foucart, que l'auteur suit, non sans le critiquer sur quelques points fondamentaux. Estime que l'influence des mystères éleusiniens sur le christianisme a été très faible et tout extérieure). — Ernest PSICHARI. Les voix qui crient dans le désert. Souvenirs d'Afrique. XI-XIV (mars-juillet 1912). — Suzanne MORET. Les quakers pacifistes et leur œuvre de guerre (origine et développement de la « Société des amis », d'abord en Angleterre, puis en Amérique. Pacifistes déclarés, ils ont été parmi les premiers à venir en France pour y adoucir au moins les maux indicibles de la guerre dans les régions dévastées par l'ennemi). — Georges GOYAU. Pour la restauration de la bibliothèque de Louvain. — Bernard FAY. D'une doctrine sociale à Harvard. Le fédéralisme social de M. Laski. — Jean-Louis DUMONT. La question de la monnaie et de l'appoint (l'administration nous dit : « En vertu de l'article 7 de la loi du 22 avril 1792, le débiteur est tenu de faire l'appoint. » Or, cette loi n'existe pas; on ne connaît, à cette date, que des lettres patentes concernant les assignats et les modes de leur circulation).

12. — **Études.** Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus, 1919, 5 novembre. — Paul BERNARD. L'Alsace et le génie français. II (passe en revue les satiriques et les conteurs : Henri de Gliche-saire, qui est le poète supposé du Roman de Renart, Sébastien Brant, Thomas Murner, le frère Pauli; à suivre). — Joseph GAVORY. Le congrès de musique sacrée de Tourcoing, 21-28 septembre 1919. = C.-rendus : A. Bossert. Études historiques et figures alsaciennes (intéressant). — Léon d'Orfer. Chants de guerre de la Serbie (on croit lire quelques fragments des chansons de geste de la vieille France).

13. — **La Grande revue.** 1919, novembre. — ***. Les « Big Interests », la paix et le président Wilson (montre le rôle capital joué

dans la politique américaine par la haute finance). — Jean et José GERMAIN. La grande crise, printemps 1917 (publie deux lettres écrites du front et qui montrent comment la crise put être conjurée par l'intervention de Pétain et par l'heureuse influence qu'il sut prendre sur le soldat). — Georges GROMAIRE. Sainte-Beuve politique et philosophie. — Léo CLARETIE. Antécédents et fondements de l'union franco-anglaise (il y aurait à faire à propos de cet article les mêmes réserves qu'à propos du livre de Lanessan sur l'Entente cordiale). — Gaston RAPHAËL. Guillaume II défendu par un Allemand (curieux portrait du kaiser tracé par Walter Rathenau). — Louis BEAUDOIR. Pourquoi les États-Unis ont supprimé l'alcool. = Décembre. Woodrow WILSON. Un président de République : Georges Washington, trad. par Georges ROTH. — Gérard HARRY. Une légende à détruire : l'Allemagne et l'univers (il est faux de dire que le peuple allemand a tenu tête pendant quatre ans à l'univers entier et dans des conditions qui rendaient la durée de sa résistance inconcevable. C'est le contraire de la vérité : tout au contraire parut conspirer en faveur de la « Germania » jusqu'à la grande offensive de Foch en 1918). — Georges GUY-GRAND. Les conditions de la paix religieuse. — Paul VIMEREU. Le parti royaliste, l'histoire et le temps présent (contre les prétentions de l'« Action française »).

14. — *Mercury de France*. 1919, 1^{er} décembre. — J. KESSEL. Le bolchevisme à travers Dostoïevsky. — H.-H. VALENTINO. La philosophie de l'Inde et le problème du Nirvana. = 15 décembre. G. BAUCHAL. Les dangers intérieurs et extérieurs de l'accélération des transformations économiques. = 1920, 1^{er} janvier. J.-W. BIENSTOCK. Un précurseur des bolcheviks : Netchaïev (une des principales figures parmi les révolutionnaires russes depuis 1868; condamné en 1873 à vingt-cinq ans de travaux forcés en Sibérie, il fut enfermé à la forteresse de Pierre-et-Paul. De là, il ne cessa de conspirer contre la famille impériale. La sévérité du régime auquel il finit par être soumis hâta sa fin; il fut enlevé par la tuberculose le 8 mai 1883). — Jean AJALBERT. Les troubadours d'Auvergne (d'après l'ouvrage du duc de La Salle de Rochemaure : *les Troubadours cantaliens du XII^e au XX^e siècle*). — Guy DE POURTALÈS. Intrigue épistolaire de Bernardin de Saint-Pierre; fragments inédits et lettres à Rosalie de Constant, 1791-1793 (M^{lle} de Constant, de Lausanne, survécut longtemps à la déception qui suivit sa correspondance avec le grand homme qu'elle admirait; elle mourut à Genève le 27 novembre 1834).

15. — *La Revue de Paris*. 1919, 15 novembre. — Constantin PROTADÈS. La victoire des Alliés en Orient; suite (l'effondrement de la Bulgarie; le pacte du 29 septembre 1918; examen du plaidoyer par lequel Ludendorff essaie de prouver que le commandement allemand en Macédoine n'est pour rien dans la défaite; que les Bulgares ont trahi). — H. PAUFFIN DE SAINT-MOREL. Profils de conspirateurs de

l'an VIII : Dupéron et la conspiration anglaise. — André MAUREL. Goethe, génie latin. II. = 1^{er} décembre. Dr SIMON. Avec le détachement français de Palestine et de Syrie (septembre-novembre 1918). — Louis GUIRTIER. Louis-Philippe à Trouville, 28 février-1^{er} et 2 mars 1848 (l'auteur, ancien maire de Trouville, raconte les mesures qu'il prit pour faciliter le départ du roi fugitif). — Fernand MAURETTE. L'Afrique orientale et l'Empire britannique. = 15 décembre. SAINTE-BEUVE. Lettres inédites à Ernest Renan (ces lettres, écrites de 1852 à 1869, sont pour la plupart de simples billets où Sainte-Beuve remercie Renan des œuvres que celui-ci lui adressait). — Général SARRAIL. La Grèce venizéliste. Souvenirs vécus (peinture assez crue des intrigues venizélistes avant et après la chute de Constantin. En somme, ce coup d'État n'a rien changé en Grèce; il n'y eut qu'un ministère de plus. L'article finit sur ces mots : « Lorsque je quittai Salonique, en décembre 1917, la Grèce venizéliste était devenue un simple dominion britannique, avec un roi fainéant sous un grand maire du palais »). — Charles SÉE. Villes nouvelles. La question des cités ouvrières aux États-Unis (Pullman, Norwood et Oakle, Gary, Fairfield). — Baron DE BARANTE. Mémoire sur l'année 1831 (sur la cour de Turin et la politique extérieure du roi de Sardaigne; communiqué par le commandant WEIL). — Amiral DEGOUY. L'équilibre des forces navales dans la Baltique. — A.-N. KROUPENSKY et E. DE MARTONNE. A propos de la Bessarabie (M. Kroupensky, grand seigneur russe et chef de la délégation bessarabienne à la Conférence de la Paix, reproche à M. de Martonne de s'être laissé circonvenir par les Roumains; cf. *Rev. histor.*, t. CXXXII, p. 394. Il prétend que ses informations sont partiales et erronées. Réplique de M. de Martonne : la Bessarabie est un pays moldave où le régime russe a laissé une empreinte profonde, mais destinée à s'effacer promptement. « Avant dix ans, nous saurons si je me suis trompé »). = 1920, 1^{er} janvier. René MILAN. La grande pitié de la marine française. I (depuis Henri IV jusqu'à nos jours, le personnel maritime s'est débattu dans une détresse croissante; aussi pendant la dernière guerre s'est-elle trouvée, à son immense chagrin, tout à fait inférieure à sa tâche). — Jean-H. MARÉJOL. Catherine de Médicis dauphine et reine (extrait d'un volume sur Catherine, qui paraîtra prochainement chez Hachette). — Pierre BOTKINE. Mon frère (l'auteur était, au moment de la guerre, ministre de Russie à Lisbonne; son frère, sur lequel il donne de touchants détails, était médecin de l'empereur Nicolas II et lui resta fidèlement attaché jusque dans sa prison; il fut assassiné avec lui et la famille impériale, en juillet 1918, à Ekaterinbourg. Longue lettre écrite de Tobolsk, où l'empereur avait été d'abord exilé, 12 décembre 1917).

16. — *Revue des Deux Mondes*. 1919, 15 novembre. — Baron Boris NOLDE. Le règne de Lénine. — Louis MADELIN. La bataille de France. VII (la victoire, 31 octobre-11 novembre; fin de cette très remarquable étude). — Frédéric MASSON. Les conspirations du géné-

ral Malet. IV. Les conséquences. — André BELLESSORT. Un an après l'armistice. Aux régions dévastées (Arras, Lille; leur reconstitution, entravée par de mauvaises pratiques administratives, s'opère lentement par l'initiative privée). = 1^{er} décembre. G. LENÔTRE. Le roi Louis XVII. I. Le temple. — A. NEKLUDOFF. Souvenirs diplomatiques. Au près de Ferdinand de Bulgarie (portrait curieux et nuancé de Ferdinand en 1911, quand Nekludoff était ministre de Russie; puis l'auteur arrive au mois de septembre 1913, où il quitta Sofia. Il raconte à ce sujet une savoureuse anecdote au sujet de Grégoire Rasputine. Audience que lui donne l'empereur à Livadia. Puis il va prendre congé du tsar Ferdinand, fort irrité d'avoir été abandonné par la Russie et obligé de subir le traité de Bucarest. Brillant tableau du Pétersbourg mondain et riche pendant l'hiver de 1913-1914. Ces souvenirs ont été écrits en octobre 1918). — Georges GOYAU. Les lettres du cardinal Mercier au gouvernement allemand (émouvant réquisitoire contre la politique hypocrite et brutale de von Bissing et de von der Lancken). — R. DE LA FRÉGEOLIERE. Croisières aériennes. II. Front de Flandre (25 juillet 1917-mars 1918). — André BELLESSORT. Un an après l'armistice. Aux régions dévastées. II. Autour de Lille (Armentières et Bailleul; Douai, Cambrai et Saint-Quentin). — Louis GILLET. Le roman d'un héritier présomptif (analyse d'un livre anonyme récemment paru à Stuttgart sous le titre : *Franz Ferdinands Lebensroman*). = 15 décembre. Général BUAT. Un homme de guerre allemand. Ludendorff. I. L'homme et sa carrière (brillant portrait de l'homme et de son action militaire, si souvent contrariée par l'action gouvernementale). — G. LENÔTRE. Le roi Louis XVII. II. La Commune (tableau poussé jusqu'à la caricature des séances de la Commune; minutieuse description des appartements réservés à la famille royale dans le temple, des « orgies » reprochées aux municipaux qui étaient chargés de surveiller le roi, etc.). — H. DE BALZAC. Lettres à l'étrangère. Nouvelle série (lettres adressées à M^{me} Hanska, janvier-mars 1845). — ***. Berlin depuis l'armistice (conclusion : « De la tempête sort une Allemagne plus unifiée que jamais, » une Allemagne où « nous verrons apparaître une Prusse agrandie, une Prusse monstrueuse, leur Fafner dans toute sa teutonique grandeur »). — Ch. COPPIER. La légende de la « Ronde de nuit » (ce tableau fut commandé à Rembrandt par Franz Banning Cocq, seigneur de Purmerland, sans doute pour fêter sa nomination au rang suprême des miliciens; il représente une prise d'armes où le capitaine Cocq donne à son lieutenant l'ordre de faire marcher sa troupe pour la remise du drapeau déposé chez le colonel. L'épisode est figuré au déclin du jour, au moment où le soleil oblique éclaire encore la scène. Le tableau s'assombrit plus tard, parce qu'il fut enfumé par la tourbe des poêles et que la toile fut maintes fois et lourdement revernie. Le capitaine Cocq s'y est fait représenter, à la mode des hidalgos espagnols, avec son bouffon et sa ménine qui porte un coq blanc suspendu à sa ceinture.

Le tableau fut livré à F. B. Cocq en 1642, au moment où Rembrandt venait de perdre sa femme Saskia et allait être traîné en justice par les parents de la morte, avides de reprendre sa dot. Contrairement à tant d'affirmations erronées, cette date et cette œuvre ne marquent pas un échec dans la vie du grand artiste). — Paul BOURSON. Le vote de l'Alsace (les élections du 16 novembre 1919 ont prouvé que les Alsaciens de tous les partis ont voulu le rattachement à la France. Le plébiscite, le voilà!). — Pierre BRAUN. Le vote de la Lorraine libérée (mêmes faits, même conclusion). = 1920, 1^{er} janvier. A. ISWOLSKY. Souvenirs de mon ministère. IV. Nicolas II (son éducation; début de son règne; ses deux néfastes conseillers : le procureur général du Saint-Synode Pobiedonostzeff et le prince Metchersky. C'est Pobiedonostzeff qui rédigea le retentissant discours du tsar aux représentants des zemstvos; l'empereur lui-même répugnait à rompre en visière avec eux. La catastrophe de Moscou en 1896. Influence des courtisans, des amuseurs, des aventuriers : Philippe et Raspoutine. L'auteur rectifie de nombreuses erreurs commises par E.-J. Dillon tant dans son livre : *The eclipse of Russia*, que dans les articles publiés après la mort du tsar dans le *Daily Telegraph* de Londres). — G. LENÔTRE. Le roi Louis XVII. III. Complots. — Général BUAT. Un homme de guerre allemand : Ludendorff. II. Le général, son caractère, sa doctrine (très intéressant et à méditer, car il est probable que Ludendorff n'a pas dit son dernier mot; il est resté dans la coulisse, attendant l'heure de sa rentrée). — Gustave LANSON. Une voix du Canada français (celle de M. Gonzalve Désaulniers, auteur d'un poème en français où il explique les sentiments qui poussèrent les Canadiens à venir combattre pour la France). — Maurice PERNOT. Carnets d'un Français en Allemagne, juillet-octobre 1919 (notes précises et substantielles prises à Berlin, à Weimar, en Haute-Silésie). — Louis MADELIN. La journée de Strasbourg (celle du 22 novembre 1919; voir *Rev. hist.*, t. CXXXII, p. 411).

17. — Académie des inscriptions et belles-lettres. 1919, janvier-février. — Rapport semestriel du secrétaire perpétuel sur la situation des publications de l'Académie pendant le second semestre de 1918. — Marcel DIEULAFOY. Quarante (l'importance des nombres 3, 7 et 40 ne tient pas à des opérations mystérieuses, mais à des propriétés mathématiques et à des rapports de valeur bien faits pour impressionner la haute antiquité qui les constatait sans être en état d'en comprendre la raison). — Jean SVORONOS, professeur à Athènes. L'atelier monétaire franc du Péloponèse (créé par Guillaume I^{er} de Villehardouin); l'atelier monétaire du Stéphanéphoros des Athéniens (cet atelier monétaire de l'ancienne Athènes se trouvait dans la forteresse du cap Sunion, au Laurion); monnaies d'or frappées par le tyran Lacharès avec l'or de la parure de l'Athéna Parthénos de Phidias (entre 296-294 av. J.-C.). — Eugène ALBERTINI. Milliaires de la route de Senlis à Soissons (fragments de quatre milliaires qui ont été trouvés

en septembre 1917 sur le chemin dit « chaussée Brunebaut », entre le village de Béthizy-Saint-Martin et les ruines gallo-romaines de Champ-lieu. Ils datent du milieu du III^e siècle et cette accumulation s'explique par le désir de marquer, de règne en règne, l'adhésion de la cité aux nouveaux empereurs). — Louis CHATELAIN. Statuette en bronze découverte à Volubilis, Maroc (sans doute v^e siècle av. J.-C.). — Comte Paul DURRIEU. Deux tableaux des collections du duc Jean de Berry (une « Pitié de Notre-Seigneur » qui se trouve au musée de Troyes; deux volets représentant la « Mort du Christ sur le calvaire » et le « Jugement dernier », sortis de l'atelier de van Eyck, au musée de l'Ermitage, à Pétrograd).

18. — Académie des sciences morales et politiques. Comptendu des séances. 1919, septembre-octobre. — Ce fascicule est rempli par la discussion à laquelle a donné lieu le mémoire de M. Arnauné sur les causes de la cherté actuelle de la vie, à laquelle ont pris part MM. d'Eichthal, Souchon, Raphaël-Georges Lévy, Schelle, Ribot et Colson. = Novembre. Suite de la discussion sur les causes de la cherté actuelle de la vie; y prennent part MM. Arnauné, Delatour, Schelle, Henri Welschinger, le comte d'Haussonville, Ribot et Souchon. M. ARNAUNÉ a rédigé un rapport sur les observations présentes. — Charles BENOIST. Rapport sur les causes économiques, morales et sociales de la diminution de la natalité. Au pays de Tréguier, l'arrondissement de Lannion (là aussi on constate une sérieuse diminution).

19. — Annales de Bretagne. T. XXXIV, n° 1, 1919. — G. SAINT-MIEUX. Les armements de M. de Châteaubriand (navires qui furent équipés par M. de Châteaubriand de 1759 à 1776; pertes que subit sa flotte et à la suite desquelles il abandonna l'armement). — Documents menaisiens (séries de lettres inédites de La Mennais de 1819 à 1848; une lettre de Lacordaire du 11 janvier 1831). — Eug. DÉPREZ. Une lettre missive du prétendant Jean de Bretagne, comte de Montfort (Plymouth, 24 juin [1345], après qu'il se fut évadé en Angleterre; la lettre a été trouvée au Public Record Office à Londres). — L. DUGAS. La timidité de Waldeck-Rousseau (étude de psychologie). — M. LE GUYADER. L'ancienne Faculté des lettres de Rennes (de 1810 à 1815; en 1817, à la Faculté est substituée une commission d'examen pour le baccalauréat). = C.-rendus : C. Le Mercier d'Erm. Les bardes et poètes nationaux de la Bretagne armoricaine (anthologie qui rendra service). — F. Vallée. Vocabulaire français-breton de *Le Gonidec*. Nouvelle édition mise à jour et considérablement augmentée (a été en effet beaucoup augmentée). — William J. Watson. Bardach Ghaidhlig, Specimens of gaelic poetry, 1550-1900 (fait bien connaître la poésie gaélique de l'Écosse). — Gaston Esnault. Le poilu tel qu'il se parle (ouvrage fondamental sur la matière). — Chronique d'histoire et de littérature de la Bretagne.

20. — Annales du Midi. 1919, juillet-octobre. — A. ARNAUD. Fonctions et juridictions consulaires à Montpellier aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles; suite et fin. — J. ANGLADE. Poésies du troubadour Peire Ramon de Toulouse (composées sans doute entre 1190 et 1222). — J. CALMETTE. Notes d'histoire anglo-franco-aragonaise (1^o sur une lettre de Philippe VI à un roi d'Aragon; datée par Miret y Sans de Saint-Germain-en-Laye, 17 mars 1332, elle doit d'être reportée à l'année 1340; 2^o une lettre d'Édouard IV à D. Pedro de Portugal; texte catalan du 20 juin 1465). — P. MAURY. Les finances de la ville de Toulouse pendant les premières années de la Révolution. — C. PITOLLET. Sur la légende pyrénéenne de la *Peña de los Enamorados* et la tragédie de Heine *Almanzor*. = C.-rendus : A. Crémieux. Marseille et la royauté pendant la minorité de Louis XIV, 1643-1660 (plein de faits puisés directement aux sources). — Édouard Harlé. Livre de famille; recueil de documents. 2^e partie, t. I et II, 3^e partie (beaucoup de curieux renseignements sur l'ancienne société française).

21. — Bulletin du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française. 1919, janvier-mars. — P. HUMBLLOT. Du nom chez les Malinké des rives du Niandan et du Milo; suite (coutumes et croyances relatives à l'imposition du nom). — A. DE LOPPINOT. Souvenirs d'Aguibou (nom d'un chef du Soudan, mort en 1907 à Bandiagara, ancienne capitale de ses « États »). — R. P. EZANNO. Fadiout (village sur la Petite Côte, entre Nianing et l'embouchure du Saloum). = C.-rendu : M^{me} M. Saulnier. Une réception royale à l'île de Gorée en 1831 (Dona Maria, reine de Portugal, âgée de douze ans, fille de don Pedro, empereur du Brésil, séjourna en rade de Gorée du 6 au 11 juin 1831; récit de ce séjour).

22. — Revue d'Alsace. 1914, septembre-décembre (imprimé en juillet 1919). — La Direction annonce qu'elle s'occupe de continuer la Revue d'Alsace et qu'elle se propose de publier très prochainement une « Étude historique et monographique sur Masevaux et la vallée de la Doller », d'Édouard Gasser, et une histoire de Thann de l'abbé Sifferlen. — Les forteresses, lignes de défense et cours d'eau de l'Alsace au ^{xviii}^e siècle; suite et fin (canaux qui existaient au ^{xviii}^e siècle). — Lettres de Louis DE BEER; suite (de Paris, décembre 1797). — Louis HUBELIN. Les anciens châteaux et murs de Delle; suite et fin (c'est, en réalité, une histoire de Delle de 1635 à 1714; série de pièces justificatives). — C. OBERREINER. Le sceau et les armoiries de Cernay (de gueules à un puits couvert d'argent, accosté de deux barbeaux adossés, de même). — Id. Les origines de Thann (conjectures présentées par divers auteurs). = Bibliographie (revue des articles qui ont paru en 1913-1914 sur l'histoire de l'Alsace, période de la Révolution à nos jours). — D^r Aug. VAUTHERIN. Onomatologie topographique (signale les noms de lieux celtiques dans la vallée du Rhin). = XI^e série, t. I, 1919, janvier. C. OBERREINER. La bataille de Magétobrige

(place dans les environs de Colmar où César défit les Gaulois coalisés contre lui). — Anselme LAUGEL. Origine des abbayes de Neuwiller et de Marmoutier (rattache l'origine des deux abbayes à saint Martin; à suivre). — A. GASSER. La chronique d'Ensisheim (tirée d'un manuscrit où le comte François-Louis Waldner, 1710-1788, avait fait copier des documents intéressants sa famille; les extraits publiés ici vont de 1521 à 1525; renseignements sur la bataille de Pavie). — H. M. P. INGOLD. Lettres de Louis de Beer (de l'année 1798). — Louis HUBELIN. Fries-Largitz (désolation des villages de Friesen et Largitzen en 1632 lors de la guerre de Trente ans, et en 1919, après la grande guerre). — C.-rendus : *Louis Strob*. Le tissage de Sainte-Marie-aux-Mines (excellent). — Dr C. Bourdin. Adrien-Simon Boy (chirurgien de l'armée du Rhin qui a composé à Strasbourg l'hymne : « Veillons au salut de l'Empire »). — Aug. Oberdærffer. Nouvel aperçu historique sur l'état de la musique en Alsace de 1840 à 1913 (bon). — Gilles Sifferlen. Thann « la Française » (chant de gloire en l'honneur de Thann). — En appendice, la revue commence la publication d'Édouard GASSER : Étude historique et monographique sur Masevaux et la vallée de la Doller.

23. — *Revue de l'Anjou*. 1919, mai-juin. — André GODARD. Un ami des oiseaux : Gabriel Rogeron (généalogie de la famille Gendron, à laquelle appartenait M^{me} Rogeron). — G. DUFOUR. Chez nos internés en Suisse; suite (à Brigue, Chexbres, Charmes, octobre 1917). — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre (du 11 au 28 février 1917).

24. — *Revue de Saintonge et d'Aunis*. 1919, août. — Ch. BÉMONT. Le coutumier de l'île d'Oléron (reproduction de la préface mise en tête de l'édition des « Bons usages et les bonnes coutumes et les jugements de la commune d'Oléron » et publiée dans le « Bulletin philologique et historique » du Comité des travaux historiques). — Ch. DANGIBEAUD. Courbet à Saintes (le peintre d'Ornans vint à Saintes fin mai 1862 et y séjourna dix mois; c'est là qu'il peignit le « Retour de la Conférence »). — J. DEPOIN. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes jusqu'au règne de saint Louis; suite (les évêques de la fin du ix^e et ceux du x^e siècle. Il semble que l'auteur termine en l'an 1060, avec l'avènement d'Iselon de Massidon, cette étude critique des documents; il va discuter désormais les origines de l'église de Saintonge et la légende de saint Eutrope).

25. — *Revue historique de Bordeaux*. 1919, juillet-septembre. — Paul COURTEAULT. La présentation à Louis XV du plan de Lattré (plan géométral de Bordeaux gravé en 1754 par Jean Lattré et présenté l'année suivante au roi par l'intendant Tourny. Conflit à ce propos entre l'intendant et la municipalité). — Abbé LABRIE. Vieux quartier et porte du Callou à Bordeaux. Le vrai nom et son origine (suite; le Calbau est un nom de lieu, plus ancien que le nom de personne

Arnaud Calhau. Ce n'est donc pas celui-ci qui a donné son nom au quartier et à la porte. Ce nom rappelle un de ces mégalithes, assez nombreux dans la contrée). — Lieutenant-colonel LEWDEN. Les casernes de Libourne et les corps de troupes qui y ont tenu garnison (fin). — E. BOURGOUIN. Une disette en Guyenne à la fin de l'ancien régime, 1777-1778 (fin). — Alfred LEROUX. A propos des portails commémoratifs de Bordeaux. — R. B. Sieyès et Condorcet, députés de la Gironde (élus en septembre 1792). = C.-rendu : A. Leroux. Histoire externe de la communauté des religionnaires de Bordeaux de 1758 à 1789 (bon chapitre de l'histoire du protestantisme avant l'édit de tolérance).

CANADA.

26. — Bulletin of the department of history and political and economic science in Queen's University, Kingston. N° 31, avril 1919. — W. A. MACKINTOSH. L'économie politique, les prix et la guerre. = N° 32, juillet 1919. Bryce M. STEWART. Les bureaux de placement au Canada (c'est seulement depuis 1913-1914 qu'on a songé sérieusement à organiser le marché du travail et le placement des employés. Commente l'acte de 1918 établissant la coordination des bureaux de placement). = N° 33, octobre 1919. J. L. MORISSON. La première tentative d'Allenby pour marcher vers Jérusalem (raconte, d'après les documents officiels, l'échec subi par la brigade écossaise chargée de cette entreprise en 1918).

ÉTATS-UNIS.

27. — The Nation. 1918, 29 juin. — G. B. Adams. An outline sketch of english constitutional history (remarquable résumé). — R. P. Porter. Japan; the rise of a modern power (beaucoup d'utiles indications; l'auteur, journaliste bien informé, n'est pas assez un historien). = 6 juillet. P. Miliukov, P. Struve, A. Lappo-Danilevsky, R. Dmovsky, H. Williams. Russian realities and problems (important, mais trop limité; quelques-uns des problèmes les plus grands ne sont pas abordés). = 13 juillet. Karl G. Dernby. La tragédie de Finlande (les causes et le développement de la guerre civile en 1917-1918). = 20 juillet. Sir Rickman J. Godlee. Lord Lister (bonne biographie par un neveu de l'illustre savant à qui l'on doit l'antiseptie). — Th. De Booy et John T. Faris. The Virgin islands; our new possessions and the British islands (intéressant; mais la partie politique est manquée). = 27 juillet. Burt E. Powell. The semi-centennial history of the University of Illinois. Vol. I : 1840-1870 (complet au point d'en être fatigant). = 3 août. L'histoire diplomatique des années 1917-1918 (impuissance de la diplomatie européenne; « heureusement l'initiative stratégique en diplomatie aussi bien que sur les champs de bataille passe maintenant du côté des Américains et, dans l'affirmation de

l'idéal démocratique, le président Wilson est sans égal »). — Dr G. F. Nicolai. Die Biologie des Kriegeres; Betrachtungen eines deutschen Naturforschers (ouvrage qui n'est pas assez connu; l'auteur l'a composé en réponse aux 93 Intellectuels et, en ce qui concerne la trop fameuse « kultur » germanique, il remet les choses au point). = 10 août. H. H. Powers. America among the nations (beaucoup d'esprit critique et de généralisation intelligente). — Vincent A. Smith. Akbar the Great Mogul, 1542-1605 (remarquable). = 17 août. Mary M. Wood. The spirit of protest in old french literature (très intéressant). — La tour penchée de Pise (est un exemple de l'amour des artistes du moyen âge pour l'asymétrie; l'inclinaison en a été voulue par l'architecte; c'est un tour de force). = 24 août. Elihu Root. North Atlantic coast fisheries arbitration at The Hague; édit. by Robert Bacon and James B. Scott (très important rapport sur le différend entre les États-Unis et l'Angleterre concernant le droit de pêche des Américains dans les eaux canadiennes; ce différend remontait aux débuts mêmes de l'histoire nationale des États-Unis, aux traités de 1783 et de 1818; il fut soumis en 1910 à l'arbitrage de la cour de La Haye, qui finit par donner raison sur la plupart des points aux États-Unis). = 31 août. G. Chinard. L'exotisme américain dans l'œuvre de Chateaubriand (neuf et très intéressant). — A. J. Sack. The birth of russian democracy (cet ouvrage manque de trois qualités indispensables à l'historien : la méthode, l'impartialité et l'imagination). = 7 septembre. E. A. Ross. Russia in upheaval (remarquable). = 14 septembre. A. M. Schlesinger. The colonial merchants and the american Revolution, 1763-1776 (beaucoup de faits et de documents). = 28 septembre. H. B. Butler. Publications of the Princeton University. Archaeological expeditions to Syria in 1904-1905 and 1909. Division II. Ancient architecture in Syria (études sur les ruines de St, dans le Hauran; important). — Fr. J. Teggart. The processes of history (l'auteur s'est proposé de faire pour l'histoire de l'homme ce que font les biologistes pour l'histoire des formes de la vie; il a essayé de combiner les résultats fournis par l'anthropologie, la philologie, la géographie et l'histoire. Il donne beaucoup à penser). = 5 octobre. Sir Julian S. Corbett. England in the seven years' war (réimpression d'une œuvre déjà publiée en 1907). = 12 octobre. J. N. Figgis et R. V. Laurence. Selections from the correspondence of the first Lord Acton (très intéressant; mais les lettres sont présentées en une extrême confusion). — R. W. Kelsey. Friends and the Indians, 1655-1917 (très bonne histoire des Quakers et de leurs rapports avec les Indiens). = 19 octobre. A. K. Reischauer. Studies in Japanese Buddhism (bon répertoire d'informations sur les sectes japonaises et leur histoire). = 26 octobre. K. Kohler. Jewish theology systematically and historically considered (premier et remarquable essai en anglais pour faire connaître la théologie juive dans tous ses aspects). — Sydney L. Gulick. American democracy and asiatic citizenship (important; montre qu'il n'existe plus maintenant de raisons sérieuses pour empêcher un Japonais ou

un Chinois d'obtenir la naturalisation américaine. Cette nouvelle transformation dans la mentalité américaine est destinée à produire des résultats considérables au point de vue politique). — *Jabez T. Sunderland*. *Rising Japan* (superficiel). = 2 novembre. *William M. Sloane*. Napoléon I^{er} et les Hohenzollern (considérations sur les conséquences politiques de l'abdication de Napoléon I^{er} et sur le sort qui attend l'Allemagne si la dynastie des Hohenzollern est renversée pour faire place à une véritable démocratie). = C.-rendu : *William Archer*. *India and the future* (remarquable plaidoyer en faveur de l'administration britannique en Inde). = Section des relations internationales : *Sir George Foster*. L'Inde et le régime préférentiel établi par le gouvernement britannique. — *Robert L. Schuyler*. Réorganisation des institutions politiques en Inde. = Documents : Des conditions posées par les socialistes allemands avant d'entrer dans la combinaison ministérielle du prince Max de Bade. = 9 novembre. *L. F. Anderson*. La « University of Michigania » (explique l'origine des idées qui aboutirent à l'acte de 1817 établissant l'Université de Michigan ou « Catholepistemiad » et de la singulière terminologie qu'on y employa). — *J. A. Stevenson*. Le Canada et la secte des Mennonites (fondée par un certain Menno Simons qui, au xvi^e siècle, réunit en Hollande un certain nombre de disciples et qui leur imposa des dogmes analogues à ceux des Quakers. On trouve des Mennonites en Moravie et en Russie à la fin du xviii^e siècle; chassés de Russie par une loi qui devait les astreindre au service militaire, ils se rendirent en Amérique. Une nombreuse colonie s'établit au Canada en 1874-1879; exemptés du service militaire en 1917, ils commirent l'imprudence de se proclamer Allemands, ce qui attira contre eux les rigueurs du gouvernement). = 16 novembre. *George Lincoln Burr*. *Andrew Dickson White* (article nécrologique : White, qui vient de s'éteindre, le 4 novembre 1918, à la veille de ses quatre-vingt-six ans, fut pendant longtemps président de l'Université Cornell, fonction dont il se démit en 1885; sa présidence intéresse l'histoire du développement intellectuel aux États-Unis). = C.-rendus : *R. B. Merriman*. *The rise of the Spanish empire in the Old World and in the New* (remarquable). — *W. Spence Robertson*. *Rise of the Spanish-american republics as told in the lives of their liberators* (biographies bien étudiées; malgré toute sa peine, l'auteur n'a pas réussi à nous montrer l'évolution historique des républiques espagnoles). = Section des relations internationales : Un manifeste bolcheviste (publié : 1^{re} une note adressée au nom des États neutres par M. Odier, ambassadeur suisse, au Commissaire du peuple pour les affaires étrangères à Moscou, 5 septembre 1918, et 2^e une véhémement réponse de Tchitcherine au nom du gouvernement des Soviets : « En Russie, la force est employée seulement au nom de la cause sacrée qui doit délivrer les masses populaires du capitalisme; nous sommes convaincus, non seulement qu'elles comprendront cela, mais qu'elles nous suivront »). — Le traité secret de Londres (texte de ce traité, conclu le 26 avril 1915 pour ménager l'entrée de l'Italie dans l'alliance

contre les empires du Centre). — Les espions alliés en Russie (récit d'un cas transmis par le sans-fil russe, 24 octobre 1918). = 23 novembre. *Walter Dennison*. A gold treasure of the late roman period (ce trésor est formé de plusieurs trouvailles faites en Égypte par des paysans arabes; les pièces, au nombre de trente-six, se placent entre le III^e et le VI^e siècle; important). — *Joseph J. C. Clarke*. Japan at first hand (impressions rapportées par l'auteur du Japon, de la Corée, des champs de bataille de la Mandchourie; intéressant et superficiel). — *Kennet Scott Latourette*. The development of Japan (excellent et approfondi). — *Fred. Starr*. Korean Buddhism (signale dans le bouddhisme une force avec laquelle le Japon, et sans doute aussi d'autres puissances, auront à compter). = 30 novembre. *Sir Albers H. Markham*. The life of Sir Clements R. Markham (fait bien ressortir les services rendus par Markham à la géographie et notamment à l'étude des régions polaires). = 7 décembre. *J. V. Bubnov*. The coöperative movement in Russia; its history, significance and character (montre la grande importance du mouvement coopératif au point de vue économique, culturel et politique; son objet principal était de faire l'éducation du peuple, ce qui le rendit suspect au tsarisme). — The mythology of all races. III : Celtic, by *A. Mac Culloch*; Slavic, by *Jan Machal*; XII : Egyptian, by *W. Max Müller*; Indo-Chinese, by *Sir James G. Scott* (quatre études également intéressantes). = 14 décembre. *Albert SCHINZ*. Jean-Jacques Rousseau (on ignore généralement en Amérique la vérité sur Rousseau; on le considère comme un penseur de génie, mais comme une âme vile, Or, les plus récents critiques ont défendu victorieusement la réputation de Rousseau. Il n'est point vrai, par exemple, qu'il ait faussé la vérité dans son récit de la querelle qui le sépara de M^e d'Épinay, de Grimm, de Diderot, des Encyclopédistes. Les plaintes de Rousseau sur la malice de ses ennemis n'étaient pas sans fondement). = 14 décembre. *Roy C. Flickinger*. The greek theatre and its drama (remarquable). = Section des relations internationales : L'accord dano-islandais (du 1^{er} décembre 1918, qui reconnaît l'indépendance et la souveraineté de ces deux États sous un roi commun). — La guerre civile en Chine (publie le manifeste du gouvernement militaire indépendant établi à Canton par Sun Yat-Sen en 1917). = 21 décembre. *CHRISTIAN*. Ce qu'on dit en Russie (le règne du Christ sur la terre arrive en Russie avec la paix; la paix des peuples montre que l'amour règne sur la terre, mais que les voies du Seigneur ne sont sans doute pas encore préparées et qu'elles ne s'ouvriront que pour les seuls justes). — *Fr. Hackett*. Ireland; a study in nationalism (livre sincère, courageux et bien informé). — *Chas. H. Haskins*. The Norman in European history. Norman institutions (deux ouvrages remarquables). = 28 décembre. *Roland G. Usher*. The pilgrims and their history (beaucoup d'érudition, mais trop unilatérale; l'auteur s'est laissé dominer par la légende d'une civilisation purement anglaise dans la formation du peuple américain; il n'a pas vu les influences non anglaises qui ont agi sur les futurs pèlerins pendant

leur séjour à Leyde de 1610 à 1620). — *Henry Morgenthau*. Ambassador Morgenthau's story (souvenirs très intéressants du dernier ambassadeur des États-Unis à Constantinople, mais a-t-il toujours observé les lois de la discrétion la plus élémentaire?). = 1919, 4 janvier. La constitution de la République russe des Soviets (traduction du texte officiel). — A. J. BARNOUW. L'heure de Grotius (ce qu'était la doctrine de Grotius et ce qu'elle est devenue, notamment sous la plume du Suisse Vattel). = C.-rendus : *S. M. Dubnow*. History of the Jews in Russia and Poland, trad. par *J. Friedländer* (le tome II de ce remarquable ouvrage traite de la période qui s'étend de l'avènement de Nicolas I^{er} à celui de Nicolas II). — *Max Farrand*. The development of the United States (bon résumé à l'usage des non-Américains). = 11 janvier. *Padraic COLUM*. La victoire des Sinn Feiners aux élections irlandaises (développement du mouvement Sinn Fein depuis qu'il fut lancé il y a douze ans par Arthur Griffith; ce que veulent les Sinn Feiners. La question est devenue internationale et devrait être résolue par l'accord des grandes puissances). — *W. COMFORT*. Le siège de Paris par les Sarrasins (d'après la littérature poétique). = Section des relations internationales : *Ch. H. HUBERICH* et *Richard KING*. Établissement des gouvernements provisoires en Allemagne; I (documents). — *J. P. CHAMBERLAIN*. L'industrie de l'huile au Mexique (importance internationale prise par cette industrie depuis 1910). = 18 janvier. *E. W. Emerson*. The early years of the Saturday club, 1850-1870 (intéressant pour l'histoire de la société lettrée). — *Mrs. Humphrey Ward*. A writer's recollections (agréables souvenirs soigneusement colligés par la célèbre romancière). = 25 janvier. Section des relations internationales : *Eugène S. BAGGER*. La Pologne et le problème juif. — *Ch. H. HUBERICH* et *Richard KING*. Établissement des gouvernements provisoires en Allemagne; II (suite des documents). — La « loi fondamentale pour la socialisation de la terre » en Russie (qui est entrée en vigueur en septembre 1918). = 1^{er} février. *Edward Porritt*. Evolution of the dominion of Canada; its government and its politics (des erreurs assez nombreuses dans les premiers chapitres où est exposée la formation canadienne jusqu'en 1873; ceux qui décrivent le fonctionnement de la constitution actuelle sont bien faits). = 8 février. *H. Begbie*. Albert, fourth earl Grey (très bonne étude sur le comte Grey, qui fut de 1880 à 1886 membre de la Chambre des Communes, où il appartenait au parti whig, et gouverneur général du Canada de 1904 à 1914; mort en août 1917). = 22 février. Section des relations internationales : *A. LINGSTON*. L'organisation socialiste du travail en Italie. — *F. G. NICOLAI*. L'avenir du monde (l'auteur de cet article est ce professeur de l'Université de Berlin qui fut interné dans la forteresse de Graudenz pour son attitude hostile au pangermanisme. L'article a paru dans le *Politiken* de Copenhague le 1^{er} décembre 1918. L'auteur espère que les nations seront assez sages pour réaliser la liberté et l'égalité et pour répudier à jamais le règne de la force brutale; il redoute que le prolétariat abuse de sa victoire pour

commettre les mêmes erreurs que les anciens gouvernements). — Czernin et l'effondrement italien (donne le texte complet d'une lettre écrite le 12 avril 1917 par le comte Czernin à l'empereur d'Autriche). — La liberté de la presse en France (des méfaits commis par la censure, même sur les articles envoyés de France en Amérique). = 8 mars. Section des relations internationales : Edw. S. CORWIN. La liberté des mers (essaie de concilier les vues exprimées dans le second des quatorze points formulés par le président Wilson avec les nécessités de la Grande-Bretagne, plus intéressée que toute autre puissance au remaniement des règles qui devraient présider à la guerre maritime). — Edw. T. HEYN. Les races et les religions dans la Bohême septentrionale. — Une ligue des nations au XVI^e siècle (analyse du traité passé en 1518 entre Henri VIII et François I^{er} et auquel adhèrent ensuite Charles-Quint et le pape). = 15 mars. *Julia Patton*. The english village; a literary study, 1750-1850 (étude très littéraire). = 22 mars. Section des relations internationales : Mark PODOLIANIN. Situation où se trouve l'« intelligentsia » russe (explique pourquoi les « intellectuels » russes, partisans déclarés de la révolution, sont devenus les ennemis des Soviets et des Bolcheviks). = Documents : La conférence de Berne et la Ligue des nations. = 29 mars. Raimond SWING. Un projet catholique de reconstruction sociale (par les quatre évêques du Conseil catholique de la guerre en Amérique, qui conseillent une entente commune des catholiques et des socialistes). = 5 avril. Hendrick VAN LOON. Napoléon et la propagande (pour défendre sa politique et propager ses vues de gouvernement, Napoléon I^{er} n'a pas eu de meilleur avocat que lui-même. Il n'a pas confié à un comité le soin de les défendre; il s'est fait journaliste). = 12 avril. O. G. VILLARD. La Révolution en Allemagne (notes d'un témoin direct, 22 février-13 mars 1919; la mort de Kurt Eisner et ses conséquences). = Supplément littéraire : Ch. H. Mac Ilwain. The political works of James I (utile réédition). = 19 avril. Le programme officiel de la Société Spartacus. — Un mémoire sur la Palestine (résumé d'un memorandum soumis par la délégation sioniste à la Conférence de la paix le 27 février 1919). = 26 avril. Kenneth DURANT. La Russie et la presse anglaise (constate qu'une partie de cette presse commence à se montrer plus équitable envers le bolchevisme, parce qu'elle ne se laisse plus influencer par les calomnies répandues sur la république des Soviets). — Karen LARSEN. L'échec des Prussiens en Slesvig. = C.-rendus : Admiral viscount Jellicoe. The grand fleet, 1914-1915 (important; mais on ne peut se dissimuler que la bataille du Jutland fut un échec pour les Anglais). — Norman Angell. The British revolution and the american democracy (ouvrage plein d'idées, mais qui ne montre pas encore assez quelle importance ont prise les questions économiques). — Miss Lily B. Campbell. A history of the costuming on the english stage, 1660 à 1828 (bon). = 3 mai. Deux entrevues avec Lénine (les idées exprimées par le célèbre révolutionnaire prouvent que c'est un homme avec lequel il faut comp-

ter). — O. G. VILLARD. Les communistes en Bavière. — Edward R. TURNER. La pratique de la torture (dans l'ancien monde et aux États-Unis même; recherche les causes morales de cette cruelle pratique). = C.-rendu : John Reed. Ten days that shook the world (chronique détaillée, saisissante et vraie, du coup qui donna le pouvoir aux bolchevistes en novembre 1917). = 17 mai. Le culte de Lincoln dans la poésie contemporaine (Lincoln est en passe de devenir un personnage de légende comme Arthur, Charlemagne ou Jeanne d'Arc). — The Jewish communal register of New York city, 1917-1918 (gros volume de 1,536 pages qui donnent une masse considérable d'informations). = 24 mai. Bertrand Russell. Proposed roads to freedom (l'éminent philosophe mathématicien fait l'histoire et la critique des trois grandes doctrines modernes d'économie sociale : l'anarchie, le socialisme et le syndicalisme; il les apprécie à la mesure de la liberté qu'elles doivent assurer aux citoyens; il indique les méthodes de production et de distribution qui, tout en détruisant le monopole capitaliste, seront les plus aptes à préserver ce bien essentiel de la liberté). = 24 mai. Leonard Huxley. Life and letters of Sir Joseph Dalton Hooker, based on materials collected and arranged by Lady Hooker (excellente étude sur Hooker, l'ancien directeur de Kew, un des premiers zoologistes d'Europe qui, avec Darwin et Huxley, popularisa la théorie darwinienne de l'évolution des espèces animales et végétales). = 31 mai. Robert W. Seton-Watson. The rise of nationality in the Balkans (remarquable). — Ralph Butler. The new Eastern Europe (un des meilleurs ouvrages qui aient paru pendant la guerre sur la politique internationale). = Section des relations internationales. Documents : Un nouveau manifeste communiste (par le Congrès international de Moscou, 2 mars 1919, qui inaugure la « troisième internationale »). = 7 juin. Lane COOPER. Enseignement et humanisme (montre ce qui manque aux universités américaines pour qu'elles puissent contribuer utilement aux progrès de la culture générale). = C.-rendu : Brand Whitlock. Belgium (l'histoire de la Belgique pendant l'occupation allemande par l'ancien ambassadeur des États-Unis est un chef-d'œuvre). = 14 juin. J. A. STEVENSON. La grande grève de Winnipeg (ses causes et son caractère économique et révolutionnaire à la fois; d'ailleurs toute grève aujourd'hui vise à donner le pouvoir au prolétariat en supprimant la bourgeoisie et le capitalisme). = C.-rendu : Henry W. Nevins. The Dardanelles campaign (excellente étude sur cette aventure dont le plus grand tort est de n'avoir pas réussi). = Section des relations internationales : Ernest Wilson CLEMENT. La constitution japonaise (transformation de cette constitution de 1890 à 1919). = 21 juin. William R. Thayer. Democracy, discipline, peace (recueil de conférences faites à l'Université Brown; superficiel et confus). — Marjorie et C. H. B. Quennell. A history of everyday things in England. I : 1066-1499 (intéressante collaboration d'un architecte et de sa femme qui ont su faire revivre les gens d'autrefois dans leur demeure familiale). — L. Lamprey. In the days of

the Guild (habile peinture de la vie ouvrière au moyen âge). = 28 juin. *E. Washburn Hopkins*. The history of religions (important). — *E. Monckton Jones*. Warren Hastings in Bengal, 1772-1774 (excellent). = Section des relations étrangères : *Surendra KARR*. L'inquisition aux Indes (des mesures prises contre les conspirations). — Le rôle de l'homme blanc en Égypte (reproduit un discours de Lord Curzon, 15 mai 1919, sur la situation troublée de l'Égypte et les mesures prises par le gouvernement britannique). — L'indépendance des Philippines (texte des résolutions présentées au comité des affaires insulaires du Congrès par les représentants du parti nationaliste aux Philippines). = 5 juillet. *Harold J. Laski*. Authority in the modern state (ouvrage qui doit être lu et médité par toute personne qui s'intéresse à la politique, au droit, à la sociologie). — *George Plimpton Adams*. Idealism and the modern age (pénétrant; l'idéalisme n'est pas banni du monde contemporain, mais il doit être édifié sur de nouvelles bases). = 12 juillet. Dr *Max HIRSCHBERG*. La terreur communiste à Munich. = 26 juillet. *L. J. DE BECKER*. Le complot contre le Mexique (il y eut complot en effet et plusieurs hauts fonctionnaires des États-Unis y sont impliqués). = C.-rendu : *George Foot Moore*. History of religions. II. Judaism, Christianity, Mohammedanism (œuvre très remarquable d'un érudit doublé d'un théologien). = 2 août. Une lettre inédite de Machiavel (écrite de Florence, le 15 février 1521, à Giovanni Vernacci; elle provient de la collection Dreer, actuellement possédée par la Société d'histoire de Pennsylvanie). = 9 août. *Hosea Ballou Morse*. The international relations of the Chinese empire. II et III : 1861-1908 (excellent). — *M. T. Z. T'iau*. The legal obligations arising out of treaty relations between China and other States. — *Id.* China's new constitution and international problems (bonne histoire et condamnation de l'autocratie manchoue en Chine). — *T. W. Overlach*. Foreign financial control in China (bon résumé). = Section des relations extérieures : Nouvelles révélations tirées des archives russes (très brèves indications sur la politique des tsars de 1909 à 1914). = 16 août. La Ligue des nations (on annonce une vingtaine d'ouvrages sur ce sujet). = 23 août. Section des relations internationales : *Basanta Koomar Roy*. Le problème indo-afghan. = 30 août. Supplément consacré tout entier à des questions et à des livres d'éducation et d'enseignement. = 6 septembre. *Frederick Tupper*. Un autocrate universitaire (Richard Bentley, « maître » de Trinity College à Cambridge de 1700 à 1742; son rôle comme directeur d'études). — *Feld-maréchal French*. 1914 (récit des opérations des armées anglaises sur le front occidental en 1914. Témoignage de première importance; les rapports de French avec Kitchener ont été assez tendus, Kitchener ayant plus d'une fois contrecarré les plans du général en chef). = Section des relations internationales : *Jérôme DAVIS*. Le peuple russe et les Soviets (expose l'organisation des Soviets qui fonctionne régulièrement à la satisfaction générale. Les bolcheviks sont une minorité qui a jusqu'ici réussi à diriger la masse de la nation). = 13 septembre. Sir *James G. Fra-*

zer. Folklore in the Old Testament (plein d'intérêt). = 20 septembre. Isaac Sharpless. Political leaders of provincial Pennsylvania (excellente introduction à l'histoire de la Pennsylvanie par la biographie de huit de ses principaux chefs). = Section des relations internationales : Alpheus Henry SNOW. La question de Chan-toung et des sphères d'influence (publie le texte du traité passé en 1898 entre le gouvernement allemand et la Chine concernant Kiao-tcheou ; de ce traité l'on ne connut d'abord que la première partie, touchant les « concessions politiques » ; les parties II et III touchant les « concessions commerciales » restèrent longtemps secrètes. On donne ici le texte complet du traité en allemand avec une traduction en anglais). = 11 octobre. Alice EDGERTON. La liberté individuelle en Amérique (« nous oublions nos principes de liberté, en toute sincérité et avec de bonnes intentions. Nous sommes sûrs d'être sur la bonne voie ; toute personne qui agit d'autre manière est donc nécessairement immorale. Ce n'est pas que nous soyons violemment poussés par l'intérêt personnel ; nous sommes élevés dans la conviction que les choses, telles qu'elles sont, sont libres, bienfaisantes, stables. Nous ne comprenons pas la liberté ou la tolérance qui en est le fondement »). = Section des relations internationales : W. P. CROZIER. La politique britannique en Orient. — Rae D. HENKLE. L'assimilation pacifique de la Corée (par le Japon, qui prétend absorber le peuple coréen en lui donnant sa langue et ses institutions). — Le traité anglo-persan (conclu à Téhéran le 9 août 1919). = 18 octobre. Section des relations internationales : Alpheus Henry SNOW. Répartition des colonies allemandes. — Les impérialistes anglais et la politique coloniale de l'Allemagne. = 25 octobre. Percy Brown. Indian painting (excellent petit volume). — A. Foucher. The beginnings of buddhist art ; trad. par L. A. Thomas et F. W. Thomas (remarquable). = Section des relations internationales : Le spectre bolcheviste à la Conférence de la Paix (publie une partie des notes recueillies par le sénateur Bullitt et communiquées par lui au Comité des relations extérieures, le 12 septembre 1919, sur des conversations tenues au quai d'Orsay les 16 et 21 janvier précédent ; déclarations de MM. Lloyd George, Clemenceau, Sonnino, etc.). = 1^{er} novembre. Philip. A. MEANS. Race et démocratie dans l'Amérique latine. = C.-rendus : F. B. Fisher. India's silent revolution (instructif). = Section des relations extérieures : La situation en Ukraine. — Lettre du prince Kropotkine à Georges Brandes (proteste contre l'intervention des Alliés en Russie). = 8 novembre. K. D. La Presse et la situation en Sibérie. = 15 novembre. La capitulation d'Indianapolis (les grévistes se sont rendus sans conditions). = Section des relations extérieures : M. KNIGHT. Le problème bessarabe.

GRANDE-BRETAGNE.

28. — *Edinburgh Review*. Vol. 230, juillet 1919. — W. Alison PHILLIPS. La Conférence de Paris (bien qu'animée des mêmes inten-

tions que le Congrès de Vienne de donner au monde une paix définitive, elle laissera probablement de plus grosses désillusions avec une œuvre moins durable. Le tort a été d'acclamer, par lassitude de la guerre, les quatorze points du président Wilson, qui ne voit pas les choses comme elles se présentent). — Conceptions de guerre en 1914 (d'après le livre si personnel de Lord French, 1914, « qui n'est pas de l'histoire, mais est un bon élément d'histoire quand on sait l'interpréter », et l'excellent ouvrage d'État-major de Sir Frederick Maurice, *Forty Days in 1914*, sur la manœuvre des Allemands au début de la guerre). — David HANNAY. Les armées et la conscription (intéressant tableau des transformations subies par le service militaire. Une armée ne doit jamais dépasser une certaine proportion de la population mâle d'un pays : les Prussiens le savaient, qui au XVIII^e siècle exemptaient les citoyens des villes industrielles. Les nations armées d'aujourd'hui ne sont plus vraiment militaires ; mais elles deviennent un grand danger pour la stabilité des gouvernements, et cela peut aider à la suppression du service obligatoire). — Sir Malcolm MAC ILWRAITH. Le nationalisme égyptien (il est malheureusement certain que les événements récents ont marqué un recul dans le progrès de l'Égypte et ont diminué la confiance qu'inspirait le gouvernement anglais). — William C. SCULLY. Le problème des races de couleur dans le Sud-Afrique (exposé navrant de la situation faite par les démocraties blanches aux indigènes et aux gens de couleur : c'est un scandale odieux digne d'être mis en parallèle avec la situation faite aux noirs dans les colonies allemandes). — A. J. WACE. Homère et la haute critique (histoire des théories homériques ; néglige complètement les ouvrages de M. Victor Bérard. Les idées de Wolf se sont inspirées d'un essai de Robert Wood, qui prétendait l'écriture inconnue du temps d'Homère. Nous pouvons admettre aujourd'hui que le vieux poète traça d'abord les grandes lignes de son épopée, puis y versa toute sorte de ballades, de chants, de traditions, utilisant l'histoire ainsi que Walter Scott l'a fait dans son *Quentin Durward*). — Sir Henry CUNYNGHAME. La liberté et la constitution (réflexions moroses sur le manque de libéralisme croissant des institutions présentes). — J. DE MONTMORENCY. L'avenir d'Oxford et de Cambridge (situation financière compromise par la guerre ; remèdes qu'il faudrait apporter). — Harold Cox. La valeur morale du socialisme (le socialisme affiche de plaisantes prétentions à la supériorité morale et voudrait nous persuader que les gens élevés à l'école du bolchevisme, qui « n'est autre que le socialisme avec le courage de ses convictions », deviendront au jour du triomphe des modèles de vertu. Critique animée des sophismes récents, avec faits à l'appui, notamment des chiffres sur l'exploitation des chemins de fer et des charbonnages. Démoralisation systématique de l'ouvrier en Angleterre et analyse du *Livre blanc* sur le bolchevisme en Russie). — Octobre. Major général R. MAHON. Les munitions et M. Lloyd George (protestation d'un haut fonctionnaire du ministère de la Guerre

à Londres, qui s'occupait depuis trente ans de l'armement et des approvisionnements de l'artillerie, contre les prétentions de M. Lloyd George d'avoir sauvé le pays et tout créé comme ministre des Munitions. M. Lloyd George a simplement hérité d'une situation organisée, dès le début des hostilités, par Lord Kitchener). — Maurice Low. Angleterre et Amérique (la situation est assez tendue entre l'Angleterre et les États-Unis, au point de vue moral et populaire, car les relations diplomatiques sont excellentes. L'Américain ordinaire, sans parler des allogènes, hostiles d'origine à la Grande-Bretagne, continue à se méfier de l'égoïsme et de la duplicité britanniques, auxquels il attribue l'ancienne rupture des colonies avec la métropole. La guerre de 1914 a même renforcé ce préjugé traditionnel en son esprit : l'Angleterre aurait par égoïsme utilisé la France jusqu'à ruine complète, pour détruire l'Allemagne concurrente, puis elle aurait attiré par ruse les États-Unis dans la lutte pour achever son œuvre. En revanche, l'Américain apprécie beaucoup le caractère chevaleresque qu'il attribue aux Français, bien que le contact intime des deux peuples ait amené quelques désillusions). — Stephen GWYNN. La France et l'armée anglaise (à l'occasion des romans militaires anglo-français, le *Major Pipe et son père*, de René Benjamin, les *Silences du colonel Bramble*, d'André Maurois). — Geoffrey BUTLER. Le « grand dessein » de Sully (inventé sans doute par le ministre pour se donner du lustre). — R. LYNN. L'Ulster et le Sinn-Fein (le point de vue de l'Ulster. Il est inexact de prétendre que le Sinn-Fein n'ait été que la réplique aux armements de l'Ulster, sous la direction de Sir Edward Carson, qui datent seulement de 1912. Le Sinn-Fein n'est que la constante hostilité de l'Irlande sous une nouvelle forme. Relations des Sinn-Feiners avec l'Allemagne contre l'Angleterre, avant et depuis l'explosion de la guerre. Si l'insurrection de Pâques 1916 n'avait échoué, il eût fallu 250,000 hommes pour rétablir l'ordre). — C. S. ADDIS. Les finances de la Chine. — Bernard HOLLAND. Le logement municipal. — Hugh ELLIOT. Le problème de l'alcool (à l'aide de l'excellente enquête officielle et de publications officieuses sur les effets physiologiques de l'alcool; critique nettement les prétentions des abstentionnistes). — Major Orlo WILLIAMS. Les écoles publiques (les grands collèges anglais ont été l'objet d'assez vives critiques dans ces derniers temps. Sans doute, l'éducation publique apparaît supérieure à l'éducation privée; elle a fortifié le caractère et l'initiative. Mais l'intellectualisme, la préparation et l'entraînement au travail personnel y sont trop négligés. Une difficulté nouvelle est que le travailleur entend mettre ses fils dans les collèges aristocratiques d'Eton et de Winchester, dont il faudrait, pour transformer le caractère séculaire, refondre le système d'éducation; or, la société anglaise n'incline pas encore à ignorer les différences de classes). — Strachan MORGAN. La démocratie en Angleterre (l'égoïsme éclairé des « classes » juge mieux les intérêts généraux que le simple égoïsme des masses).

— J. STAMP. L'impôt sur le capital et la « capacité de paiement » (étude remarquable : les diverses modalités de l'impôt sur le capital et sur le revenu. Aux États-Unis, la tendance est de préférer maintenant la taxation d'après le revenu que produit chaque sorte de capital). — Sir Lynden MACASSEY. Autres erreurs économiques dans l'industrie (un article précédent, au mois d'avril, exposait les idées folles et dangereuses du monde ouvrier sur le chapitre des salaires. Cette fois, répondant à des sceptiques et à des contradicteurs, l'auteur traite de la bonne entente coopérative entre patrons et ouvriers, en s'appuyant sur une expérience de 3,000 conférences industrielles relatives à plus de 2,000 établissements et à 700,000 ouvriers. Les travailleurs ont absorbé avec une surprenante avidité les fallacieuses théories de Karl Marx ; il est donc nécessaire de libérer leur esprit, par des explications appropriées, de ce « catéchisme rouge ». Mais les chefs d'entreprises n'apportent pas toujours non plus la bonne volonté indispensable pour désarmer les méfiances qui séparent les deux camps).

ITALIE.

29. — *Nuova rivista storica*. Anno II, fasc. 4, 1918, juillet-août. — Aldo FERRARI. L'œuvre historique de Giuseppe Ferrari, 1811-1876. — Giuseppe PARDI. Un état des recettes et des dépenses prévues de l'État florentin en 1544. — Guido SANTINI. De la manière d'écrire l'histoire pour les classes élémentaires. — Ettore ROTA. L'énigme du XVIII^e siècle et le problème des origines de notre Risorgimento (à propos du beau livre d'A. Pingaud sur Bonaparte, président de la République italienne). — Paolo NEGRI. L'Espagne et l'Italie au temps de la Renaissance (à propos du livre de B. Croce, la *Spagna nella vita italiana durante la Rinascenza*). — C. B. Jacques Burckhardt, 28 mai 1818-8 août 1897. — Id. Une entreprise italienne dans le domaine de l'histoire économique (la *Biblioteca di storia economica* de V. Pareto et E. Ciccotti). — Id. Un nouveau livre sur le matérialisme historique (celui de R. Mondolfo, le *Matérialisme historique d'après Frédéric Engels*). — Fasc. 5, septembre-décembre. Corrado BARBAGALLO. Giuseppe Fraccaroli (chapitre détaché d'un livre sur Fraccaroli, 1849-23 septembre 1918, qui paraîtra très prochainement ; il touche à la question, actuellement si fort débattue en Italie, de l'abus de la philologie). — Georges PLATON. Un Le Play athénien, du IV^e siècle av. J.-C., ou l'économie politique de Xénophon ; suite. — Umberto RICCI. Sur la nécessité d'une histoire de l'économie politique en Italie écrite par des Italiens. — Italo PIZZI. Origine et nature de la civilisation orientale au moyen âge. — Ettore DE RUGGIERO. L'État et la Capitale dans le monde romain (importance de la capitale dans la formation de l'État). — Fr.-P. GIORDANI. L'humanitarisme rationaliste et l'impérialisme romantique en Allemagne (le cosmo-

politisme allemand au XVIII^e siècle; Herder et son rôle intellectuel; les trois phases du romantisme allemand, avec le *Wilhelm Maister* de Goethe, le *Sternbald* de Tieck et l'*Enrico di Ofterdingen* de Novalis). — Ettore ROTA. Rationalisme et histoire; rapports intellectuels entre la France et l'Italie avant et après la Révolution française; suite et fin (le mysticisme de Mazzini, le positivisme de Giuseppe Ferrari. Conclusions). — Corrado BARBAGALLO. La France et l'Allemagne de 1848 à 1871. En lisant Treitschke. — V. PICCOLI. Sur l'histoire de la philosophie italienne; études sur Gioberti. = Notes, questions d'histoire contemporaine, discussion. = C.-rendus : A. Radovitch. Le Monténégro (montre que le Monténégro ne saurait être séparé du reste des Serbes, avec lesquels son histoire est intimement associée). — E. Melchiori. L'eterno dramma adriatico (bonne esquisse). — G. Piazzzi. La novella Fronda : manuale storico della letteratura e dell' arte italiana (trois beaux et bons volumes). = Anno III, fasc. 1, 1919, janvier-février. Guglielmo FERRERO. La révolution européenne de 1848. — Emilio BERTANA. A propos de la *Politik* de H. de Treitschke. — Georges PLATON. Un Le Play athénien au IV^e siècle av. J.-C. ou l'économie politique de Xénophon; suite et fin. — Corrado BARBAGALLO. En lisant H. de Treitschke. La France et l'Allemagne de 1848 à 1871; suite et fin (l'auteur tient pour très exacte cette appréciation de Treitschke qu'en 1870 la situation de l'armée française était pour ainsi dire parfaite; et la preuve il la trouve dans *l'Empire libéral* d'Émile Ollivier). — Giosuè MALIANDI. Études italiennes d'histoire religieuse. — Id. A propos d'une condamnation ecclésiastique (l'auteur parle de son cours sur l'histoire du christianisme professé en 1916-1917 et qui a été condamné comme hérétique). — Giulio NATALI. Encyclopédies italiennes du XVIII^e siècle. — Gino BASSI. Littérature et histoire (la réalité et la poésie dans un poème de R. Browning : *The ring and the book*). — Guido PORZIO. Une Histoire de l'antiquité (celle d'Eugène Cavaignac). = C.-rendus : G. Patroni. Appunti di etnologia antica (est-il bien sûr que, sur les périodes primitives, c'est l'archéologie qui doit avoir le dernier mot?). — A. de Marchi. Le antiche epigrafi di Milano (beaucoup de faits et d'utiles considérations). — G. Cursio. La filosofia della storia nell' opera di T. Livio (l'auteur montre que les Histoires de Tite-Live ne sont pas un tissu de légendes, mais une œuvre solidement charpentée où les faits sont expliqués dans leur portée, leurs causes et leurs conséquences. La philosophie de l'histoire n'a que faire ici). — P. Egidi. Codice diplomatico dei Saraceni di Lucera (bon). = Fasc. 2, mars-avril. G.-A. CESAREO. Les enseignements de la victoire. — Giulio URBINI. Le romantisme dans les arts du dessin. — Giuseppe PARDI. Histoire démographique de la ville de Palerme; 1^{er} article (des origines à la fin du XIV^e siècle). — Valentino PICCOLI. Ouvrages sur la philosophie politique (sur le principe des nationalités et les tendances annexionistes; le monde catholique et la guerre). — Ettore ROTA. Carlo Cattaneo, 1801-1869; à l'occasion du premier cinquantenaire de

sa mort. — Guido PORZIO. Une leçon d'ouverture d'Ettore Pais et les nouveaux horizons de la science historique (leçon d'ouverture du cours d'histoire ancienne à l'Université de Rome sur l'impérialisme romain dans l'antiquité. Mais quelle singulière mentalité que celle de M. Pais! Selon lui, la politique romaine a toujours été pure de toute idée de conquête; elle a toujours eu le culte de la liberté; les Quirites ont été les délices du genre humain! Au fait, Pais n'est-il pas un Boche? « Son italianité scientifique a été pêchée en Allemagne. » N'a-t-il pas chaussé les souliers de Mommsen?). = Fasc. 3-4, mai-août. Giulio URBINI. Léonard de Vinci (sa vie et ses œuvres). — Aldo FERRARI. Principes et phases du *Risorgimento italiano*. — Ettore ROTA. Une page d'histoire contemporaine. Gaetano Salvemini (long article de quatre-vingt-cinq pages sur l'homme, ses idées, son action politique sur la démocratie italienne). — Carlo BORNATE. L'apogée de la maison de Habsbourg et l'œuvre politique d'un grand chancelier de Charles-Quint (Mercurino di Gattinara, dont l'auteur avait déjà publié une biographie latine : *Historia vitae et gestorum per dominum Magnum Cancellarium*). — E. CORBINO. De quelques travaux sur l'histoire économique et sociale. — G. PLATON. Un essai de socialisme d'État dans l'antiquité (appendice à l'étude de l'auteur sur Xénophon). — C. B. Une histoire de Florence (par R. Caggese). — Id. Un philosophe de l'histoire : le général Filareti (auteur d'un livre : *la Conflagrazione europea e l'Italia*, paru en 1915). — G. BOLOGNA. La teutonophobie de Teofilo Folengo (celui qu'on appelle le « Rabelais italien »).

30. — *Rivista storica italiana*. 1918, fasc. 1, janvier-mars. — G.-L. Perugi. La paleografia e la diplomatica come contributo alla storia del diritto (programme du cours que l'auteur se proposait de faire à l'Université d'Urbino en 1916). — G. Luzzatto. Storia del commercio. I. Dall' antichità al Rinascimento (bon manuel). — Mondaini. La colonizzazione inglese (excellent). — L'ordine Mauriziano (ouvrage de grand luxe sur l'ordre de Saint-Maurice. L'histoire n'y occupe qu'une place très limitée). — A. Panareo. Brindisi nelle lettere di un viaggiatore francese della fine del secolo XVIII (lettres sur Brindisi écrites par l'archéologue et peintre français A.-L. Castellan, retour d'Orient, en 1797). — V. Mazzacane. I lucra di sopravvivenza nelle consuetudini di Teano (intéressant pour l'histoire de la dot ou du douaire). — Savini. Le famiglie feudali della regione Teramana nel medio evo (bon). — Études sur Duomo d'Ossola. — G. Della Mula. Saluzzo nella storia (prétentieux et vide). — A. Piganiol. Essai sur les origines de Rome (important). — Chapot et Cagnat. Manuel d'archéologie romaine; t. I (rendra de grands services). — J. Giorgi. Biografie Farfensi di papi del X e del XI secolo (prouve contre Mgr Duchesne que le catalogue des papes contenu dans le ms. Casanatense 2010 vient bien de Farfa). — G.-B. Borino. L'elezione a la deposizione di Gregorio VI (excellent). — Pirie-Gor-

don. Innocent the Great. An essay on his life and times (bon). — *Leicht*. Parlamento Friulano (important). — *Maria Parrozzoni*. Quel da Esti e il suo diritto all' ira contro Jacopo del Cassero (commentaire un peu aventuré d'un passage de Dante). — *Fletcher*. Dante (bonne introduction à la Divine Comédie). — *J. Taurisano*. Il culto di Dante nell' ordine Domenicano (intéressant). — *F.-A. Termini*. Pietro Ranzano umanista Palermitano del secolo xv (utile). — *Panareo*. In Terra d'Otranto, dopo l'invasione turchesca del 1480 (excellent). — *H.-M. Vernon*. Italy from 1494 to 1790 (bonne compilation). — Ouvrages sur la Révolution française et sur le Risorgimento, 1815-1917. = Fasc. 2, avril-juin. *C. Battisti*. Il Trentino (deux volumes remplis de faits intéressants sur le Trentin et le Haut-Adige). — *S. La Sorsa*. La città di Cerignola dai tempi antichi ai primi anni del sec. xix (bon; mais l'histoire locale est comme noyée dans l'histoire générale). — *A. Piganjol*. L'impôt de capitation sous le Bas-Empire romain (excellente dissertation). — *U. Benigni*. Storia sociale della Chiesa; t. I et II (ces deux volumes s'arrêtent à la chute de l'Empire romain. Œuvre remarquable de science et de conscience). — *Gius. La Mantia*. Messina e le sue prerogative, 1130-1296 (bonne analyse, avec commentaire, des institutions municipales de Messine). — *I. Del Lungo*. Storia esterna, vicende, avventure d'un piccolo libro de' tempi di Dante; t. I (très captivante histoire de la chronique de Dino Compagni). — *L. Rizzoli*. Nuovi documenti sulla zecca padovana dell' epoca Carrarese (bon; les documents se rapportent à la fin du xiv^e siècle). — *Gius. La Mantia*. La sechezza o dogana di Tripoli e i capitoli della sua amministrazione, 1511-1521 (texte avec un bon commentaire). — *A. Segarizzi*. Relazioni degli ambasciatori veneti al senato; t. III (ce volume contient douze rapports des ambassadeurs vénitiens auprès de la cour grand-ducale de Florence, 1527-1738). — *M. Scherillo*. L'opera buffa napoletana (réimpression, avec quelques additions, d'un travail déjà publié en 1883). — Ouvrages sur la Révolution française et le Risorgimento italiano, 1815-1918. = Fasc. 3, juillet-septembre. *V. Sgarra*. La città di Netium sulla via romana Brindisi-Benevento e Castel del Monte (lourd et confus). — *P. Gerosa*. Sant' Agostino e la decadenza dell' Impero romano (l'expression de « patriotisme romain » en ce qui concerne saint Augustin est vide de sens). — Codice diplomatico del monastero di S. Colombano di Bobbio fino all' anno 1208 (important). — *Giov. Livi*. Dante, suoi primi cultori, sua gente in Bologna (bon et beau volume). — *F. Ercole*. Lo « Stato » nel pensiero di N. Machiavelli (remarquable). — *A. Gabrielli*. Alcuni capitoli del 1547 per un banco di prestito a pegno tenuto dagli Ebrei in Velletri (instructif). — Ouvrages sur la Révolution française et le Risorgimento italiano. = Fasc. 4, octobre-décembre. *J. Cavalli*. Storia di Trieste, dalle origini alla guerra di liberazione (bon). — *L. Pareti*. Storia di Sparta arcaica; I (remarquable). — *E.-S. Bouchier*. Sardinia in ancient times (très bon essai). — *E. Callegari*. Il pensiero religioso nell' età di Severi (intéressant). — *Giov. Sforza*.

Moghâid e la sua scorreria contro la città di Luni (plaqueette où est esquissée la biographie d'un fameux chef des Maures d'Espagne que les chroniqueurs italiens appelaient Mugetto, Messetto, Musa, etc.; il fit en Sardaigne deux expéditions en 1015 et en 1016; dans la seconde, il fut défait par les Sardes alliés aux Pisans et aux Génois). — *A. Fallone*. Ezzelino III da Romano nel « Memoriale » di Guglielmo Ventura (il manque à ce travail un examen minutieux des mss. qui contiennent le « Memoriale »). — *A. Perini*. Un emulo di Fr. Girolamo Savonarola : Fr. Mariano da Genazzano (biographie de ce moine qui fut prieur général des Ermites de saint Augustin en 1497 et qui mourut à Sessa le 14 décembre 1498). — *Giov. Sforza*. I negoziati di Carlo Emanuele I, duca di Savoia, per farsi re di Cipro (intéressant). — *M. Borgherini-Scarabellin*. La vita privata a Padova nel sec. XVII (beaucoup de recherches; beaucoup de documents utilisés; mais en somme rien de bien nouveau). — *U. Benassi*. Per la storia della politica Farnesiana verso i feudatari : i feudi dei conti Sforza di Santa Fiora nel sec. XVII (bon). — *F. Lanzoni*. A proposito dei falsi del P. Guido Grandi (ce Père fabriqua, vers 1721-1733, divers faux pour justifier l'attribution à l'ordre des Camaldules du bienheureux Novellone, de Faenza; il est aussi l'auteur d'une vie de saint Bononio de Bologne, qui vivait au XI^e siècle, et qu'il donna comme l'œuvre contemporaine d'un certain Rathbert, inconnu par ailleurs). — Ouvrages sur la Révolution française et sur l'époque du Risorgimento. — *Mondolfo*. Le matérialisme historique d'après Frédéric Engels; trad. de l'italien par *S. Jankélévitch* (utile). = Anno XXXVI, vol. XI, fasc. 1, 1919, janvier-mars. *Gius. Frola*. Corpus statutorum Canaviesi (important pour l'histoire de la région subalpine qui doit le nom de « Canavese » à la localité appelée Canava, près de Cuorgné; le glossaire est loin d'être sans défauts). — *M. Battistini*. L'ospedale di S. Lazzerio in Volterra, poi commenda dei cavalieri di Malta. — *Al. Lattes*. Trieste nella storia politica e giuridica d'Italia (intéressante conférence). — *J.-F. d'Alton*. Horace and his age (bon). — *F. Lanzoni*. La prima introduzione del Cristianesimo e dell' episcopato nella Sicilia e nelle isole adiacenti (bon). — *N. Mengozzi*. Il pontefice Paolo II ed i Senesi (nombreux documents inédits). — *U. Cassuto*. Gli Ebrei a Firenze nell' età del Rinascimento (travail considérable). — *P.-L. Levati*. I dogi di Genova e vita genovese, 1771-1797 (fin d'un ouvrage en quatre volumes sur Gênes au XVIII^e siècle; beaucoup de faits nouveaux). — Ouvrages sur la Révolution française et sur le Risorgimento italiano. = Fasc. 2, avril-juin. *D. Cambiaso*. L'anno ecclesiastico e le feste dei santi in Genova nel loro svolgimento storico (très intéressant). — La cattedrale di Genova, 1118-1918 (recueil de mémoires réunis pour célébrer le huitième centenaire de la consécration de la cathédrale San Lorenzo à Gênes). — *G. De Sanctis*. Storia dei Romani. T. III : Le guerre puniche (ouvrage très érudit et d'une belle forme littéraire). — *Fr. Lanzoni*. La prima introduzione dell' episcopato e del Cristianesimo nella Lucania e nel

Bruzzi (bon). — *Id.* Santi africani nella Bassa Italia e nelle isole adiacenti (curieux). — *F. Gabotto.* Storia dell' Italia occidentale nel medio evo, 395-1313 (bel ouvrage que la mort de l'auteur laissa inachevé; les deux volumes parus s'arrêtent à l'arrivée des Lombards en Italie, 568). — *V. Facchinetti.* La questione Franciscana (trois jolis volumes sur saint François, Thomas de Celano et les « Fioretti »). — *P. Negri.* Milano, Ferrara o l'Impero durante l'impresa di Carlo VIII in Italia (remarquable). — *L. Beltrami.* La Roma di Gregorio XIII negli « Avvisi » alla Corte Sabauda (publie les rapports adressés de Rome à Philippe d'Este, gendre du duc E. Philibert de Savoie, 1572-1585). — *P. Pecchiai.* La Società patriottica istituita in Milano dall'imperatrice Maria Teresa (cette Société patriotique avait pour but d'encourager l'agriculture, les arts et les industries; elle fut fondée en 1776 et disparut en 1796 avec tant d'autres institutions de l'Ancien régime). — *W.-R.-A. Trewbridge.* Cagliostro (essai de réhabilitation qui n'est pas assez approfondi). — Ouvrages sur la Révolution française et le Risorgimento. — Fasc. 3, juillet-septembre. *Silvio Pivano.* Annuario degli Istituti scientifici italiani (utile annuaire, destiné à remplacer pour l'Italie la *Minerva*. Beaucoup d'erreurs et d'omissions). — *Mario Tosi.* Bullaria e Bullatores della cancelleria pontificia (très bonne monographie). — *B. Croce.* Curiosità storiche (intéressant). — *Id.* Storie e leggende napoletane (plein d'idées ingénieuses et de faits). — *Italo Pizzi.* Giuliano l'Apostata, secondo uno scrittore anonimo di Edessa in Siria del secolo VI (récit de la défaite et de la mort de l'empereur par un auteur syrien du VI^e siècle, ennemi déclaré de Julien et des Grecs). — *L. Schiaparelli.* I diplomi di Guido e di Lamberto. I diplomi italiani di Ludovico III e di Rodolfo II (annonce un peu tardive de cette utile publication qui est de 1906-1910). — *Fr. Lanzi.* Alcune correzioni nel catalogo episcopale di Forlì (ouvrage d'une critique sévère et bien informée). — *Gius. La Mantia.* Codice diplomatico dei re Aragonesi di Sicilia, 1282-1355; t. I (c'est la première pierre d'un grand monument). — *A. Sorbelli.* La « Notitia status Hetruriae » e il tempo della sua composizione (l'auteur prétend que ce document a été composé entre 1370 et 1384; il vaut mieux lui attribuer une date plus récente : vers 1396). — *G. Ferrari.* La legislazione veneziana sui beni comunali (bonne étude sur les biens communaux à la fin du XVI^e siècle). — *Gius. La Mantia.* L'archivio della Segreteria dei viceré di Sicilia e le « Istruzioni » date dal re Filippo III nel 1642 (ces vice-rois ont été institués en 1409; mais leurs archives ne nous sont parvenues que depuis la fin du XVI^e siècle. Texte et commentaire des instructions données par le roi d'Espagne Philippe III à l'archiviste Fr. Quingles, 3 octobre 1642). — *Maria Borgherini-Scarabellin.* L'Università di Padova; les académies; les étudiants, les conditions intellectuelles au XVII^e et au XVIII^e siècle; trad. par *Luisa Acerbi.* — Ouvrages sur la Révolution française et sur le Risorgimento.

CHRONIQUE.

France. — Avec Jacques FLACH vient de disparaître un des hommes qui ont fait le plus d'honneur à l'érudition française.

Geofroi-Jacques Flach était né le 16 février 1846 à Strasbourg. Il rappelait volontiers qu'un de ses ancêtres, Sigismond Flach, y avait été, au début du XVII^e siècle, le premier professeur de droit à l'Université. C'est dans cette ville qu'il fit ses études classiques (1854-1863) et juridiques; il fut licencié en droit en 1866 et publia peu après, dans la *Revue historique de droit français*, un important mémoire sur l'histoire d'une théorie juridique : la *Subrogation réelle*, paru en volume en 1870. Ses thèses de doctorat furent purement historiques, ce qui était alors une nouveauté. L'une avait pour titre : la « *Bonorum possessio* » sous les empereurs romains depuis le commencement du II^e siècle jusqu'à Justinien exclusivement; l'autre était une *Étude historique sur la durée et les effets de la minorité en droit romain et dans l'ancien droit français* (1870). Ainsi, dès le début, il entendait fondre dans une union intime l'étude du droit et celle de l'histoire, idée féconde et qu'il s'appliqua pendant toute sa vie à réaliser. Il alla ensuite préparer à Paris l'agrégation de droit; mais la mort subite de son père l'empêcha de se présenter au concours et il revint à Strasbourg juste au moment où allait éclater la guerre de 1870-1871. Après le siège, il s'employa à la reconstitution de la bibliothèque et du musée détruits par les obus allemands; il fut aussi membre du Comité de secours, dont il retraça l'activité dans un volume intitulé : *Strasbourg après le bombardement, 2 octobre 1870-30 septembre 1872* (1873). Puis vint le moment où il lui fallut opter entre l'Allemagne et la France; ardent patriote, il alla se fixer définitivement à Paris. Là, il compléta sa préparation scientifique en suivant les cours de l'École des chartes et de l'École des hautes études, en fréquentant chez Gaston Paris, où il rencontrait Taine, Sorel, Thurot, G. Monod, F. Baudry, Tourguenef, etc. Il fut pendant quelque temps secrétaire de Jules Sénard, ancien président de l'Assemblée constituante et bâtonnier de l'ordre des avocats; ces fonctions l'amènèrent à publier un mémoire original sur la *Propriété artistique*; mais son champ principal d'activité resta l'étude historique des législations. Il était depuis 1872 un des membres les plus actifs de la jeune Société de législation comparée et commençait à la Bibliothèque nationale et aux Archives les recherches qui devaient le faire pénétrer de plus en plus profondément dans la connaissance du haut moyen âge. Secrétaire de la *Revue*

de droit français et étranger que dirigeait Laboulaye, il fut chargé par lui de le suppléer dans son cours au Collège de France (1879-1880, 1882-1883), et il lui succéda en 1884, l'emportant sur Rodolphe Dareste, dans la chaire de législation comparée. Depuis 1877, il était déjà professeur de droit civil comparé à l'École des sciences politiques. Ce double enseignement, il n'a jamais cessé de le mener de front et de l'élargir jusqu'à la veille même de sa mort. Fort nombreuses et diverses sont ses publications : livres, leçons d'ouverture et articles. Au droit romain se rapportent : la *Table de bronze d'Aljustrel, étude sur l'administration des mines au I^{er} siècle de notre ère* (1879); *Cujas; les Glossateurs et les Bartolistes* (1883); les *Études critiques sur l'histoire du droit romain au moyen âge*, avec des textes inédits (1890); le *Droit romain dans les chartes du IX^e au XI^e siècle* (dans les « *Mélanges Fitting* »); à l'ancien droit français : les *Axiomes du droit français par le sieur Catherinot*, avec une notice sur la vie et les écrits de l'auteur, par Éd. Laboulaye, et une bibliographie raisonnée des écrits de Catherinot, par J. Flach (1883); *Notes et documents sur l'origine des redevances et services coutumiers au XI^e siècle* (1888). Il aborde plusieurs des grands problèmes qui se posent devant la science, s'efforçant de les éclairer par l'histoire et par l'étude directe des documents originaux : problème irlandais (*Histoire du régime agraire de l'Irlande*, 1883; *Considérations sur l'histoire politique de l'Irlande*, 1885; *Jonathan Swift, son action politique en Irlande*, 1886; le *Gouvernement local de l'Irlande*, 1889); problème austro-hongrois, problème agraire russe, institutions primitives (le *Lévirat et les origines de la famille*, 1900; la *Poésie et le symbolisme dans l'histoire des institutions humaines*, 1910); féminisme, problème chinois, problème japonais, problème judéo-babylonien. Il s'impose d'ailleurs la tâche d'apprendre la langue d'un peuple avant d'en étudier les institutions; c'est ainsi qu'il apprend successivement le hongrois, le russe (*Un grand poète russe : Alexandre Pouchkine*, 1894), l'assyrien. Il est en état d'étudier sur les textes cunéiformes la plus ancienne législation du monde, celle de la Chaldée : la *Propriété collective en Chaldée et la prétendue féodalité militaire du code de Hammourabi* (1907; cf. *Rev. histor.*, t. XCV, p. 309); le *Code de Hammourabi et la constitution originaire de la propriété dans l'ancienne Chaldée* (1907). Il touche à l'histoire des théories politiques dans les directions les plus diverses : *Platon et Montesquieu théoriciens politiques* (1908); la *Souveraineté du peuple et le suffrage politique de la femme* (1910); *Sully, homme de guerre et homme d'État* (1911); *Thomas Morus et l'île d'Utopie* (1912), etc.

En même temps que sa curiosité scientifique paraissait se disperser sur tant de sujets divers, il préparait lentement et solidement un grand ouvrage sur les *Origines de l'ancienne France*, composé exclusivement d'après les documents originaux. J. Flach a en effet puisé avec

une scrupuleuse méthode aux sources les plus variées : chartes imprimées et manuscrites, vies de saints, chansons de geste. A l'aide de ces matériaux, il a construit une œuvre, trop systématique aux yeux de certains, où l'esprit de géométrie l'emporte sur l'esprit de finesse, mais d'une puissance et d'une originalité incontestables. Quatre volumes en ont déjà paru : I, *le Régime seigneurial* (1886); II, *les Origines communales; la féodalité et la chevalerie* (1893); III, *la Renaissance de l'État; la royauté et le principat* (1904); IV, *les Nationalités régionales; leurs rapports avec la couronne de France* (1917). Un tome V est sous presse. L'idée qui domine la question si complexe des origines est que l'ancienne France doit peu de chose à l'élément germanique; à l'influence, excessive d'après lui, qu'on attribue d'ordinaire à la loi salique, il oppose le droit qui s'est constitué en France au XI^e et au XII^e siècle; il a mis en lumière le caractère propre de la royauté, française, qui n'est pas franque, mais gallo-franque. Dans son dernier volume, après avoir montré que le patriotisme régional a survécu parallèlement au sentiment unitaire de la Gaule, il s'est appliqué à réduire à néant le prétendu droit historique de la Germanie sur les régions de la Gaule qu'elle avait usurpées : Alsace et Lorraine, Bourgogne et Provence. D'autre part, il reculait jusqu'au XII^e siècle l'établissement définitif de la féodalité, en insistant sur la complète indépendance des nationalités régionales en face de la royauté capétienne. Celle-ci n'a triomphé qu'à partir de Philippe-Auguste, le vainqueur de Bouvines, victoire qui, dit-il, « a fondé l'unité de la France, comme l'a sauvée, sept siècles plus tard, la victoire de la Marne ». Ces théories, présentées sous une forme absolue et péremptoire, ont rencontré des contradictions qu'il supportait avec peine; elles ont cependant creusé un profond sillon dans le champ broussaillieux de notre histoire primitive. — Dans un écrit de moindre envergure : *l'Origine historique de l'habitation et des lieux habités en France* (1899), il a soumis à un examen critique très serré quelques-unes des théories mises en circulation par Aug. Meitzen en Allemagne et H. d'Arbois de Jubainville en France.

Membre du Comité des travaux historiques et scientifiques, ancien président de la Société des études historiques, J. Flach fut élu en 1912 membre de l'Académie des sciences morales et politiques en remplacement de Rod. Dareste, qui ne lui avait pas pardonné son échec de 1884. Puis survint la guerre. Pour la seconde fois, il voyait les Allemands fouler le sol de la patrie. Il les connaissait bien et avait les meilleures raisons du monde, raisons sentimentales et scientifiques, pour ne les aimer guère. Animé d'une foi robuste dans notre victoire finale, il ramassa toute son énergie pour combattre, la plume à la main, leurs prétentions à l'hégémonie : *le Droit de la force et la force du droit* (1915); — *Essai sur la formation de l'esprit public allemand* (1915; 3^e édit., 1916, augmentée de trois chapitres sur l'évangile de Bismarck, sur les doctrines juridiques concernant le droit de nécessité et le droit

de force ; sur l'avenir de l'Allemagne prédit par B. Constant, Quinet et Heine) ; — les *Affinités françaises de l'Alsace* avant Louis XIV et l'iniquité de sa séparation de la France (1915). L'armistice du 11 novembre 1918, l'effondrement militaire et politique des Hohenzollern remplirent son cœur de joie, sans le surprendre. Aux plus mauvais jours de la guerre, il s'était rasséréné en éditant, avec la collaboration d'un de ses plus anciens et meilleurs élèves, Fr. Funck-Brentano, le *Traité de la constance et consolation es calamitez publiques* écrit par Guillaume Du Vair pendant le siège de Paris de 1590 (1915).

Ce prodigieux labeur, cette production constante autant que variée le menèrent au seuil de la vieillesse sans qu'il parût en ressentir les atteintes. Affligé d'une surdité que chaque année rendait plus pénible, il s'enferma de plus en plus dans ses livres. Il eût pu jour de la vie mondaine. Sa culture était générale et variée. Il aimait la musique. Il était peintre et il orna sa maison de Giromagny de toiles nombreuses où il se plaisait à fixer les aspects changeants de la lumière sur les Vosges voisines ou les Alpes très lointaines. Poète à ses heures, il composa, sur le modèle des ballades du temps jadis, le *Chevalier de Rosemont* et il en fit une somptueuse plaquette illustrée par Charles Spindler, imprimée à l'imprimerie alsacienne et dédiée « à l'Alsace, par son fils J. F. » (1904). Car il aimait les beaux livres ; il consacra une jolie brochure au *Bibliophile Paul Schmidt*, son compatriote et ami (1910). Il avait des goûts sportifs, comme on dit, et il donnait à la gymnastique, à la marche une part exactement calculée de ses heures. Une vie si bien réglée semblait lui promettre encore de longs et fructueux jours, lorsqu'une opération chirurgicale urgente ébranla sa santé jusqu'alors d'apparence très robuste. Au moment où il se croyait hors de danger, il eut une rechute et il s'éteignit, presque sans souffrance, le 4 décembre 1919.

Ch. BÉMONT.

— M. Claude PERROUD, qui est mort le 15 décembre 1919 à l'âge de quatre-vingts ans, était un ancien élève de l'École normale supérieure ; il avait enseigné dans les facultés et avait pris sa retraite avec le titre de recteur honoraire. Il consacra les loisirs que lui laissaient ses fonctions professorales ou administratives, ainsi que les années d'une très studieuse retraite, à l'étude de M^{me} Roland. Il en publia les *Mémoires* (2 vol., 1905) ; les *Lettres d'amour, 1777-1780* (1909) ; on lui doit enfin un recueil complet de sa correspondance qui figure dans la collection des Documents inédits. Il pensait ne donner d'abord que les lettres postérieures au mariage de M^{me} Roland (4 février 1780), les lettres antérieures lui paraissant alors présenter « moins d'intérêt pour l'histoire » (2 vol., 1900-1902) ; c'est un recueil de 563 lettres, dont 323 étaient entièrement inédites. Puis, se ravissant, il donne les lettres de 1767 à 1780 (2 vol., 1909-1915) ; en appendice, au tome II, il ajouta toutes celles qui sont postérieures au mariage et qui ont été retrouvées depuis 1902.

Ch. B.

— M. DE FRANQUEVILLE est mort le 28 décembre 1919. Amable-Charles Franquet, comte de Franqueville, était né le 1^{er} janvier 1846. Auditeur, puis maître des requêtes au Conseil d'État, il s'y fit une place remarquée dans les questions de caractère administratif. Marié en secondes noces avec une Anglaise, Lady Sophie Palmer, fille du premier comte de Selborne, il eut toute facilité pour connaître dans le détail le plus actuel et le plus exact les institutions d'un pays si voisin du nôtre et que nous connaissons si peu. Aussi faut-il faire le plus grand cas de ses travaux sur le *Régime des travaux publics en Angleterre* (2^e édit. en 4 vol., 1875), les *Sociétés de secours mutuels* (1860), les *Voies navigables* et les *Associations syndicales* (1864), les *Écoles publiques* (1869), *l'Exploitation des chemins de fer anglais* (1881); mais les ouvrages qui doivent surtout retenir l'attention de l'historien sont : le *Gouvernement et le Parlement britanniques* (3 vol., 1887), le *Système judiciaire de la Grande-Bretagne* (2 vol., 1893). Élu en 1888 membre de l'Académie des sciences morales et politiques en remplacement de Bathie, il publia le *Premier siècle de l'Institut de France, 25 octobre 1795-25 octobre 1895*. On lui doit encore des *Souvenirs intimes sur la vie de mon père* (1878) et l'histoire d'un château qu'il possédait à Bourbilly, près de Semur-en-Auxois (1907).
Ch. B.

— Une mort prématurée vient d'enlever, à l'âge de quarante-neuf ans, M. Philippe BARREY, archiviste de la ville du Havre. Il s'était fait lui-même. Ancien élève de l'École primaire supérieure, employé municipal, il avait contracté le goût des textes et, à force de travail, était devenu chef de service. L'inspection générale des bibliothèques et archives ne nous démentira certainement pas si nous disons, après elle, qu'il n'y avait pas, en province, de dépôt mieux tenu, plus sagement organisé, plus intelligemment présenté. M. Ph. Barrey ne se bornait pas à ouvrir largement aux autres les riches collections dont il avait la garde; il y poursuivait des travaux personnels. Nous avons analysé ici quelques-uns d'entre eux. Le plus connu est peut-être son *Histoire de l'arsenal du Havre et de l'école de Marine*. Malgré la surcharge d'un service écrasant pendant la guerre (il dirigea le ravitaillement), il ne cessa d'écrire. En 1918, il donnait encore deux notices appréciées. L'Académie des inscriptions et belles-lettres venait de lui attribuer le second prix Gobert pour ses *Origines de la colonisation française aux Antilles*. Il participa en 1917 à la cérémonie du IV^e centenaire de la fondation du Havre et il projetait une *Histoire du Havre* en collaboration avec le signataire de ces lignes. L'érudition française perd en lui l'un de ses plus laborieux représentants.

R. L.-G.

— Un nouveau don princier fait à l'Université de Paris par M^{me} la marquise ARCONATI-VISCONTI (deux millions) va permettre de créer un Institut d'histoire de l'art et d'esthétique. La belle bibliothèque for-

mée par M. Doucet en constituera l'élément fondamental. M^{me} la marquise Arconati-Visconti s'est créé un nouveau titre à la reconnaissance de tous ceux qui, en France, s'intéressent à l'histoire de l'art en même temps qu'elle a ajouté une nouvelle pierre au monument élevé à la mémoire de son père M. Peyrat.

— Le 10 décembre 1919 a été inauguré à Paris l'Institut d'études slaves dont la création est due en grande partie à l'autorité éclairée de M. Ernest Denis. Dès maintenant fonctionnent des sections yougoslave et tchéco-slovaque, et l'on espère installer des sections polonaise et russe.

— Les archives de la préfecture de police de la Seine, que les travailleurs avaient déjà la faculté de consulter, seront désormais plus facilement utilisables. M. Henri Malo est en train d'en dresser l'inventaire méthodique et descriptif. On sait qu'une grande partie de ces archives ont été brûlées en 1871. On y conserve pourtant encore de grandes richesses : les comptes-rendus des états généraux de 1560; les archives de la Bastille, du For-l'Évêque, des prisons de l'abbaye de Bicêtre, des Carmes, de Port-Royal, de Sainte-Pélagie, du Temple; des procès-verbaux de police depuis 1789 jusqu'à 1830; des registres d'érou remontant à 1534. Depuis quelque temps d'ailleurs on peut prendre connaissance des documents les plus caractéristiques dans le musée des archives et collections historiques de la même préfecture, qui est installé quai des Orfèvres. G. BN.

— La *Revue de synthèse historique* vient de reprendre sa publication interrompue pendant la guerre. Le premier fascicule, formant le tome XXIX (août-décembre 1919), a paru le 15 janvier 1919; il est entièrement consacré aux États-Unis. L'abonnement maintenant est de 25 francs pour la France et de 30 francs pour l'étranger.

Arabe. — Le gouvernement arabe vient de créer à Damas une *Académie arabe* composée de huit membres et dont le président est M. Kurd-Ali. Elle se propose d'étudier la langue arabe, de traduire en cet idiome les ouvrages publiés dans les langues occidentales, afin d'initier le pays aux sciences, aux industries et aux arts de l'Occident, de donner quelques publications historiques; de former des collections d'antiquités : statues, monnaies, instruments, vases, inscriptions, vieux manuscrits orientaux, etc. Elle publiera une revue mensuelle illustrée pour servir de lien entre l'Arabie nouvelle et les académies, musées, universités et revues de l'Europe et de l'Orient. — L'Académie a été installée dans la plus ancienne école arabe de Damas, le Médressé Adélié, qui tire son nom de son fondateur, le roi Adel, frère de Salah Eddine el Ayoubi (le célèbre Saladin), mort en 1218 (615 de l'hégire) et inhumé dans cette école même. L'Académie a restauré cette Université où se trouve dès maintenant installé un musée d'antiquités déjà considérable. Un catalogue général en sera bientôt publié.

Belgique. — Du 7 au 12 août 1920, aura lieu à Anvers un Congrès indépendant d'histoire de la médecine et de la pharmacie dont les discussions porteront principalement sur les sujets suivants : iconographie, bibliographie et épigraphie médicales ; médecine monastique et collégiale de Belgique ; mobilier des apothicaires.

Grande-Bretagne. — A partir du 15 janvier 1920 paraît, chez John Murray (Londres), un nouveau périodique : *Discovery; a monthly popular journal of knowledge*, dirigé par A. S. Russell; son but est de présenter sous une forme populaire le récit de ce que les savants ont fait ou se proposent de faire dans toutes les principales branches de la science : science proprement dite, littérature, archéologie, histoire. L'idée en est sortie d'une conférence provoquée par les présidents de la Royal society et de la British Academy, ce qui contribue à en déterminer le caractère (prix de l'abonnement, 6 sh. par an; prix de chaque livraison, 6 d.).

— A la suite d'un appel de la Société anglo-américaine, M. G. Watson a fait don de £ 20,000 pour fonder à Londres une chaire de l'histoire et des institutions américaines, dont l'inauguration coïncidera avec le tricentenaire du départ de la *Mayflower*, en 1620. Cette fondation, si elle doit servir les intérêts de la science, ne peut manquer, en même temps, de fortifier les tendances unitaires dont nous avons déjà noté l'apparition dans divers milieux anglo-saxons d'Amérique et de Grande-Bretagne. En France, un pareil enseignement n'est donné dans aucune de nos universités, non pas même à Paris; c'est une lacune très regrettable.

Grèce. — M. Spiridion P. LAMBROS, ancien professeur d'histoire à l'Université d'Athènes, ancien ministre, est mort le 5 août 1919 dans sa soixante-huitième année. On lui doit des textes inédits sur Corcyre (1882), une édition du *De natura animalium* de Constantin Porphyrogénète (1885); une Histoire de la Hellade (2 vol., 1885-1888), un mémoire sur les Jeux olympiques dans l'antiquité (1896), plusieurs catalogues : celui des manuscrits grecs du mont Athos (2 vol., 1895-1900), celui d'une collection de portraits des empereurs byzantins d'après les statues, les miniatures, les ivoires et autres œuvres d'art réunis à l'occasion de l'exposition de 1911, etc. Il a aussi traduit en grec l'*Histoire grecque* de Curtius, l'*Histoire de la ville d'Athènes* de Gregorovius, l'*Introduction aux études historiques* de Seignobos et Ch.-V. Langlois, le *Manuel de paléographie grecque et latine* d'E. M. Thompson. C'était un vulgarisateur laborieux et diligent qui s'est fourvoyé au dernier moment dans la politique. Nous ne pouvons oublier qu'il fut un collaborateur de la *Revue historique* et il n'a pas tenu à nous que cette collaboration fût plus régulière.

Italie. — De grandes fêtes seront célébrées en 1921 en Italie pour commémorer le huitième centenaire de la mort de Dante survenue le 13 septembre 1321. Un bref du pape Benoît XV, en date du 28 oc-

tobre 1919, avait invité les catholiques du monde entier à se joindre à cet effet aux catholiques italiens. L'archevêque de Paris, en acceptant tout récemment de former pour cette célébration un comité de catholiques français, a répondu aux vœux du pape. Le Comité d'initiative a pour directeur M. Henry Cochin et pour secrétaires MM. Gouges, chanoine honoraire de Paris, Pératé, conservateur du musée de Versailles, et Bucaille, de l'Alliance Saint-Marc. On sait d'autre part que l'Union intellectuelle franco-italienne devait, cette année même, organiser des fêtes dantesques que les circonstances ont fait ajourner. Souhaitons, dans l'intérêt de la science, que les deux groupements fusionnent, au moins en ce qui touche le but pratique, qui est de faire connaître le grand poète chrétien et italien par des articles, des opusculs, des études et des conférences.

A propos de Dante, on doit signaler que, durant la poursuite des travaux entrepris à Saint-François de Ravenne, on a découvert sur le mur de gauche de la nef une fresque qui paraît être un portrait du grand poète; celui-ci est dans une attitude de méditation, et la fresque semble avoir inspiré le sculpteur Marco Lombardo pour son œuvre du tombeau de Dante.

G. BN.

— Un Institut pour la propagation de la culture italienne vient d'être fondé à Rome sous la présidence honoraire du ministre de l'Instruction publique, sous la présidence effective de MM. F. Martini, U. Comandini et de l'éditeur Formiggini. Cet Institut commencera par publier des guides bibliographiques sur les différentes matières où la science italienne a contribué au progrès général.

G. BN.

Pays-Bas. — Au mois de janvier 1920 a été inaugurée en Hollande une École des chartes (*archiefschool*), annexe aux Archives générales du royaume, à La Haye; elle a pour but de compléter l'instruction des futurs archivistes. Le directeur de l'École est M. le professeur R. Fruin, archiviste général, qui, lui-même, donne des cours sur l'archivistique, la chronologie et les institutions politiques néerlandaises du moyen âge. Les professeurs de l'École sont M. Brugmans pour la paléographie, M. Opperman pour la diplomatique, M. Nolet pour les institutions ecclésiastiques et M. Japikse pour les institutions politiques au temps de la république des Provinces-Unies et après.

N. J.

Le gérant : R. LISBONNE.

